

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'ASSISTANCE PAR LE TRAVAIL EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

Sera présenté et soutenu le Vendredi 1^{er} Juin 1900, à 10 heures

PAR

MARCEL LECOQ

Président : M. JAY, professeur.

Suffragants { *MM. CAUWES, professeur.*
SOUCHON, professeur.

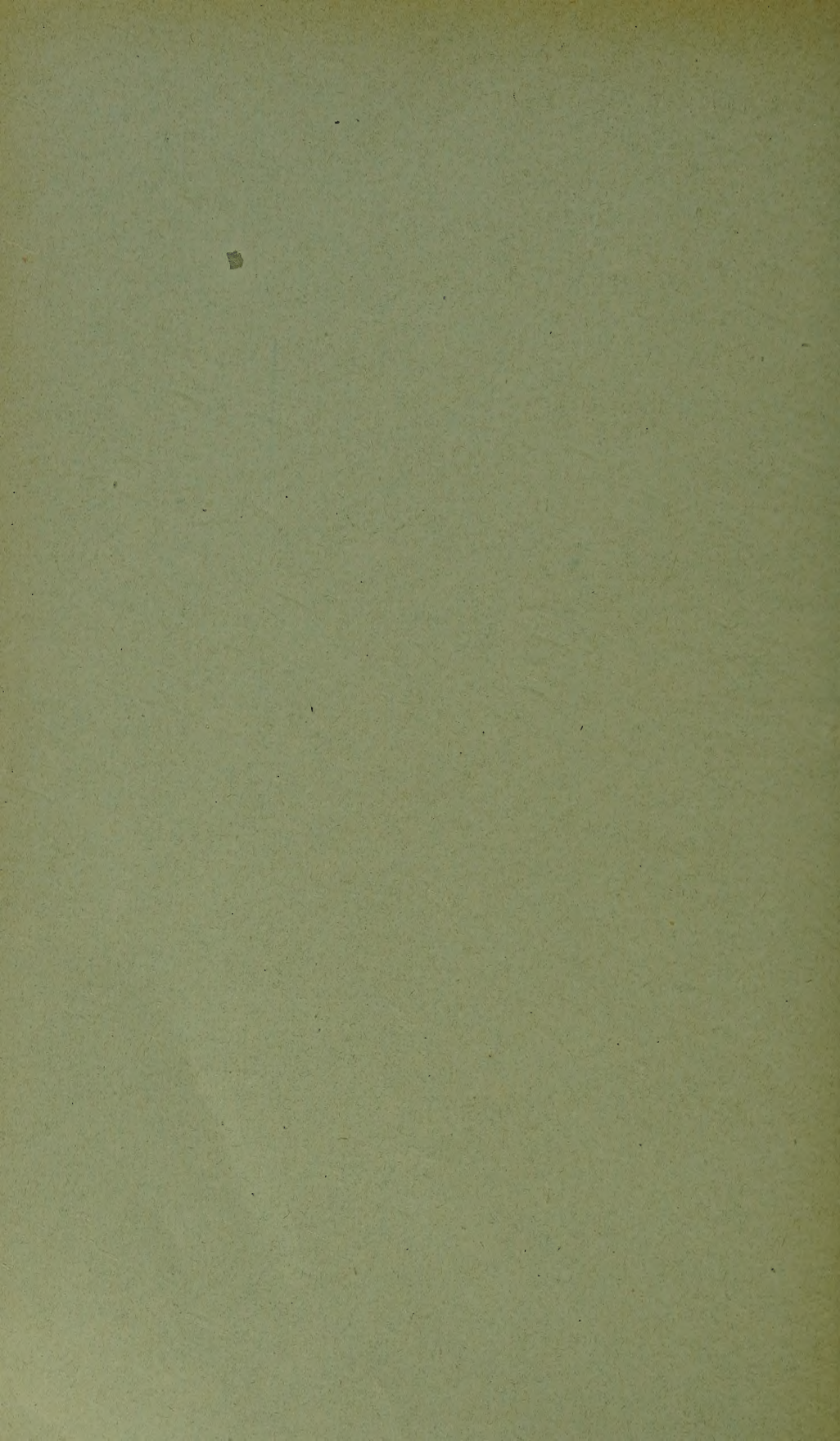
PARIS

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, rue Soufflot. 16

1900



THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'ASSISTANCE PAR LE TRAVAIL EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

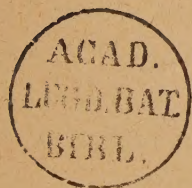
Sera présenté et soutenu le Vendredi 1^{er} Juin 1900, à 10 heures

PAR

MARCEL LECOQ

Président : M. JAY, professeur.

Suffragants { *MM. CAUWÈS, professeur.*
SOUCHON, professeur.



PARIS

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, rue Soufflot. 16

1900

INTRODUCTION

L'assistance par le travail a pris, surtout depuis un siècle, une importance considérable tant dans la sphère des principes que dans celle des faits. Elle a soulevé les plus gros problèmes de l'économie politique : le droit au travail, le droit à l'existence, l'organisation du travail, la question de la mendicité professionnelle et du vagabondage, et bien d'autres que j'omets et non des moins importants.

Elle a suscité de très grandes espérances sous les formes si diverses qu'elle a revêtues. On a cru que les ateliers de secours du xvi^e et du xviii^e siècle allaient faire disparaître le vagabondage et la mendicité, si intenses dans ces périodes troublées. On a pensé qu'on pourrait assurer une occupation à tous les chômeurs et remanier toute notre organisation du travail, avec les ateliers nationaux de 1848. On a été persuadé que personne ne mourrait plus de faim en Angleterre, du jour où les *Workhouses* fonctionneraient. On a espéré voir disparaître la mendicité des chemineaux sur les routes allemandes, dès que le système des *Reliefstationen* et des *Herbergen zur Heimath* aurait été propagé. On a supposé enfin qu'on porterait un coup mortel à la mendicité professionnelle qui infeste nos grandes

viles, en multipliant les œuvres d'assistance par le travail que nous voyons s'accroître d'une façon si extraordinaire depuis une trentaine d'années. Et nous ne faisons que rappeler ici les jardins ouvriers dont on attend de si heureux résultats pour l'accroissement du bien-être de la famille ouvrière. Partout on a pensé que le travail était le meilleur des soulagements que l'on peut apporter à la misère des pauvres valides.

Que sont devenues ces belles et souvent fécondes espérances, quand elles ont été soumises à l'épreuve de l'expérience des faits ? Les résultats ont-ils été heureux ou funestes ? S'ils ont été mauvais, la faute en est-elle aux illusions des initiateurs qui ont entrepris le mouvement, ou aux difficultés du moment, ou encore aux défauts de l'organisation matérielle ? Telles sont les questions qu'il est intéressant de se poser pour chacune des tentatives que nous allons avoir à examiner.

Nous pourrions porter ensuite un jugement éclairé, sur la valeur du principe de l'assistance par le travail en lui-même, et sur les mérites respectifs des divers procédés dont on a tenté l'application.

L'expérience acquise ne restera pas ainsi inutilisée.

Pourquoi faire des essais que l'on saurait infructueux si l'on connaissait l'œuvre de nos devanciers. En matière de philanthropie, il faut éviter de pareilles déperditions de forces ; car comme on l'a dit fort justement « le bien mal fait, fait du tort au bien ». Et ce tort est tout à la fois matériel et moral — matériel, en ce qu'il entraîne une dépense inutile des

ressources toujours insuffisantes de l'assistance — moral, parce que de l'échec d'une tentative on conclut trop souvent à la défectuosité d'un principe. Et tout cela provient de l'ignorance dans laquelle on se trouve de l'expérience du passé, et aussi du manque d'esprit pratique des personnes, pourtant si dévouées, qui se mettent à la tête de ces œuvres.

Que de fautes, que de coûteuses et décevantes écoles on s'éviterait, que de misères on épargnerait aux pauvres que nous avons tous à cœur de soulager, si on connaissait mieux ce qui a été fait autrefois et ce qui se fait ailleurs.

Nous avons cru qu'un ouvrage, où l'on tenterait d'exposer d'une façon coordonnée et rationnelle les diverses tentatives qui ont été faites, serait d'une certaine utilité pour les personnes qui s'intéressent au bienfaisant principe de l'assistance par le travail. C'est pourquoi nous avons entrepris la lourde tâche d'exposer le mal auquel l'assistance par le travail prétend porter remède, et les diverses applications qui ont été faites de ce système d'assistance.

En toutes circonstances nous nous sommes efforcés de nous placer en dehors de toute espèce d'esprit de parti ou de préférence personnelle. Nous avons étudié d'une façon purement objective, montrant les mérites et les défauts de chacune des organisations, ainsi que les résultats qui en ont été les conséquences.

Puissent toutes ces expériences vécues être utiles pour montrer d'une part, les heureux effets du travail dans la lutte contre les conséquences désastreuses du chômage et de la mendicité professionnelle, et d'au-

tre part les graves dangers auxquels s'exposent inconsidérément les esprits, même les plus éclairés et les plus dévoués, quand ils ne sont pas instruits par l'étude pratique des faits.

Notre œuvre aura atteint son but, si elle contribue à propager les meilleurs moyens de faire un bien véritable aux malheureux et à diminuer le nombre des erreurs dont les vrais pauvres sont les premiers à souffrir.

PREMIÈRE PARTIE

Le Chômage

Avant d'entrer dans l'étude des diverses applications pratiques de l'assistance par le travail, nous croyons devoir nous arrêter à examiner les maux auxquels elle prétend porter remède. Son importance, en effet, résultera à la fois de la grandeur des dangers auxquels elle se propose de parer et de l'efficacité réelle des moyens qu'elle emploiera.

En outre, pour apprécier à leur juste valeur les procédés qu'elle recommande, nous devons connaître dans tous ses détails la situation à laquelle ils s'appliquent : pour savoir quelle est l'efficacité d'un remède et dans quelles circonstances il peut faire du bien ou du mal, il est nécessaire de se rendre compte de la maladie et du tempérament du malade.

C'est par cette tâche que nous devons tout d'abord commencer. Nous nous efforcerons de montrer, au point de vue qui nous occupe, la nature et l'importance du chômage, ainsi que son influence tant au point de vue matériel qu'au point de vue moral sur l'ouvrier qui le subit. Nous étudierons alors succinctement les divers remèdes dont on a essayé l'application. Nous verrons que la prévoyance ne peut guère être généralisée et que l'aumône n'aboutit

bien souvent qu'à encourager la mendicité professionnelle, la grande ennemie du vrai pauvre. Nous serons alors amenés à étudier l'assistance par le travail, qui voudrait remédier à tous ces dangers, et, après avoir examiné longuement ses applications pratiques, nous pourrons apprécier la valeur du principe et de ses divers modes d'exécution.

CHAPITRE PREMIER

LE CHOMAGE, SA NATURE ET SON ÉTENDUE

Le chômage est assurément une des questions les plus essentielles de l'économie politique. Par son universalité et son intensité, il occasionne partout d'incalculables misères. Pas une contrée, pas une industrie, pas un travailleur même ne lui échappe. Il frappe partout et toujours, et les conséquences désastreuses qu'il entraîne à sa suite, tant au point de vue matériel qu'au point de vue moral, sont une des plaies les plus vives de notre société (1).

A l'heure actuelle, plus que jamais, ce problème préoccupe les économistes et les gens de cœur. C'est à juste titre, car c'est peut-être le mal le plus irrationnel dans une société bien organisée et le plus inconciliable avec une véritable démocratie.

Comment les travailleurs ne seraient-ils pas frappés de cette étrange opposition existant dans notre régime du travail : d'un côté, des ouvriers abusant de leurs forces, travaillant plus que de raison sans jamais un jour de repos, de l'autre des travailleurs dans l'impossibilité de trouver un emploi à leur activité; d'une part, une foule d'hommes man-

1. V. dans ce chapitre p. 9 et suiv.

quant du plus strict nécessaire, d'autre part des forces qui ne demanderaient qu'à produire et qui se perdent inutilisées au plus grand détriment d'elles-mêmes et des consommateurs ?

Assurément le problème est plus facile à poser qu'à résoudre, mais jamais notre démocratie ne consacrerait assez d'attention à l'étude des questions qui s'y rapportent, jamais elle ne fera assez d'efforts pour atténuer les crises néfastes qui en résultent.

On peut comprendre, sans l'excuser des excès qu'il a commis, le peuple de 1848 criant « du pain ou du plomb » et mettant sur les drapeaux cette fière devise, « vivre en travaillant, mourir en combattant ». Après avoir versé son sang pour le triomphe de la démocratie, il préférerait combattre encore que mourir de faim avec ce fantôme de souveraineté qu'il avait obtenu. Ce qu'il voulait c'était du travail lui permettant de vivre, sinon il ne restait qu'à perdre cette inutile et misérable vie en la sacrifiant au moins à une noble cause.

Si le chômage est grave par sa nature même, il l'est surtout par le nombre considérable des victimes qu'il fait parmi les travailleurs. Si dans quelques professions le travail conserve toujours une certaine stabilité, il n'en est pas de même dans la plupart des cas. C'est ainsi qu'il existe bon nombre de métiers dans lesquels la presque totalité des ouvriers sont atteints par le chômage dans le courant d'une année.

Notre Office du travail a fait une enquête à ce sujet et il est arrivé au résultat suivant. En moyenne pour un atelier de 100 personnes, 145 ouvriers y ont

travaillé dans l'année (1). Suivant M. Lucien March, « la population fixe de l'atelier se compose d'au moins 60 ouvriers ». Il considère, en outre, que « si l'on représente par 100 l'effectif moyen d'un quelconque des établissements atteints par l'enquête, l'effectif maximum est égal à 110, l'effectif minimum de 91 ouvriers » (2).

Le Labour Office de l'Etat de Massachusetts (Amérique), dont la compétence en cette matière est universellement appréciée, arrivait à peu près aux mêmes conclusions dans son *Census* de 1885. Il avait

1. Office du travail, *Rapport sur la question du chômage*, Paris, Imp. Nat., 1896.

2. Lucien March, *Les salaires et la durée du travail dans l'industrie française*, communication faite à la Société de statistique de Paris (séance du 20 juillet 1898).

D'après une statistique publiée récemment dans la Revue du docteur Jastrow, *Der Arbeitsmarkt* (n° du 1^{er} janvier 1900), les nombres des places demandées pour cent places offertes, seraient les suivants :

	1898	1899
Janvier	149,9	131,6
Février	134,2	111,1
Mars	103,5	89,3
Avril	108,6	95,5
Mai	114,1	98,9
Juin	113,0	93,6
Juillet	112,5	100,7
Août	108,5	92,5
Septembre	98,3	99,9
Octobre	114,8	109,0
Novembre	135,0	130,8

Mais il faut tenir compte de ces deux faits, d'abord que ces offices de placement ne peuvent avoir la prétention de centraliser toutes les demandes de travail et ensuite que pendant ces dernières années l'industrie et le commerce allemands ont pris un essor vraiment prodigieux.

trouvé que, dans le cours d'une année, 70,40 pour cent de l'effectif des travailleurs étaient toujours occupés, tandis que 29,59 pour cent étaient plus ou moins atteints par le chômage.

Une autre statistique nous donne des renseignements tout à fait différents. Elle émane de la Caisse d'assurance contre le chômage de Berne. Pendant l'année 1893-1894, 67 pour cent des associés ont eu recours à la Caisse de chômage. On pourrait croire à première vue qu'un pareil exemple vient annuler la valeur de ceux que nous avons précédemment signalés. Il n'en est rien en réalité. Il suffit, en effet, de réfléchir que l'assurance contre le chômage n'est pas obligatoire, et ceux qui naturellement y ont le plus volontiers recours, appartiennent aux professions où cette crise se fait sentir d'une façon particulièrement intense.

Il existe, en effet, une foule de métiers où le chômage atteint presque tous les travailleurs. A cette égard, l'enquête faite à Londres en mars 1887 est des plus instructives, bien qu'elle soit un peu ancienne et très localisée (1). Elle nous révèle la proportion des membres de diverses professions, atteints par le chômage dans les six mois qui ont précédé l'enquête.

Nombre de chômeurs	Groupes d'industries
Moins de 10 p.c. . .	Conducteurs et employés de chemins de fer, employés des postes, employés de la police.
De 10 à 20 p.c. . .	Confiseurs.

1. Tabulation of the statement made by men diving incer-

De 20 à 30 p. c...	Garçons de magasin et de courses, typographes, mécaniciens de chemins de fer, gardiens.
De 30 à 40 p. c...	Conducteurs, déchargeurs, domestiques, horlogers, mécaniciens peseurs.
De 40 à 50 p. c...	Boulangers, bouchers, forgerons, tireurs de vin, pelletiers.
De 50 à 60 p. c...	Menuisiers et charpentiers, cigariers, matelots et colporteurs.
De 60 à 70 p. c...	Tailleurs, cordonniers, constructeurs de navires, ébénistes, hommes de peine.
De 70 à 80 p. c...	Maçons, peintres, vitriers.
De 80 à 90 p. c...	Ouvriers des docks (1).

En étudiant de près ce tableau si suggestif, on se rend compte de la misère incroyable que le chômage peut engendrer chez les nations les plus prospère. Il ne faut donc pas s'étonner quand M. Charles Booth nous déclare que 31 pour cent de la population londonnienne vit dans une véritable misère; encore ne tient-il pas compte, dans son calcul, de toutes les personnes hospitalisées d'une façon quelconque, et qui pourtant appartiennent pour la plupart à cette catégorie (2). Elles sont au nombre de près de 100.000 rien qu'à Londres. Or, le manque de travail

tain selected districts of London in march 1887. L'enquête a porté sur 152.000 individus vivant dans les districts suivants : Saint-George in the East, Battersea, Hachenays, Depford.

1. Il faut tenir compte de ce fait que les six mois envisagés pour le recensement étaient l'hiver, période pendant laquelle les chômages réguliers se font sentir dans les professions saisonnières, telles que celles du bâtiment; mais beaucoup des pourcentages les plus élevés n'ont pu être sensiblement augmentés du fait de l'époque envisagée, comme cela a eu lieu pour les ouvriers des docks, les constructeurs de navires, les hommes de peine, les cigariers, les matelots, les boulangers, les bouchers, etc.

2. Charles Booth, *Labour and Life of the People*, Williams and

est la cause immédiate ou lointaine de presque toutes ces misères.

Aux Etats-Unis une enquête faite dans les quartiers populeux de plusieurs grandes villes (Baltimore, Chicago, New-York, Philadelphie), par les soins du département fédéral du travail, a abouti aux résultats suivants. Sur une population recensée de 83.000 habitants, on a trouvé 9.905 personnes (soit une proportion de 11,80 pour cent) ayant subi un chômage de plus d'un demi-mois dans le cours de l'année (1892-93). Le pourcentage ne dépassait pas 8,67 à Baltimore et s'élevait à 15,88 à Chicago.

Si, laissant de côté, ces aperçus très généraux nous renseignant sur le nombre des personnes annuellement atteintes par le chômage, nous voulons voir combien il y a chaque jour d'ouvriers sans travail, voici les résultats auxquels nous parvenons.

L'Office du travail estime que, en France, il existe constamment une proportion variant de 3 à 16 pour cent de la population ouvrière subissant un chômage forcé; la moyenne serait de 11 à 12 pour cent (1).

Norgate, London, vol. II, p. 20. Voici comment l'auteur répartit les diverses classes de la population de Londres :

		Moyenne
A. Misère complète.	37.610 ou 0,9 p. c.	} 30,7 p. c.
B. Très pauvres	316.834 ou 7,5 »	
C-D. Pauvres	938.293 ou 22,3 »	
E-F. Travailleurs aisés.	2.166.503 ou 51,5 »	} 69,3 p. c.
G-H. Classe moyenne et aristocratie.	749.930 ou 17,8 »	
	4.209.170 100,0 »	
Hospitalisés.	99.830	
	4.309.000	

1. *Rapport sur la question du chômage*, p. 301.

A Berne il y aurait de 7 à 7 1/2 pour cent de sans travail.

Une enquête faite dans 31 villes importantes d'Allemagne a amené à constater en janvier 1893 la présence de 7 pour cent de chômeurs (1). Dans le recensement général de la population qui fut fait en Russie deux ans plus tard, des questions spéciales étaient posées pour le chômage, et voici quelles furent les données recueillies.

Sur 31.890.315 habitants, il y avait 193.979 chômeurs au 14 juin, soit 0.69 0/0, 553.676 chômeurs au 2 décembre soit 1,74 0/0.

Ces chiffres sont de beaucoup inférieurs à ceux que nous avons signalés, surtout si l'on tient compte de ce que, dans ce relevé, sont compris les chômages pour cause de maladie ; mais en voyant de près les données qui servent à établir ces calculs il est facile d'expliquer cette différence. Dans le recensement de 1895 on a recueilli les renseignements concernant les professions agricoles, aussi bien que ceux qui ont trait aux professions industrielles ou commerciales. Or, dans l'agriculture, surtout en été, le chômage est beaucoup moins important que dans l'industrie ou le commerce ; et s'il est un pays où les bras manquent pour les travaux des champs c'est bien l'Allemagne, dont les propriétaires fonciers ne cessent de se plaindre de la pénurie de main-d'œuvre. Cette raison suffit à faire comprendre les causes de la différence des résultats trouvés en Allemagne et dans les autres pays du continent.

1. Paul Otlet, *Le chômage involontaire*, p. 22.

Le chômage constaté dans les professions urbaines se rapproche très sensiblement de celui que nous trouvons ailleurs. En voici d'ailleurs la répartition.

	Chômage	
	Pourcentage au	
	14 juin	2 décembre
Pêche, forêts, agriculture	0,84	5,04
Mines et industries diverses	2,81	6,94
Commerce et transport	2,58	4,41
Services domestiques, journaliers (non compris les domestiques vivant sous le toit des maîtres).	10,61	25,11

Enfin en faisant le relevé des ouvriers déclarés sans travail, dans 18 grandes villes de Prusse, on a constaté qu'il y existait 39 pourcent de chômeurs au 14 juin, et 23 pour cent au 2 décembre (1).

Les associations ouvrières de Hambourg firent, en 1894, une enquête portant sur 120.000 travailleurs. Elles obtinrent 53.756 réponses qui indiquaient 18.981 cas de chômage au 11 février : ce qui représente 35,34 pourcent du nombre des ouvriers questionnés, et 15,83 pour cent de ceux qui donnèrent une réponse (2).

Les statistiques des Trade-Unions nous renseignent pour l'Angleterre. Le tableau suivant nous indique les variations du chômage moyen parmi les unionistes, depuis un certain nombre d'années.

1887.	8,2 p. c.
1888.	5,0 »
1889.	2,0 »
1890.	2,0 »

1. *Bulletin de l'Office du travail*, février 1897.

2. *Bulletin de l'Office du travail*, avril 1894. Conf. das Han-

1891.	3,5 »
1892.	6,3 »
1893.	7,5 »
1894.	6,9 »
1895.	5,8 »
1896.	3,4 »
1897.	3,5 »
1898 (1). . . .	3,0 »

La moyenne ressort pendant ces 12 années à 4,7 pour cent. Cette proportion paraît très minime, mais il est nécessaire d'apporter les corrections suivantes. La statistique des Trade-unions ne tient pas compte du chômage résultant de maladie ; or on doit ajouter de ce fait, si l'on veut obtenir un résultat comparable à ceux qui nous sont fournis par les autres pays. 2,5 pour cent (proportion généralement admise) (2). Enfin le chômage libre, doit être représenté par 1 pour cent. On arrive ainsi à une proportion de 8,2 pour cent, qui se rapproche sensiblement de celles des autres nations.

Il faut enfin tenir compte de la situation particulièrement favorisée des ouvriers qui ont été soumis à l'enquête.

D'une part, l'Angleterre jouit d'une prospérité économique incontestable qui assure à ses nationaux une quantité considérable de travail.

D'autre part, les trade-unionistes doivent être considérés comme une véritable aristocratie ouvrière. Ils appartiennent généralement aux professions qui

dels-Museum, 7 janvier 1897. Un article du D^r Georg, von Mayr, « die Arbeitslosen im deutschen Reiche ».

1. L'enquête de 1898 a porté sur 466.754 personnes. Voir *Labour Gazette*, février 1899.

2. *Rapport sur la question du chômage*, loc. cit., pp. 295 et 307.

demandent le plus d'intelligence et de capacité technique, et dans lesquelles le chômage se fait sentir d'une façon beaucoup moins sensible que dans les métiers *unskilled*.

Les unions du genre de celles des dockers ne peuvent avoir qu'une vitalité très réduite, en temps ordinaire, pour ne prendre leur essor que dans la période de crise (1). En outre, dans les professions supérieures dont nous venons de parler, ce sont encore les individus les plus intelligents et les plus capables qui s'affilient aux Trade-Unions. Naturellement cette élite souffre beaucoup moins du manque de travail que les autres ouvriers du même corps de métier; un patron qui occupe ce personnel de choix tient à le garder, et il ne renvoie en cas de nécessité que ceux dont il est le moins satisfait. Enfin les Unions anglaises, si sagement et si fortement organisées, ont pris des mesures très efficaces pour favoriser l'embauchage de leurs adhérents.

Pour toutes ces raisons, le chômage doit être moins intense chez les membres des Trade-Unions anglaises que partout ailleurs, et il l'est en effet, comme nous venons de le constater. Le mal n'en existe pas moins sérieux, puisqu'il y a toujours bon nombre de ces ouvriers d'élite qui ne peuvent trouver d'emploi et que le chômage plonge dans la misère.

Nous pourrions multiplier encore les citations, mais elles deviendraient fastidieuses à force d'avoir

1. V. Paul de Rousiers. *Le Trade-Unionisme en Angleterre*, bibliothèque du Musée social, Colin, 1897.

la même signification (1). Indiquons seulement encore les renseignements qui nous sont fournis par les statistiques américaines. Les conditions économiques des pays neufs d'au delà de l'Atlantique, ne sont pas les mêmes que dans notre vieille Europe ; nous y retrouvons pourtant les mêmes crises et les mêmes misères.

Suivant M. Carroll Wright, dont l'opinion fait autorité en la matière, le pourcentage du chômage oscillerait aux Etats-Unis entre 2 et 10 pour cent.

Mais ce n'est là qu'une appréciation d'un homme compétent, corroborée par l'analogie des résultats trouvés ailleurs.

Pour pouvoir éclairer notre religion d'une façon

1. Consulter pour la Belgique l'enquête des syndicats gan-tois, *Revue du travail*, janvier 1899, et celle de Bruxelles et des environs pour 1894-95, *Revue du travail*, 1896, p. 28. Le chômage dans les unions professionnelles de l'Etat de New-York, aux Etats-Unis, est représenté par le tableau suivant :

Trimestre	Total des membres le dernier jour du trimestre.	Sans travail le dernier jour du trimestre		Sans travail pendant le trimestre entier	
		Nombre	P. C.	Nombre	P. C.
1. trimestre 1899	142.570	46.654	30.6	35.381	24.8
2. — —	151.206	27.378	18.1	17.877	11.8
3. — —	168.454	23.230	13.8	10.893	6.5
4. — —	173.962	39.353	22.6	10.132	5.8
1. — 1898	179.955	37.857	21	18.102	10.1
2. — —	172.340	35.643	20.7	10.272	6.
3. — —	171.067	22.485	10.3	9.734	5.7

Sixteenth annual report of the Bureau of Labor Statistics of the State of New-York for the year, 1898, New-York and Albany, 1899 ; V. *Revue du travail*, mars 1900.

plus certaine au sujet de l'étendue du chômage aux Etats-Unis, il est préférable d'avoir recours aux enquêtes faites par un des Etats de l'Union, dont les statistiques sont universellement estimées : le Massachusetts.

Le procédé d'enquête employé par le Labour Bureau de cet Etat, mérite d'être signalé, car il est un des meilleurs dont on ait fait usage jusqu'à ce jour. On relève sur le livre d'embauchage de chaque industrie, le nombre d'ouvriers présents pendant le mois qui vient de s'écouler, et tous les mois on renouvelle cette opération dans chacun des ateliers recensés. On totalise les chiffres ainsi trouvés par mois et par corps de métiers.

Le mois où l'on trouve le plus grand nombre d'ouvriers employés est pris comme base des calculs de l'année. Prenons un exemple : le chiffre maximum des ouvriers ayant du travail est signalé au mois d'avril, pendant lequel 30.000 d'entre eux sont inscrits. Au mois de juin suivant, les registres ne contiennent plus que 27.000 inscriptions. Il y aurait donc d'après ce système 3.000 chômeurs, soit 10 pour cent.

Sans entrer dans l'appréciation de ce système dont les avantages sont multiples, notamment en ce qui concerne l'impartialité et l'exactitude des déclarations, et l'utilité des renseignements fournis sur l'étendue et l'évolution des crises, il est nécessaire de faire une observation pour donner aux chiffres leur véritable valeur.

Chaque année, nous l'avons vu, le mois où le travail a été le plus actif est considéré comme base com-

parative pour l'appréciation du chômage pendant les autres mois de l'année ; or même pendant ce mois de prospérité relative, il y a des ouvriers sans travail en nombre plus ou moins considérable. Karl Marx appelait très bien cette partie inoccupée du prolétariat, *la réserve de l'armée active du travail* ; il s'agit de savoir quelle est l'importance de la réserve encore disponible après ces appels successifs au service actif. Faute de le connaître on peut être amené à de très graves erreurs.

Le nombre maximum des ouvriers occupés pendant une année varie très sensiblement d'une année à l'autre ; de telle sorte, que si l'on prend comme base le maximum d'une année ou de celle qui la suit, l'appréciation du chômage peut être grandement modifiée. Ainsi l'enquête américaine indique, pour le mois de septembre 1892, un chiffre de 2.950 chômeurs. Si, au lieu de prendre comme base de comparaison le maximum de cette même année, nous choisissons celui de 1893, nous découvrons au mois de septembre 1892 un nombre de 11.731 ouvriers sans travail.

Ne pouvant savoir exactement la valeur d'un chiffre fourni, puisqu'il varie absolument suivant la base du calcul, il devient par là même impossible d'établir des comparaisons entre eux sans courir le danger de se tromper étrangement. Nous trouvons à deux époques différentes une estimation de chômage à peu près analogue : 2.950 en septembre 1892, et 2.899 en mars 1893. Nous serions portés à penser que la situation pouvait être analogue pendant ces deux périodes ; ce serait une erreur complète. La sta-

tistique du Massachusetts Board est annuelle, elle prend son terme de comparaison dans l'année même : le premier chiffre est « valeur 1892 » comme le second est « valeur 1893 » ; si on les ramène tous les deux à une même « valeur », 1893 par exemple, comme nous l'avons fait plus haut, on voit qu'en septembre 1892 il y avait 11.781 chômeurs pour 2.899 en mars 1893, c'est-à-dire environ quatre fois plus (1).

Toutefois, quand on est averti de ces causes d'erreur, il est possible, dans une certaine mesure, de réagir contre elles. Dans le cas qui nous occupe, nous savons d'abord que les chiffres trouvés seront toujours inférieurs à la réalité puisque l'on n'a pas tenu compte du nombre des ouvriers sans travail

1. Voici d'ailleurs un tableau qui fera encore mieux saisir la différence qui résulte du changement de base comparative.

Chômage en 1892 et 1893

Mois	Nombre des chômeurs			Pourcentage		
	1892		1893	1892		1893
	Base 1892	Base 1893		Base 1892	Base 1893	
January	13.842	22.623	8.348	4,45	7,27	2,61
February...	9.258	18.039	6.324	2,98	5,70	1,98
March.....	6.442	15.223	2.889	2,07	4,89	0,91
April.....	3.156	11.937	—	1,01	3,83	—
May.....	3.416	12.197	1.180	1,10	3,92	0,37
June.....	5.426	14.207	9.833	1,74	4,56	2,92
July.....	8.879	17.660	26.615	2,85	5,67	8,32
August....	7.390	16.171	55.944	2,38	5,19	17,49
September..	2.950	17.731	71.414	0,95	3,77	22,33
October.....	224	9.005	48.846	0,07	2,89	15,27
November...	—	8.781	48.409	—	2,82	15,14
Décember...	734	9.515	47.257	0,24	3,05	14,78

au moment de la plus grande activité économique de l'année. Nous savons par ailleurs qu'au temps de prospérité on doit compter sur une proportion de 2 à 3 pour cent de chômage permanent. Nous serons donc sûrs d'être toujours au-dessous de la vérité, en ajoutant 2 pour cent aux proportions trouvées par le Massachusetts Board.

Voyons maintenant quels renseignements il nous fournit. De 1889 à 1893 les moyennes annuelles de chômage ont été les suivantes :

1889	moyenne	1,44	p.c.
1890	»	2,30	»
1891	»	0.90	»
1892	»	1,65	»
1893	»	8,51	»

Si nous faisons encore la moyenne de ces 5 années nous obtenons la proportion de 2,96 pour cent. En y ajoutant les 2 pour cent, minimum de chômage en temps de prospérité, nous arrivons sensiblement à 5 pour cent, proportion très normale (1). La misère pour cause de chômage est donc aussi grande aux Etats-Unis qu'en Europe.

Il ne suffit pas d'examiner combien d'ouvriers sont atteints par le chômage pendant six mois ou un an, ou de voir quelle est la quantité de travailleurs qui se trouve en moyenne chaque jour sans ouvrage,

1. V. Opinion de M. Caroll Wright, citée dans le *Rapport sur la question du chômage*, p. 288. Voir aussi Report of the Massachusetts Board to investigate the subject of the Unemployed. March 13, 1895, Boston, Wright et Potter Printing Co, 18, Post office square, 1895.

il faut encore, pour avoir une idée suffisante de la question, considérer la durée du chômage.

En France, l'Office du travail estime, d'après les réponses qu'il a reçues des syndicats ouvriers, que le chômage réduit de 40 ou 45 jours le temps normal du travail de l'ouvrier. En effet l'ouvrier ayant de l'occupation toute l'année, travaille en moyenne 290 jours par an; or, la population prise dans son ensemble travaille à peine 250 jours. Il reste donc 40 jours de chômage réel (1).

En Allemagne, une enquête faite par les associations ouvrières, évalue en moyenne le chômage à 10 semaines par an. Les recensements officiels des 14 juin et 2 décembre 1895, nous donnent des renseignements plus complets et plus précis pour la Prusse. Le tableau suivant indique la durée de chômage chez les ouvriers qui étaient sans ouvrage à l'époque du recensement.

	Nombre des chômeurs au 14 juin au 2 décembre	
1 jour.	2.072	13.534
2 à 7 jours	17.542	66.635
8 à 14 jours.	37.545	143.840
15 à 28 jours	21.546	96.312
29 à 90 jours	44.940	129.350
91 jours et plus	33.105	61.340
Nombre de jours inconnus . . .	37.229	42.665
Total	193.979	553.676

Il résulte de ce cette enquête, faite dans des conditions très sérieuses, que les chômages les plus courts ne sont malheureusement pas les plus nombreux. Le manque de travail dure presque toujours

1. *Rapport sur la question du chômage*, p. 302.

plus de 8 jours; dans plus de 40 pour cent des cas (1), le chômage dure plus d'un mois, ou plus exactement, durait depuis plus d'un mois quand le recensement fut opéré.

Si nous consultons les résultats du *census* fait en 1885 dans l'Etat de Massachusetts, nous arrivons à des constatations beaucoup plus tristes encore. Cette enquête avait porté sur 241.589 chômeurs, parmi lesquels 19.578 avaient chômé moins d'un mois, tandis que 68.688 ouvriers avaient manqué d'ouvrage pendant plus de six mois.

En d'autres termes 8,11 pour cent avaient chômé pendant un mois ou moins, tandis que 28,43 pour cent avaient chômé pendant plus de cinq mois (2). Il est facile de comprendre combien des chômages aussi prolongés peuvent engendrer de misères atroces.

Une enquête faite à Bruxelles, en 1893, n'aboutit pas à des résultats aussi désolants, puisqu'elle nous montre 20 pour cent des chômeurs manquant de travail pendant moins d'un mois, mais elle n'accuse pas moins 21 pour cent n'ayant pu trouver d'occupation pendant plus de cinq mois (3).

Toutes ces statistiques ne peuvent encore nous donner une idée suffisante de l'immensité du mal qui résulte du manque de travail. Elles sont toutes, en effet, basées sur des moyennes qui ne peuvent

1. Exactement 40 pour cent au 14 juin, 41,8 pour cent au 2 décembre.

2. V. *Rapport sur le chômage*, p. 289.

3. Conf., Enquête belge, 1894-95, *Bulletin du travail*, 1896, p. 29.

nous faire soupçonner que très vaguement la misère de certaines catégories d'ouvriers. Bon nombre de professions comme celle des mécaniciens, des employés de chemins de fer, etc., ne subissent presque pas de chômage, d'autres ont des périodes d'inactivité complète, mais elles sont prévues, escomptées à l'avance, comme cela a lieu pour les peintres, les maçons, etc. Les premières professions sont tout à fait privilégiées, et pour les secondes il n'y a que demi mal, car d'une part, on peut, en principe, porter remède à une crise que l'on attend périodiquement, d'autre part, en fait, les salaires sont généralement suffisants, pendant les périodes d'activité, pour que l'ouvrier puisse mettre de côté en prévision du chômage.

Le point qui doit surtout attirer notre attention est le chômage dans la sphère où il sévit avec le plus d'intensité, et où il fait le plus de mal. Quand on veut étudier sérieusement une maladie, on n'examine pas spécialement les sujets qui n'en sont pas ou presque pas atteints, mais on suit de très près ceux chez lesquels elle opère le plus de ravages. On peut alors se rendre compte des désordres occasionnés par le mal, et chercher, en connaissance de cause, les remèdes qui pourront le plus efficacement soulager ou guérir le patient.

Examinons donc les quelques professions où le manque de travail se fait le plus gravement sentir. Si nous mettons de côté les corps de métiers d'industries saisonnières, chez lesquels souvent le salaire du temps d'activité suffit à entretenir l'ouvrier pendant la période de chômage, nous croyons que les travailleurs les plus atteints sont ceux qui n'ont pas

de professions techniques, ceux qui n'ont guère à offrir sur le marché du travail que leur force musculaire. Ce sont les journaliers, hommes de peine, ouvriers des docks, etc.

Le *census*, de 1885, dans le Massachusetts, enregistre 61 pour cent de journaliers sans travail, 82 pour cent de matelots, 30 pour cent d'ouvriers de ferme. Une autre enquête faite à Boston en 1893 par le même Labour Bureau, nous indique un chômage de 55 pour cent chez les manœuvres et de 83 pour cent chez les ouvriers des ports (1).

Les ouvriers des docks semblent tout particulièrement à plaindre. M. Festy dans son intéressante étude sur les Unions du Dockers (2) nous déclare que « le docker chôme au moins aussi souvent qu'il travaille ». Et il est facile de contrôler cette appréciation en parcourant les tableaux de statistique mensuelle publiés dans le *Labour Gazette* ; l'amplitude extraordinaire des ondulations de la courbe indiquant l'activité du travail des docks montre à combien d'aléa est soumis l'embauchage de ces travailleurs (3).

En Belgique, la situation de ces ouvriers n'est pas plus brillante. Au dire de leurs syndicats ils n'auraient qu'un jour de travail sur deux et peut-être sur trois (4).

1. *Bulletin de l'Office du travail*, mars 1894.

2. Paul de Rousiers, *Le Trade — Unionisme en Angleterre*, p. 139.

3. Une enquête faite à Londres en 1887 signalait 90 pour cent des dockers comme ayant été atteint par le chômage dans les six mois qui précédèrent le recensement.

4. *Revue du travail*, janvier 1898, p. 50.

Il existe une foule d'autres professions qui subissent d'aussi néfastes chômages.

C'est ainsi que le recensement fait en Prusse en 1895, nous signale 10,61 pour cent des journaliers et domestiques comme étant sans travail au 14 juin, et 25,11 pour cent au 2 décembre de la même année (1).

L'industrie de l'alimentation est encore plus atteinte. Il y avait à Paris, dans les métiers qui s'y rattachent, 4.000 personnes sans travail sur 12.000 ouvriers (2). Il existerait 5 ou 6.000 ouvriers « qui se trouvent condamnés, faute de travail pour eux, à n'être jamais employés que comme extras, à ne travailler qu'un jour ou deux sur sept » (3).

Enfin la situation des cochers de fiacre ne serait pas moins triste, puisqu'ils subiraient le chômage dans une proportion de 30 pour cent.

Tous ces chiffres, si arides qu'ils soient, laissent transparaître l'atroce misère qui résulte du chômage. Ils marquent l'étendue de cette plaie sociale et la décrivent. Mais le mal n'est pas encore pour cela connu tout entier ; car de même que dans la pathologie médicale, la plaie est une porte ouverte à toutes les infections, l'origine de toute espèce de désordres organiques, de même dans la pathologie sociale la plaie du chômage entraîne à sa suite une foule de perturbations morales et sociales.

Pour se rendre un compte exact de l'affection

1. Non compris les domestiques vivant sous le toit des maîtres.

2. V. Du Maroussem, *L'alimentation parisienne*.

3. P. Mazerolle, *La misère à Paris*, p. 44.

originnaire, il importe de s'enquérir des troubles concomitants qui se manifestent hors de la partie principalement atteinte, et des symptômes secondaires qui surgissent quand le mal n'est pas arrêté à temps. C'est à ce prix seulement que, connaissant la nature et la gravité réelles de la plaie, on pourra se rendre compte de l'imminence du danger et des remèdes les plus efficaces pour le conjurer.

Dans le cas qui nous occupe, cette étude est d'autant plus nécessaire que le chômage n'est pas tant à craindre en lui-même que dans ce qui en résulte ; « ce qu'on voit » est beaucoup moins important que « ce qu'on ne voit pas » : le manque de travail n'est pas aussi nuisible en lui-même que le désœuvrement, la paresse, le découragement, l'habitude de l'ivrognerie et de la mendicité qui n'en sont que des conséquences plus ou moins lointaines, mais en tout cas très directes.

CHAPITRE II

DANGER MORAL

Nous avons constaté dans le chapitre précédent l'existence matérielle du chômage et son étendue, il nous faut voir maintenant quelles conséquences engendre ce mal, au point de vue matériel et surtout au point de vue moral, que l'on néglige trop souvent.

Le chômage n'est pas seulement un désordre au point de vue économique ; il ne se borne pas à faire courir de sérieux dangers à la famille ouvrière dans son intégrité, dans sa vie physique ; cette crise néfaste est encore un désordre moral qui expose à de rudes épreuves la dignité du travailleur, l'honneur de son foyer et son honnêteté même. Une union si étroite relie chez l'homme les phénomènes psychiques et les phénomènes physiologiques, que l'épreuve qui atteint l'une de ces deux régions de son être, se fait sentir d'une façon presque inévitable dans l'autre par contre-coup. La répercussion sera d'autant plus intense que les ressources individuelles seront moins considérables, les conséquences du mal seront d'autant plus terribles que l'organisme physique et le *complexus* moral auront été moins fortifiés contre de pareilles attaques.

L'être véritablement fort est, vis-à-vis des faits extérieurs dans un état « *d'éjectivité* », pour se servir de la frappante expression de M. Tarde ; l'homme faible est, au contraire, dans un état de « *réceptivité* ». L'un cherche à conduire les faits, l'autre se borne à les subir ; le premier réagit contre les maux toujours et les domine souvent, le second se laisse terrasser et ne peut être délivré que par des interventions extérieures assez puissantes pour vaincre l'état passif de l'individu et les forces agissantes du mal.

L'état d'éjectivité étant supérieur à l'état de réceptivité, tout ce qui tendra à produire ou à améliorer le premier au détriment du second, devra donc être considéré comme utile au point de vue individuel et social, tout ce qui tendrait à entraver son action, comme nuisible.

Un des meilleurs moyens pour obtenir le résultat désiré est assurément d'exercer toutes les énergies humaines à une activité continuelle, appropriée au but qu'elle doit atteindre, et à la nature de sa personnalité agissante. Si, dans une situation économique normale, l'homme pour consommer a besoin de travailler, cette nécessité objective du travail ne fait que correspondre à une exigence subjective de sa nature, qui a besoin également d'activité et de travail. Un cheval que l'on tiendrait indéfiniment emprisonné dans son écurie ne tarderait pas à perdre ses qualités maîtresses, sa beauté particulière, il lui faut un labeur régulier, pénible même parfois, pour conserver et développer les facultés que la nature lui a départies. Il n'en est pas autrement de l'homme, le travail, l'effort, lui sont nécessaires pour

donner à son être toute sa puissance, toute sa beauté, et s'il n'obéit pas à cette loi de son être, il déchoit.

Le travail est donc dans l'ordre ; le non-travail est un désordre. — En vertu de la solidarité qui unit toutes nos facultés, le désordre qui se manifeste d'un côté ne tarde pas à gagner tout notre être si une puissante réaction ne vient lutter contre le mal envahisseur. Quand une partie du corps est malade ou blessée, la santé générale s'en ressent. De même, dans une autre sphère, le désordre économique ne tarde pas à engendrer le désordre moral, l'inactivité physique produit l'atonie intellectuelle et morale, l'engourdissement de toutes les facultés ; or, ces conditions sont extrêmement favorables au développement de l'état de réceptivité que nous venons de décrire. La partie est solidaire du tout, si le trouble est apporté dans l'une des sphères essentielles de l'activité humaine, toute l'économie de son être en est faussée. Le chômage cause cette perturbation localisée, mais essentielle, aussi apporte-t-il les plus graves désordres chez l'homme qui en est atteint.

Descendant du domaine de l'abstraction dans celui des faits, déterminons donc la nature et les effets de ces désordres occasionnés par le manque de travail.

Examinons un instant l'ouvrier sans ouvrage, voyons ce qu'il fait, les milieux qu'il fréquente, et les habitudes qu'il contracte.

Le chômeur n'a d'autre occupation que de chercher de l'ouvrage ou de se réunir, le plus souvent au ca-

baret, avec ceux qui, comme lui, sont sans ouvrage (1). Après avoir passé toute sa journée en recherches infructueuses de travail, le chômeur lassé de ses fastidieuses démarches, découragé souvent, parfois profondément aigri par tous ses succès, a besoin de détente, de repos et de distraction. Ce n'est pas malheureusement chez lui qu'il cherchera ce délassement ; tant qu'il lui restera de l'argent, il ira le plus souvent au cabaret. Là il retrouvera des camarades avec lesquelles il causera, là il prendra un peu de cet alcool qui, le surexcitant et l'étourdissant, lui fera oublier sa fatigue et ses ennuis. La boisson ne fera pas seulement du tort à ce malheureux en épuisant les dernières ressources qu'il avait pour vivre, mais surtout en contribuant à affaiblir le ressort moral dont il a tant besoin dans cette crise dangereuse. Il est exposé à la contagion de tant de mauvais exemples, à la sollicitation de penchants si néfastes qu'il doit être obligé de faire appel à toutes les ressources de son énergie pour rester, lorsque l'inaction se prolonge, un honnête ouvrier.

Quand on connaît, comment est composé généralement le milieu des gens qui ne travaillent pas, on peut facilement comprendre combien ce voisinage peut être dangereux pour l'ouvrier désœuvré. En

1. Il est absolument regrettable que l'ouvrier n'utilise pas ces loisirs forcés à cultiver son intelligence par l'étude, mais en fait on peut dire qu'il n'en est jamais ainsi, à quelques rares exceptions près. C'est d'autant plus fâcheux que ce serait là un excellent remède contre les conséquences morales néfastes du chômage que nous allons avoir à signaler. L'ouvrier éviterait de désastreuses chutes et augmenterait considérablement sa valeur intrinsèque,

admettant même que le chômeur ait assez de volonté pour ne pas aller le trouver au cabaret, il sera amené presque inévitablement à le rencontrer au dehors (1). Nous indiquerons plus loin combien sont nombreux les mendiants professionnels qui forment le fond de cette société inoccupée, et à quel point ce genre de vie peut attirer l'ouvrier sans ouvrage; mais n'anticipons pas. A côté de ces pauvres volontaires, souvent plus faibles que vraiment coupables, il y a d'autres éléments infiniment plus dangereux avec lesquels ils demeurent confondus; c'est la population criminelle ou quasi-criminelle.

Il existe dans toutes nos grandes agglomérations urbaines une foule d'individus, pour la plupart de mœurs inavouables, parmi lesquels se recrutent les professionnels du vol et de l'assassinat. Ils épient les bons « coups » à faire et en préparent l'exécution. Quand ils ont besoin d'aide pour réaliser leurs projets, ils cherchent autour d'eux, parmi les gens sans travail et sans pain. Lorsqu'ils ont trouvé l'homme qui leur faut, ils lui font les propositions les plus alléchantes, faisant miroiter aux yeux de ce pauvre affamé tout le bénéfice qu'il pourra recueillir d'une pareille expédition (1).

1. « La misère, dit Maxime du Camp en parlant d'une catégorie plus malheureuse encore, la misère qui, dans la crainte d'être reconnue, fuit les maisons habitées, coudoie l'indigence qu'on chasse parce qu'elle ne peut pas payer son gîte. » *La charité privée à Paris*, Paris, 1896, p. 489.

1. Ces offres sont beaucoup plus fréquentes qu'on ne le pourrait supposer, nous en connaissons nous-même personnellement, sans avoir fait d'enquête spéciale, plusieurs exemples des plus caractérisés.

C'est une bien grande tentation pour le miséreux, d'accepter de pareilles offres. Il suffirait de faire, pendant quelques instants, le guet dans la rue, ou de tenir une échelle, pour avoir son pain assuré pour plusieurs jours, ou plusieurs semaines. Ces propositions lui sont souvent faites par des gens qu'il fréquente depuis qu'il est sans travail, et il se laisse beaucoup plus facilement circonvenir par eux que par des personnes qu'il ne connaîtrait pas. En outre, il faut tenir compte de ce que, comme le faisait très justement remarquer Louis Blanc, le vice a, comme la vertu, sa contagion et son point d'honneur. Beaucoup n'osent refuser des services de ce genre dans la crainte de paraître meilleurs ou moins pervers que les autres.

Il est nécessaire aussi de ne pas oublier l'état de dépression physique et intellectuelle, cet état de *réceptivité* dans lequel se trouve un homme anémié par de longues privations, et habitué peut-être déjà à la mendicité. Plus la misère s'est prolongée, plus cette décadence de la dignité humaine est profonde. Le sens moral finit par se dévier et se pervertir, les choses les plus monstrueuses finissent par sembler tout naturelles. L'action corruptrice de la misère, jointe à l'influence néfaste du milieu, finit par avoir raison des meilleures natures (1). Elle les pervertit et ne les livre que trop souvent à la mendicité professionnelle et à la criminalité ; une fois qu'on est habitué à ce genre de vie, on s'y soustrairait bien difficilement.

1. Louis Blanc, *Réglementation du travail*, introduction.

Channing a mis admirablement en lumière les conséquences désastreuses de la misère pour la dignité du foyer. « Dans les demeures de l'indigence, dit-il, bien des choses refroidissent les sentiments les plus délicats. Une famille entassée dans une seule pièce, souvent étroite, qui doit servir à la fois de salon, de cuisine, de chambre à coucher, de chambre d'enfants et de malade, manque nécessairement de propreté, d'ordre et de bien-être, à moins d'une grande énergie morale et d'un profond respect personnel. Les membres sont sans cesse exposés à se mêler d'une façon gênante. Les convenances sont difficilement observées, la femme mal tenue et sale perd son charme. Les jeunes filles grandissent sans cette réserve et cette délicatesse qui sont la principale défense de la chasteté. La grossièreté de manière et de langage, conséquence trop certaine d'une vie en commun, devient l'habitude d'enfance, elle endurecit l'esprit que plus tard le vice ne degoûtera plus. Le manque d'un intérieur propre et rangé est un des plus grands maux de la misère. Entassés dans l'ordure, les pauvres cessent de se respecter les uns les autres » (1). De son côté Louis Blanc nous fait un tableau analogue de l'influence antiéducative de la misère. « Voici un malheureux, dit-il, qui a pris naissance dans la boue de nos villes. Aucune notion morale ne lui a été donnée. Il a grandi au milieu des enseignements et des images du vice. Son intelligence est restée dans les ténèbres. La faim lui a soufflé ses ordinaires tenta-

1. *Les droits et les devoirs des pauvres*, Charpentier, 1879, p. 278.

tions. La main d'un ami n'a jamais pressé sa main. Pas de voix douce qui ait éveillé dans son cœur flétri les échos de la tendresse et de l'amour » (1).

La classe malheureuse et la classe criminelle ne sont que trop voisines, la pente est glissante pour tomber de l'une dans l'autre, et les occasions de chutes ne manquent pas.

La plupart des grands criminels ont été habitués de bonne heure à la mendicité ou au vagabondage.

« Knobbock, rapporte M. Maxime du Camp, condamné dans une affaire qui fit grand bruit, il y a peu d'années, Marchandon exécuté sur la place de la Roquette pour un assassinat commis dans d'horribles circonstances, portaient tous les deux, au temps de leur enfance, les lettres que leurs mères écrivaient pour se faire donner le pain quotidien qu'elles refusaient de demander au travail » (2).

Vacher, dont tout le monde connaît la série de crimes particulièrement atroces, était un vagabond qui ne pouvait se fixer nulle part et demandait la plus grande partie de ses ressources à la mendicité. Et l'on pourrait citer des centaines d'autres exemples de criminels ayant commencé par être des mendiants professionnels. Il faut bien savoir que les coupables, les criminels ne sont pas aussi différents des autres qu'on se l'imagine, disait très justement M. Gaufrès, ils ont les mêmes facultés, les mêmes instincts, la même organisation. Ce qui est faible en eux, c'est la volonté, la possession de

1. Louis Blanc, *Réglementation du travail*, introduction.

2. *L'assistance par le travail*, loc. cit., p. 314.

soi, le caractère ; c'est en un mot le principe qui musèle en nous la bête. On tremble à la pensée qu'une charité mal exercée use et brise ce frein » (1).

Voilà comment un sans-travail peut tomber avec une facilité beaucoup trop grande, hélas ! du chômage dans la misère, de la misère dans le paupérisme et du paupérisme dans la criminalité (2).

Ce résultat est dû à des défaillances successives provoquées par le désœuvrement, l'affaiblissement progressif de l'énergie individuelle ; mais il est occasionné aussi par la façon aveugle dont sont distribuées les aumônes.

Ce n'est qu'une petite minorité qui tombe aussi bas, il est vrai, mais on peut vraiment se demander comment de semblables déchéances dans de telles conditions ne se produisent pas plus souvent.

Rien n'est fait pour aider ces malheureux à remonter la pente dangereuse sur laquelle ils glissent et qui les entraîne au précipice. Rien ne les en éloigne et tout les y attire. Aucun conseil ami ne vient leur signaler le danger, aucune main ne se tend pour les retirer de ce mauvais pas. Repoussés, au contraire, de partout, ils ne trouvent bon accueil qu'auprès de ceux qui ont passé par ces mêmes épreuves et se sont laissés aller jusque dans les bas fonds. Ceux-là leur donnent des conseils, mais quels conseils ! Ils les engagent à faire comme eux puisqu'ils ont réussi : ils ont de l'argent et ne travaillent jamais. Et ces

1. Discours de M. Gaufres à la Société d'assistance des Batignolles-Monceaux, 7 février 1892.

2. Conf. en outre *L'assistance par le travail*, de Maxime du Camp.

malheureux cèdent aux conseils des sans-travail d'hier, les mendiants d'aujourd'hui, les criminels de demain, pressés qu'ils sont par le besoin, découragés par trop d'insuccès, désorientés par une longue inaction, débilités enfin au moral et au physique par des épreuves et par des privations sans nombre. C'est pourquoi le paupérisme compte tant de nouvelles recrues, voilà pourquoi il est si néfaste pour une société.

DEUXIÈME PARTIE

Les Remèdes

CHAPITRE PREMIER

LA PRÉVOYANCE, L'AUMÔNE

Nous avons essayé de déterminer le caractère et l'étendue du chômage, de faire comprendre combien il était pernicieux dans sa nature elle-même et terrible dans ses conséquences. Il convient maintenant d'étudier quel remède on y peut apporter. La maladie étant connue, il sera plus facile d'apprécier la valeur du traitement proposé, et de proportionner l'intensité de son application à la gravité de la situation.

Les remèdes sont nombreux et des plus variés, leur classification rationnelle est par là même assez difficile. Toutefois il paraît logique de les catégoriser d'après l'intensité de l'effort, l'importance de la coopération fournie par celui qui subit la crise de chômage et ses conséquences. C'est ainsi qu'on est amené à déterminer trois groupes de remèdes :

1° *La prévoyance* par l'épargne, la mutualité ou l'assurance ;

2° *L'assistance par le travail* ;

3° *L'aumône*.

La prévoyance est assurément le meilleur des remèdes, il est le plus moral ; il indique un plus haut degré de vertu sociale chez celui qui en fait usage. Grâce à lui la dignité individuelle ne peut être atteinte dans les crises même les plus graves. Son excellence a été tant de fois vantée qu'il est inutile d'insister davantage à cet égard. Qu'il nous suffise de remarquer que dans l'épargne les ressources sont proportionnées à l'effort antérieur en durée et en intensité, une fois les économies dépensées, le prévoyant se trouve dans la même condition que celui qui ne l'avait pas été. Dans la mutualité et l'assurance, au contraire, on ne réclame du prévoyant qu'un effort *moyen* grâce auquel, quelle qu'ait été la durée de cet effort, il est mis à l'abri des plus terribles conséquences de certaines crises déterminées. L'épargne semble donc s'adresser surtout à ceux qui peuvent économiser des sommes relativement importantes, pour les autres la mutualité et l'assurance semblent infiniment préférables, car ils sont mis ainsi à l'abri de dangers auxquels ils n'auraient pu se soustraire par leurs propres forces.

Malheureusement la prévoyance n'est pas à la portée de tous, beaucoup sont dans l'impossibilité presque absolue de faire, sur leur salaire, les économies qu'elle réclame. Pour pouvoir mettre de l'argent de côté il faut avoir un salaire *suffisant*, et *régulier*. En fait ces deux conditions se trouvent bien rarement réunies, de là l'impossibilité matérielle pour une foule d'ouvriers de la mettre en pratique, comme ils le désireraient. Le salaire est à peine suffisant pour entretenir l'ouvrier et sa famille,

on ne peut guère exiger qu'il se prive même du nécessaire pour assurer les jours plus mauvais encore, qui viendront dans la suite.

Beaucoup de travailleurs se trouvent donc, par là même, des clients forcés de l'assistance. D'ailleurs ce n'est guère le moment de prêcher la prévoyance aux malheureux sans aucune ressource et tombés dans une atroce misère. Et c'est le cas que nous avons à envisager. Il ne reste plus pour eux que l'assistance sous les deux formes que nous avons indiquées : l'aumône et l'assistance par le travail, la première donnée gratuitement au misérable, la seconde qui exige de lui en retour un effort, ou tout au moins une preuve de bonne volonté.

Nous parlons ici de l'assistance *matérielle* ; il y a aussi une assistance *morale* toute aussi utile que la première, puisque la misère humaine est tout à la fois physique et morale. Nous ne pouvons l'étudier longuement car elle sort des cadres que nous avons tracés. Elle se manifeste sous les formes les plus ingénieuses, les plus diverses que suggèrent la charité aux âmes d'élite. Le mot d'assistance comprend en lui-même ces deux éléments matériels et moraux qui ne devraient pas seulement être réunis dans la pensée, mais aussi dans les faits car ils se prêtent mutuellement un appui excellent, indispensable même à l'efficacité du secours. Comme on l'a très bien dit, « assister (*ad sistere*) c'est au sens latin venir s'asseoir auprès de quelqu'un ; c'est de sa personne « s'approcher d'une autre personne pour la soutenir lui apporter son aide ; c'est soulager la faiblesse d'autrui par sa force, l'indigence par sa

« propre richesse, la douleur par la compassion, ce
« n'est pas seulement donner à autrui ; c'est don-
« ner à autrui quelque chose de soi » (1). Donc l'assistance doit être tout à la fois matérielle et morale, mais comme l'assistance morale peut s'adapter à toutes les formes de l'assistance matérielle et qu'elle en dépasse même infiniment les limites, nous devons nous borner à étudier l'assistance matérielle aux valides dans ces deux applications principales : l'aumône et l'assistance par le travail.

L'AUMÔNE

L'aumône est la forme la plus primitive, la plus simpliste de l'assistance. La vue d'un homme dans la misère nous émeut, notre sensibilité nous pousse à lui donner, pour atténuer ses souffrances, un peu de cet argent qui lui permettra de se procurer le strict nécessaire qui lui manque. Malheureusement cette manifestation si spontanée de notre charité ne produit pas toujours, en toutes circonstances, d'aussi heureux résultats ; il est même une foule de cas où elle entraîne à sa suite les conséquences les plus fâcheuses.

L'aumône est faite, le plus souvent, sous forme de don pécuniaire ; mais beaucoup des personnes charitables qui distribuaient ainsi des secours, se sont vite aperçues de leur erreur. L'argent allait, le plus souvent, entretenir la fainéantise d'incorrigi-

1. *De l'assistance privée en droit romain*, A. Lot, thèse de doctorat en droit, Paris, 1895, T. 38.

bles paresseux et enrichir le marchand de vin (1).

L'aumône en argent ne réussissant pas, on eut recours à l'aumône en nature (2). Les personnes

1. En voici un exemple entre mille. Lors de son dernier voyage à Paris, le tzar Nicolas II avait fait remettre une somme de 100.000 fr. pour les pauvres. On décida de distribuer 2 fr. à 50.000 miséreux de la capitale. Pour se procurer le numéraire nécessaire à ces distributions, on allait faire chaque soir de la monnaie chez les marchands de vin de chaque quartier; or c'étaient toujours les mêmes pièces qui revenaient pour la distribution. Ce fut du moins la constatation que l'on fit dans un des bureaux où l'on avait eu soin de rayer toutes les pièces qui étaient données.

2. Les méfaits de ce genre d'aumône distribuée inconsidérément, n'étaient pas moins nombreux autrefois qu'aujourd'hui. Barthelemy de Laffemas s'efforçait de montrer à ses contemporains la faute qu'ils commettaient en faisant aveuglement de pareils dons. « En premier lieu, dit-il, par exemple, les aumosnes qui se font en bonnes maisons et grosses cuisines, attirent les gueux, gueuses, putains et maquerelles, receleurs et receleuses qui sont cause de plusieurs larcins : et de la desbauche des serviteurs et chambrières, et même des enfants des maisons, attendu qu'on les retire la nuit dans les estables et autres lieux écartés, chose qui doit être en horreur et qui est commune et principalement aux bonnes et grosses villes. Outre qu'icelles maquerelles et gueux, sous prétexte de gueuserie, attendent aux portes des maisons pour maquerelages et jusques au-devant et dedans les Eglises, aux coing des rues et ailleurs pour donner le mot à telles méchancetez si fréquentes en toutes parts. N'est-ce pas aussi ce qui engendre les petits enfans à la gueuserie qui ne veulent pas faire autre vocation si ce n'est à couper des bourses, et servir aux meschants la nuit à voler les maisons et autres vices ? Voilà à quoi servent les restes des dictes grosses cuisines. » Il conseille de donner, au contraire, ces aliments aux « pauvres honteux qui sont en si grand nombre et n'osent aller mandier ni gueuser, mais plutôt meurent de faim et pauvreté. Comme ceux qui sont chargez de jeunes filles et enfans qu'ils ne peuvent nourrir : dont plusieurs la nécessité les contrainct à mal faire, mesme que beaucoup sortent de bonnes maisons et familles qui se trouvent en

qu'une telle expérience avait éclairées, ne donnèrent plus de numéraire, mais du pain, des vêtements, des layettes, etc. (1). Elles espéraient du moins que sous cette forme, le pauvre ne pourrait abuser de l'aumône ; mais elles se trompaient encore. Il existe des revendeurs spéciaux qui se chargent d'acheter tous ces objets à bon compte, souvent ce sont les marchands de vin eux-mêmes qui les échangent contre les produits de leur boutique (2).

Devant l'échec de ce système, on eut recours à un nouveau procédé, celui des bons de nourriture ou de couchage. Comme le service n'est rendu qu'au moment même où il est utilisé, il semble certain que le bienfait ne sera pas perdu. Si le pauvre ne veut pas se servir du bon pour le but qui lui est assigné, il n'en pourra retirer aucune valeur puisque c'est un simple morceau de carton. Mais c'était encore là, l'expérience l'a prouvé, une nouvelle

nécessité. C'est là où la charité doit s'étendre, et leur faire part des restes des dites grosses cuisines. » Barthelemy de Laffemas, *L'incrédulité ou l'ignorance de ceux qui ne veulent connoître le bien et le repos de l'État et veoir renaistre la vie heureuse des François*, Paris, chez Jamet et Pierre Mettayer, 1600. Quatrième-avertissement, Du commerce fait sur le devoir de l'aumosne des pauvres, dédié aux riches et amateurs de bien public.

1. Il existe une œuvre bien touchante organisée par des jeunes filles protestantes, et ayant pour but de donner des fleurs qui égayeront le logis du pauvre. Ces fleurs sont vendues fréquemment par les petits enfants qui vont ouvrir la nuit les portières des voitures aux noctambules des boulevards.

2. Des fermiers ou des marchands de chevaux achètent assez souvent, pour nourrir leurs animaux, le pain que les pauvres sont arrivés à accumuler dans leurs besaces.

erreur. Voici comment nous l'explique M. Maxime du Camp :

« Autrefois les mendiants ne recevaient les bons
« de fourneaux qu'en rechignant ; ils grommelaient
« que voulez-vous que je fasse de ce morceau de
« carton ? Donnez-moi deux sous, j'aime mieux
« cela ». Aujourd'hui ils se sont fort radoucis et
« ils acceptent volontiers car ils en font le trafic.
« Quand un de ces malingreux a réuni trente bons,
« représentant pour celui qui les a achetés, une
« valeur de 3 francs et au moins une valeur double
« pour celui qui voudrait les utiliser correctement,
« il va les vendre à des marchands de vin, connus
« dans le monde de la gueuserie pour en faire mar-
« chandise. Trente bons sont payés couramment
« seize sous, plus un double petit verre d'eau-de-vie
« d'absinthe ou de verjus. L'affaire n'est pas mau-
« vaise pour le marchand de vin chez lequel les 80
« centimes sont généralement dépensés et bus ; en
« outre, il envoie chercher la nourriture par diffé-
« rentes personnes ou à différents fourneaux, afin
« de ne pas éveiller les soupçons ; il la « raccommode »
« et la sert à bon prix aux cochers de voitures de
« place, car leur cabaret est presque toujours voi-
« sin d'une station de fiacre. C'est de l'argent
« placé à gros intérêts : les trente portions achetées
« par eux seize sous sont revendues 30 centimes
« chacune ; et c'est ainsi sans le soupçonner que la
« charité parisienne enrichit certains débitants de
« boissons » (1).

1. *L'assistance par le travail*, Maxime du Camp, *Revue des Deux-Mondes*, 15 janvier 1888, p. 300.

On pourrait en dire tout autant des bons de couchage : ils sont vendus eux aussi. Ce sont de pauvres diables, n'osant pas aller quémander à domicile, qui les achètent pour quelques sous (1).

Il faut donc admettre que l'aumône par bons et l'aumône pécuniaire peuvent être assimilées l'une à l'autre, puisque, distribuées de la même façon, elles conduisent au même résultat : un don d'argent.

L'aumône n'a pas seulement la fâcheuse conséquence de ne pas atteindre le but qu'elle poursuit, elle a encore un résultat plus funeste. Elle agit bien souvent à l'encontre des intentions de ceux qui la distribuent, en subventionnant la mendicité professionnelle, en encourageant le paupérisme et en favorisant son accroissement.

Comme le faisait très bien remarquer le baron de Gérando « l'infortune la plus complète est souvent la plus silencieuse, souvent elle est même l'impuissance de se faire entendre ; la fausse mendicité est éminemment sollicitieuse, pressante, éloquente au besoin. Ainsi sont négligés les malheureux les plus dignes de pitié, ainsi sont encouragés l'intrigue, le mensonge, l'abandon volontaire » (2). Toute l'armée de la mendicité professionnelle (et son importance est beaucoup plus considérable qu'on ne pourrait le soupçonner) (3), est entretenue par les subsides de

1. M. Berthelemy nous dit (La charité, *Bulletin des travaux de l'Université de Lyon*, 1^{er} trim. 91) que le cours normal des bons de couchage de la presse oscille entre 2 et 6 centimes.

2. Baron de Gerando, *De la bienfaisance publique*, t. III, p. 570.

3. Suivant un témoignage rapporté par Maxime du Camp

l'aumône. C'est-elle qui en absorbe la majeure partie, car au moins 9 fois sur 10 en donnant l'aumône dans la rue, nous encourageons un paresseux qui ne veut pas travailler.

Nous pourrions citer de nombreuses enquêtes, très sérieuses, faites sur ce point (notamment celles de M. le pasteur Robin et de M. Mamoz) (1), contentons nous de rappeler un fait bien significatif qui s'est passé pendant le rude hiver de 1890. On avait ouvert, au Champ-de-Mars, un vaste refuge où 700 personnes avaient pu trouver un gîte gratuit qui les mit au moins à l'abri du plus grand froid.

Unpeintre, M. Henri Motte, était à broser des décors dans un local attenant à celui où les ouvriers sans travail étaient réunis. Comme l'artiste, pour se rendre compte de l'effet produit, avait besoin de faire tendre ses toiles et que pour cela il lui fallait une quinzaine d'hommes; la première idée qui lui vint — la plus naturelle — fut de faire appel à ces ouvriers sans travail (ou soi-disant tels). Il leur offrit 1 franc pour une heure ou deux de travail. Personne ne répondit à son appel. Il réitéra sa proposition plusieurs fois et ce fut à grand'peine qu'il pût embaucher *trois hommes*. Les secours de toute espèce que

(*L'assistance par le travail, loc. cit.*, p. 300), la mendicité « épistolaire » ne compterait pas moins de 200.000 adeptes qui arriveraient à extorquer 6 millions à la crédulité parisienne. Pour le vagabondage, M. Drouineau estimait qu'il n'y avait pas moins de 400.000 individus errant sans feu ni lieu, en dehors des asiles urbains de quelques grandes villes (D^r Drouineau, Les enquêtes sur le vagabondage, *Revue philanthropique*, 10 mai 1897, p. 325).

1. V. Jacot, *L'assistance par le travail, son application en Allemagne et en France*, Montauban, 1897, p. 28.

procurait la charité parisienne allaient donc à des paresseux impénitents pour la plupart.

Cet état d'esprit ressort, non moins clairement, d'un autre exemple cité par M. Maxime du Camp. Un groupe de personnes charitables réunies sous le nom « d'Œuvre des commerçants » s'était arrangé avec une quinzaine de commerçants pour que ceux-ci occupassent pendant trois jours pleins, à raison de quatre francs par jour, tous les individus qui lui seraient envoyés par l'Œuvre. 727 demandes adressées au directeur furent suivies d'autant de recommandations destinées à faire obtenir un emploi. Sur ces 727 solliciteurs avisés d'avoir à venir chercher une lettre qui les faisait entrer en fonctions, moins de la moitié, 312, se présentèrent. 174 ouvriers seulement allèrent jusqu'à l'atelier; 37 la demi-journée faite réclamèrent 2 francs et on ne les revit plus, 68 travaillèrent jusqu'au soir, recevant 4 francs, mais ne revinrent pas; 51 travaillèrent pendant deux jours, 18 seulement travaillèrent les trois jours. Il faut ajouter que les maisons qui les avaient accueillis les conservèrent par la suite. Par conséquent sur 727 demandes de secours, 18 seulement émanaient d'ouvriers sans travail vraiment dignes d'intérêt (1).

1. « Quatre-vingt-dix-neuf fois sur cent, le voyageur qui frappe à votre porte a dépensé son argent au cabaret », nous dit un ancien « professionnel » devenu aujourd'hui un ardent champion de la lutte contre la mendicité en Suisse, M. Louis Tannigier (*Autrefois et maintenant*, Louis Tannigier, Genève). Quand nous donnons inconsidérément dans la rue, nous avons autant de chance de nous tromper « car le mendiant se montre et le pauvre se cache, le mendiant s'affiche en bonne place, le pauvre se dissimule » (*Les malfaiteurs de profession*,

L'aumône sert donc la plupart du temps à entretenir la mendicité professionnelle. Le pauvre qui est généralement un être déprimé au physique comme au moral, doit être singulièrement tenté d'avoir recours à elle pour vivre. Il peut facilement se faire, pourvu qu'il soit un peu adroit, des journées de 5, 10 et jusqu'à 30 fr. (1). Quel métier pourra jamais, avec aussi peu de travail, donner de tels salaires ? Aussi, comme le fait très justement remarquer M. Berthélemy, « l'ouvrier qui accepte aujourd'hui l'aumône, la demandera demain ; l'homme du peuple qui commence à mendier est comme l'homme du monde qui commence à jouer : l'un court droit au vice, l'autre à la ruine » (2).

L'exemple de ces mendiants, récoltant si facilement de l'argent, est particulièrement néfaste pour les ouvriers qui ont le plus de peine à gagner leur vie, et M. Leroy-Beaulieu en explique fort bien la raison. « Etant donné, dit-il, le penchant de l'homme à l'indolence, sa tendance à sacrifier la sécurité du lendemain aux jouissances du jour présent, si les pauvres sont à peu près aussi assurés de vivre avec un minimum de bien-être que les gens qui travaillent, que les hommes, du moins, qui vivent des métiers inférieurs, le principal attrait du travail,

Louis Puibarreau, p. 195). Les mendiants professionnels commettent ainsi un véritable vol à l'égard des vrais pauvres en soustrayant l'argent qui leur est destiné, et c'est ce qui faisait dire à A. Karr que « le mendiant tue le pauvre ».

1. Paulian, *Paris qui mendie*, Paris, Ollendorff, 1894.

2. Berthélemy, *Le rôle économique de l'Assistance par le travail*, Société d'économie politique et d'économie sociale de Lyon, 1891-92, séance du 22 janvier 1892, p. 195.

qui est la nécessité, s'évanouit ». M. Vaulaer dans un article fort intéressant complète cette pensée en disant : « ce qu'il (le secours en argent) a de démoralisant pour l'individu c'est qu'il habitue à l'oïveté ; ce qu'il présente de périlleux pour l'ordre social c'est qu'il crée des oisifs d'habitude » (1).

L'aumône a donc, tout à la fois, l'inconvénient d'attirer et de tenter ceux qui n'y ont pas eu encore recours et de leur ôter bien souvent la volonté de reprendre un travail régulier et normal. Elle occasionne aussi le paupérisme à l'état héréditaire, qui n'est pas une des moindres plaies de notre société (2), car il faudrait aux enfants de mendiants d'habitude, une bien grande dose d'énergie pour devenir de bons travailleurs, en réagissant contre les exemples déplorables qu'ils ont toujours eus sous les yeux.

1. Vanlaer, Chômage de l'ouvrier, *Correspondant*, 1892.

2. Ce sont particulièrement les aumônes distribuées inconsiderément par l'Assistance publique qui aboutissent à ce déplorable résultat. On retrouve sur les registres de cette administration la généalogie de certaines familles secourues par elle depuis le commencement du siècle. En Amérique, on a fait le calcul de ce qu'avait coûté au budget les secours attribués à la seule famille des Jukes ; voici à quels résultats a abouti cette enquête. Une certaine Oda Jukes fut inscrite sur les listes de l'assistance municipale de New-York au commencement de ce siècle : « Cette malheureuse a été la mère d'une dynastie de Jukes qui a coûté à la municipalité de New-York la bagatelle de 4.250.000 dollars, soit 6 millions de francs. A la troisième génération, les petits enfants d'Ada, au nombre de cinquante, comptaient 10 assistés, tant à l'hôpital qu'à domicile ; à la quatrième génération, ils étaient 176 dont 77 assistés ; à la cinquième génération, 368 dont 99 assistés. Les Jukes se sont d'ailleurs acquittés généreusement envers la ville : à eux tous, ils ont commis un total de 108 crimes ou délits.

En présence de toutes ces dangereuses conséquences qu'entraîne l'aumône, quelques personnes ont déclaré que ce mode de secours était dégradant. Il ne faut certes pas aller si loin ; l'aumône en elle-même n'a rien d'avilissant : elle est une des formes les plus touchantes et les plus spontanées de la charité. Or la charité, qui est la plus sublime des vertus, ne peut être dégradante quand elle est inspirée et guidée par son principe essentiel qui est l'amour. Mais, comme le disait très bien M. d'Haussonville, il n'y a « rien qui supporte d'être mal fait, pas même le bien, je serais presque tenté de dire surtout pas le bien ; car le mal, mal fait, ne fait du tort qu'au mal, tandis que le bien, mal fait, fait du tort au bien » (1). L'aumône, souvent si mal faite, a fait du tort à l'aumône et même à la charité, mais elle n'engarde pas moins des vertus très efficaces quand elle est donnée à bon escient. Il y a même bien des circonstances dans lesquelles elle ne peut être utilement remplacée par aucun autre mode de secours : par exemple, dans les cas d'extrême urgence, lorsque la misère a atteint son plus haut degré d'acuité.

Il ne faut donc pas proscrire l'aumône de notre système d'assistance, mais ne la donner que dans les cas où elle peut produire de bons résultats. Il est nécessaire de n'y avoir recours qu'avec beaucoup de réserve, dans la crainte de faire du mal à ceux-là même que nous voudrions soulager. Si l'on ne prend la sage précaution de restreindre ainsi l'emploi de l'aumône, surtout en ce qui concerne les ouvriers vali-

1. D'Haussonville, *Socialisme et Charité*, p. 405.

des sans ouvrage, le nombre des mendiants professionnels ne cessera de s'accroître (1) ; « la paupériculture », pour employer l'heureuse expression de M. Abraham Dreyfus, continuera de s'étendre.

1. « A mesure que le chiffre des aumônes grossit, dit Herbert Spencer, on entend grossir aussi continuellement une clameur de détresse qui demande plus d'aumônes ». H. Spencer, *La science sociale*, p. 2.

CHAPITRE II

L'ASSISTANCE PAR LE TRAVAIL

Après avoir constaté l'existence et l'étendue du chômage, après avoir étudié la nature et les dangers qu'il fait courir à l'individu, à la famille et à la société, nous avons été amenés à considérer que trois remèdes pouvaient être proposés pour conjurer le mal.

L'un, la prévoyance, ne pouvant être utilisé en toutes circonstances : beaucoup ne savent pas être prévoyants, beaucoup ne peuvent pas l'être. Quels que soient les progrès que puisse faire cette idée féconde, il restera toujours un grand nombre d'ouvriers qui seront atteints par la misère, sans avoir les moyens de lutter contre elle. Et ce sont ceux-là surtout qui nous préoccupent.

Pour les secourir, on leur donne souvent le secours que nous avons signalé en second lieu, l'aumône ; mais nous avons fait voir combien elle était dangereuse quand elle était donnée inconsidérément, comme cela arrive le plus souvent.

Il nous reste à voir le troisième remède, l'assistance par le travail dont nous étudierons plus loin en détail les formes les plus intéressantes. Nous examinerons les causes qui ont amené des esprits éminents à l'adopter et à la conseiller, nous

verrons les diverses applications qui en ont été faites autrefois et de nos jours. Après avoir étudié le mécanisme de ces diverses tentatives, nous pourrons discerner les causes qui ont amené le succès des unes et l'avortement des autres, et indiquer par là même les conditions dans lesquelles ce mode d'assistance est applicable, efficace et bienfaisant.

Quelques philanthropes, frappés de l'inefficacité de l'aumône, de la stérilité des résultats auxquels elle aboutissait, du danger auquel elle exposait trop de familles atteintes par la misère, se proposèrent de faire appel à d'autres principes pour secourir plus utilement les nécessiteux valides.

Quand l'ouvrier a perdu depuis quelque temps l'accoutumance au travail, et qu'il a été obligé d'avoir recours à l'aumône, il ne peut bientôt plus supporter aucune occupation régulière et se trouve voué dès lors, presque irrémédiablement, au paupérisme, à la mendicité professionnelle, au vagabondage. Pour éviter de pareils dangers, individuels et sociaux, le point essentiel est de conserver à l'individu l'habitude du travail. « Le mal dont souffre l'ouvrier, disait M. Cheysson, c'est le manque de travail ; le travail est donc le remède naturel adéquat qui guérit le mal à sa source. Le travail possède par lui-même la grande vertu médiatrice » (1).

Grâce à ce travail, en effet, on parviendra à rendre le plus grand service qu'on puisse procurer

1. Rapport de M. Cheysson à l'Assemblée générale de l'Union d'assistance par le travail du marché Saint-Germain (VI^e arrond.), 25 fév. 1894, p. 7.

à un misérable, car, comme le faisait remarquer très justement Benjamin Delessert : « La véritable manière de secourir le pauvre est de le mettre en état de se passer de secours ».

Avec le travail, l'ouvrier *gagne* un salaire, au lieu de *demande*r l'aumône; il conserve sa dignité de travailleur, et ne court pas le risque de se voir déchoir à la situation de mendiant.

Bien que les partisans de l'assistance par le travail soient, pour la plupart, hostiles au droit au travail, ils n'en reconnaissent pas moins que le travail est le meilleur, le seul secours digne d'être accordé à l'ouvrier valide, et que ce travail doit se rapprocher, autant qu'il est possible, des conditions ordinaires des ateliers normaux.

« Il importe, dit le baron de Gérando, de mettre d'abord le malheureux en état d'user de ses propres ressources. Un tel service semble tenir le milieu entre le préservatif de la misère et ses remèdes. Il participe à la fois de l'un et de l'autre. *Donner le travail à qui peut travailler, c'est donner le pain, et avec le pain l'avantage de ne pas vivre aux dépens d'autrui* », et même il ajoute qu'il considère comme fondamental dans le régime des secours publics le principe suivant : « Lorsqu'un indigent, capable de travail n'est pas occupé, ou lorsqu'il ne l'est pas, du moins, autant qu'il pourrait l'être, le secours doit lui être accordé sous la forme de travail et ne doit lui être donné que sous cette forme » (1).

Cette dernière phrase donne à entendre une vérité,

1. Baron de Gérando, *loc. cit.*, III, p. 486.

trop souvent méconnue, à savoir que les demi-valides doivent aussi être secourus par un travail en rapport avec les capacités qui leur restent. Aucune force ne doit être perdue : si elle n'est pas utilisée, un certain désordre doit fatalement en résulter. Un individu qui n'a qu'un bras, ou qu'une jambe n'est pas pour cela complètement incapable de travail. Pour lui, une occupation est au moins aussi nécessaire que pour tous autres. Il sera plus volontiers porté au découragement, car il trouvera difficilement à faire accepter le travail qu'il peut fournir. Il sera aussi entraîné à exploiter son infirmité aux yeux de la charité publique, parce qu'il sera sûr qu'elle lui attirera d'abondantes aumônes. Il serait donc nécessaire d'organiser des secours en travail, de telle sorte que les forces et les capacités de tous puissent être utilisées.

Pour l'ouvrier découragé par d'inutiles recherches de travail, c'est un singulier réconfort de pouvoir trouver une occupation honorable qui assure, même passagèrement, le pain nécessaire à lui et à ses enfants, sans avoir à tendre la main pour demander l'aumône. Ainsi que le disait M. Cheysson : « Il ne se sent plus isolé ; il travaille ; cet argent qu'on lui donne, il l'a gagné : ce n'est pas une aumône dont il ait à rougir. Au lieu de se courber il se redresse ; au lieu de se courber, il reprend courage et confiance ».

Un salaire en échange de son travail, telle est la proposition qui est faite à l'ouvrier se présentant à un atelier d'assistance par le travail. Plus qu'à tout autre on doit lui rappeler qu'on n'a « rien sans peine ». Cet homme est riche en puissance puisqu'il

a une capacité de travail. Il faut lui permettre de faire passer la richesse de la puissance à l'acte ; ayant une capacité de travail, il est susceptible de faire un échange ; il est donc inutile de lui donner quoi que ce soit gratuitement. Il donne ce dont il dispose : son énergie.

Pour obtenir cette rémunération, il doit fournir une marque de bonne volonté, sinon un véritable effort ; et si minime que soit généralement le travail demandé, il suffit à écarter une foule de mendiants que toute besogne régulière effraie. A ce point de vue l'utilité est très réelle ; un sélectionnement primaire est fait entre les quémandeurs, le travail devient « la pierre de touche » à laquelle on reconnaît celui qui est digne d'être secouru. L'offre du travail fait fuir le mendiant professionnel, elle attire au contraire le chômeur, quand elle est faite dans des conditions normales qui respectent la dignité du travailleur.

En offrant aux pauvres un travail digne, en séparant les faux indigents des vrais pauvres, l'assistance ne gagne pas seulement par l'accroissement des disponibilités de son budget, mais l'efficacité de son action y gagne encore de bien d'autres manières. C'est ainsi que ce sélectionnement empêche le dangereux rapprochement matériel et moral de ces deux classes d'indigents si différents par leur nature et par leurs aspirations. Le pauvre est un être faible, propre à recevoir et à laisser développer en lui tous les germes morbides qui lui viennent du dehors. En purifiant l'air dans lequel il vit, en éloignant toutes les chances de contagion, la pré-

servation ou la guérison de la maladie sera par là même plus assurée.

De ce que le secours sera moins aveugle, de ce qu'il sera accordé en connaissance de cause à un ouvrier vraiment malheureux, il perdra aussi le caractère avilissant qu'il revêt parfois, quand il est donné aussi bien au professionnel, au criminel même, qu'au chômeur involontaire. On ne les confond que trop souvent.

La livrée de la misère est aujourd'hui une marque d'infamie, une cause d'ostracisme comme le faisait très justement remarquer le baron de Gérando: « Les personnes qui ont de l'ouvrage à donner, dit-il, n'emploient qu'avec répugnance les gens qui portent la livrée de la misère » (1). Pourquoi cela ? Assurément parce qu'on pense trouver en face de soi un travailleur imparfait et « son œuvre est toujours payée trop cher » ; c'est là très certainement une raison ; mais ce n'est pas à notre sens la cause la plus importante de la répulsion que provoque le miséreux.

Sous cet habit déguenillé, avec ces cheveux et cette barbe incultes, derrière cette face terreuse, on croit voir, on craint de voir, un quasi-criminel. Instinctivement à l'approche d'un pauvre à la campagne, les enfants fuient et les chiens aboient. Nous sommes plus braves, mais guère plus sages, car celui qui tend la main avec cet accoutrement de loqueteux, est pour nous toujours un objet de suspicion et souvent d'éloignement.

1. *Loc. cit.*, III, p. 490.

Suspicion bien légitime, il est vrai, au prime abord. Le pauvre hère qui parcourt la campagne est probablement un vagabond incorrigible, prêt à voler dès qu'il le pourra. Il y a de grandes chances aussi pour que le mendiant qui tend la main au coin d'une rue ou sous le porche d'une église, soit un habile spéculateur des sentiments charitables, et pour qu'il soit prêt à faire un « bon coup », la nuit, si l'occasion s'en présente, même chez un de ses bienfaiteurs.

S'il est une tâche digne de tous éloges c'est bien celle de pénétrer dans un pareil milieu pour y chercher les quelques égarés qui se trouvent parmi les brebis galeuses, et de les ramener dans un bercail plus sain. « L'habit ne fait pas le moine » dit le proverbe ; Dieu merci, la livrée de la misère ne fait pas le mendiant professionnel, ni le criminel. Mais combien de pareilles investigations sont pénibles, périlleuses même, en même temps que délicates. Quelle habitude des hommes et des choses ne faut-il pas avoir pour discerner si les « histoires » qu'on vous raconte sont de pure invention, ou si ce sont un de ces navrants épisodes de l'histoire de la misère noire !

Aller aux renseignements, tout le monde n'a pas le temps de le faire, et ceux qu'on recueille peuvent être erronés, car les spéculateurs de la charité publique savent prendre toutes leurs précautions de ce côté. Quant aux vrais pauvres il suffit, au contraire, de renseignements défavorables inspirés par une inimitié personnelle, qu'attire bien souvent le

seul fait de leur misère, pour empêcher une demande de secours d'aboutir.

En admettant qu'on puisse avoir des renseignements précis, exacts, il faut encore un certain temps pour les obtenir, et pendant ces délais, quelle cruauté que de laisser prolonger des souffrances que nous voyons et pourrions secourir. Nous préférons alors donner avant d'être fixés et nous donnons aveuglément.

Les partisans de l'assistance par le travail ont trouvé qu'il existait un moyen de remédier à cet inconvénient. Pour donner un secours provisoire, en attendant les résultats de l'enquête, il suffit d'une présomption sérieuse que le cas, auquel nous avons affaire, est digne d'intérêt, et cette présomption favorable est fournie par le fait que le quémandeur accepte du travail. Cette acceptation du travail est pour les uns une simple présomption favorable, qui légitime une enquête particulière ; pour certains autres, elle suffit pour l'admission définitive au secours.

Quel que soit le moyen employé pour savoir à quelle catégorie appartient un malheureux qui sollicite l'assistance, que ce soit à l'aide de l'enquête, à l'aide de l'épreuve du travail (*work test*), ou de ces deux moyens réunis, il faut reconnaître que ce triage, ce classement éclairé de quémandeurs est non seulement une besogne absolument nécessaire pour apporter à la vraie misère une aide efficace, mais il est aussi profondément utile pour dissiper ce préjugé invétéré sur la livrée de la misère. Il faut montrer que malgré ces habits en lambeaux et cette tenue honteuse, on trouve chez le loqueteux des

misères navrantes qui ne sont le résultat ni de la paresse, ni de la débauche, et qui sont dignes de tout l'appui de notre charité.

L'assistance par le travail n'a pas seulement l'avantage d'établir une distinction rationnelle entre la pauvreté simulée et la vraie pauvreté, de donner à cette dernière un secours efficace qui ne soit pas indigne et dégradant, elle a encore un mérite de plus. Elle influe de la façon la plus heureuse sur le moral de ceux qui la reçoivent.

Cette considération mérite d'être retenue, car nous avons déjà vu combien était grande l'importance du niveau moral dans les terribles crises de la misère. Nous avons signalé aussi combien le manque de travail était pernicieux à cet égard, et quelles terribles conséquences il entraînait progressivement : nous avons montré l'ouvrier sans travail d'abord désœuvré et perdant peu à peu son énergie, allant ensuite au cabaret où il se lie avec ceux qui, comme lui, ne font rien, et il se laisse entraîner par les conseils et les exemples des pires d'entre eux. Tel est le grave désordre moral que produit le chômage, telles sont les diverses étapes par lesquelles passe l'ouvrier sans travail pour s'effondrer bien souvent sur les derniers degrés du paupérisme et même de la criminalité. Conformément au vieux principe, *contraria contrariis curantur*, le travail pourra réagir, très efficacement, par une action diamétralement opposée contre les funestes penchants que le chômage avait favorisés.

L'habitude d'une vie saine et bien réglée, l'obligation de la bonne tenue et de l'exactitude, la néces-

sité de l'application continuelle et de l'effort soutenu augmenteront tout à la fois la valeur morale et la valeur économique de l'ouvrier. Cette accoutumance est parfois difficile à reconquérir, quand on a perdu l'habitude d'un travail normal et régulier, mais c'est vers ce but que tendent aujourd'hui les œuvres dirigées de la façon la plus éclairée. L'effort soutenu de toutes les facultés développent l'intelligence et l'énergie, et ces deux qualités en progressant rendent le travailleur plus capable et plus heureux, en même temps que plus utile à la société.

Assurément dans toutes les tentatives d'assistance par le travail, on n'a pas cherché à aller aussi loin. On n'a pas toujours essayé de donner à l'ouvrier des forces économiques et morales avant de le replacer à nouveau dans les champs clos de la lutte pour la vie. Mais comme c'est là le but le plus élevé, et à notre sens le plus utile, que poursuivent quelques-unes des œuvres de cette catégorie, nous avons tenu à le signaler, pour montrer jusqu'où vont les desiderata et l'action des protagonistes de cette méthode de secours.

On peut d'ailleurs distinguer, à ce point de vue, deux façons d'envisager l'action de l'assistance par le travail. Dans l'une, on s'efforce d'éviter à l'ouvrier les conséquences néfastes que peut avoir pour lui le manque de travail : c'est une méthode préservative. Dans l'autre, on cherche à remédier tout à la fois aux causes subjectives et aux conséquences du chômage : c'est une méthode curative. Jusqu'ici (1) on

1. Nous ne nous occupons ici que l'action de l'assistance et non du côté éducatif que l'on a toujours cherché à développer dans la répression pénale du vagabondage et de la mendicité.

ne s'est guère occupé que de la méthode préservative, aujourd'hui l'attention commence à se porter davantage vers la méthode curative.

Mais quels que soient les procédés que l'on préfère, quels que soient les cas si divers qui peuvent se présenter, ce qui reste indéniable, c'est l'utilité manifeste du travail comme remède contre la misère des individus valides.

Il possède en lui-même des vertus qui ne sont pas assez connues, quand il est appliqué avec énergie et discernement. Il permet de classer par catégories les pauvres qui s'adressent à nous, et par conséquent de les mieux connaître et de leur faire plus de bien. Grâce à lui on éloigne le mendiant professionnel, paresseux, incorrigible et volant de l'argent des vrais pauvres qu'il pervertit par son dangereux contact. Grâce à lui on soulage plus efficacement ceux qui méritent notre pitié. A celui qui manque de pain on offre un « salaire d'attente », à celui qui va glisser dans la fange, on apporte un secours qui l'empêche de tomber ; à celui qui est tombé, on donne un moyen de relèvement et de reclassement. Quant au perversi incorrigible on l'éloigne comme s'il était atteint d'une maladie contagieuse, de peur qu'il ne contamine ces êtres affaiblis que sont les pauvres.

Telle est, dans ses grandes lignes, la tâche que se propose l'assistance par le travail ; tel est son but. Le but est élevé, aussi la tâche est rude, mais heureusement les bonnes volontés ne manquent pas. Les expériences déjà faites commencent à éclairer cette voie difficile, en montrant les précipices et les

écueils. Tâchons d'en faire notre profit, en essayant de démêler au milieu des nombreux efforts qui ont été faits, ceux qui peuvent être nuisibles et ceux qui font un bien véritable.

TROISIÈME PARTIE

Historique de l'assistance par le travail

CHÂPITRE PREMIER

LES TRAVAUX DE SECOURS AVANT LE XVIII^e SIÈCLE

Il arrive souvent que l'on pousse les recherches historiques jusqu'à la manie. Il semble, quand on étudie un sujet, que l'on doive remonter jusqu'à l'origine du monde pour trouver quelque source plus ancienne et plus ignorée.

Les partisans de cette façon de procéder croient donner plus de poids à la théorie qu'ils soutiennent, mieux réfuter l'opinion de leurs adversaires, en invoquant un passé très reculé, une civilisation très ancienne, voire même des théories ou des procédés depuis longtemps abandonnés.

Dans les sciences économiques, où les études historiques sont particulièrement délicates, un pareil système présente plus de dangers que dans aucune autre science. Les phénomènes d'ordre sociologique sont tellement complexes, ils se rattachent si étroitement à une foule de circonstances, de toute origine et de toute nature, que leur étude ne peut être séparée de la connaissance approfondie des contingences qui les entourent. Etant, comme l'a dit Auguste Comte, la plus élevée des sciences.

elle les résume toutes : il faut donc que toutes les autres soient parfaitement connues et appréciées, pour qu'elle ait des chances sérieuses d'arriver à des expositions logiques, à des déductions valables.

Les partisans de l'assistance par le travail n'ont pas échappé à cet abus du désir de remonter aux sources, au risque de faire fausse route en invoquant à tout propos un passé trop lointain, une histoire sociale trop imparfaitement connue. On a voulu mettre en parallèle Rome et son esclavage, le primitif royaume de France avec son servage, et notre démocratie moderne avec son salariat libre. Donner du travail à qui n'en avait pas, c'était autrefois, le plus généralement, rendre l'esclave à son joug, réduire l'homme libre à la condition coloniaire (1). Était-ce là une assistance ? Il nous semble que c'était plutôt une pénalité, une coercition par mesure de sécurité publique ; on ne tenait aucun compte de la dignité personnelle des malheureux. L'esclavage et le colonat, ainsi compris, pouvaient empêcher le vagabondage et la mendicité, mais on ne cherchait pas à améliorer par ce moyen la situation matérielle des pauvres ; on n'essayait pas de rendre à l'homme sa dignité et son indépendance, ce système lui faisait perdre l'un et l'autre. Il ne pouvait d'ailleurs en être autrement dans une nation aristocratique, comme celle qui existait à Rome, où régnait le mépris du travail et de la liberté individuelle. Tout homme qui avait besoin de travailler pour vivre n'était plus digne de porter le nom d'homme, et, par là même, il

1. Rescrit des empereurs Gratien, Valentinien et Théodose, 12 des Calendes de juillet 382 (voir *Code Justinien*, XI, 25).

devait perdre toutes les prérogatives qui découlaient de ce titre.

On n'est guère mieux inspiré, à notre avis, quand on fait remonter l'assistance par le travail à l'époque du servage. L'homme libre, devenu pauvre, est obligé de demander aide et protection au seigneur, et ce sera aux dépens de sa liberté qu'on lui donnera assistance ou travail (1).

À cette époque, tout imprégnée de doctrines romaines, le travail manuel était encore considéré comme une marque avilissante de sujétion ; les gens riches, qui ne travaillaient pas, pouvaient seuls être libres.

Cette prétendue assistance par le travail ne pouvait suffire. D'abord, on était loin de redouter autant le servage que l'esclavage et la sanction n'effrayait pas autrement les coupables. En outre, le servage étant une mesure purement féodale, ne pouvait être appliqué que par les seigneurs ; aussi l'était-il d'une façon très incertaine, très variable d'un lieu à un autre.

Le roi se vit forcé de prendre de son côté des mesures pour forcer les pauvres à chercher du travail ; mais il ne se chargeait naturellement pas de leur en procurer. La fustigation, la marque au fer chaud, le pilori, la prison, le bannissement, les galères même, furent employés sans succès pour effrayer les « personnes tant hommes que femmes » qui « truandant les aucuns et les autres, se tiennent en tavernes et bordeaux, gens oiseux ou joueurs de déz ou enchanteurs ès rues qui soient sains de

1. V. Dalloz, *Répert., Secours publics*, t. XXXIX, p. 745.

corps et de membres » (1). D'ailleurs, comme il fallait s'y attendre, ces menaces si sévères ne diminuaient pas la misère et partout pauvres et vagabonds pullulaient.

Ce qu'il y avait de particulièrement choquant dans la rigueur de ces mesures, c'est qu'elles frappaient les gens sans travail et ne leur procuraient pas le moyen d'en avoir. François I^{er} fut le premier à entrer dans une voie nouvelle qui, de très loin, après de multiples transformations, devait aboutir à l'assistance par le travail.

Les édits et ordonnances qui avaient été rendus jusque-là sur la matière, condamnaient à des peines plus ou moins sévères les individus demandant leur subsistance à l'aumône.

Le fait d'être « oiseux et quémandeur » était considéré comme un délit punissable, mais on ne prenait aucune mesure préventive pour l'empêcher de se reproduire, en cherchant à guérir l'incurie des uns et à fournir aux autres l'occupation dont ils avaient besoin. La première tentative de répression vraiment rationnelle remonte à 1516.

Un arrêt du Parlement en date du 4 février 1516 enjoint à « tous les caymens marraulx, et belietres
« demourans et estans en ceste ville et faulx bourgs
« de Paris, *puissans et sains de leurs membres*, qu'ils
« vuident hors cette ville et faulx bourgs dedans
« trois jours, sous peine de punition corporelle. En
« outre permet la dite Cour à tous officiers tant du
« roi que de la ville et autres gens d'estat d'icelle,

1. Ordonnance de 1350 et, en outre, Ordonnances de 806, 1230 et 1251.

« de prandre ou faire prandre les dessusdits et il
 « ceux faire mener en prison du dit Chastellet ou
 « autres prisons pour illec être livrés par le dit
 « Prévost de Paris ou son dit lieutenant aux Prévost
 « et Echevins de ceste dite ville, pour iceux pri-
 « sonniers qui de rien ne servent *estre en ferré et mis*
 « *en sujétion le plus surement que faire se pourra deux*
 « *ensemble par tels endroits de leurs membres et aisé-*
 « *ment de leurs corps* qu'ils verront estre à faire pour
 « le mieux, pour ce faict être baillés et livrés par
 « les dits Prévost et Echevins aux maîtres des œuvres
 « tant de maçonnerie que charpenterie d'icelle ville
 « qui ont la charge et conduite des murailles qui
 « de présent se font autour d'icelle ; pour iceux
 « prisonniers d'être mys à servir et besogner à
 « toute diligence tant à *la réfection des dites murailles*
 « *curer et nettoier les fossés, rues et égouts* que en
 « tous autres ouvrages et besognes publiques qu'il
 « est et sera pour l'avenir nécessaire à faire pour le
 « fortification et prouffit du bien public d'icelle
 « ville » (1).

C'était un progrès : assujettir des mendiants à un travail sain, normal et régulier était assurément une mesure d'hygiène sociale, bien supérieure au système antérieurement adopté, et qui consistait à leur infliger des châtimens corporels ou à les mettre en prison sans les occuper. Mais il est impos-

1. V. deux forts intéressants articles parus dans le *Bulletin de la Société internationale pour l'étude des questions d'assistance*, avril et septembre 1893, et intitulés : « L'assistance par le travail sous l'ancien régime et sous la Révolution française ». Nous avons eu souvent recours à ces études fortement documentées.

sible d'appliquer à ce procédé la qualification d'assistance, car il s'agit ici, en réalité, d'une peine sévère appliquée de plein droit, sur la simple constatation du fait de mendicité, par les agents de l'autorité publique. Le travail a un caractère pénal et un but de sécurité publique, et non un caractère d'assistance avec le relèvement pour but.

On ne saurait veiller avec trop de soin à ne pas réunir la préservation et la répression, l'assistance et la pénalité. Il ne faut pas dégrader le caractère de l'assistance en la mettant à côté d'institutions pénales. Comment l'honnête ouvrier, tombé accidentellement dans la misère, n'aurait-il pas une profonde répulsion pour tout secours qui pourrait occasionner, même accidentellement, quelque rapprochement naturel ou moral avec des condamnés ? Ce seraient les meilleurs et les plus dignes qui refuseraient dès lors le plus énergiquement toute proposition d'assistance, et ils auraient cent fois raison. Parmi les libérés, il existe assurément une foule de braves gens condamnés injustement ou même justement, mais victimes d'un entraînement passager et qui méritent à tous égards que la philanthropie ne les abandonne pas ; mais, à notre avis, le fait même de leur sortie de prison exige à leur endroit une prudence particulière, qui les fera éloigner des travailleurs qui sont encore vierges d'un contact flétrissant avec la population pénitentiaire.

Ce que l'on ne saurait trop reprocher à l'arrêt de 1516, c'est d'avoir confondu dans une répression commune tous les individus qui mendient, sans avoir égard à leur degré de culpabilité, sans tenir

compte de la cause et de la nature de leur détresse, sans leur offrir enfin, avant de commettre ce crime, — puisque crime il y a (1) — les moyens de l'éviter. Quand un pauvre n'avait même plus le morceau de pain nécessaire à sa subsistance, ou bien, ne demandant rien à personne, il mourait d'inanition, ou bien, mendiant, il s'exposait à la peine des galères. Un tel procédé était immoral, injuste, inhumain et n'atteignait pas le but auquel il tendait : l'obligation du travail, telle qu'elle était appliquée, ne rendait les mendiants ni moins nombreux, ni plus travailleurs : on s'était attaqué aux effets sans chercher à remédier aux causes.

Un nouvel arrêt du Parlement, du 15 mars 1551, fit faire un nouveau pas en avant dans la voie du progrès. Il est intéressant d'en connaître quelques lignes qui, mises en parallèle avec l'arrêt de 1516, montreront l'heureuse évolution qui s'était produite dans les esprits pendant la première moitié du xvi^e siècle.

« En toutes les républiques il est très nécessaire
 « avoir œuvres publiques pour employer les ocieux
 « et fainéants, et aussi qu'il y a plusieurs artisans
 « aides à maçon et plusieurs autres qui sont demeurens
 « en ceste ville, *lesquels ne peuvent trouver le*
 « *moyen de gagner leur vie en aucune saison de l'année*
 « *comme en hyver et sont quelquefois et bien souvent*
 « contraints de mendier », et en conséquence ces artisans sont admis librement aux travaux publics,

1. Henri II ordonnait, par un édit du 15 juillet 1547, que les mendiants fussent envoyés « en galère pour y tirer par force la rame » : c'était bien là une peine criminelle.

tandis que les « ocieux qui ne savent et exercent aucun métier » seront enchaînés deux à deux. Bien qu'on appliquât ces deux catégories de pauvres ensemble aux mêmes travaux, on n'en établissait pas moins, entre les uns et les autres, une différence de situation et de régime bien marquée.

C'était une transformation complète des principes, c'était la création d'une véritable assistance à côté de la répression. L'origine de l'assistance par le travail en France ne date réellement que de cette époque.

Les travaux que l'on organisa alors n'étaient pas permanents, mais la pauvreté et le vagabondage ne cessant de s'accroître, on était souvent obligé d'y avoir recours. Les guerres de religion du xvr^e siècle surtout avaient eu pour conséquence, comme toutes les guerres civiles, en faisant disparaître l'ordre, sauvegarde de la sécurité de tous, d'accroître la misère dans des proportions inconnues jusqu'alors. Le nombre des chômeurs et des individus ne vivant que d'aumônes et de rapines, sous prétexte de misère ou de guerre, se multipliait sans cesse, beaucoup d'entre eux s'enrôlaient dans des bandes armées qui ravageaient la France, même en dehors des hostilités proprement dites.

Le gouvernement avait trop à faire par ailleurs pour réprimer ces désordres locaux, pour songer à soulager la misère. Beaucoup de coureurs de grands chemins venaient à Paris vers la fin de la guerre. Au dire de l'Etoile, dont les mémoires sont très dignes de foi, il était arrivé en une seule journée jusqu'à 6 ou 7.000 mendiants. On était obligé de mettre

des archers aux portes de la ville pour les repousser. On pouvait d'ailleurs espérer que la pacification une fois accomplie, tous ces « sans travail » pourraient retrouver une occupation régulière ; mais il n'en fut point ainsi. Une fois l'accoutumance du travail perdue, une fois contractée l'habitude de vagabondage, le goût d'une occupation pacifique et suivie ne revient que bien difficilement. Il fallut avoir recours de nouveau aux mesures de rigueur. Le Parlement, dans un arrêt du 29 août 1596, faisait « injonction très expresse à tous les vagabonds, gens « sans aveu et sans maître, à tous les pauvres valides « des qui n'étaient pas de Paris, d'en sortir dans les « vingt-quatre heures et de se retirer chacun au « lieu de sa naissance, à peine d'être pendus et « étranglés sans forme ni figure de procès. »

L'effet produit par ces terribles menaces ne fut pas encore suffisant, car, quelques années plus tard, on luttait toujours avec énergie contre le vagabondage qui ne diminuait pas. Toutefois des procédés moins inhumains furent employés, (1) bien que quel-

1. A cette même époque, Barthelemy de Laffemas déclarait qu'il fallait porter tous ses soins à ce que « par le moyen du « commerce des manufactures, les pauvres valides soient « employés : voyant mesme que ce Royaume est (grâces au « bon Dieu) ordinairement fourni de bleds, vins et autres « vivres en abondance, et nonobstant le peuple y meurt de « faim et pauvreté, faute incroyable qui est facile à remédier quand les hommes d'entendement voudront considérer ce qui s'ensuit ». Il demandait en conséquence qu'on créât « deux villages publics des plus commodes ». C'était l'idée première des colonies agricoles de secours. — Barthelemy de Laffemas, *L'incrédulité ou l'ignorance de ceux qui ne veulent cognoistre le bien et le repos de l'Estat, et voier renaistre la vie heureuse des François*, (Paris, chez Jamet et Pierre

ques traces des anciens préjugés, à l'égard des pauvres valides, existassent encore. L'ordonnance que publia Louis XIII, en 1612, n'avait d'autre but que de mettre les mendiants hors d'état de nuire et de les empêcher de participer injustement aux distributions du grand bureau des pauvres. Le roi désirait « favoriser le soulagement des vrais pauvres, et le châtiment des mauvais et des mendiants valides ». Le progrès dans les principes, sinon dans l'application, restait acquis, car il maintenait soigneusement la distinction entre les vrais pauvres et les mendiants professionnels.

Nous n'insisterons pas autrement sur le régime qui était imposé aux mendiants arrêtés, puisque l'hôpital où ils étaient enfermés était, par destination même, une sorte d'annexe de la prison. — Les hommes étaient occupés à moudre du blé avec des moulins à bras, à brasser de la bière, etc. « Les femmes, filles et petits-enfants *au-dessous de huit ans*, « était-il prescrit, travailleront à filer, faire bas d'estaine (laine cardée) boutons et *autres ouvrages dont il n'y a pas de métier juré* ». Il faut remarquer en passant, que cette dernière restriction dénotait l'hostilité irréductible des corps de métier à l'égard de l'ouvrage fait en dehors de la corporation. Les pouvoirs publics étaient obligés, pour l'organisation de

Mettayer, 1600). Troisième traité, Les moyens de chasser la gueuserie, contraindre les fainéants, faire et employer les pauvres, dédiez à messieurs du clergé (Bibliothèque nationale, R. 40.316 ²⁰). — Cet auteur indiquait donc très sagement la route à suivre pour remédier à l'extension si déplorable de la misère et du paupérisme : malheureusement sa voix ne fut pas entendue.

ce travail « enfermé » (1), de tenir compte de leurs réclamations, afin d'éviter une concurrence désastreuse, dont nous ne connaissons aujourd'hui que trop bien les ravages. L'administration de ces établissements était confiée à de notables bourgeois. Ils s'occupaient d'ailleurs assez peu de leurs ennuyeuses fonctions, de telle sorte que l'entreprise échoua.

Toutes les mesures pour la répression de la mendicité ou celles concernant le soulagement de la misère se succédaient et échouaient aussi misérablement les unes que les autres. Le mal ne semblait pas diminuer. Dans les campagnes qu'ils parcouraient, souvent armés, les vagabonds continuaient à commettre leurs déprédations sans être sérieusement inquiétés ; les guerres civiles qui déchiraient la France procuraient un surcroît de misère pour beaucoup, un prétexte à exactions pour les autres. A Paris, le mal n'était pas moins grand qu'en province : il y avait, dit-on, plus de 40.000 pauvres, la plupart « vivant « en païens, toujours en adultères, concubinages ou « mélange ou communauté de sexes ; faisant commerce de pauvres enfants qu'ils torturaient de violences et de contorsions. Parmi eux, plus d'intégrité « de sexe après cinq ou six ans » (2). La population misérable de notre Paris moderne n'a que trop hérité des vices de cette époque. On y retrouve

1. Gaufrès. L'assistance par le travail sous l'ancien régime. *Bulletin de la Société internationale pour l'Étude des questions d'assistance*, avril et septembre 1893.

2. *Recueil de pièces sur l'Hôpital Général* (Bibliothèque de l'Arsenal).

souvent les mêmes souffrances, les mêmes immoralités, aussi répandues, aussi nombreuses, mais plus cachées peut-être. Le brillant vernis de notre civilisation dissimule mieux ces plaies, mais elles n'en existent pas moins, et elles se révèlent bien vite aux yeux de qui veut les chercher.

Si nous considérons les procédés en usage chez les mendiants professionnels de cette époque, nous trouverons à bien peu de chose près les « trucs » que nous signalent aujourd'hui M. Paulian, M. G. Berry, et tous ceux qui ont étudié de près cette question.

Voici la curieuse nomenclature qui nous est faite de quelques-uns des moyens employés par les professionnels du moyen âge (1) :

« *Les Francs-Mitoux*, qui s'étudiaient à contrefaire les malades et avaient la spécialité des attaques de nerfs.

« *Les Mercandiers*, qui se donnaient pour d'honnêtes industriels ruinés par la guerre, le feu etc., se présentaient à domicile chez les bourgeois, vêtus d'un bon pourpoint et de mauvaises chaussures.

« *Les Malingreux*, qui, eux aussi, contrefaisaient les malades, et se disaient hydropiques ou atteints d'ulcères aux bras et aux jambes, qu'ils imitaient très bien. Ceux-là sollicitaient la pitié sous les porches des églises.

« *Les Orphelins*, dont le rôle consistait à se présenter presque nus, en hiver, de façon à paraître gelés et à trembler devant les passants.

1. Henri Sauval, *Histoire et recherches des antiquités de la ville de Paris*, t. I, livre 5, p. 525.

« *Les Piètres*, qui contrefaisaient les estropiés et marchaient sur des échasses.

« *Les Polissons*, qui marchaient par bandes, vêtus d'un mauvais pourpoint, sans chemise, chapeau sans fond, et une sébille en bois à la main.

« *Les Saboulleux*, qui avaient la spécialité des attaques d'épilepsie, et se laissaient tomber sur le pavé avec des contorsions affreuses, jetant de l'écume qu'ils produisaient avec un peu de savon dans la bouche.

« *Les Cagous*, qui étaient les anciens, les expérimentés, et instruisaient les novices dans l'état de couper les chaînes de montre, d'enlever les bourses, de tirer les mouchoirs, ainsi que de se créer des plaies factices. »

C'était l'époque du plus beau temps de *la Cour des Miracles*, vaste enclos de maisons où habitait toute la tourbe paupérisante et criminelle de Paris. On la fermait le soir par une grille qu'on ne rouvrait que le lendemain matin, pour assurer quelque sécurité à la ville pendant son sommeil. Ce nom étrange de *Cour des Miracles* venait de ce qu'on pouvait y constater des phénomènes étranges, à l'heure de la rentrée de ses habitants : des paralytiques se mettaient subitement à courir pour se dégourdir les jambes, des estropiés retrouvaient l'usage de tous leurs membres, les maladies se guérissaient à vue d'œil ; l'infirmité simulée revenait le lendemain matin à l'heure du départ. En attendant, on allait profiter gaiement du gain de la journée, et se moquer de la crédulité des gens charitables.

Comme cela arrive trop souvent, les innocents

payaient pour les coupables, parce qu'ils étaient moins adroits pour apitoyer le passant et moins rusés pour éviter les arrestations. La misère sévissait d'une façon intense dans toute la France et principalement à Paris. Quand on voulut réprimer la mendicité, ce furent les mendiants les moins dangereux qui furent mis en prison ; quand on voulut secourir la misère, ce furent les moins dignes d'intérêt qui reçurent les secours. Toutefois on ne se découragea pas ; quelques esprits charitables et éclairés cherchèrent un remède. Les magistrats principalement se distinguèrent dans de nombreuses réunions où l'on chercha les meilleurs moyens d'assister les vrais pauvres (1640 et 1649).

On mit tant d'ardeur et de zèle dans cette tâche, qu'on dépassa le but et que « beaucoup de pauvres se « trouvèrent dans l'abondance, pendant que les « familles qui n'avaient qu'une fortune médiocre « manquaient souvent du nécessaire (1).

Malgré ces graves défauts, les quelques succès partiels obtenus suffirent pour encourager un certain nombre de personnes généreuses qui ne demandaient qu'à se dévouer : Des magasins charitables furent créés (1651), et on élaborait tout un plan complet de réforme du système d'assistance. A la tête du mouvement se trouvait M. Pomponne de Believre, premier président du Parlement de Paris, qui fit preuve, en la circonstance, tout à la fois de beaucoup de dévouement et d'une générosité très clairvoyante. Il s'agissait de créer un *Hôpital Général* où

1. V. Docteur Guillier, *Histoire de l'hôpital Notre-Dame-de-Pitié*, 1612-1881, Paris, Coccoz, 1882, p. 22.

l'on fournirait, en l'imposant au besoin, du travail à tous les mendiants hospitalisés. On se heurta, comme il fallait s'y attendre, à une résistance opiniâtre de la part des corporations. Elles ne voulaient pas accepter les apprentis des hôpitaux. Après de nombreuses négociations, elles consentirent pourtant à en former un certain nombre, venant de l'hôpital, dans les ateliers de la corporation. Elles ne dissimulaient pas, dans une de leurs protestations, toutes leurs craintes à l'égard du nouvel établissement d'assistance. A les entendre, il n'était pas douteux que l'hôpital provoquerait une augmentation plutôt qu'une diminution du nombre des pauvres. Il porterait « préjudices aux artisans qui sont dans « Paris, étant très certain, par l'exacte connaissance « qu'on a prise, qu'il n'y a présentement assez d'ouvrage pour ce grand nombre d'ouvriers, de telle « sorte que la plupart des maîtres de métiers, bien « loin de tenir eux-mêmes boutique, ne trouvent pas « seulement d'emploi en qualité de compagnons et « viennent se ranger dans l'hôpital, augmentant le « nombre des pauvres au lieu de le soulager ».

Malgré des obstacles de toute espèce, de Bellevue finit par obtenir que son projet fût signé par le roi le 27 avril 1656 (1).

Aux termes de cet édit, il était dorénavant défendu de mendier sous peine de fouet pour la première fois, et, en cas de récidive, de galères pour les hommes et de bannissement pour les femmes. Il était également

1. V. Pour tous les arrêts et ordonnances concernant l'Hôpital, P. Jourdan, *Histoire de l'établissement de l'Hôpital général*, avec actes et pièces justificatives, Paris, 1676.

interdit de donner l'aumône sans être soumis à une amende de 4 livres parisis dont le montant était acquis à l'hôpital.

Dans cet établissement, tout le monde devait être occupé suivant ses facultés. Malgré leurs réclamations, les corps de métier n'avaient pas obtenu gain de cause, ainsi qu'on peut le constater à la lecture des articles concernant leurs rapports avec la nouvelle institution.

« Art. 55. — Chacun des corps de métier de Paris seront tenus, quand ils en seront requis, de donner deux compagnons, même les maîtresses lingères deux filles, pour apprendre leur métier aux enfants du dit hôpital et, ce faisant, les deux dits compagnons et filles acquerront la maîtrise en leurs corps de métier, après avoir servi pendant le temps de six ans au dit hôpital, sur les certificats qui en seront délivrés et signés du directeur, jusqu'au nombre de six au moins, avec pouvoir de tenir boutique ainsi que les autres maîtres et maîtresses et sans aucune différence entre eux ».

« Art. 54. — En cas que l'hôpital général fût trop chargé d'enfants, selon l'avis du directeur, ils seront *mis en métier chez les maîtres* pour leur enseigner la profession ».

Chaque corporation se voyait forcée d'accepter, comme ouvriers, un certain nombre d'apprentis formés à l'hôpital, et même en cas de besoin, les patrons devaient les recevoir chez eux. C'était une nouvelle et grave atteinte à leurs prérogatives. Aussi les corporations firent toujours entendre les plus vives protestations ; on finit par leur donner

raison car bientôt le travail fût à peu près supprimé « dans la crainte de faire de nouveaux pauvres et de nuire aux artisans de Paris ; on avait offert aux marchands et aux artisans toutes les mains de l'hôpital même gratuitement, sans par- venir à les persuader ». Dans ces conditions il ne faut pas s'étonner si l'hôpital général devint « le refuge commun de tous les pauvres, vieillards, malades, incurables, estropiés, gens de mains sans ouvrage, enfants à mettre à l'école et non à l'atelier ». A toutes les époques nous pourrions retrouver des faits du même genre soulevant des protestations identiques et arrivant à des échecs analogues. On crée des établissements de travail, mais les débouchés étant difficiles à trouver, les ouvriers libres protestent contre la concurrence qui leur est faite, et on se voit obligé de réduire la quantité de travail effectivement produite, de ne plus employer le personnel qu'à des besognes insignifiantes tant au point de vue du profit pécuniaire qu'au point de vue de l'utilité économique ; et, finalement l'institution déviée de son but primitif, non adaptée à une autre destination, ne rend plus aucun des services que l'on pouvait attendre d'elle.

Bien que, à l'époque de sa création, l'Hôpital général ait fait fuir une quantité de mendiants effrayés de la perspective d'un travail obligatoire ou des galères, un encombrement considérable n'avait pas tardé à se manifester. Les pauvres affluaient de tous les coins de la province, ils arrivaient presque nus et mourant d'inanition, demander qu'on vînt à leur secours.

On en recevait de 6 à 7.000 par an et ce n'était pas suffisant car « il n'y avait souvent ni place pour loger de nouveaux pensionnaires, ni pain pour les nourrir » (1), ni travail à leur donner.

L'interdiction de donner l'aumône subsistait pourtant, sans compter que « défense était faite « aux propriétaires et aux locataires de donner « aide aux vagabonds sous peine de cent livres d'a- « mende pour la première fois » (2). La misère provoqua huit émeutes dans la seule année 1659. Des personnes de toutes les classes s'unissaient pour arracher les mendiants et les vagabonds des mains des archers (3). Tellement est vrai ce principe qu'il faut bien se garder d'interdire l'aumône, quand on n'est pas en mesure de procurer à tous les nécessiteux les secours qui leur sont indispensables. Dans l'état actuel de notre civilisation, la charité privée est indispensable pour empêcher un débordement de la misère. Elle est comme la soupape de sûreté de notre vieille société. Ce serait d'ailleurs un véritable homicide que d'interdire à un homme qui a du superflu, de donner un secours à son frère qui meurt de faim.

Pour comble de malheur deux années de disette survinrent en 1662 et 1663, la misère s'accrut encore dans des proportions considérables. Pour empêcher l'exode de la population de province vers Paris, on décida la création d'hôpitaux dans les

1. Gaufrès, *loc. cit.*, p. 250.

2. Regnard, *De la suppression des délits de vagabondage et de mendicité*, Paris, Larose, 1898, p. 11.

3. Moniteur, *Histoire de l'assistance publique dans les temps anciens et modernes*, Paris, 1866, p. 350.

principales villes de France (déclaration du 16 juin 1662). Malgré les mesures qui furent prises, malgré les édits constamment renouvelés, aucun secours ne semblait efficace, en face de l'augmentation incessante du nombre de pauvres.

Le roi fut obligé de reconnaître lui-même en 1712 que ce qu'il avait fait était complètement insuffisant sinon inutile : « On voit, disait-il, des pauvres mendier dans les rues, les églises et les places publiques presque en aussi grand nombre qu'avant l'établissement de l'hôpital ».

La décadence ne fit que s'accroître pendant toute la durée de ce siècle si mouvementé. On travaillait peu à l'hôpital général et surtout on y travaillait mal. La Rochefoucauld-Liancourt pouvait déclarer sans crainte d'exagérer que c'était « un véritable système de paresse » (1). Aussi la Révolution arrivant, l'institution était tout naturellement indiquée pour être une des premières à disparaître.

1. Il constatait ailleurs : « La promenade dans les cours, voilà donc le seul passe-temps de plus de deux mille cinq cents hommes dont on pourrait rendre le travail entièrement utile ».

CHAPITRE II

LES ATELIERS DE CHARITÉ

A mesure que l'hôpital général déclinait, une autre institution d'assistance prenait une extension de plus en plus considérable : c'était les ateliers de charité. Louis XIV et Louis XV en avaient ouverts à diverses reprises, mais ce fut sous Louis XVI surtout qu'ils acquirent leur plus grand développement, grâce au génie organisateur de Turgot. Avant de devenir ministre, il s'était initié au détail du fonctionnement de ces ateliers, dont il avait créé un certain nombre de 1761 à 1774, alors qu'il était intendant à Limoges. A cette époque il avait été aux prises avec de nombreuses difficultés de tous ordres, mais grâce à son intelligence, à son activité, à son dévouement, il arriva, sinon à les vaincre, du moins à les réduire dans une mesure considérable. A la crise politique et économique qui se manifestait de jour en jour plus terrible, vint se joindre une nouvelle cause de souffrance et de trouble : une disette affreuse éprouva la population pendant les deux années de 1770 et 1771.

Plus tard, quand sa renommée de bonté et de sagesse lui eut ouvert l'accès du pouvoir, Turgot n'eut qu'à étendre l'application des mesures qu'il avait prises pendant son intendance. Elles relèvent

toutes de la même conception. En étudiant les unes, on connaît les autres. Pour soulager tant de misères et calmer la lourde agitation qui se manifestait de toutes parts, il employa deux moyens : d'une part il augmenta les ressources d'assistance de son intendance en demandant une contribution volontaire aux personnes aisées ; il la transformait au besoin en imposition d'office quand cette taxe des pauvres manquait ou ne rentrait pas assez abondante.

Il considérait en effet que *« le soulagement des hommes qui souffrent est le devoir de tous et l'affaire de tous. »*

L'exécution de cette mesure, dirigée avec beaucoup d'ordre et de promptitude, fournit des sommes assez considérables.

Turgot chercha d'autre part à soulager plus efficacement la véritable misère par un meilleur emploi des fonds dont il disposait. Il surveilla d'une façon très rigoureuse la distribution des secours, pour qu'ils ne fussent donnés qu'à ceux qui en avaient réellement besoin, et dans la mesure du plus strict nécessaire. « Il importe, écrivait-il, que tous les
« vrais besoins soient soulagés, et que la fainéantise
« ou l'avidité de ceux qui auraient reçu d'ailleurs
« des ressources, n'accepte pas des dons qui doivent
« être d'autant plus soigneusement réservés à la
« misère et au défaut absolu de ressources qu'ils
« suffiront peut-être à peine à l'étendue des maux
« à soulager ». La difficulté n'était pas dans la détermination du but à atteindre, objectif invariable de tous les philanthropes éclairés, elle résidait surtout dans l'organisation des moyens à employer pour

opérer cette classification et cette sélection des pauvres.

Il les partagea d'abord en deux catégories : dans l'une était les infirmes, les vieillards, les jeunes enfants auxquels il attribuait des secours gratuits. « *Les autres ont besoin de salaires* », déclarait-il, et il se mit en mesure de leur en procurer.

Turgot comptait que le travail éloignerait ceux que nous appelons « les professionnels de la mendicité ». Il les poursuivit d'ailleurs avec une grande sévérité, d'autant plus légitime, qu'il procurait d'une manière plus complète du travail aux vrais pauvres valides. Pour donner de l'ouvrage à cette foule oisive et sans pain, il fit d'abord appel à l'initiative privée. — « Il semble que tous les propriétaires aisés pour-
« raient exercer une charité très utile et qui ne leur
« serait aucunement onéreuse en prenant ce temps
« de calamité pour entreprendre dans leurs biens
« tous les travaux d'amélioration, ou même d'em-
« bellissement dont ils sont susceptibles. S'ils se
« chargent d'occuper ainsi une partie des pauvres
« compris dans les Etats, ils diminueraient d'autant
« le fardeau dont les bureaux de charité sont char-
« gés ». Il faisait d'ailleurs remarquer que ce n'était qu'une avance de fonds, car vraisemblablement le calme une fois revenu, ces améliorations ne tarderaient pas à leur procurer un surcroît très notable de ressources, et à leurs biens une augmentation de valeur.

Malgré ces encouragements Turgot supposait bien que l'initiative privée, livrée à elle-même, abandonnée à son inclination trop souvent égoïste, ne

donnerait pas tout ce qu'on pouvait en attendre ; aussi examinait-il, dans l'instruction qu'il envoyait à ses subordonnés, les conditions dans lesquelles devraient être organisés des travaux publics où l'on pourrait employer beaucoup de bras.

Il ne dissimulait pas les difficultés auxquelles donnait lieu l'établissement de pareils ateliers publics, mais grâce à sa connaissance approfondie des choses et des hommes, jointe à des sentiments sincèrement humanitaires, il parvint à établir une organisation plus complète et plus sage que toutes celles qui l'avaient précédée, et que la plupart de celles qui l'ont suivie.

Les ouvriers les plus forts et les plus habiles ne sont jamais ceux qui ont le plus à souffrir du chômage ; il en résulte cette notion, qu'on ne doit jamais perdre de vue dans l'organisation des secours de ce genre : que les chômeurs sont généralement des ouvriers de moindre qualité. C'était donc pour ceux-là qu'il fallait organiser des ateliers et Turgot le sentait fort bien. « Comme le but de cet établissement, « écrivait-il, est de procurer du secours aux personnes qui ont *les plus grands besoins, avec le moins de moyens pour y subvenir*, il est indispensable d'y « admettre toutes celles qui sont en état de travailler, hommes, femmes, vieillards et jusqu'aux « enfants » (1).

Voici la raison par laquelle il légitimait l'emploi de tous les bras oisifs qui se présentaient, quelle que fût leur force ou leur habileté. « Lorsque la cherté élève la denrée au-dessus des facultés du peu-

1. Turgot, *Constitution des ateliers de charité*, p. 455.

« ple, ce n'est point pour lui-même que souffre
« l'homme de journée, l'ouvrier, le manoeuvre ; ses
« salaires, s'il était dégagé de tous liens, suffiraient
« pour le nourrir : ce sont sa femme et ses enfants
« qu'il ne peut soutenir, et c'est cette portion de la
« famille qu'il faut chercher à occuper et à sala-
« rier » (1).

Dans toutes les grandes tentatives faites pendant le courant de ce siècle pour procurer de l'ouvrage aux « sans travail », on ne s'est pas suffisamment inspiré de cette conception économique qui aurait pourtant pu donner de très bons résultats.

Sans entrer dans la discussion de la théorie très complexe qui consiste à savoir si le gain de l'homme doit être suffisant pour nourrir sa famille, ou si chacun doit être indépendant et gagner ce qui est nécessaire à son existence propre, il est pourtant permis de constater que dans des périodes particulièrement critiques, tout le monde, sans exception, doit donner son maximum d'effort pour obtenir par son travail les subsistances qui lui sont nécessaires. A plus forte raison, dans les familles dépourvues de leur chef naturel, est-il indispensable que les femmes, et même dans une certaine mesure les enfants, se mettent au travail avec courage dès qu'on peut leur en fournir. C'était à procurer du travail à chacun selon ses forces et ses capacités, que tendirent tous les efforts de Turgot.

1. Turgot, *Mémoires sur les moyens de procurer, par une augmentation de travail, des ressources au peuple de Paris, dans le cas d'une augmentation dans le prix des denrées*, mai 1775, t. II, p. 451.

Il organisa une série de travaux que l'on peut grouper en trois catégories principales :

- 1° Travaux faciles;
- 2° Travaux difficiles mis en entreprise ;
- 3° Travaux à domicile.

1° *Travaux faciles*. — Il fut nécessaire de catégoriser suivant le degré de difficulté, les diverses occupations et leur rémunération. Pour les routes, par exemple, qui occupaient une place importante parmi les travaux à entreprendre, Turgot divisa en deux groupes les chantiers qu'on devait établir.

D'une part pour les sections planes qui exigent seulement le creusement des fossés latéraux et le remblai de la chaussée en pierre, il acceptait tous les bras qui se présentaient, si débiles ou si inexpérimentés qu'ils fussent. Les femmes et les enfants étaient munis de paniers et chargés d'aller chercher des pierres ; ils étaient ainsi destinés à être les auxiliaires utiles des travailleurs plus robustes.

2° *Travaux difficiles*. — D'autre part, il existe dans la création des voies de communication, des parties plus compliquées, qui exigent une direction technique et une capacité professionnelle que ne pouvaient posséder, ni les propriétaires bénévoles qui se chargeaient de surveiller les ateliers de charité, ni les êtres débiles et peu expérimentés qui y travaillaient. Afin d'éviter les malfaçons coûteuses et même dangereuses pour la sécurité des nouvelles voies, Turgot décida de mettre les travaux à l'entreprise. Le but philanthropique était encore atteint puisqu'on créait par le fait même de l'ouverture de

ces travaux, de nouvelles demandes de bras ; et par ailleurs l'habileté dans la direction et le sélectionnement dans la main-d'œuvre, était plus efficacement assuré que si l'on s'en était remis pour ce soin aux représentants de l'Etat ou à ceux des bureaux de charité. Les meilleurs travailleurs devaient donc être choisis et employés à cette besogne ; s'ils n'y trouvaient pas de place, on les embauchait aux ateliers de charité dans les conditions que nous expliquerons plus loin.

3^o *Travaux à domicile.* — Tandis que les hommes avaient en dehors des travaux privés dont Turgot avait cherché à susciter la création, les deux sortes de débouchés que nous venons d'indiquer, les femmes et les enfants étaient moins bien partagés, et les quelques travaux auxquels ils pouvaient prendre part étaient peu en rapport avec leur nature et leur capacité ; ils encombraient les ateliers de charité et n'y étaient pas d'une grande utilité.

Pour éviter ces inconvénients on organisa la distribution du travail à domicile. Des fonds spéciaux étaient alloués pour être consacrés à l'achat des matières premières, telles que filasse, fil à dentelle, etc., destinées à être mises gratuitement à la disposition des personnes sans travail. Il suffisait pour les obtenir d'attestations d'honnêteté délivrées par le curé de l'endroit. On avait pris d'ailleurs la précaution de ne livrer ces matières que par « petites parties », car « un ouvrier à qui on confierait « une plus grande quantité de matières serait tenté « de les vendre et d'en détourner le prix à son pro-

« fit » (1). Des rouets étaient prêtés aux personnes qui en manquaient, et même on apprenait à filer à celles qui ne savaient encore le faire.

Une fois le travail fait, il devait être rapporté. La matière première était estimée au prix coûtant, et la matière ouvrée « un peu au-dessus du prix ordinaire » ; la différence, était remise à l'ouvrière. Une fois le salaire payé, on fournissait un nouveau lot de matières premières, de telle façon que le travail pouvait être continué sans interruption.

En outre, pour ôter d'une façon plus complète tout prétexte à ceux qui voudraient spéculer sur la misère du peuple pour acheter la main-d'œuvre au rabais, Turgot avait décidé que dans le cas où l'ouvrier pourrait se croire lésé dans l'estimation de son travail, on lui laisserait « la liberté de remporter son ouvrage et d'aller le vendre ailleurs ; néanmoins en rapportant au bureau la valeur de la matière première qui avait été avancée » ; ce qui ne l'empêchait pas de pouvoir obtenir un nouveau lot d'ouvrage à faire.

La question de la nature des travaux à effectuer et de leur rémunération n'était pas la seule difficulté à résoudre ; il s'agissait encore de déterminer comment se ferait en pratique le recrutement des travailleurs, et comment seraient organisés le fonctionnement matériel et la discipline des ateliers. Voici comment on opéra. La liste des personnes dignes de recevoir des secours était présentée par

1. Turgot, *Mémoire*, loc. cit., p. 451.

le curé, mieux placé que tout autre à cette époque pour connaître les gens, leurs mœurs et leurs besoins. Une fois l'admission prononcée on s'efforçait de créer des ateliers de famille, où le père était responsable de la discipline et de l'exécution du travail. Ce mode d'organisation présentait d'immenses avantages ; il était simple car il évitait l'épineuse difficulté du bon choix des chefs d'équipe ; il était pratique, car la discipline se trouvait organisée du même coup sans mollesse ni sévérité excessives, et assurait une responsabilité complète en cas d'indiscipline ; il était juste enfin, puisqu'il permettait de répartir équitablement la tâche suivant les forces et la capacité de chacun.

Quand pour un motif ou pour un autre la création d'un atelier de famille n'était pas possible, on organisait des brigades de 5 à 10 individus. Le chef de la brigade jouait le rôle de père de famille : c'est à lui qu'on assignait le travail à accomplir et il était chargé d'en assurer l'exécution pendant le cours de la semaine ; il devait aussi veiller au maintien de la discipline parmi ceux qui étaient sous ses ordres.

Les salaires n'étaient réglés qu'à la fin de chaque semaine, au moment de la réception du travail ; mais des acomptes journaliers étaient versés pour permettre à chacun d'acheter ce qui lui était absolument nécessaire.

On fournissait la nourriture dont on prélevait le montant sur les salaires à verser à la fin de la semaine.

Les personnes au-dessus de 16 ans avaient seules

droit aux salaires de fin de semaine. Les enfants au-dessous de cet âge ne recevaient que la nourriture journalière. Turgot nous en donne lui-même les raisons. « Les brigades sont composées d'hommes, femmes et enfants. Or ceux-ci mangent presque autant qu'une grande personne tout en fournissant beaucoup moins de travail. Comme les acomptes ont servi à la nourriture égale pour tous, pour un travail inégal, il est juste que le reliquat à toucher au moment de la réception du travail ne soit distribué qu'entre les personnes de plus de 16 ans. D'autant plus que les enfants au-dessous de cet âge n'ont pas besoin d'autre chose que de leur nourriture. De nombreuses charges, au contraire, pèsent sur les personnes plus âgées » (1). Des gratifications supplémentaires étaient accordées aux chefs de brigades, pour la peine et la responsabilité qu'ils avaient.

Le salaire cependant devait rester constamment au-dessous du cours normal, pour ne pas provoquer la désertion en masse des ateliers privés, ce qui aurait augmenté encore la gravité de la crise qui pesait sur le pays.

Les conditions exceptionnelles dans lesquelles se trouvait la France, à la fin de l'ancien régime, empêchent de se rendre compte, à première vue, de toute la valeur des ateliers de charité créés par Turgot.

Dans une crise aussi grave, il n'est pas étonnant qu'une modeste institution d'assistance n'ait pu

1. *Ibid.*, p. 461.

produire tous les résultats qu'on en aurait pu espérer en d'autres circonstances. L'assistance soulage plus ou moins efficacement quelques misères, elle ne peut remédier à un mal économique et social. Mais si on étudie de près les résultats des ateliers de charité de Turgot, on est facilement convaincu de leur excellence relative : ils furent un moyen d'assistance des plus efficaces, en même temps que des plus économiques.

On peut s'en rendre compte par l'examen du « compte rendu des opérations relatives à la disette » (1771) :

Recettes

Achats de graines	200.000 livres
» de riz.	20.000 »
Travaux publics, 1770.	80.000 »
» » 1771.	80.000 »
Don du prince de Soubise	6.000 »
Ensemble.	<u>386,000 »</u>

Dépenses

Pertes sur les grains, sommes non rentrées.	90.1501. 19 s. 5 d.
Travaux publics, chemins, Limoges (fortifications), filatures, 1770.	85.019 3 7
Travaux publics, 1771.	218.404 3 7
Aumônes, riz, fèves	47.200 3 6
Transport de graines, ventes, manutention	15.471 4 4
Commissions aux intermédiaires	11.000
Intérêts des sommes avancées	8.307 15 10
Total.	<u>475.553 10 3</u>
D'où un excédent de dépenses de	89.553 10 3

Grâce à cette somme relativement minime, Turgot était parvenu à fournir aux travailleurs de ces ateliers pour 220.000 livres de grains et de riz, que ceux-ci n'auraient sans doute pas pu obtenir autrement. L'administration avait été en effet obligée, pour se procurer ces denrées, de les faire venir de Dantzig par l'intermédiaire des négociants de Bordeaux. En dehors de cette quantité qui avait été *vendue*, on avait *distribué gratuitement* des vivres pour une somme de 137.000 livres, soit à titre d'aumône pure et simple, soit en fixant le prix de vente au-dessous du prix de revient.

La population indigente avait donc reçu pour 357.000 livres de denrées alimentaires de première nécessité, en dehors de ce qu'elle avait acheté au commerce privé avec les salaires délivrés en numéraire.

On avait distribué dans les ateliers pour 463.000 livres de salaire. De si heureux résultats permettent donc d'approuver hautement des ateliers de charité tels qu'ils étaient *conçus et dirigés* par Turgot (1). Il ne faisait que se rendre une stricte justice, en des termes bien modestes, quand il écrivait dans son rapport à l'abbé Terray : « J'ose
« me flatter qu'un déficit de moins de 90.000
« livres sur des opérations de plus de 1.240.000

1. V. la note de l'Office du travail sur les sociétés d'assistance par le travail, elle contient l'appréciation suivante relative à l'instruction envoyée par Turgot aux intendants, le 2 mai 1775, au sujet des ateliers de charité : « celle-ci peut être considérée comme une réglementation « modèle des ateliers publics de charité ».

« livres vous étonnera moins et que vous jugerez
« moins défavorablement de mon économie. Peut-
« être même vous paraîtraï-je mériter quelque
« approbation. C'est la principale récompense que
« je désire de mon travail ».

CHAPITRE III

L'ASSISTANCE PAR LE TRAVAIL SOUS LA RÉVOLUTION

SECTION I

L'œuvre du Comité de mendicité

Aussitôt que la Révolution eût éclaté, un des premiers soins de l'Assemblée nationale fut de nommer un *Comité de mendicité* (1) chargé d'étudier toutes les questions concernant la misère générale, et de proposer les mesures les plus propres à en assurer le soulagement. Inspiré par la plus sincère philanthropie, le Comité se mit à l'œuvre avec une ardeur d'autant plus grande que les maux qu'il avait à guérir étaient plus pressants. De nombreux rapports furent rédigés par ses membres et notamment par son président de La Rochefoucauld-Liancourt ; tous témoignent d'une ardente sympathie pour la misère et d'un désir sincère d'y porter remède. Les critiques que porte le président du Comité sur les institutions d'assistance existantes sont presque

1. Le « Comité pour l'extinction de la mendicité » était ainsi composé : MM. de La Rochefoucauld-Liancourt, président ; Massieux, curé de Cergy, prieur, Coulmiers, abbé d'Obbécourt, de Cretat, Guillotin, David, curé, l'évêque d'Oléron, l'évêque de Rodez, Bance de Vienzac, de Virieux.

toujours justes, et nous montrent les réformes urgentes qu'il eût été nécessaire d'y apporter.

Malheureusement son esprit n'est pas suffisamment pratique, il voit clairement le but à atteindre, il indique quelle direction il faut suivre pour y arriver, mais il ne se préoccupe pas suffisamment des difficultés à vaincre, et dans sa généreuse impatience de voir aboutir ses bienfaisantes réformes, il s'irrite contre ceux qui se heurtent aux obstacles du chemin.

Les rapports de La Rochefoucauld devraient pourtant être tous lus par les personnes qui s'occupent des questions d'assistance ; jamais jusqu'à cette époque (et rarement depuis) cette matière n'avait été étudiée avec autant de soin, de désintéressement et de hauteur de vues. Si dans l'ardeur de leur zèle, les membres du Comité ont été parfois entraînés à prendre leurs désirs pour des réalités, la cause en était dans leur manque de cette expérience des hommes et des choses, qui est un si puissant contre-poids pour les esprits trop portés vers l'idéologie. D'ailleurs, en comparant leur divers écrits on s'aperçoit que bien souvent l'expression a dépassé leur pensée ou qu'ils ont été entraînés par le flot des idées nouvelles plus loin qu'ils ne l'auraient voulu ; plus d'une fois ils durent se contredire pour revenir à des théories plus facilement praticables : en voici un exemple.

Une des grandes revendications de la Révolution dont le Comité de mendicité était chargé d'assurer la réalisation pratique était *le droit à l'existence*. Or voici comment il était défini dans le plan du tra-

vail du Comité : « Le devoir de la société est
 « de chercher à prévenir la misère, de la secourir, d'of-
 « frir du travail à ceux auxquels il est nécessaire pour
 « vivre, de les y forcer s'ils y refusent, enfin d'assister
 « sans travail, ceux à qui l'âge ou les infirmités ôtent
 « tout moyen de s'y livrer. Tel est le sens qui est
 « donné à cet axiome politique que tout homme a droit
 « à sa subsistance, et à cette vérité incontestable que
 « la mendicité n'est un délit que pour celui qui
 « la préfère au travail » (1).

La définition affaiblit singulièrement la partie du droit à la subsistance qu'elle transforme en « un de-
 « voir pour l'État de chercher à prévenir la misère, de la
 « secourir ».

Les contradictions entre les termes et leur définition, entre le principe et l'application ne sont pas rares dans l'œuvre du Comité. Dans le premier rapport, La Rochefoucauld revient sur le droit à l'existence joint à l'obligation du travail pour les valides. « Sicelui qui existe, dit-il, a le droit de dire à la société : *Faites-moi vivre*, la société a également le droit de lui répondre : *Donne-moi ton travail* » (2). Peut-on croire que l'auteur de ces lignes ait une confiance bien éclairée dans l'utilité et l'efficacité de la revendication qu'il proclamait, quand il écrivait quelques semaines plus tard, dans son quatrième rapport. « Ce n'est pas par des moyens privés, indi-

1. Plan de travail pour l'extinction de la mendicité présenté à l'Assemblée nationale en conformité de son décret du 21 janvier, par M. de Liancourt, député de Clermont en Beauvoisis, Paris, imprimerie nationale, 1790.

2. Premier rapport du Comité de mendicité, Paris, Imprimerie nationale, 1790, p. 1.

« viduels qu'un grand Etat peut donner du travail
« à ceux de ces membres qui en manquent. A cet
« égard les tentatives ruineuses pour le pays, désas-
« treuses pour les entreprises particulières et tou-
« jours impuissantes n'auront pour effet que d'entre-
« tenir dans la classe indigente, la *dangereuse idée*
« *que le gouvernement doit la débarrasser de l'inquié-*
« *tude, et de l'activité nécessaire pour assurer sa subsis-*
« *tance* ; elle sera plongée dans la fainéantise, dans
« l'imprévoyance, dans la misère qui en est la
« suite et dans le vice que nécessairement elle
« entraîne » (1).

Il ne semble pas qu'il soit utile d'insister davantage sur de pareilles contradictions (2) qui seraient inexplicables, si on ne tenait compte du manque de pondération et d'esprit de suite qui régnait à cette époque, et de la facilité avec laquelle on proclamait en théorie des droits naturels et qu'on les méconnaissait en pratique suivant les circonstances. Il fallait que chacun surenchérît toujours sur ses prédécesseurs ou sur ses rivaux pour ne pas sembler réactionnaire devant l'opinion. Dans le domaine de la spéculation on allait très loin, dans la pratique on était ramené à de moins grandes ambitions par la nécessité, par la réalité des faits.

1. Le passage suivant n'est pas moins probant : « nous osons
« dire que quand l'Etat pourrait à chaque instant fournir du
« travail au désir individuel de ceux de ses membres qui lui
« en demanderaient, ce qui est démontré sans possibilité,
« l'intérêt public s'opposerait à cette institution ». Quatrième
rapport, p. 84.

2. Conf. Premier rapport, p. 9.

En dehors de la partie proprement déclamatoire, de La Rochefoucauld, nous trouvons une foule de remarques profondes ou ingénieuses qui font de leur ensemble un ouvrage de tout premier ordre sur les questions d'assistance. Bornons-nous à en citer quelques traits qui touchent à l'assistance par le travail.

La disproportion entre la population et le travail est « la cause première et essentielle de l'indigence ». Il faut donc s'efforcer par tous les moyens possibles de susciter des offres de travail (1). L'agriculture notamment pourrait arriver facilement à un plus haut degré d'activité et réaliser d'importantes améliorations : les emplois deviendraient plus nombreux, en même temps que les subsistances plus abondantes. Le gouvernement ne doit donc négliger aucun des moyens propres à favoriser les progrès dans ce sens, car *s'il ne doit pas être prévoyant pour chaque individu, il a le devoir de l'être pour tous* (2).

Il faut susciter chez l'individu la notion de sa responsabilité, la pensée de moralité, le désir de l'amélioration de sa condition, par le travail et la prévoyance. Aussi quand il s'adresse à l'Etat pour obtenir un secours (toujours sous forme de travail pour les valides) devra-t-il s'attendre à être moins rémunéré que s'il trouvait lui-même une occupation chez un particulier, « principe, dit La Rochefoucauld, « aussi éloigné dans son exécution de la dureté que « de la profusion, mais principe essentiellement

1. C'est la même théorie que nous avons vu soutenir par Turgot.

2. Quatrième rapport, p. 84.

« nécessaire et qui bien suivi est moral, politique, « humain, et même bienfaisant pour la société puis- « qu'il tend à lui donner de l'énergie, à lui créer « des vertus, en ne se refusant d'ailleurs à aucun « de ses véritables besoins » (1). Cette exigence est d'ailleurs naturelle, car si pour l'enfant et le vieillard la société doit un secours qui lui sera, ou lui a été remboursé par l'activité économique de cet individu, il n'en est pas de même pour le valide, en pleine possession de sa force et de son énergie. Il est donc juste autant que nécessaire, d'exiger de lui un travail sérieux.

S'il n'accepte pas ce travail, il faut le punir, car le travail est nécessaire à l'homme pour vivre et les paresseux et les vicieux doivent être bannis de la société des honnêtes travailleurs. Pour éviter chez l'homme une chute aussi déplorable, il faut veiller à ce que le travail ne lui manque pas. Car sans cela « il tombe dans la misère et de la misère au déses- « poir ; il n'est qu'un pas du désespoir au crime ».

Pour améliorer véritablement la société il ne faut pas seulement chercher à donner du travail à tous, ce qui aurait déjà le grand avantage de diminuer la concurrence, et de faire augmenter les salaires, il faut en outre, chercher à diffuser le plus possible la propriété ; en effet, si la pauvreté se soulage par le travail, elle s'éteint par la propriété (2).

Malgré les réserves que nous avons cru devoir formuler, ces rapports du Comité de mendicité sont dignes de notre admiration et de nos éloges, par la

1. Premier rapport, p. 8.

2. Plan de travail, *loc. cit.*, p. 15.

hauteur de vue et l'élévation des sentiments qui ont présidé à leur rédaction ; c'est une œuvre sérieusement économique, en même temps que profondément morale. Malheureusement elle ne fut pas assez pratique et l'exécution des mesures inspirées par ce comité n'aboutirent le plus souvent qu'à des résultats déplorables.

SECTION II

Les ateliers de secours pour les hommes valides pendant la période révolutionnaire.

Turgot s'était occupé d'une organisation générale de travaux de secours, tant dans les campagnes que dans les villes ; ce furent vers ces dernières surtout que se portèrent les préoccupations du gouvernement dès le commencement de la période révolutionnaire. Cette nouvelle tendance était provoquée par ce fait que la misère y est souvent plus terrible que dans les campagnes, mais surtout parce que les villes étaient le foyer de la Révolution et des émeutes. Soit que l'on eût pour but d'éviter les troubles en apaisant les souffrances de la misère, soit que l'on eût en vue de rémunérer les « services » de ceux qui avaient bien mérité de la patrie, en participant aux journées sanglantes pour faire triompher la Révolution, les partisans de l'ordre aussi bien que les fauteurs de troubles insistaient tous sur la nécessité de l'extension des ateliers de secours dans les villes, et principalement à Paris. En dehors des motifs politiques des différents partis, il ne manquait pas

de gens dévoués, d'éminents philanthropes qui, en leur qualité « d'hommes sensibles », désiraient l'amélioration de l'assistance, dans le seul but de diminuer les souffrances si nombreuses qui accablaient les classes populaires.

A défaut d'identité de points de départ, de similitude de mobiles, il y avait donc tout au moins une universelle sympathie pour les souffrants, jointe à un vif désir de soulager efficacement leurs misères trop souvent imméritées. On se mit à l'œuvre avec beaucoup de courage. Les pouvoirs publics, le Comité de mendicité, la municipalité de Paris rivalisèrent de zèle dans l'accomplissement de leur tâche. Mais la besogne était difficile et il n'usèrent pas des moyens qui auraient été susceptibles de faciliter son exécution.

« La récolte de l'année 1788 avait été en partie détruite par la grêle, l'hiver était rude, le prix du pain s'élevait de jour en jour, et en même temps, l'agitation inséparable des élections des Etats généraux avait paralysé le commerce et raréfié le travail.

« Dès le 2 décembre 1788, le bureau de la ville de Paris avait pris les dispositions nécessaires pour l'ouverture de divers ateliers, au quai d'Orsay, à la descente du pont Saint-Nicolas, au ruisseau du quai Le Pelletier, à celui du port Saint-Paul, au quai de la Tournelle, au quai de Miramiones, à la rue des Banis etc., enfin dans les îles de Charenton. Les travaux entrepris étaient naturellement des terrassements, des déblais et remblais. On décida d'y admettre indistinctement, tous ceux que le besoin et le défaut de ressources forceraient à se présenter, les

obligeant seulement à se munir de pelles et de pioches ; et le salaire de la journée fut fixé à 18 sous au maximum. Il descendit à 15 et à 10 sous pour les femmes veuves et les enfants » (1).

L'affluence y fut bientôt considérable. Le gouvernement fut obligé d'ouvrir de nouveaux ateliers (2). Le seul chantier de Montmartre qui au début ne comportait que 2000 travailleurs dut en recevoir 17.000 au mois d'août.

Cet encombrement était déplorable à tous les points de vue. Les ateliers étaient improductifs et ils attiraient une foule de paresseux qui acceptaient volontiers de gagner de l'argent sans rien faire.

Les difficultés du recrutement étaient, il est vrai, particulièrement grandes. Alors que Turgot n'avait guère dans ses ateliers que des cultivateurs déjà habitués au travail de la terre, on devait rencontrer forcément dans les ateliers de la Révolution à Paris, une foule d'ouvriers des professions industrielles. Il fallait les former à la tâche qu'on attendait d'eux, il aurait été nécessaire pour cela d'avoir affaire à des hommes de bonne volonté, parfaitement embrigadés sous la direction de chefs choisis avec le plus grand soin. Aucune de ces conditions ne fut remplie, ainsi qu'en témoignent les nombreuses plaintes auxquelles donnèrent lieu les ateliers. Et on ne doit plus s'en étonner quand on étudie de près comment était

1. Office du travail, *Note sur les travaux de secours contre le chômage*, Imprimerie nationale, 1895, pp. 9 et 10.

2. Un décret de l'Assemblée nationale, en date du 30 mai 1790, prescrivait l'ouverture à Paris de nouveaux ateliers et l'expulsion des mendiants qui ne voudraient pas y travailler.

organisé le recrutement des travailleurs et du personnel dirigeant.

On acceptait toutes les personnes qui se présentaient, sans avoir de renseignements précis et exacts sur leur situation et leurs antécédents. Le rebut de la population parisienne attiré par la perspective d'ateliers où l'on gagnait de l'argent à ne rien faire, se précipita vers les chantiers. Turgot avait agi sagement quand il avait fait appel au concours du clergé, qui était le plus à même de connaître les familles nécessiteuses et intéressantes. A l'époque où nous nous trouvons, le gouvernement ne veut plus demander de services à l'Eglise, et il n'est pas à même d'en rendre de semblables. Aussi les résultats furent-ils déplorables (1).

Le recrutement du personnel dirigeant n'était pas moins défectueux. Les nominations étaient aveugles et arbitraires. Personne ne connaissait bien les ouvriers et ne pouvait les juger; il était donc impossible de distinguer d'une façon éclairée ceux qui étaient capables de commander les autres. C'était une bien lourde tâche de diriger le personnel des ateliers et on le confiait aux premiers venus. La discipline devenait impossible.

On n'obéissait pas, on ne travaillait pas, beaucoup ne se dérangeaient même pas pour faire acte

1. V. notamment Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire de deux terrassiers prévenus d'avoir menacé de couper en morceaux les chefs de leur atelier, Archives nationales, Y, 15.102-Y. 48.766. Consulter également les considérants qui précèdent les arrêtés municipaux et les plaintes des villes où l'on envoie les ouvriers parisiens que nous reproduisons ci-dessous, p. 107 et 109.

de présence aux ateliers ; ils n'y venaient que les jours de paye pour recevoir leur « salaire ».

Le mal était si visible que personne ne pouvait le nier. On chercha des remèdes en multipliant les règlements, mais on ne parvint à aucune amélioration réelle, parce qu'on négligea de remonter jusqu'à la cause même de tous ces désordres.

Les règlements édictés par la municipalité de Paris se succédaient à de courts intervalles, sans être pour cela plus efficaces. Les considérants qui les précédaient constataient toujours une situation aussi critique(1), car non seulement le recrutement était mauvais, mais l'organisation était tout aussi défectueuse.

Au lieu d'organiser les ateliers par groupes composés d'un petit nombre d'individus fortement embri-

1. En voici quelques exemples :

Le règlement municipal du 11 novembre 1789 commençait en ces termes :

« Le département des travaux publics... instruit... des abus « qui n'ont que trop longtemps régné dans les précédents « ateliers et désirant, pour les faire disparaître, établir et « maintenir le bon ordre et la subordination parmi les « ouvriers... », et malgré les mesures prises, la situation ne se modifie pas, car le règlement du 24 septembre 1790, tout aussi sévère, commence par ces considérants : « La municipalité de Paris, instruite des abus qui, malgré sa surveillance et celle de ses préposés, se sont introduits dans les « ateliers publics, voyant avec peine que l'exécution de ses « précédents règlements a été négligée et que la plupart des « ouvriers induits en erreur par des gens mal intentionnés se « croyant dispensés de travailler parce qu'ils regardent comme « une dette ce qui est, et ne peut être, que le salaire de leur « travail, etc... »

Les considérants qui précédaient le décret du 31 août 1790 n'étaient pas de meilleure augure : « L'Assemblée nationale considérant combien il importe que les ateliers publics ne

gadés, Bailly, le maire de Paris, se contenta de cadres très larges et d'un petit nombre de surveillants. L'article premier du règlement du 11 novembre 1789 fixait à 200 le nombre des ouvriers travaillant dans le même atelier ; ils étaient partagés en deux divisions de cent hommes chacune. L'atelier était dirigé par un chef, deux sous-chefs, deux piqueurs et par un contrôleur chargé de la surveillance générale. Il était composé d'hommes de toutes provenances et de toutes conditions. Il suffisait pour y être admis d'être âgé de 16 ans au moins et d'être domicilié dans la ville de Paris ; or, il était facile d'obtenir d'un logeur complaisant une attestation de résidence qui permettait d'obtenir le certificat de domicile (1).

Il est vrai que Bailly avait pris quelques mesures rigoureuses grâce auxquelles il espérait maintenir l'ordre et la discipline ; mais leur sévérité fut loin d'avoir l'efficacité qu'il espérait, elles n'aboutirent qu'à gêner, à vexer tous les ouvriers, sans en imposer aux paresseux et aux perturbateurs. Ainsi, le paragraphe XVI du règlement était ainsi conçu :

« La paye ne se fera que tous les samedis au soir et aucun ouvrier ne pourra exiger d'à-compte dans le cours de la semaine. »

Si Turgot avait pris une mesure analogue, il avait

soient qu'un secours accordé à ceux qui manquent véritablement de travail..., que les secours ne soient préjudiciables ni à l'agriculture ni aux manufactures et ne deviennent une sorte d'encouragement à l'imprévoyance et à la paresse, a décrété ce qui suit... »

1. Les brigades des ateliers de Turgot ne comprenaient que 5 à 12 hommes sous la surveillance d'un chef connu de tous, et responsable de leur conduite et de leur travail.

du moins pris la précaution de faire distribuer à tous les travailleurs les vivres dont ils avaient besoin dans le cours de la semaine, c'est ce que Bailly avait négligé de faire. Il était pourtant facile de prévoir le danger qu'il y aurait à priver les ouvriers de toutes ressources pendant la première semaine de leur travail, alors que le pain leur manquait. Pour assurer la présence des ouvriers pendant toute la journée, le même règlement prescrivait quatre appels par jour, mais cette mesure, pas plus que les précédentes, n'aboutit au résultat cherché ; partout, le travail et la discipline laissaient à désirer (1).

1. Des doléances parvenaient de tous côtés à l'Assemblée nationale sur le fonctionnement du décret du 20 mai 1790. On se plaignait en même temps du règlement municipal du 11 novembre 1789. Une note du 18 août nous montre que « les « députés de la section Sainte-Marguerite sont venus déposer « au comité leur crainte sur le grand nombre d'ouvriers qui « abandonnent les ateliers pour venir demander du travail dans « ceux de secours, ils appréhendent que leur nombre devienne « si considérable qu'on ne puisse être maître de les contenir » (Extrait Archives nationales, AF^x 415 fol. 282).

Un rapport fait à l'Assemblée nationale au nom du Comité de mendicité, par M. Massieu, curé de Cergy, nous fait entrevoir une situation tout aussi inquiétante. « Si le nombre des « mendiants a diminué, dit-il, celui des ouvriers indigents et « sans travail s'est accru d'une manière onéreuse pour le « Trésor national et peu favorable au maintien de l'ordre » (Archives nationales, minute F¹⁶ 936). Il constate, en outre, l'impossibilité où l'on s'est trouvé d'appliquer entièrement le décret du 30 mai. Le curé de Cergy en rend responsable les circonstances qui n'ont pas permis la réalisation de ces projets et aussi l'Assemblée nationale : « Nous nous contenterons « d'observer, dit-il, que les circonstances n'ont guère permis « d'adapter dans l'organisation des ateliers, les principes que « votre Comité vous a déjà présentés et que vous avez vous-même approuvé par votre décret du 30 mai. » C'était contre certaines dispositions de ce décret que Necker s'était élevé avec raison.

Devant les défauts toujours plus graves qui se révélaient au sein des ateliers de secours, l'Assemblée nationale avait décrété, le 31 août 1790, la réorganisation de tous les ateliers sur des bases nouvelles.

On prescrivait la fondation d'ateliers de deux espèces différentes : dans les uns, on recevrait les valides qui travailleraient à la tâche ; dans les autres, les hommes d'une capacité de travail inférieure seraient admis, et ils seraient payés à la journée. Le salaire devait toujours être au-dessous du cours normal.

Le nouveau décret réalisait une sérieuse amélioration sur ce qui avait été précédemment fait ; la municipalité de Paris se mit, elle aussi, en mesure de l'appliquer utilement. Elle fit, en conséquence, le règlement du 24 septembre 1790, dont nous avons déjà signalé les considérants. On en revenait aux principes de Turgot. L'unité qui servait de base à l'organisation, au lieu d'être la division comprenant 100 hommes, était la brigade ne comptant que 20 ouvriers. Les chefs devenaient plus nombreux et mieux hiérarchisés. Les inspecteurs généraux, les contrôleurs, les inspecteurs des chefs, les piqueurs, avaient des attributions nettement définies pour maintenir l'ordre et la discipline et assurer la bonne exécution du travail. On créa des inspections (5 ateliers), des ateliers (3 brigades) et des brigades (20 hommes) ; en outre, il devait être installé des ateliers de correction destinés à tous ceux qui, n'obéissant pas à leurs chefs, seraient une cause de trouble, de scandale ou d'oisiveté dans les ateliers.

Les sérieuses améliorations réalisées dans le règlement n'aboutirent malheureusement pas dans la pratique à l'action bienfaisante qu'on pouvait en espérer (1). Deux principaux facteurs en étaient surtout la cause, en dehors du mauvais recrutement du personnel, qui rendait presque impossible toute organisation stable, pacifique, laborieuse et disciplinée. En première ligne, il faut placer le défaut de travail. On manquait d'occupation à fournir à ces 27.000 individus inscrits aux ateliers de la capitale, bien que les ateliers fussent beaucoup plus nombreux et importants qu'ils ne l'étaient en province ; mais c'était encore tout à fait insuffisant pour donner satisfaction à la foule toujours grossissante des ouvriers qui demandaient à entrer dans les ateliers. On improvisait des travaux de tous les côtés, curage et réfection des quais de la Seine, construction de l'édifice Sainte-Geneviève, démolition de la Bas-

1. Dans un rapport adressé au Directoire du département de Paris, touchant l'état des travaux de secours (16 novembre 1791). M. Garnier rappelait « les ateliers de fainéantise qui ont trop longtemps affligé vos regards dans toutes les avenues de la capitale. Cette institution funeste, l'une des plus grossières erreurs de la bienfaisance, en offrant une prime à la paresse et à l'effronterie tendait à avilir le travail et à décourager l'indigence laborieuse. L'aumône déguisée sous le nom de salaire était demandée sans pudeur et acceptée sans reconnaissance ; cette émulation salutaire qui alimente le goût du travail, s'éteignait journellement ; les ateliers des manufactures étaient déserts, la langueur de l'industrie préparait la ruine du commerce, et la plus pure substance de contribution du peuple alimentait par des foyers d'or ce foyer de corruption et de misère. Enfin, un décret du 16 juin détruisit entièrement ce fléau ». Archives nationales, Seine 13 fol. 24, v^o Extrait du procès-verbal des délibérations du Conseil général du département de Paris.

tille, etc. ; on se décida à envoyer quelques groupes à Dieppe et dans l'Yonne pour creuser des canaux. L'encombrement existait toujours : les ouvriers admis dans les chantiers, trop nombreux, se gênant les uns les autres, s'encourageaient à la paresse et ne travaillaient pas, tandis que beaucoup d'autres restaient à la porte. Les ouvriers avaient d'ailleurs intérêt à ce que les travaux ne fussent pas trop rapidement menés à bonne fin, car on avait bien de la peine à organiser de nombreux chantiers et ceux auxquels ils étaient attachés, une fois terminés, il n'était pas sûr qu'on puisse en ouvrir d'autres.

La plupart des ouvriers n'ayant pas le désir de travailler, aucun n'ayant intérêt à l'achèvement de la tâche, il aurait fallu une discipline bien sévère pour exiger d'eux un effort continu. Et cette discipline ne pouvait exister étant donné la composition des cadres. Telle est la seconde raison pour laquelle le règlement du 24 septembre ne pouvait amener les améliorations qu'on devait en attendre.

La façon dont le personnel de direction était choisi laisse à penser comment il était composé. Pour le recruter, on avait prescrit de choisir parmi les personnes sans travail qui se recommandaient par leur capacité ou par les services rendus à la Révolution, et il est fort à croire que la seconde qualité suppléait le plus souvent à la première. Prendre des révolutionnaires pour calmer les esprits, maintenir la discipline et organiser le travail dans un milieu trop enclin par sa nature même à la paresse et à la rébellion, était assurément téméraire de la part du gouvernement qui avait l'intention de maintenir et de

perfectionner, au milieu du calme, l'état de choses existant.

Quel intérêt les piqueurs, les chefs et les inspecteurs avaient-ils à exiger que le travail soit exactement fait ? Beaucoup étant, par définition même, des révolutionnaires avérés, ne désiraient, en aucune manière, calmer l'effervescence favorable à la réalisation de leurs projets ; et le meilleur moyen pour eux de faciliter l'échauffement des esprits était de laisser les hommes en groupes et sans occupation.

Mais en admettant même qu'ils n'eussent pas d'aussi noirs desseins, les chefs avaient-ils la possibilité de se faire obéir ? La population des ateliers était trop hétérogène, trop changeante, pour qu'on pût obtenir et conserver sur elle un ascendant utile. Beaucoup de mendiants, de vagabonds, de paresseux de toute espèce, venaient s'embaucher dans les ateliers, puisqu'il était notoire qu'on y gagnait de l'argent sans rien faire. Il était presque impossible de commander, de diriger de pareils éléments à moins d'avoir à sa disposition des mesures sérieuses d'intimidation et de répression ; or, l'autorité n'osait ni agir, ni même manifester trop ouvertement ses volontés, car il arrivait souvent que les chefs qui usaient de ces moyens étaient menacés, molestés par leurs hommes ; et comme ils étaient le plus souvent sans défense vis-à-vis d'eux, ils avaient pris le parti de laisser faire et de ne pas accomplir, eux aussi, leur besogne de contrôle. On en arriva de la sorte à proposer de diminuer le nombre et les attributions des surveillants que le nouveau règlement du 24 septembre 1790 avait augmentés. Comme ils

ne faisaient rien, leur présence devenait inutile, et il valait mieux faire l'économie de leur traitement. Un mémoire du temps nous le dit en termes formels :
« L'expérience et la clameur publique viennent
« démontrer d'une manière invincible que cinq
« employés qui dirigent des ateliers mal surveillés
« ne font qu'ajouter cinq fainéants aux 200 ouvriers
« qu'ils conduisaient. » On y demandait en même temps la diminution du nombre des contrôleurs, « car tous les abus qui existent en ce moment dans
« cette entreprise viennent presque tous de l'inexactitude extrême qu'ils mettent à remplir les fonctions intéressantes qui leur sont confiées » (1).

Une semblable population, dirigée de telle façon, devait se porter aux pires excès pour le moindre prétexte. En attendant les sanglantes journées qui devaient se produire peu de temps après, des déprédations de toutes sortes étaient fréquemment commises par des bandes de travailleurs de ces ateliers, soit dans les campagnes, soit même dans les villes.

Dans les documents si intéressants publiés par M. Tuetey, nous retrouvons constamment des lettres de Bailly à Lafayette, ou au ministre de la guerre, leur signalant des pillages commis, ou sur le point d'être exécutés. Tantôt c'est une maison de Vaugirard, qui est mise à sac, c'est le palais Bourbon et la maison de Beaumarchais qui sont menacés, tantôt la populace veut s'en prendre à des ateliers,

1. Mémoire sur les ateliers de charité établis à Paris ou dans les environs, par M. Smith, 16 avril 1791; Tuetey, *L'assistance publique à Paris pendant la Révolution*, publication de la ville de Paris, 1895, t. II, p. 181.

comme à la manufacture de glaces. Les troupes peuvent à peine suffire aux réquisitions incessantes; leur secours est demandé de tous côtés pour protéger les villes où des ouvriers de Paris sont envoyés.

Quand une localité est menacée de recevoir un contingent parisien pour exécuter des travaux, les réclamations, les demandes de secours ne cessent de se produire. On sait par avance à qui on va avoir affaire. Dès que la garnison n'est pas assez nombreuse pour les tenir en respect, ces prétendus ouvriers semblent tenir à justifier leur réputation, en pillant et en bouleversant le pays.

On forme le projet de créer un grand atelier à Dieppe pour le creusement d'un canal : aussitôt cette ville envoie des députés chargés d'exposer les alarmes qu'une telle nouvelle a causées parmi la population qui craint une insurrection (1). Aux environs de Paris de nombreux dégâts sont commis dans les vignes des territoires de Vincennes et de Charenton, on demande la protection de la garde nationale.

Mais c'est surtout dans l'Yonne que les demandes de secours se font les plus pressantes. De nombreux ouvriers de Paris y avaient été envoyés pour travailler au Canal de Bourgogne et le ministre ne peut arriver à satisfaire les demandes de renforts qui lui sont adressées (2).

La municipalité de Saint-André de Cubzac prend un parti plus radical. Elle prie Bailly de ne plus dési-

1. Tuetey, *Ibid.*, p. III, lettre du 6 janvier 1790.

2. Lettre de la municipalité de Joigny à MM. de la Tour-du-Pin et Saint-Priest demandant une garnison supplémentaire pour maintenir l'ordre à cause des 3.000 ouvriers envoyés de

gner cette localité sur les passeports délivrés aux indigents renvoyés de la capitale, « ne pouvant les satisfaire et craignant leurs cris » (1).

Mieux que tout autre enquête sur le fonctionnement des ateliers de secours, les craintes du pays qui les reçoivent et les mesures de sécurité qu'ils nécessitent, montrent d'une manière péremptoire la façon déplorable dont ils étaient dirigés et surveillés. Mais en dehors de la population allant vraiment aux ateliers (celle qui y passait ses journées), il y avait une quantité considérable de personnes qui, au dire des contemporains, se contentaient de se faire inscrire à l'atelier et de s'y présenter au moment de la paye pour toucher leur « salaire ». Ces gens-là n'étaient assurément pas les plus dangereux pour l'ordre public. S'ils volaient le patrimoine des pauvres, en recevant une rémunération qui ne correspondait à aucun service rendu, du moins ils ne cherchaient généralement pas à susciter des troubles et à prêcher la révolte. Et soit par impéritie, soit par impuissance à le constater et le réprimer; soit

Paris qui viennent travailler au canal de Bourgogne, 11 oct. 1790, Archives historiques du ministère de la guerre, carton n° 65. Lettre des administrateurs du département de l'Yonne au contrôleur général des finances demandant l'envoi d'un détachement à Briennon, avant l'arrivée des ouvriers de Paris pour maintenir l'ordre. 11 novembre 1790, *ibid.*, n° 65 d.

Lettre du 19 mai 1791. On y renvoie de nouvelles troupes pour calmer les inquiétudes des habitants.

Le ministre de la guerre déclare qu'il ne peut diminuer les frontières des troupes de ligne qui sont indispensables à sa défense. Il ne peut envoyer qu'une compagnie du 6^e hussards. 17 mai 1791.

1. Tuetey, *ibid.*, v. lettre du 6 décembre 1790.

enfin par ignorance, le fait continuait de se produire et restait impuni.

Des plaintes se faisaient pourtant entendre, car les charges du Trésor augmentaient et la misère ne diminuait pas. Au commencement de 1791, notamment, l'agent chargé de recevoir les fonds nécessaires pour les travaux de terrassement, M. Smith est assez mal reçu au Trésor public par M. Dufresne parce qu'il demande 172.000 francs pour le paiement des salaires d'une seule semaine. Il écrit pour se disculper une lettre qui mérite d'être retenue (on ne mettait d'ailleurs nullement son honorabilité en jeu). Il commence par déclarer qu'il ne pourra donner de détails circonstanciés parce que toutes les pièces de contrôle qu'on devait lui envoyer ne lui parviennent pas. « Les administrateurs ont sous-
« trait à ma révision des feuilles de paye des
« ouvriers, et ils ont cessé de me fournir la plus
« grande partie des pièces qui justifiaient de l'em-
« ploi des fonds que vous me délivrez ; cependant,
« Monsieur, voici aux détails près, les motifs de
« l'énormité des dépenses dont vous vous étonnez
« avec tant de raison.

« L'augmentation successive des ouyriers admis
« aux ateliers de secours, sans que l'on exige d'eux
« aucune espèce de travail et dont *une grande par-*
« *tie ne se présente que le samedi pour recevoir le sa-*
« *laire qu'elle n'a pas mérité* ; le nombre effrayant de
« cette multitude attirée par la fainéantise et son
« impunité montant à présent à près de 17.000 in-
« dividus, enfin, Monsieur, les dilapidations cau-
« sées par les nombreux abus qui affligent depuis

« longtemps cet établissement malgré l'honnêteté
« et la surveillance des officiers municipaux chargés
« de cette partie » (1). C'est un homme compétent
et impartial qui parle ; il résume clairement en quelques lignes les principales causes de la mauvaise tenue des ateliers, dont les désordres devaient amener la disparition. Son témoignage est d'ailleurs corroboré par bien d'autres. L'abbé Gouttes, par exemple, vient déclarer à la tribune de l'Assemblée Nationale, que si l'intention du législateur est de secourir les malheureux, il n'entend en aucune façon favoriser la fraude et la fainéantise, et il ajoute : « Dans plusieurs ateliers composés de plus de 800 hommes, il y en a 200 au plus qui travaillent. Le reste est composé de jardiniers, de maçons, etc., occupés ailleurs la semaine et venant le samedi à l'appel recevoir six livres sur lesquelles ils donnent vingt sous à l'inspecteur ».

La situation était devenue intolérable, les inscriptions augmentaient sans cesse. Leur nombre était de 19.000 en octobre 1790, il passait à 27.000 au commencement de janvier 1791 dans la seule ville de Paris (2). Il fallait avoir recours aux moyens radicaux, il s'agissait ou bien de remanier de fond en comble toute l'organisation et le fonctionnement des ateliers, ou bien de les faire disparaître.

1. Minute, 2 p. Archives nationales. D VI, 40, n° 404.

2. M. Gauffrès dit, dans son étude si documentée sur l'assistance par le travail, qu'en décembre 1791, il y avait 31.000 ouvriers à occuper et à payer, coûtant 900.000 mille livres par mois, sans préciser pourtant, si, dans ce nombre, figuraient ceux qui travaillaient en province.

Le premier parti nous eût paru de beaucoup préférable; avec beaucoup de persévérance, d'énergie et d'activité éclairée on aurait pu arriver à faire rendre aux ateliers toute l'utilité qu'ils étaient susceptibles de donner. On considérait les ateliers de secours comme une institution détestable parce qu'ils n'avaient pas réalisé les espérances qu'ils avaient suscitées, sans discerner si la cause de l'échec provenait d'un vice essentiel de l'institution ou de la mauvaise application qui en avait été faite. Nous reviendrons sur cette question pour apprécier les responsabilités qu'il nous suffise de constater que le Comité de mendicité, malgré la sagesse dont il avait maintes fois fait preuve, se laissa entraîner par le préjugé du moment et il proposa de « rompre les ateliers ». Pour prendre une décision aussi grave il n'avait pas d'ailleurs jugé prudent d'en assumer seul la responsabilité, et quatre autres Comités s'étaient joints à lui pour délibérer (Comité des finances, d'agriculture, de commerce et des domaines).

La Rochefoucauld-Liancourt fit le rapport et proposa à l'Assemblée un décret qu'elle ratifia et qui prit la date du 16 décembre 1790.

Ce décret ne faisait d'ailleurs que préparer la fermeture définitive des ateliers, en répartissant sa population sur divers points du territoire. Une somme de 15 millions était allouée pour ouvrir des chantiers de travail dans les départements, chacun d'eux recevait pour commencer 80.000 fr. Les travaux devaient être exécutés « sous l'autorité et la surveil-

lance immédiates du directoire des départements, par les districts et les municipalités ».

La circulaire du Ministre de l'intérieur du 26 décembre explique le décret, et rappelle que « le travail est le seul moyen dont une nation sage et éclairée puisse secourir l'indigence » ; mais elle se fait naturellement sur un des objets essentiels du décret qui était celui-ci : éloigner et disséminer une population qui pouvait être dangereuse pour la sécurité commune et l'ordre établi. Un certain nombre de départements entreprirent des travaux, d'autres distribuèrent les fonds en aumône, d'autres enfin « les partagèrent par district à raison de la population et les laissèrent subdiviser ensuite dans la même proportion par la municipalité de façon que des sommes au-dessous de six livres furent distribuées par la municipalité. Un grand nombre de départements employèrent ces fonds en réparations des grandes routes, bien que l'entretien de celles-ci eût une dotation particulière » (1).

Les ouvriers ne mirent aucun empressement à retourner en province, de telle sorte que le nombre des présences aux ateliers de Paris ne fut guère diminué. Dans ces conditions, on n'osait dissoudre immédiatement les ateliers, et un désordre complet continuait à régner.

Mais l'opinion publique s'élevait de plus en plus vivement contre cette institution, les plaintes se faisaient entendre de toutes parts.

1. La Rochefoucauld-Liancourt, séance du 25 septembre 1791.

La Rochefoucauld lui-même déclarait qu'on contractait aux ateliers — quand on ne l'avait pas par avance — l'habitude de la paresse. « Les mauvais gâtent les bons » disait-il, et il ajoutait : « Les ateliers même utiles ont le funeste effet d'entretenir les ouvriers dans la dangereuse opinion que le gouvernement doit les débarrasser du soin et de la prévoyance nécessaires pour en chercher ». Ce langage ne ressemblait guère à celui qu'il tenait quelques mois plus tôt, alors qu'il proclamait hautement le droit qu'avait l'individu de sommer la société de lui procurer ce qui lui était nécessaire.

Les Comités de section faisaient eux aussi entendre leurs doléances.

C'est ainsi que le Comité de la section du Temple « sur la motion d'un des membres, qu'un grand nombre d'ouvriers de divers états préférèrent travailler aux ateliers de charité, au lieu de s'occuper de leur métier, a arrêté que MM. les Administrateurs des travaux de charité seraient priés de n'admettre aux dits travaux aucun ouvrier de la partie de bâtiment et de renvoyer ceux qui pourraient avoir été admis jusqu'à présent » ; les patrons charpentiers émettaient un vœu analogue à l'égard des ouvriers de leur corporation (1).

Devant le changement d'orientation du Comité de mendicité et de la majeure partie du public, il n'était pas à croire qu'on laissât longtemps subsister ces établissements. Par ailleurs, la réaction était trop violente, pour qu'elle pût se contenter d'une simple

1. Extrait des délibérations du comité de la section du Temple, 4 mai 1791, Tuetey, *loc. cit.*

mais profonde modification dans leur organisation. Il fut donc décidé que le 20 mai les ateliers de Paris seraient définitivement fermés. C'était d'ailleurs l'époque la plus favorable, car au printemps les travaux des champs et des industries saisonnières reprennent leur activité, tandis que par ailleurs, la période des grands froids étant passée, les souffrances de la misère sont par là même moins douloureuses.

La crise économique de cette époque était si terrible que la reprise du travail au printemps ne put avoir lieu. Personne n'osait entreprendre une œuvre ou engager des affaires dans cette période de désorganisation, d'incurie et de perturbations de toutes sortes. On entrevoyait pour le lendemain de trop graves menaces, pour que l'industrie ou le commerce pussent se lancer dans d'importantes opérations, susceptibles de fournir une somme considérable de travail aux masses ouvrières. C'était la perspective d'une nouvelle période de chômage : chômage non moins dangereux pour la société tout entière que pour l'ouvrier,

Aux ateliers de secours l'habitude de la paresse avait été prise en même temps que celle de manifestations bruyantes à tout propos. Les ateliers fermés, l'armée de la Révolution se trouvait toute prête.

Les membres du Comité de mendicité espéraient conjurer le danger en « rompant » les ateliers, ils ne faisaient qu'en augmenter l'imminence. Ils pensaient que les ouvriers se reclasseraient dans les industries privées, mais l'activité économique étant partout anéantie, beaucoup de ceux qui désiraient vraiment

travailler, et ils étaient le petit nombre, ne purent trouver des emplois. Quant aux autres ils ne cherchaient qu'à prolonger l'agitation, sans travailler et en vivant aux dépens de la société ; ils ne faisaient d'ailleurs que pousser à ses extrêmes conséquences le principe que La Rochefoucault-Liancourt proclamait au commencement de la Révolution, quand il déclarait que le citoyen avait le droit de crier à la société : « Faites-moi vivre ! »

Les réclamations des ouvriers contre la fermeture des ateliers décidée par l'Assemblée ne tardèrent pas à se manifester sous des formes diverses. Des pétitions furent remises à l'Assemblée, les unes de forme suppliante et modeste, d'autres mieux rédigées dans leur forme mais d'un ton comminatoire. La pétition des ouvriers des travaux publics de Paris, dont la rusticité même prouvait qu'elle n'avait pas été transmise par quelque exploiteur de la misère du peuple, ne faisait appel qu'aux bons sentiments de patriotisme pour demander à l'Assemblée la réouverture des ateliers (1).

Pétition des ouvriers des travaux publics du département de Paris à l'Assemblée Nationale à l'effet d'obtenir le retrait du décret qui fixe l'époque de la cessation des ateliers de charité.

« Pour quelque coupable vous ne priverez point le vray citoyen qu'ils sont d'honnette nécessiteux et qu'ils ne seront pas même confondu avec des gens

1. Tuetey, *loc. cit.*, p. 203; 28 juin 1791.

qui ont eu la bassesse d'usurpé ce qui n'était donné que pour le pauvre sans ressource, non vous êtes trop patriote pour réduire les malheureux dans la cruelle alternative de choisir entre le crime et la mort. Nous sommes convaincu que c'est le patriotisme qui vous a porté à supprimer les ateliers puisque l'on vous les a dépeint comme le refuge de brigandage je ne disconviendrez point qu'il n'y ait dans les ateliers des individus suspect, mais ce que je puis répondre c'est que la majorité sont de très bons patriotes ».

Tout autre était la pétition du 4 juillet destinée à « *exiger du pain à l'instant même* ».

Messieurs,

« Les ouvriers des travaux publics s'adressent à vous pour la troisième et dernière fois. La faim commence à les travailler et les contre-révolutionnaires s'en réjouissent, ils ne lisent que trop sur les visages. Ils vous supplient donc, Messieurs, ils vous pressent, ils vous sollicitent de prendre les mesures les plus promptes afin de leur procurer du pain et cela dès aujourd'hui, dès ce moment même, car il leur en faut *soit d'une façon, soit d'une autre*. Ils vous crient tous, et c'est le cri de 25.000 individus dont les trois quarts ont femmes et enfants dans la capitale, de rétablir les ateliers de secours au moins jusqu'à la fin de la Constitution en supprimant les abus qui s'y étaient introduits. C'est le besoin, c'est le plus pressant besoin et *rien autre* qui leur fait tenir un pareil langage » (1).

1. Minutes, Archives nationales, D XXIX, n° 376.

Cette pétition qui manifestait bien l'état d'esprit d'une partie de la population était un véritable ultimatum.

La Société étant à ce moment dans l'incapacité la plus absolue d'assurer du pain à tous ses membres, la guerre devenait donc inévitable (1).

1. Voici quel était le résultat financier des « ateliers de charité dans Paris, les environs et dans les provinces » (17 septembre 1791).

	EXERCICES			TOTAUX
	1789	1790	1791	
Dépenses du 1 ^{er} mai 1789 au 30 avril 1790 suivant le cpte-rendu, par M. Necker.	Livres 1.403.201	Livres 1.084.600	Livres	Livres 2.487.801
Du 1 ^{er} mai 1790 au 31 décembre, dit suivant le compte-rendu, par M. Dufresne.....	4.961	4.181.000		4.185.961
Du 1 ^{er} janvier 1791 au 30 juin dit suivant le compte-rendu, par le même.....		181.710	5.504.000	5.685.710
Mois de juillet 1791, suivant le compte-rendu des commissaires de la Trésorerie nationale. Mois d'août 1791, par les mêmes.....			220.000	220.000
A déduire, reçu du directeur du magasin général de filature pour fils vendus.....	1.408.162	5.447.310	5.724.000	12.579.472
			78.000	78.000
	1.408.162	5.447.310	5.646.000	12.501.472

Nouveaux ateliers de charité de la ville de Paris pour lesquels il a été accordé un million :

Mois de juillet 1791, suivant le compte des commissaires de la Trésorerie nationale. 91.000 fr.

Mois d'août 1791, suivant le compte des commissaires de la Trésorerie nationale. . . 162.000 fr.

253.000 fr.

(Minutes, Archives nationales, D VI, 17, n^o 177).

L'Assemblée Nationale, dont nous reconnaissons tout à la fois l'entière bonne volonté et les dangereuses illusions, avait résolu de faire exécuter plusieurs travaux très importants pour apporter des palliatifs à la dissolution des ateliers. Par le décret du 16 juin 1791, qui prononçait la dissolution des ateliers, elle attribua sur un fonds de 15 millions votés précédemment pour les travaux d'assistance, 2.600.000 fr. à répartir entre divers départements : celui de Paris notamment reçut un million affecté à la destination suivante : « Démolition de la porte Saint-Bernard et de la Geôle (prison des Tournelles) réparation du quai et nouveaux ouvrages de construction tant en amont qu'en aval du pont Louis XVI, ouverture d'un nouveau canal en face de Passy. — Gare à exécuter au-dessous du pont de Charenton ». On devait aussi continuer les travaux de Sainte-Geneviève. L'article 8 du décret spécifiait que les travaux seraient donnés à l'entreprise, par adjudication, au rabais, et que les chantiers devraient être ouverts au plus tard au 1^{er} juillet.

A partir de cette date le Trésor cessa d'entretenir des ateliers de secours. Les ouvriers qui désiraient rentrer en province reçurent avec un passe-port, le fameux secours de trois sous par lieue qui leur permettait d'aller chez eux sans crainte d'être arrêtés ou de mourir de faim sur la route. Il faut croire que le voyage dans ses conditions leur parût agréable, car beaucoup revinrent ensuite à Paris pour recommencer quelque temps après ce vagabondage subventionné.

Au commencement de l'hiver suivant on fit une

dernière distribution des fonds disponibles du crédit de 15 millions, soit 5.760.000 livres. Il ne fut plus voté dès lors de nouvelles ressources par l'Assemblée Nationale.

La Rochefoucauld-Liancourt essaya bien de faire accepter en septembre 1791 un nouveau décret en 34 articles, dans lequel il proposait notamment d'aliéner les biens des hôpitaux pour former un fonds de bienfaisance nationale. L'Assemblée ne tenait guère à voir se rouvrir le débat sur une question aussi brûlante, qui lui avait suscité tant de difficultés et valu une si profonde impopularité. Elle semblait craindre d'ailleurs que les moyens proposés n'aboutissent pas aux heureux résultats que La Rochefoucauld en attendait. Enfin ses pouvoirs tiraient à leur fin et elle n'osait prendre parti dans cette question épineuse. La Rochefoucauld voyant que les circonstances et les personnes ne lui étaient pas favorables, fit à l'Assemblée la proposition suivante : elle avait l'avantage de ne pas éveiller les susceptibilités par un refus catégorique d'étudier la question ou même par une simple négligence à le faire — et par ailleurs l'Assemblée n'assumait pas la responsabilité de décisions aussi importantes et aussi délicates.

« Si l'Assemblée, y disait-il, ne croit pas pouvoir
« s'occuper de ce travail avant sa séparation, il
« faut au moins motiver l'ajournement et je propose
« le décret suivant :

« L'Assemblée Nationale considérant avec peine
« que l'immensité de ses travaux l'empêche dans
« cette session de s'occuper de l'organisation du

« secours dont elle a dans la constitution ordonné
« l'établissement, laisse à la législature suivante
« l'honorable soin de remplir cet important devoir ».

Grâce à cette phraséologie pompeuse et hypocrite, l'Assemblée fut heureuse de pouvoir se débarrasser d'une telle préoccupation. Cette résolution fut votée par acclamation (1).

C'était la fin de l'assistance par le travail, car si l'Assemblée législative vota encore le 17 janvier 1792, 2.500.000 livres « pour donner provisoirement des secours ou pour faciliter des travaux utiles dans les départements, qui, *pour des cas exceptionnels*, pourraient en exiger », elle ne résolut en aucune façon la question des ateliers de secours, ou même d'une assistance quelconque par le travail. Elle semblait même par son silence lui être plutôt hostile.

La Convention se cantonna dans les principes, et si elle déclara que « tout homme a droit à sa subsistance par le travail » (2), elle ne fit presque rien

1. La multiplicité des lois qui se succédèrent montre le peu d'efficacité de chacune d'elles. V. notamment les lois des 24 vendémiaire an II, 26 vendémiaire an VI, 16 messidor an VII. La substitution du secours en travail au secours en argent était pourtant nettement posée par l'art. 16 de la première de ces lois ainsi conçu : « Toute distribution de pain ou d'argent cessera à l'époque du premier établissement des travaux de secours. Tout citoyen qui sera convaincu d'avoir donné à un mendiant aucune espèce d'aumône sera condamné à une amende d'une valeur de deux journées de travail, l'amende sera du double en cas de récidive ». On ne comprend guère comment, dans ces conditions, le gouvernement put accorder le secours de trois sous par lieue.

2. V. Gaufres, p. 182 et suiv., *loc. cit.*

pour pourvoir à l'application de cette théorie, et le résultat effectif fut nul.

Dans un rapport au Conseil des Cinq-Cents, au nom du Comité de secours, en date du 13 messidor an IV, Delaporte estimait le nombre des mendiants en France à 500.000, et il proposait de faire réaliser l'Assistance par le travail, par les communes, au lieu d'en charger l'Etat. Les conclusions furent repoussées, on n'en proposa pas d'autres : la question était définitivement enterrée.

M. Gaufrès nous donne quelques indications intéressantes sur les travaux entrepris à Lyon par Couthon. Les quartiers riches de la ville ayant été *condamnés* à être démolis, c'était un travail tout trouvé pour les bras inoccupés. Couthon pensait confier cette tâche à environ 6.000 ouvriers de la ville, ou, au besoin, des départements voisins. Il y en eut bientôt 15.000, qui coûtaient 400.000 livres par décade. Cet encombrement même sauva un grand nombre d'édifices ; car les ouvriers étaient tellement entassés dans les chantiers qu'ils ne pouvaient travailler. Cette détestable méthode eut pour une fois un bon résultat, celui d'éviter la destruction insensée des plus beaux quartiers d'une de nos plus grandes et plus florissantes cités.

Toute l'œuvre pratique de l'assistance par le travail, à la fin du XVIII^e siècle, se bornait donc aux ateliers de charité de Turgot et à ceux de l'Assemblée Nationale dont Laroche foucauld-Liancourt avait été le grand inspirateur. Bien qu'une certaine ana-

logie semble les rapprocher les uns des autres au point de faire croire à la transformation d'une même institution, des différences tellement profondes les distinguent qu'il faut nettement les séparer pour attribuer à chacun d'eux les mérites ou les vices qui incombent à leur organisation. Le point fondamental qui divise ces deux sortes d'ateliers est le principe qui a présidé à leur création. Dans les premiers, ceux de Turgot, il ne s'agissait que de porter quelques secours, dans la mesure du possible, aux malheureux que la crise économique et sociale de cette époque privait de leur travail, leur unique gagne-pain. Si le but désiré n'était pas partout atteint, du moins un soulagement très efficace était apporté aux misères dans toutes les localités où les ateliers avaient été ouverts, et les populations se montraient reconnaissantes de ce qu'on faisait en leur faveur. Le bien était de peu d'étendue, mais il était réel.

Pour les ateliers de la Rochefoucauld, au contraire, on voulut universaliser le bien, on arriva à n'en faire aucun, et même, dans un certain sens, à occasionner beaucoup de mal. Emporté par une philanthropie aveugle, on promettait au peuple de lui assurer l'existence, quand on était incapable de réaliser un si beau rêve. Le réveil devait être terrible, puisque non seulement le but auquel on s'était flatté d'arriver n'était pas atteint, mais qu'après la tentative la misère était plus affreuse qu'auparavant. Si, à diverses reprises, l'auteur des *Rapports du Comité de mendicité* restreint le sens qu'on aurait pu donner au droit au travail, en montrant les dangers inévi-

tables de la subrogation de la prévoyance de l'Etat à celle de chacun des individus, ces prudentes réserves, étouffées par les belles promesses des rhéteurs, ne parvenaient pas jusqu'au peuple. C'était le droit à l'existence, manifesté par le droit d'entrer aux ateliers, qui semblait, et était en réalité, le fondement de toute l'œuvre d'assistance du Comité de mendicité. Il vaut mieux ne pas faire de promesses que d'en faire et de ne pas les tenir. Et quand il s'agit d'une question aussi essentielle que celle de l'existence, il est compréhensible qu'une si amère et si profonde désillusion porte les foules aux pires excès contre ceux qui sont au pouvoir et qui n'ont pu tenir leurs prestigieuses promesses. C'est ce que disait fort bien M. Ed. Laboulaye : — « Rien n'est plus aisé que
 « d'égarer ceux qui souffrent en leur promettant des
 « réformes chimériques ; mais quand on a ameuté
 « contre un gouvernement ou contre une société la
 « faim, la haine et l'envie, quelle plaie a-t-on
 « guérie, quelle misère a-t-on soulagée ? C'est par
 « de nouvelles souffrances que le peuple expie ses
 « erreurs, *toujours dupe et toujours victime* ».

En dehors de cette différence fondamentale dans les principes qui avaient présidé à la création des ateliers de Turgot et de ceux de la Rochefoucauld, des circonstances de faits, de lieux, de personnes, accentuèrent les différences de ces deux institutions et expliquèrent le succès de l'un et l'échec de l'autre. Nous en avons déjà parlé ailleurs, bornons-nous à rappeler quelques-uns des faits les plus importants : difficulté plus grande pour organiser les ateliers urbains, que ceux de la campagne, tant à cause du

personnel employé que des travaux à fournir, manque de direction, de surveillance, indiscipline des subordonnés, incompetence de ceux qui commandent, instabilité des unités de groupement, origine et caractères divers de ceux que l'on incorpore ensemble, etc.

Toutes ces difficultés, aggravées par des fautes insensées, avaient amené le discrédit et, bientôt après, la suppression de ces institutions, malgré les réclamations réitérées des ouvriers. Les fautes n'avaient pas été commises par des honnêtes citoyens sans travail, mais ce furent eux qui en pâtirent. Avant la Révolution, il y avait un assez bon nombre d'ateliers de charité : après l'échec des ateliers de secours, il n'y eut plus pour eux aucune assistance par le travail.

Une vérité se dégage de cette malheureuse expérience, vérité qu'on ne saurait trop répéter. Les institutions les meilleures peuvent avoir les plus désastreuses conséquences, quand leur fonctionnement repose sur des principes dictés par l'idéologie ou n'a pas été progressivement organisé d'une façon pratique et sage. Si une expérience insuffisamment mûrie, inconsidérément tentée, organisée d'après des notions uniquement théoriques, n'aboutit pas à l'heureux résultat qu'on se croyait en droit d'espérer, elle est déclarée radicalement mauvaise et rejetée de la pratique pour de bien longues années. Le fait d'avoir voulu aller trop vite a empêché de réaliser nombre d'améliorations désirables. L'échec des ateliers de secours, échec dû à la façon détestable dont ils ont été organisés, a retardé de bien des années l'essai de réalisation pratique de ce mode d'assistance si utile par lui-même. L'expérience de

1791 ne servit malheureusement pas aux théoriciens de 1848, qui, partis de principes analogues, tombèrent exactement dans les mêmes fautes et aboutirent à d'aussi déplorables résultats. Il est certain que si les hommes chargés d'organiser les ateliers de la Révolution de Février 1848 avaient étudié sérieusement l'expérience de leurs devanciers, sans préjuger en rien du succès final de l'entreprise, un grand nombre de fautes et de souffrances auraient pu être évitées, et quelques sanglantes émeutes ne se seraient pas produites. Une économie des deniers du pays, de souffrances et de sang du peuple eût bien valu une pareille étude.

SECTION III

Ateliers de Filatures.

A côté des ateliers de secours pour les hommes valides fonctionnait une autre institution destinée aux diverses catégories de personnes que leur peu de force empêchait de travailler aux terrassements. A diverses reprises, pendant les périodes particulièrement calamiteuses, on avait songé, sous l'ancien régime, à procurer de l'ouvrage à domicile aux femmes et aux vieillards susceptibles de fournir encore un certain travail. Plusieurs paroisses, Saint-Sulpice notamment, avaient soulagé ainsi de nombreuses misères. On confiait à des femmes nécessiteuses et d'une honorabilité connue, une certaine quantité de filasse ou quelques mètres d'étoffe pour les transformer en fil ou en vêtements ; quand

ces objets étaient rapportés on leur donnait, en même temps que leur salaire, de nouvelles matières à ouvrir. Les curés connaissaient particulièrement la partie misérable de leur paroisse, ne se trompaient guère sur l'honnêteté des personnes qui s'adressaient à eux, aussi les cas où les matériaux ainsi prêtés n'étaient pas rendus se trouvaient-ils peu nombreux.

L'organisation par les pouvoirs publics des travaux de ce genre remonte à l'époque où Sartine était lieutenant de police. Il voulait tout à la fois débarrasser Paris des mendiants, devenus si nombreux, si arrogants qu'ils étaient une menace continuelle pour la sécurité publique, et apporter en même temps quelque soulagement aux misères si atroces et si fréquentes à cette époque. Il réforma complètement les services qui lui étaient confiés; il voulait rendre la ville plus sûre et plus salubre et assurer une meilleure distribution des secours aux nécessiteux. Il créa en 1784, pour les femmes et les vieillards, des ateliers de filatures que Lenoir, qui lui succéda peu après, continua de perfectionner. Une des plus grandes difficultés à vaincre était de créer des débouchés à la quantité énorme de fil produite. Lenoir trouva moyen d'en écouler une grande partie en les faisant acheter par l'hôpital général. Malgré que les vivres fussent chers à Paris (car les pauvres étaient nourris à l'atelier) et qu'il y eût de nombreux déchets dans la production, grâce à une bonne organisation et à une minutieuse surveillance, on arriva, avec un subside de 3.000 livres par mois,

à secourir annuellement 2.000 pauvres (1). C'était là un résultat des plus appréciables.

Turgot, dans le plan admirable d'organisation charitable qu'il avait ébauché, n'eut garde de laisser inutilisé un moyen aussi précieux de porter secours aux familles dans la misère. Nous avons vu sur quel raisonnement il basait principalement la nécessité de cette institution. Quand les prix des vivres s'élèvent de telle sorte qu'ils deviennent inabordables aux ouvriers, ce n'est pas pour lui-même que le travailleur souffre, — car le salaire est suffisant pour nourrir son homme, — ce sont les charges de famille qui l'accablent ; il ne peut plus subvenir aux dépenses de sa femme, de ses enfants et des parents âgés qu'il peut avoir à sa charge. C'est donc à ceux-là que l'Etat doit chercher à porter secours. Il le fera en leur procurant un travail approprié à leurs forces et à leurs capacités ; grâce à ce moyen, on fournira à la famille le salaire d'appoint nécessaire. Les ateliers de charité étaient destinés, dans la pensée de Turgot, à fournir du travail aux chefs de famille, les ateliers de filature à leurs femmes et à leurs enfants ; les premiers devaient procurer un salaire à la famille, les seconds en combler l'insuffisance.

Pour recevoir la matière à ouvrer, il fallait présenter une attestation d'honorabilité fournie par le Curé ; une commission, créée dans chaque quartier et composée de six commerçants, était chargée de veiller à la livraison et à la réception du travail (fila-

1. V. lettre de Mme Nau, chargée de la direction du bureau de filature des pauvres, à M. de Jussieu. Tuetey, *L'Assistance publique à Paris pendant la Révolution*, t. II, p. 550.

ture ou confection de dentelle). Une livre de filasse avec quelques onces de fils étaient délivrées gratuitement, et une quantité égale était de nouveau fournie quand on rapportait un travail suffisamment bien exécuté. A ce moment, on payait le salaire qui devait être égal à la différence entre le prix de revient de la matière première et le prix de la matière ouvrée. L'estimation devait être faite à un prix plutôt favorable au travailleur, qui avait d'ailleurs la faculté d'aller vendre ailleurs son ouvrage, si l'appréciation de sa valeur ne lui semblait pas équitable. Il fallait toutefois qu'il payât, dans ce cas, le prix de la matière première (1).

1. Voici, du reste, comment était expliqué le fonctionnement de cette institution, dans un rapport de M. de Jussieu à M. Bailly sur la situation du bureau de filature au 4 novembre 1789.

Le bureau de filature, établi en 1777, a pour objet de prévenir la mendicité dans Paris, en fournissant aux pauvres de cette capitale un travail qui les mette à portée de subsister.

Ce travail est la filature du chanvre que le bureau fait distribuer dans les différentes paroisses de Paris, où MM. les curés et autres personnes charitables veulent bien s'occuper de cette bonne œuvre. Il y a, pour le dépôt des matières et pour celui des fils, un bureau établi rue de Bourbon-Ville-neuve.

Le prix de la filature est payé aux pauvres en rapportant la matière convertie en fil. Il y a pour la différence du prix un tarif réglé de concert avec MM. les curés par les administrateurs du bureau.

Ces administrateurs, dont le nombre n'est point fixé, sont des citoyens zélés, en état, par le genre de leurs occupations et de leurs connaissances, de concourir au succès de l'établissement. Ils s'assemblent certains jours de la semaine pour prendre connaissance des travaux du bureau et délibérer sur les affaires qui l'intéressent.

Outre cette administration, le bureau est tenu par un directeur qui y fait sa résidence, et qui a sous lui un commis et

Sous la Révolution, on eut recours à des mesures analogues. Un règlement de juillet 1790, appliquant les résolutions votées le 30 mai par l'Assemblée Nationale, décida l'établissement des ateliers de filature des Jacobins-St-Jacques et des Récolets du faubourg St-Laurent (1). On occupait les personnes qui y étaient admises à la filature du lin et du chanvre. On recevait les femmes, les enfants au dessous de 16 ans, et les vieillards hors d'état de travailler la terre (art. 3). On était tenu de justifier qu'on était domicilié à Paris au moins depuis six mois ou un an, suivant qu'on était français ou étranger, et d'apporter un certificat du curé, visé par le commissaire de police (2). Dans chacun des établis-

deux domestiques de confiance. Les deux filles du directeur sont aussi adjointes à ces fonctions, et jouissent à ce titre d'une gratification annuelle de 800 fr. Tous les frais de cette direction, y compris les gages du portier et frais de bureau, sont de 7.085 fr. par année.

1. Tuetey, *loc. cit.*, t. II, p. 269.

2. Sur la demande d'une section, le département des établissements publics avait expliqué de la façon suivante les conditions d'admission :

Les pauvres devaient remplir au moins trois d'entre elles.

Extrême indigence, très pressant besoin.

Nés à Paris.

Domiciliés depuis longtemps.

Domiciliés l'espace de temps nécessaire.

Agés.

Infirmes.

Chargés d'enfants en bas âge.

Chargée d'un mari âgé, infirme.

Ayant perdu leur état par l'effet de la Révolution, telles sont les gazières, les passementières, les agrémentistes, les fleuristes, les ouvrières en dentelle, en robe, en linge, les brodeuses, les éventailistes, etc.

Et le rédacteur de cette note ajoutait cette appréciation

sements, il devait y avoir un atelier d'épreuve « par lequel passeront, disait le règlement, les pauvres avant d'être distribués dans les divisions; cette épreuve donnera la facilité de les répartir d'une manière convenable à leur industrie » (art. II). Un atelier d'instruction était en outre organisé pour les personnes ne sachant pas encore filer.

Le travail durait de 7 heures du matin à 7 heures du soir, avec une heure de repos pour le déjeuner et autant pour le dîner. A ces deux repas, il était fourni gratuitement une portion de riz et de légumes cuits (art. 18). Un tarif réglait le prix de filature, et le paiement du salaire avait lieu à la fin de chaque semaine. Quant aux enfants et commerçants admis à l'atelier d'instruction, ils ne recevaient qu'un salaire de 3 sols par jour pendant le temps que durait l'apprentissage (1).

Dès les premiers jours, une foule de femmes et de vieillards, sachant filer, se présentèrent pour se faire admettre aux deux nouveaux ateliers. Avoir un travail assuré, ainsi qu'une bonne partie de son alimentation, était assurément pour la population misérable une situation bien enviable. Mais en ce qui concernait les personnes ne connaissant pas encore le métier, la rémunération était loin d'être aussi avantageuse. Une lettre de M. Plaisant,

digne d'être retenue : « Je crois que ces neuf sortes d'état occupaient sans exagération 9.000 femmes et enfants qui aujourd'hui manquent absolument de pain, et couchent sur la paille comme des chiens ; cependant on n'en peut guère placer au total que 4.800 ».

Archives nationales, F¹⁶ 3560.

1. Minute. Archives Nationales, t. XV, 3.597.

administrateur des travaux publics, exprimait des craintes fondées sur la situation qui pouvait en résulter. Comment supposer, en effet, que les 700 enfants au-dessous de 16 ans, occupés à ce moment aux travaux de terrassements et gagnant 20 sols par jour, pussent consentir bénévolement à les abandonner pour entrer dans un atelier où on ne leur offrait que 3 sols pour une même durée de travail ? (1). Ils devaient pourtant être tous contraints d'aller aux ateliers de filature.

D'autres préoccupations beaucoup plus graves surgirent bientôt. La foule des demandes d'admission à ces ateliers ne cessait de s'accroître, et pourtant il n'y eut bientôt plus de places disponibles. Les sections chargées de vérifier la valeur des demandes étaient tellement surchargées de besogne que bien souvent elles ne prenaient même plus de renseignements. Chacune, d'ailleurs, dans une vue égoïste assez facile à comprendre, voulait essayer de satisfaire, dans la plus large mesure possible, sa nombreuse clientèle, sans se préoccuper des pauvres des autres quartiers ; chacune donnait des certificats sans compter et les bureaux centraux étaient véritablement assiégés par la foule agitée des femmes qui se pressaient à ses portes.

A la fin du mois d'août, le département des hôpitaux reconnaissait qu'il n'y avait plus une place à prendre : — « L'emplacement des ateliers étant très exigu, on n'a pu admettre qu'un certain nombre de

1. Lettre à M. de Jussieu, lieutenant du maire, au département des Hôpitaux, 17 août 1790. V. Tuetey, *ibid.*, p. 277.

pauvres et aujourd'hui que la place manque absolument, on est obligé de refuser tout le monde » (1).

De nouvelles mesures devenaient indispensables et urgentes; il fallait pourtant attendre le nouveau règlement jusqu'au 5 octobre. Les considérations qui le précèdent sont dignes d'être citées :

Municipalité de Paris. Département des Hôpitaux.

Sur le compte-rendu du département des hôpitaux, de divers abus qui se sont introduits relativement à l'admission des pauvres dans les ateliers de filatures qui se sont ouverts aux Jacobins de la rue St-Jacques et aux Récollets, en vertu du décret de l'Assemblée nationale du 30 mai dernier, et sur ce qui a été reconnu par le département :

1° Que plusieurs femmes et enfants employés aux travaux de filature chez différents particuliers de cette capitale avaient abandonné leurs maîtres pour se rendre aux ateliers, dans l'espoir d'y obtenir un salaire plus considérable ;

2° Que plusieurs autres, éloignés de l'indigence, — qui seule *donne droit* aux secours publics — et négligeant les moyens de subsistance qu'ils pourraient trouver ailleurs, sont parvenus à surprendre la religion des comités de section et à obtenir

1. Lettre du 26 août répondant à la section du Jardin des plantes, se plaignant de ce qu'on refuse d'admettre les personnes qu'elle envoie aux ateliers de filature. Minute. Archives Nationales, F, 15, 3, 581.

d'eux les certificats nécessaires pour être admis ;

3° Enfin, que les différents pauvres, porteurs de ces certificats, se présentent chaque jour en foule, à des heures indues, au bureau du département, rue des Bernardins, importunent le quartier par leur rassemblement et quelquefois par le tumulte qui en est la suite (1) ;

Le département, pour empêcher cet empressement, fait connaître que le salaire « payé ci-contre est toujours au-dessous de la normale, conformément au décret du 31 août dernier » (2).

En conséquence, le département conjure les sections de veiller à ce que les enquêtes soient très sérieusement faites ; si cette tâche avait été accomplie avec plus de soin, les ateliers n'auraient pas été si vite encombrés. Pour porter remède à cette confusion et à ce trouble, on fixait, pour l'admission aux ateliers, des heures en dehors desquelles aucun rassemblement n'était toléré (art. 6).

Des mesures très sévères étaient prises en même temps pour empêcher la désertion des chantiers privés.

1. La section du Jardin des Plantes remarque que l'obligation de toujours revenir pour voir s'il y avait du travail faisait perdre à ces femmes un temps considérable, et elle ajoutait : « Cela aigrit l'humeur bilieuse de ces femmes qui en tout temps ne valent pas grand'chose, et encore moins lorsque la bile est en fermentation (V. Tuetey, *loc. cit.*, p. 296).

2. Tuetey, t. I, p. 293. Règlement du département des hôpitaux fixant les conditions d'admission des pouvoirs dans les ateliers de filature, 5 octobre 1790.

« Les ouvriers *réclamés par leurs maîtres*, disait l'article 2 du règlement, et reconnus pour avoir abandonné des fabriques de filature ou des travaux d'un autre genre dans cette capitale, seront exclus des ateliers et *obligés de reprendre les dits travaux* » (1).

N'était-ce pas la résurrection de l'odieux droit de suite de la féodalité, en vertu duquel le seigneur avait le pouvoir de revendiquer partout où il le trouverait celui de ses hommes qui avait abandonné sa terre natale ? C'était remettre en vigueur le droit de l'homme sur l'homme, et supprimer la garantie essentielle de l'employé vis-à-vis de l'employeur ; celle de la possibilité de quitter l'atelier en cas de désaccord. C'était, pour la Révolution, un singulier retour en arrière vers les mœurs de servage.

Ces quelques mesures, mal combinées d'ailleurs, et si sérieusement qu'elles fussent appliquées, ne pouvaient guère apporter à la situation un remède efficace. Si, comme le constatait le Département des travaux publics, il devait y avoir dans les industries de luxe 9.000 femmes ou enfants sans foyer ni pain, quel énorme contingent ne devait pas apporter une foule d'autres métiers, liés à ceux-ci d'une façon plus ou moins étroite ! Les industries de luxe étaient plus spécialement atteintes, elles étaient presque anéanties, mais les troubles de la Révolution avaient restreint toute la production, et les autres

1. Original signé, minute et copie 3 p. Archives nationales, F¹⁵, 3.592.

professions devaient envoyer dans ces ateliers un contingent des plus importants. Les 1260 places qu'il y avait aux Jacobins et les 550 des Récollets étaient bien peu de chose pour cette armée de chômeurs (1).

La première difficulté qui mettait obstacle à l'extension des ateliers était la question de place. Nous avons déjà vu qu'un mois après leur ouverture, ils étaient trop pleins. Il aurait fallu les agrandir, les mieux disposer; la chose eût été facile, mais il fallait compter avec l'incurie, avec la lenteur, sinon la malveillance de l'administration. M. de Jussieu, lieutenant du Maire au Département des Hôpitaux, le constate non sans humeur : — « Cette impossibilité (d'admettre de nouveaux enfants) procède de la lenteur avec laquelle on travaille à préparer le local destiné aux ateliers. Depuis quatre mois et plus que les dispositions nécessaires sont convenues, je ne cesse d'écrire et toujours inutilement, pour en presser l'exécution. Aucune de mes

1. Ce ne fut que pendant la période qui s'étend du 1^{er} février au 1^{er} avril qu'on arriva à une moyenne de 3.000 présences par jour dans les deux ateliers. Du 1^{er} avril au 25 juin, ce chiffre monta même à 3.225. Le maire de Paris, Bailly, se plaint énergiquement du manque de place au mois de février. Il écrit au département des travaux publics : « Je vous serai très obligé, Messieurs, de vouloir bien prendre les mesures les plus promptes pour qu'on puisse recevoir les femmes qui se présentent pour entrer dans les ateliers; beaucoup viennent se plaindre à moi de ne pouvoir obtenir de l'ouvrage : comme c'est la seule ressource des malheureux, il est important de la leur rendre facile. » — Et au bas de la lettre, il ajoute de sa propre main : « Je vous prie d'y mettre d'autant plus d'attention que c'est l'exécution du décret. » (Archives nationales F¹⁵, 3.581).

lettres n'a même obtenu les honneurs d'une réponse » (1). A cette époque où tout le monde manquait d'ouvrage, on ne pouvait trouver moyen de faire exécuter les travaux les plus simples en même temps que les plus urgents. Aussi le directeur de l'atelier des Jacobins prend-il sur lui la responsabilité d'en faire exécuter quelques-uns lui-même. Ce fût grâce à cette décision qu'il put augmenter le nombre des admissions (2).

Ces quelques aménagements devenaient surtout nécessaires aux approches de l'hiver avec son cortège de misères plus nombreuses, plus profondes, plus cruelles.

Personne n'agissant pendant le mois de janvier (1791), on ne put enregistrer que 17 admissions en moyenne par jour, alors qu'il se présenta environ trente personnes ayant droit au secours et ayant rempli toutes les formalités exigées (2).

1. Lettre de M. de Jussieu à M. Plaisant, administrateur au département des travaux publics, 21 octobre 1790. Tuetey, *ibid.*, p. 299.

Quand le commissaire du département aux travaux publics se présenta au mois de juin 1791, — c'est-à-dire près d'un an après la création des ateliers et deux mois après en avoir reçu l'ordre, — pour examiner les travaux à faire, il constata qu'ils étaient de peu d'importance et que, d'ailleurs, ils avaient été exécutés en grande partie.

La dépense approximative pour les deux ateliers n'atteignait pas 1.200 livres. Pour les travaux complémentaires à exécuter, le commissaire réclamait une délibération préalable du conseil municipal. Aussi est-il plus que probable qu'ils ne furent jamais exécutés, malgré leur grande utilité et leur peu de valeur.

(V. Avis du département des travaux publics, 3 juin 1791. — Archives nationales, F¹⁵ 3.578).

2. Les enregistrements n'avaient pas lieu le dimanche et

Sans qu'on parvint à augmenter le nombre des admissions, le désordre ne faisait que s'accroître. Un rapport de l'an III (1) constate que « depuis l'établissement de ces ateliers jusqu'au 30 messidor (an III), la Trésorerie a versé pour subvenir à leur dépense une somme de 3.222.919 liv. 12 s. 6 d.

« A la même époque l'effectif des ateliers, tant en fonds réservés à la Trésorerie, qu'en matières premières et en deniers restant en caisse pour le service courant présentait une valeur de. 2.125.170 liv. 1 s. 3 d.

Il y a donc un déficit. . 1.097.749 liv. 11 s. 3 d.

« Cette somme divisée par le nombre moyen de 2.500 individus habituellement employés et par 1344 journées qu'a duré leur travail donne par jour sur chaque individu, une somme de 33 centimes ou 6 s. 7 d. Une remarque bien frappante c'est que le salaire journalier de chaque individu ne s'élève que de 10 deniers au delà de cette perte, puisque l'acquis des feuilles de paye et la distribution du pain, les seules dépenses dont ils aient profité, ne s'élèvent

les jours fériés, ce qui de l'aveu des organisateurs aurait trop multiplié le nombre des admissions. Il n'y eut ainsi en janvier que 23 jours d'enregistrement et 314 personnes furent inscrites. Archives nationales F, ⁴⁵, 3.592.

1. Rapport fait au Comité d'agriculture et des arts sur la situation des ateliers de filature, avec projet de décret en conséquence. Tuetey. *L'Assistance publique à Paris pendant la Révolution*, t. IV, p. 686.

qu'à 1.243.834 liv. 8 s. 4 d. ce qui l'établit à 37 centimes ou 7 s. 5 d. la journée commune des ouvriers dans l'atelier de filature.

« Il en résulte que si, au lieu de former l'établissement des ateliers de filature et d'y appeler chaque jour au travail une population de 2.500 individus, le gouvernement eut fait distribuer un secours de 6 s. 7 d. par jour, la dépense eut été la même... avec cette différence que les ouvrières, privées seulement de 10 deniers par jour, eussent à ce prix recouvré la libre disposition de tout leur temps, qu'elles eussent employé à un travail plus utile, et que le gouvernement de son côté se fut épargné l'embarras d'une administration compliquée... »

Le travail des ateliers de filature n'avait pas toujours coûté à beaucoup près aussi cher, car en 1782 et 1783 quand Lenoir était lieutenant à la police, chaque pauvre coûtait 7 liv. 11 s. par an (2), en 1790, la dépense annuelle se montait à 32 liv. 17 s. par tête, et, en y comprenant les frais d'administration, à 89 liv. environ.

Les mauvais résultats financiers des nouveaux ateliers n'étaient qu'une des manifestations de l'état d'esprit déplorable qui ne cessait d'y régner. Loin de chercher à y remédier, certaines personnes ne cherchaient qu'à augmenter leur encombrement et

1. Voyez aussi Rapport de l'agence des arts, 14 vendémiaire an III. Tuetey *loc. cit.*, p. 671.

2. Rapport de M. de Jussieu à M. Bailly sur la situation et le fonctionnement du Bureau de filature, 14 janvier 1790. Tuetey. *L'assistance publique à Paris pendant la Révolution* t. II, p. 560.

3. *ibid.* p. 561.

à encourager le désordre. Le rapport du 15 floréal an III est des plus instructifs à cet égard. On y lit. « Les sous-agents, les femmes sous la direction desquelles les ouvrières se trouvent immédiatement placées, ont constamment favorisé le travail intérieur, soit pour tenir celles-ci sous leur dépendance, soit peut-être pour s'en aider dans les combinaisons de profits illicites, toujours est-il vrai que, tandis qu'on négligeait les ouvrières au dehors, l'admission de celles qui se présentaient pour travailler dans l'intérieur n'éprouvait aucune difficulté, un salaire plus fort que dans les fabriques particulières leur était payé, elles recevaient en outre du prix de filature un pain de 6 livres chaque décade ; elles avaient d'ailleurs une liberté entière quant aux heures et à la nature de leur travail... On conçoit également quelle insubordination et quel gaspillage durent s'établir au milieu d'une multitude rassemblée par ces faciles moyens. L'atelier du Midi (1) qui, par l'avantage de sa situation, réunit dès le principe une population nombreuse, devint bientôt un foyer de corruption et de trouble. De pareils excès eurent également lieu ensuite dans l'atelier du Nord ; l'improbité, la paresse, la débauche, protégées par l'esprit d'insurrection livrèrent ces établissements aux désordres les plus scandaleux, et leur imprimèrent la réputation d'immoralité qu'ils conservent encore aujourd'hui » (2).

1. Depuis quelque temps on appelait l'atelier de filature des Jacobins l'atelier du Midi, et celui des Récollets l'atelier du Nord.

2. Rapport à la Commission des secours publics. Tuetey,

De tels scandales n'avaient que trop duré ; la suppression des ateliers de filature fut bientôt résolue, mais on laissa subsister le travail à domicile. Un arrêté du comité des secours publics en date du 29 prairial an III régla les détails de cette mesure (2).

La distribution de travail à domicile n'avait été qu'assez peu employée jusque-là, bien que ce mode d'assistance eût pourtant donné avec Turgot d'excellents résultats.

Sur 384 personnes inscrites en janvier 1791, il n'y en avait que 42 à travailler chez elles. Au mois d'avril de la même année, 300 femmes travaillaient à domicile, sur les 900 qui étaient inscrites à l'atelier des Récollets. Cette proportion semble être

L'Assistance publique à Paris pendant la Révolution, t. IV, p. 721.

2. Arrêté du Comité de secours publics réduisant à un seul les ateliers de filatures et substituant au travail intérieur le travail à domicile.

« Séance du 29 prairial l'an III de la République, une et indivisible.

« Le Comité, considérant qu'il s'est introduit beaucoup de désordre et d'abus dans les ateliers de filature établis à Paris ; que les ouvrières ne sont assujetties à aucune subordination ni règle ; que le travail y est mal fait, que ces établissements sont, par le vice de leur administration et les dépenses qu'ils entraînent une charge onéreuse à la République.

« Considérant que le seul moyen de pourvoir à ces inconvénients est de supprimer le travail qui se fait dans l'intérieur de ces ateliers et d'y substituer le travail à domicile ; que le travail à domicile en occupant le même nombre d'individus, sera beaucoup plus profitable à la République, simplifiera l'administration, diminuera le nombre des établissements qui, jusqu'à présent, ont été très nuisibles aux bonnes mœurs. . .

Art. 3. Le travail intérieur sera supprimé. Il sera remplacé par une distribution de travail à domicile.

demeurée à peu près stationnaire, car au moment de la dissolution des ateliers, leur population s'élevait à 2.500 personnes dont un tiers travaillaient hors de l'atelier (1).

A quelles causes peut-on attribuer cette défaveur? — Nous avons vu précédemment dans un passage extrait du rapport du comité de l'agence des Arts, en date du 14 vendémiaire an III, que les chefs d'ateliers encourageaient par tous les moyens en leur pouvoir, l'extension du travail à l'atelier qu'ils avaient rendu ainsi beaucoup plus avantageux que le travail à domicile. Non seulement les salaires étaient plus élevés, mais il y avait en outre une foule d'autres avantages plus ou moins visibles mais qui n'en étaient pas moins appréciables. C'est ainsi que les déplacements et les longues attentes que l'on était obligé de faire chaque décade pour venir chercher et rapporter un travail, pour attendre qu'il fut estimé et payé, étaient supprimés. Dans certains ateliers, l'estimation du travail intérieur était faite au-dessus du cours réel ; la surveillante partageait ensuite avec les ouvrières le bénéfice qui en résultait.

Aussi, n'y avait-il que les femmes auxquelles il était impossible de faire autrement qui demandaient du travail à domicile.

Le nouvel arrêté du 29 prairial an III, prescrivit quelques très sages mesures pour éviter que les

1. Rapport fait au Comité d'agriculture et des arts sur la situation des ateliers de filature, 12 frimaire an III. Tuetey, *loc. cit.* p. 686.

abus ne s'introduisissent aussi dans la distribution du travail à domicile aux femmes indigentes. « Il sera confié, y disait-on, du lin, du chanvre ou du coton et les ustensiles nécessaires à toutes celles qui se présenteront pour travailler à domicile, à condition : 1° qu'elles soient déjà instruites des procédés de filatures ; 2° qu'elles soient munies d'un certificat de responsabilité délivré par le propriétaire ou principal locataire de la maison où elles sont logées, et visé par le comité civil de la section, (art. 5) — Afin d'éviter une concurrence préjudiciable au commerce, le prix de main-d'œuvre sera toujours inférieur d'un dixième au prix en usage dans les fabriques particulières » (art. 6).

On ne se contenta pas de donner du travail aux femmes qui avaient déjà l'habitude de filer, on voulut procurer un gagne-pain, en leur faisant apprendre ce métier, aux enfants qui ne le connaissaient pas encore. « Il sera établi, disait l'article 7, dans la maison de filature un atelier d'instruction pour cent jeunes citoyennes, depuis l'âge de 7 ans jusqu'à celui de 12 ans seulement. L'enseignement y aura pour objet la filature des chanvres et lins. Les citoyens qui voudront faire admettre leurs enfants dans cet atelier se muniront d'un certificat du comité civil de leur section, attestant leur bonne conduite et leur état d'indigence.

« Art. 8. — Le temps de l'apprentissage est fixé à deux mois, pendant lesquels il sera payé à chaque élève un secours de 7 sols par jour. A l'expiration de ce délai chaque élève pourra recevoir du

travail à domicile, en remplissant les formalités prescrites par l'article 5 ».

Nous n'avons malheureusement pas de documents qui nous permettent d'apprécier le fonctionnement du travail à domicile tel qu'il fut organisé par l'arrêté du 29 prairial. C'est fort regrettable, car il nous semble que, si les indications données par cet arrêté furent suivies, on dut arriver à de très bons résultats.

Quoi qu'il en soit, nous pouvons constater que les ateliers de filatures ont fait un bien très réel, malgré les graves inconvénients qu'ils présentèrent à la fin et qui amenèrent leur disparition. Pendant plusieurs années de détresse ils permirent à 2.500 ou 3.000 personnes, femmes, vieillards ou enfants, de subsister et d'attendre des jours meilleurs sans avoir occasionné pour cela une dépense trop excessive. Evidemment il aurait été possible de faire plus de bien aux assistés et d'en secourir un plus grand nombre, on aurait pu aussi diminuer les charges du Trésor, une foule de désordres de tous genres auraient pu être évités, mais ce que nous devons retenir c'est que ces ateliers peuvent faire un bien très efficace dans les périodes de grande misère, pourvu qu'on évite certains écueils sur lesquels sont venus se briser ceux de la Révolution.

1. L'art. 9 ajoutait : « Le domicile d'un an à Paris est nécessaire pour être admis soit au travail à domicile, soit dans l'atelier d'instruction ».

ANNEXE

*Règlement général pour les ateliers de filature élaboré
par le département des travaux publics (28 novembre
1791).*

.

CHAPITRE V

CHEFS

1° Le nombre des chefs d'atelier sera en raison du nombre d'ouvriers et ouvrières, chaque chef en aura environ deux cents à surveiller, il aura un aide nommé par l'administrateur, dont le payement sera porté sur les feuilles, chaque semaine.

2° Chaque chef aura un livre, où seront portées, d'un côté, les matières brutes qu'il recevra et, de l'autre, les fils qu'il aura renvoyés au magasin des fils; les comptes de ce livre seront balancés par le directeur, à la fin de chaque mois.

3° Les chefs délivreront les matières brutes aux ouvriers et ouvrières qui auront chacun un petit livre, où seront portées les matières qu'ils recevront et les fils qu'ils rendront, ils veilleront à ce que la filature soit la plus belle possible et qu'il y ait le moins de déchet.

4° Ils distribueront tous les samedis, le pain à raison de quatre livres par six journées de travail, l'administration voulant expressément que l'on diminue sur ledit pain la quantité proportionnée au nombre de journées que les ouvriers auront manqué

de travailler. Aucune autre personne que les ouvriers et ouvrières ne doivent avoir part à la distribution du pain.

Les chefs ne pourront donner à travailler au dehors de leur atelier qu'aux ouvrières sur le billet desquelles, il en aura été fait mention.

CHAPITRE VI

OUVRIÈRES

1° Les ouvrières ne pourront être admises dans les ateliers de filature, soit pour y travailler ou pour y recevoir des matières brutes pour filer chez elles, sans un billet d'enregistrement signé de l'administrateur et pris au département des Etablissements publics.

2° Si quelques-uns d'eux (ouvriers et ouvrières) manquent au directeur, aux employés ou aux chefs, s'ils font des motions, ou s'ils s'attroupent, ou enfin s'ils troublent les ateliers d'une manière quelconque, ils seront renvoyées sur-le-champ par le directeur, auquel l'administrateur donne plein droit à cet égard ».

.

Original signé. Archives nationales, F.¹⁵ 9.597, v. Tuetey, *L'Assistance publique à Paris pendant la Révolution*. IV. Les hospices et les ateliers de filature. Paris, Imprimerie Nationale, 1897, vol. in-4°, p. 574.



QUATRIÈME PARTIE

Les ateliers nationaux de 1848

CHAPITRE PREMIER

LES ATELIERS NATIONAUX. — LEUR CRÉATION

Parmi les causes qui amenèrent la grande commotion politique et sociale que fut la révolution de Février 1848, on peut distinguer deux éléments principaux qui provoquèrent ou occasionnèrent ces événements.

D'une part il s'était dessiné dans les dernières années du règne de Louis-Philippe, un mouvement d'opinion s'orientant vers une République plus ou moins sociale, à la suite des écrits et des discours de polémistes très éminents, tels que Proudhon, Louis Blanc, Lamennais, etc. Dans la classe bourgeoise,

1. « Un rapport adressé par M. Delessert, préfet de police, au président du Conseil, en date du 19 janvier 1847, constate que dans l'année 1846 les publications socialistes ont été plus nombreuses que pendant les années précédentes ; que la tendance vers les idées de révolution sociale est plus vive qu'on jamais, et mérite une attention sérieuse. Il signale parmi les ouvrages dangereux : *les Evangiles avec des notes et réflexions*, par Lamennais ; *Le système des contradictions économiques*, de Proudhon ; *L'essai sur la liberté*, de Daniel Stern, etc., etc. » Stern, *Histoire de la Révolution de 1848*, p. LXVIII, introduction, note.

aussi bien que dans le peuple les idées d'organisation du travail, de droit au travail, de communisme avaient fait des progrès considérables. Mais en même temps que se préparait la guerre au capitalisme s'organisait la lutte contre le libéralisme et l'individualisme. Le libéralisme laissait les ouvriers isolés et sans défense ; la loi Chapelier de juin 1791, leur interdisait de s'entendre sur « leurs prétendus intérêts communs (1) » précisément, à cette époque, pendant laquelle le prolétaire aurait eu plus besoin que jamais d'entente et d'appui pour lutter avantageusement contre les circonstances économiques qui le terrassaient. Quant à l'individualisme, voici ce qu'en disait Louis Blanc, et beaucoup de ses contemporains pensaient comme lui :

« De l'individualisme, disait Louis Blanc, sort la concurrence, de la concurrence la mobilité des salaires, leur insuffisance... (et il la peignait en termes émouvants), arrivés à ce point, c'est la dissolution de la famille ». Il montrait encore que la misère devait normalement toujours engendrer une misère plus grande. « La concurrence produit la misère ; c'est un fait prouvé par des chiffres.

1. Loi des 14-27 juin 1791 :

Article premier. — L'anéantissement de toutes espèces de corporations des citoyens du même état et profession étant l'une des bases fondamentales de la Constitution française, il est défendu de les rétablir de fait sous quelque prétexte ou sous quelque forme que ce soit.

Article 2. — Les citoyens de même état ou profession... ne pourront, lorsqu'ils se trouveront ensemble... former des règlements sur leurs prétendus intérêts communs.

« La misère est horriblement prolifique : c'est un fait prouvé par des chiffres.

« La fécondité des pauvres jette dans la société des malheureux qui ont besoin de travailler, et ne trouvent pas de travail : c'est un fait prouvé par des chiffres.

« Arrivée là une Société n'a plus qu'à choisir entre tuer les pauvres, ou les nourrir gratuitement, atrocité ou folie (1). »

Toutes ces critiques contre le capitalisme et l'individualisme avaient d'autant plus de prise sur l'ouvrier qu'il souffrait davantage.

C'est en effet, l'état de misère dans lequel se trouvaient les classes laborieuses de cette époque que nous considérons comme un des éléments essentiels qui favorisèrent le développement des idées nouvelles et amenèrent la Révolution de Février. Cette misère était provoquée, comme nous allons essayer de le démontrer par la crise économique qui sévit pendant les années 1847 et 1848, et surtout par la substitution du travail à la machine au travail à la main.

Il n'est pas besoin d'insister sur la première cause, le simple examen des fluctuations de notre commerce à cette époque suffit pour nous édifier à cet égard. L'augmentation du chiffre total des importations et des exportations réunies avait été en moyenne de 53 millions pendant la période de 1831-1835, de 50 millions pendant la période de 1836-1840, de 27 millions pendant la période de 1841-

1. Louis Blanc, *Organisation du travail*.

1845. Même l'année 1846 avait été extrêmement prospère puisque l'augmentation avait été de 82 millions sur la moyenne précédente et de 68 millions sur l'année 1845. Mais une dépression extraordinaire se manifesta en 1847. Le chiffre total des importations et des exportations réunies baissa de 106 millions et l'année suivante de 512 millions, soit une diminution totale de 618 millions du chiffre des affaires extérieures de la France dans ces deux années. On peut aisément se figurer combien de bras devaient forcément rester inoccupés en pareille occurrence, d'autant plus que, par suite de l'introduction du moteur à vapeur, un moins grand nombre d'ouvriers devenait nécessaire pour exécuter une même besogne (1).

1. Le tableau suivant indique les fluctuations commerciales pendant toute cette période.

Commerce extérieur spécial de la France (en millions de francs).

Années	Importations	Exportations	Total des importations et exportations	Moyenne	Augmentation moyenne par an
1831.....	374	456	830	1,001	53,5
1832.....	505	507	1,012		
1833.....	491	560	1,051		
1834.....	504	510	1,014		
1835.....	520	578	1,098		
1836.....	565	628	1,193	1,272	49,8
1837.....	569	515	1,084		
1838.....	656	659	1,315		
1839.....	651	677	1,328		
1840.....	747	695	1,442		
1841.....	804	761	1,565	1,590	27,8
1842.....	847	644	1,491		
1843.....	846	687	1,533		
1844.....	868	790	1,658		
1845.....	856	848	1,704		
1846.....	920	852	1,772		68
1847.....	956	720	1,676		106 dimin.
1848.....	474	690	1,164		512
1849.....	724	938	1,662		498 augm.
1850.....	791	1,068	1,859		197

L'emploi du moteur à vapeur était assez répandu dans toute la France depuis nombre d'années, mais jamais jusque-là, la transformation de l'outillage n'avait été aussi rapide (1).

Les premières statistiques officielles que nous ayons sur le nombre et la puissance des machines à vapeur ne remonte par au-delà de 1839. A cette date existaient 2.450 machines à vapeur déployant une force de 33.308 chevaux vapeur. Deux ans après, en 1841, nous trouvons 2.810 machines et une force de 37.304 chevaux vapeur, soit une augmentation moyenne pendant chacune de ces 3 années, de 120 machines et de 1.332 chevaux vapeur. La progression s'accroît très sensiblement pendant la période de 1841-1845 ; la moyenne annuelle monte à 260 machines et 2.576 chevaux vapeur par an ; mais la progression s'élève beaucoup plus vite encore dans

1. Villermé disait déjà à ce sujet, en 1838 : « Si l'industrie organisée, comme nous la voyons, est l'un des plus admirables phénomènes de la société, dès qu'il y a crise c'est un des plus affreux ; des multitudes d'ouvriers tombent dans une horrible détresse, qui accable principalement les plus faibles, ceux qui gagnent les moindres salaires. Ainsi, tandis qu'à la rigueur les hommes dans la force de l'âge peuvent encore vivre, soit en continuant la même besogne, soit, comme je l'ai vu, pour des fileurs, en 1837, en se chargeant eux-mêmes du travail des enfants qui leur servent d'aides ; ces aides, beaucoup d'autres enfants, et beaucoup de femmes restent sans ouvrage, c'est-à-dire sans pain.

« Les grands ateliers produisent ces fâcheux résultats, en même temps que les machines tendant chaque jour à remplacer le travail des hommes et des adultes par celui des femmes et des enfants. »

(Rapport sur l'état physique et moral des ouvriers, par Villermé, Rapport à l'académie des sciences morales et politiques, p. 228).

les années qui précèdent immédiatement la Révolution de Février 1848.

De 1845 à 1846 l'augmentation est en effet de 281 machines et de 4.280 chevaux, de 1846 à 1847 de 458 machines et de 7.163 chevaux.

Les troubles occasionnés par la Révolution entravèrent cette marche ascendante sans l'arrêter immédiatement. De 1847 à 1848 il y eut un accroissement de 359 machines et de 3.159 chevaux vapeur. L'année suivante non seulement le progrès était arrêté, mais le retour en arrière se manifestait violemment. De 1848 à 1849 il y avait une *diminution* de 263 machines et de 3.159 chevaux-vapeur. C'était la conséquence des troubles de la Révolution. La France était déjà peu en avance pour la transformation de son outillage, il devait lui falloir plusieurs années d'efforts pour réparer cette nouvelle perte de temps.

Nous pouvons encore nous rendre compte d'une autre façon du progrès de la vapeur, c'est en consultant les statistiques qui nous indiquent la consommation des combustibles minéraux. (1). Nous suivrons mieux encore le développement du machinisme, car la consommation domestique ne variant pas d'une année à l'autre dans des proportions très sensibles, les fluctuations sont donc généralement provoquées par les nécessités de l'industrie.

La consommation des combustibles n'était en 1820 que de 1.348.122 tonnes ; elle était en 1830 de 2.493.944 tonnes, ce qui représente une augmenta-

1. Conf. *Compte-rendu des travaux des ingénieurs des mines* à partir de 1847, et *Annuaire statistique de la France* notamment l'année 1895-96.

tion totale de 1.145.822 tonnes ; ou une augmentation moyenne de 104.165 tonnes par année. Pendant la période 1830-1835 l'accroissement annuel moyen s'élève à 132.382 tonnes, à 161.412 tonnes de 1835 à 1840, et à 347.726 tonnes de 1840 à 1845.

L'année 1846, se singularise par un ralentissement de la progression, l'augmentation n'est que de 265,815 tonnes, chiffre supérieur cependant à la période 1835-1840.

Ce n'est d'ailleurs qu'un incident car l'année suivante, la consommation prend un essor considérable, elle quadruple.

Au lieu de . . . 6.608.884 tonnes en 1846

il y a 7.638.875 tonnes en 1847

soit une augmentation de 1.039.991 tonnes sur l'année précédente (1).

(1) ANNÉES	Consommation de combustibles minéraux	Machines à vapeur employées dans l'industrie	
		Nombre	Puissance en chevaux vapeur
1787.....	403.594 T	»	»
1802.....	935.180	»	»
1820.....	1.348.122	»	»
1830.....	2.493.944	»	»
1831.....	2.304.726	»	»
1832.....	2.520.159	»	»
1835.....	3.288.238	»	»
1838.....	4.304.887	»	»
1839.....	»	2.450	33.308
1840.....	4.256.711	2.591	34.350
1841.....	4.979.892	2.810	37.304
1842.....	5.203.415	3.053	39.009
1843.....	5.293.508	3.369	42.514
1844.....	5.486.850	3.645	45.780
1845.....	6.343.069	4.414	50.187
1846.....	6.608.884	4.396	54.467
1847.....	7.648.875	4.853	61.630
1848.....	6.095.283	5.212	64.789
1849.....	6.405.478	4.949	61.630
1850.....	7.225.267	5.322	66.642
1851.....	7.376.833	5.672	70.631
1852.....	7.958.515	»	»

(Annuaire statistique de la France, années 1895-96).

Un tel développement de la consommation du charbon ne pouvait que coïncider avec un accroissement parallèle du machinisme. Nous en arrivons donc à cette conclusion que, au moment où se produisit la Révolution en France, la transformation de l'outillage national était beaucoup plus rapide qu'elle ne l'avait été jusqu'à cette époque.

Arrive la Révolution. La consommation du charbon baisse dans une proportion inouïe qui montre bien à quel point les ateliers furent désertés pendant cette année. Bien qu'il y eut encore une augmentation du nombre des machines à vapeur, par suite sans doute des commandes antérieurement faites, la consommation de charbon loin de progresser de plus d'un million de tonnes comme l'année précédente, diminua de plus d'un million et demi (exactement 1.553.592 tonnes). Ce ne fut qu'à partir de 1852 que le chiffre de consommation de l'année 1847 fut dépassé. La Révolution de 1848 retarda beaucoup notre développement économique.

La transformation de l'outillage national nécessitait aussi une transformation de la main-d'œuvre, transformation qui ne put s'obtenir très rapidement et provoqua une crise temporaire mais terrible pour la classe ouvrière. Les ouvriers les plus intelligents, et les plus habiles sont les seuls qui, arrivés à l'âge adulte, soient aptes à se conformer rapidement aux nécessités nouvelles, et à en profiter; les autres, et ils sont de beaucoup le plus grand nombre, se trouvent être les victimes de l'évolution.

La gravité de la situation consistait donc : 1° dans l'apprentissage que devaient subir un grand nombre

d'ouvriers pour se mettre au courant des nouvelles machines; 2° dans la diminution du besoin de main-d'œuvre occasionnée par la substitution du moteur à vapeur au moteur humain, et 3° dans la crise commerciale qui sévissait à ce moment.

Malgré l'extension des débouchés qui devait résulter de l'abaissement du coût de production — extension qui ne pouvait se faire sentir immédiatement — la demande de bras diminuant dans des proportions désastreuses pour la plupart des prolétaires; l'élite, infime minorité, composée des ouvriers les plus intelligents pouvait seule résister à tant de dangers. Le chômage n'avait jamais été aussi intense, la misère rarement aussi terrible; le peuple se décida promptement à essayer les nouveaux systèmes prônés par les républicains et les socialistes, systèmes qui devaient assurer à tous, dans la société nouvelle, la liberté, la justice et le bonheur.

Enivrés par les belles promesses qu'on leur avait faites, les ouvriers marchèrent à l'assaut du gouvernement et de la société. Ils commencèrent par renverser la royauté, qu'on leur représentait comme le principal obstacle au nouvel ordre des choses (1).

Dès que le gouvernement provisoire fut entré en fonctions, il voulut manifester son désir de réaliser les promesses qu'il avait faites; il commença par la

1. Il est nécessaire de noter en passant que le peuple se montra, dans les journées de février, aussi modéré et aussi calme pendant et après la lutte, ce fût grâce à l'influence de Louis Blanc. V. notamment Lamartine. *Histoire de la Révolution de 1848*, t. II, p. 493.

plus importante d'entre elles : le droit au travail. Le 26 février 1848 paraissait, au *Journal officiel*, un décret conçu en ces termes ; il avait été rédigé par Louis Blanc lui-même.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ

« Le gouvernement provisoire de la République française s'engage à garantir l'existence de l'ouvrier par le travail.

« *Il s'engage à garantir du travail à tous les citoyens.*

« Il reconnaît que les ouvriers doivent s'associer entre eux pour jouir du bénéfice légitime de leur travail.

« Le gouvernement provisoire rend aux ouvriers auxquels il appartient le million qui va échoir de la liste civile ».

Le peuple pouvait donc se figurer à bon droit que le gouvernement était entré dans les vues de Louis Blanc, le protagoniste du droit au travail, et cette croyance devait être corroborée par le fait de sa présence dans le gouvernement provisoire.

Pour tout esprit simpliste il devait évidemment en être ainsi. Mais les révolutions démocratiques cachent malheureusement souvent de nombreuses compromissions ; et la série des événements qui allaient se dérouler devaient montrer combien étaient profondes les divergences d'opinions qui séparaient les membres du nouveau gouvernement, combien ceux qui avaient pu s'entendre pour démo-

lir étaient loin d'être d'accord quand il s'agissait de reconstruire.

La façon dont fut rédigé ce décret est un de ces détails typiques qui montrent combien l'union était factice entre des éléments si divers.

Le peuple étant venu réclamer du gouvernement l'exécution des promesses de la Révolution, un groupe entre dans la salle des délibérations, accompagné de citoyens armés de fusils. En termes énergiques il exige, au nom du peuple, que le gouvernement reconnaisse immédiatement le droit au travail. Lamartine, répondant avec autant de hauteur que les autres avaient mis de violence dans leurs discours, commence par s'emporter et déclare que jamais il ne donnera son consentement à une mesure aussi impraticable, aussi dangereuse. Bientôt il se radoucit : il met la main pour mieux fixer son attention sur le bras de l'ouvrier qui lui parlait, il entreprend avec tant de chaleur et de conviction de l'amener à son sentiment, il expose avec tant de netteté le danger de pareilles mesures, qu'il en arrive à ses fins.

L'ouvrier ému, troublé se retourne vers ses camarades indécis comme lui. Ils finissent par consentir à différer la demande de reconnaissance du droit au travail. Pendant ce temps Louis Blanc, Flocon, Ledru-Rollin se sont retirés dans l'embrasure d'une fenêtre. Ils causent ensemble. Puis rejoignant les autres membres du gouvernement et les délégués, ils donnent lecture du décret qu'ils venaient d'élaborer et qui accordait le droit au travail. Tout ce que Lamartine avait eu tant de peine

à édifier s'écroulait à ce moment (1). Le lendemain son nom n'en figurait pas moins au bas du décret, avec ceux de Marie, de Marrat et de tant d'autres qui s'étaient toujours montrés si hostiles à toutes les mesures socialistes.

On avait eu peur de Louis Blanc, de l'influence qu'il exerçait sur le peuple ; on lui céda, cette fois du moins, car le nouveau gouvernement ne se sentait pas encore solidement établi pour lui résister. Les modérés ne devaient pas tarder à prendre leur revanche.

Un autre exemple, non moins frappant, de la façon dont les idées des membres du gouvernement provisoire étaient opposées, nous est fourni par la circulaire suivante, envoyée aux commissaires dans les départements (15 avril). Le ministre de l'intérieur, Ledru-Rollin disait, au sujet des élections qui devaient avoir lieu.

« Les élections, si elles ne font pas triompher la vérité socialiste, si elles sont l'expression des intérêts d'une caste, arrachée à la confiante loyauté du peuple, les élections qui devraient être le salut de la République seront sa perte, il n'en faut pas douter. Il n'y a alors qu'une voie de salut pour le peuple qui a fait les barricades ; ce serait de manifester une seconde fois sa volonté, et d'ajourner les décisions d'une fausse représentation nationale.

« Ce remède extrême, déplorable, la France voudra-t-elle forcer Paris d'y recourir ? » (2)

1. V. Daniel Stern, *Histoire de la Révolution de 1848*. Paris 1848, 3 vol. tome II, p. 5.

2. 16^e Bulletin de la République.

Bien que ce bulletin ait été désavoué par Ledru-Rollin, il n'en restait pas moins qu'il avait été expédié dans toute la France, et vivement commenté, et que cet exemple venant d'en haut avait porté ses fruits en encourageant de tous côtés la révolte.

Il est intéressant de rapprocher de cette circulaire le passage d'un discours de Louis Blanc à la Commission des travailleurs au Luxembourg. Il s'exprimait en ces termes ; « Nous parlons d'avoir, de former une assemblée de députés ; vous êtes l'assemblée des députés du peuple, et que l'Assemblée nationale s'installe ou non, celle-ci, j'en ai la confiance ne périra pas. » L'analogie de pensée entre ces deux documents est frappante et bien faite pour expliquer les violentes manifestations et les émeutes qui eurent lieu contre l'Assemblée aux mois d'avril, mai et juin.

Le rapport de la commission d'enquête contient aussi d'intéressantes révélations sur la propagande organisée secrètement par des personnalités du pouvoir « Nous avons constaté aussi, pouvait-on y lire, l'action moins publique, mais plus irrégulière encore, d'un grand nombre d'agents envoyés dans toute la France au nom des clubs les plus dangereux de la capitale, avec une solde prélevée sur les fonds secrets du ministère de l'intérieur ».

Il avait fallu une coalition de tous les républicains pour renverser Louis-Philippe. Une fois qu'ils furent arrivés au pouvoir des socialistes comme Louis Blanc et Albert, des républicains « rouges » comme Flocon et Ledru-Rollin, et des républicains modérés

comme Marie, Arago et Lamartine ne purent s'entendre pour arrêter une ligne de conduite commune. Les socialistes ayant joué un rôle prépondérant dans les journées de Février, on fut obligé de leur céder une part du gouvernement ; mais les modérés, s'appuyant principalement sur la province et plus tard sur l'Assemblée nationale, cherchèrent par tous les moyens en leur pouvoir à réduire le nombre des mesures socialistes. Quand ils étaient forcés de les décréter, ils tâchaient de les utiliser de telle sorte qu'elles servissent d'arguments de « fait » contre tous arguments de la « théorie » socialiste. La mauvaise volonté que rencontrèrent partout les organisateurs des ateliers nationaux n'avait pas d'autre cause.

Les modérés avaient été battus dans la question du droit au travail, les socialistes devaient être défaits à leur tour dans la question du ministère du progrès. Une manifestation populaire vint, le 28 février, réclamer du gouvernement la création d'un ministère du progrès dont Louis Blanc soutenait énergiquement la nécessité. Cette fois les « Rouges » se montrèrent irréductibles et ne voulurent point accéder à ces nouvelles exigences : la balance pencha dès lors du côté des modérés. Louis Blanc sentait bien que la création du nouveau ministère était le seul moyen pour lui de faire passer dans l'application, les mesures qu'il avait tant de fois réclamées dans ses discours ; aussi, après avoir vainement insisté, il déclara qu'il se retirait.

Ce pouvait être une nouvelle révolution pour le lendemain, et le sang allait de nouveau couler,

Cent mille hommes étaient prêts à marcher contre le gouvernement sur un mot de Louis Blanc. La situation était critique. Grâce à l'intervention de Garnier Pagès et d'Arago de nouvelles et graves complications furent évitées. Le premier proposa une mesure de conciliation consistant dans la création d'une commission de travailleurs, chargée, sous la direction de Louis Blanc, de préparer les nouvelles lois sociales qu'allait voter le Parlement. Louis Blanc refusait énergiquement de souscrire à une mesure de cette sorte qui lui retirerait toute espèce de moyens d'action, pour l'application des revendications socialistes.

Il fallut tout l'ascendant qu'Arago avait sur lui, toute la douceur et l'affection dont il fit preuve à son égard, pour l'amener à renoncer à ses exigences, et surtout à conseiller lui-même au peuple, (car seul il pouvait le faire avec succès) de se contenter d'une pareille solution. Il tint pourtant sa promesse, mais c'était une capitulation dont il ne put jamais se relever. Éliminé peu après du gouvernement, relégué à la commission du Luxembourg où il n'avait d'autre moyen d'action que l'influence de sa parole sur son auditoire, traqué de tous les côtés, voyant ses doctrines faussées par ses adversaires pour les mieux démolir, Louis Blanc allait devenir le bouc émissaire chargé de tous les échecs qu'essuya le nouveau gouvernement. La plus importante des responsabilités qu'on lui fit encourir fut celle des ateliers nationaux.

Pourtant, quoiqu'on en ait dit, leur création ne fut en rien son œuvre, et jamais il ne participa à

leur organisation. Ils furent plutôt créés contre lui et contre ses doctrines, que pour réaliser son rêve d'application du droit au travail et d'organisation du travail. On n'en peut plus douter, quand on étudie de près la création et le fonctionnement de ces ateliers.

Le lendemain du jour où avait paru au *Moniteur* l'engagement pris par le gouvernement de « garantir du travail à tous les citoyens », figurait à la même place un décret conçu en ces termes.

« Le gouvernement provisoire décide l'établissement immédiat d'ateliers nationaux.

« Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret. » (1)

On pouvait supposer que ce décret réalisait la promesse de la veille, car on devait évidemment s'attendre à voir appliquer le droit au travail. L'illusion se prolongea pourtant encore, quand, le jour suivant, parut une proclamation du ministre des travaux publics annonçant aux ouvriers que tous les travaux qui avaient été suspendus par la Révolution, allaient être repris, que de nouveaux chantiers seraient ouverts et il ajoutait : « Tous les ouvriers qui voudront y prendre part devront s'adresser à l'une des mairies qui recevront leur demande et les dirigeront sans retard sur les chantiers (2) ».

1. *Moniteur* 27 fév. 1848, p. 507.

2. *Ibid.* 28 fév. Toutefois (*in cauda venenum*) le Ministre continuait : « Ouvriers de Paris, vous voulez vivre honorablement par le travail, les efforts du gouvernement tendront,

Cet appel aux ouvriers était signé de M. Marie, ministre des travaux publics.

Des esprits méfiants, qu'on aurait qualifiés de pessimistes, auraient pu faire remarquer que dans l'application d'une mesure aussi importante concernant l'organisation du travail, le nom de Louis Blanc ne paraissait pas et que, au contraire, figurait celui d'un des membres du gouvernement qui lui était notoirement hostile. Mais à ce moment on ne s'attarda pas à ces réflexions; les socialistes, tout à la joie de voir entrer aussi rapidement dans la voie de la réalisation une de leurs revendications les plus chères, ne soupçonnaient pas les dessous politiques de l'affaire. Ils ne connaissaient pas le but tout différent du leur, que se proposaient le ministre des travaux publics et le parti modéré.

Les modérés avaient accepté volontiers la décision transactionnelle prise par Louis Blanc, de se contenter de la présidence de la Commission du Luxembourg. Si on redoutait quelque peu « ce Congrès de salariés », on savait aussi que leur président, s'il enseignait des théories erronées, prêcherait plutôt de bons sentiments d'humanité, et saurait au besoin contenir les plus violents en modérant leur ardeur. D'ailleurs « on ne pouvait moins accorder aux ouvriers, soldats de cette révolution faite au nom du travail, qu'une enquête sincère et libre sur ces questions de travail qui étaient

soyez-en sûr, à vous *aider* à l'accomplissement de cette volonté » la suite devait prouver le sens que le ministre entendait donner à cette phrase, mais au moment de sa publication elle ne provoqua aucun soupçon.

leur politique et leur vie » (1). Il suffirait seulement de savoir rendre platoniques les vœux qu'ils pourraient émettre, sans provoquer chez eux une trop grande effervescence. Louis Blanc, à la présidence de cette Commission, ne serait pas dangereux, tandis qu'il eût été impolitique de l'évincer catégoriquement et de le persécuter. Les cent ou deux cent mille prolétaires qui marchaient à sa voix, auraient pris fait et cause pour lui, et se seraient révoltés.

Cette façon de procéder était très diplomatique, mais d'une réussite incertaine, étant donné l'immense ascendant que Louis Blanc conservait sur la foule. Il était nécessaire pour réussir de discréditer son système, de désillusionner les ouvriers à son égard, de provoquer une certaine agitation contre lui ; c'est ce qu'on réussit à faire en créant les ateliers nationaux. Il paraît certain que c'est bien là le rôle que le gouvernement entendait faire jouer à cette institution d'apparence socialiste. Autrement, pourquoi évincer d'une fondation celui qui en aurait été l'inspirateur ? Louis Blanc, pour sa part, n'en doutait pas et montrait combien « les logiciens du laisser faire, ces prôneurs aux abois, trouvaient un avantage immense à nous imputer de pareils désordre (ceux des ateliers). Quelle bonne fortune pour les tenants de la vieille économie politique, s'ils parvenaient à donner le change à l'opinion, s'ils parvenaient à présenter comme l'application suprême de l'organisation du travail, les ateliers natio-

1. De Lamartine, *Histoire de la Révolution de 1848*, p. 94.

naux qui n'en ont été qu'une ignoble parodie ! l'imposture ici avait incontestablement une portée ; elle donnait à nos adversaires, à bout d'arguments, l'occasion de dire : « A quoi bon tant raisonner ? Contre toutes vos théories nous en avons un fait » (1).

Même en dehors de l'appréciation de Louis Blanc, qui était juge et partie en la circonstance, l'apparence socialiste qu'on voulait donner à la création des ateliers ressort de diverses preuves. Comme nous l'avons indiqué plus haut, elle semble résulter de la façon même dont ont été publiés les décrets, les arrêtés, les proclamations concernant la création de ces ateliers. Le moment auquel ces documents parurent, la façon dont ils furent rédigés, semblent destinés à laisser croire au peuple que ces nouvelles mesures étaient la mise en application du droit au travail proclamé dès le premier jour.

Bien plus, un article publié à cette époque dans la *Revue des deux Mondes*, paraît faire remonter la responsabilité des ateliers à Louis Blanc, ou tout au moins à ses théories. Voici comment s'exprimait l'auteur de cet article : « Les ateliers nationaux tendent, en principe, à prendre rang parmi nos institutions et, en pratique, à s'étendre comme une plaie dévorante sur toute la surface de notre pays. *L'établissement de ces ateliers est une conséquence juste, logique, forcée, des doctrines économiques, qui, depuis quatre mois, envahissent l'administration* » (2). Il paraît ressortir de ces dernières lignes que l'auteur,

1. Louis Blanc, *Histoire de la Révolution de 1848*, t. I, p. 228.

2. J. J. Baude. Les ateliers nationaux. *Revue des deux mondes*, 1^{er} juillet 1848, p. 5.

un des « tenants de la vieille économie politique », impute aux socialistes la responsabilité de la création des ateliers et aussi de leur retentissant échec.

Aujourd'hui l'illusion n'est pas encore partout dissipée ; M. H. Berton dans un article paru dans la *Revue de l'Ecole des Sciences politiques* (1) déclarait que l'échec des ateliers nationaux avait porté un coup mortel au droit du travail, et que « le droit au travail proclamé par le gouvernement provisoire et l'organisation du travail tentée par lui avaient ouvert les ateliers du Champ de Mars ». M. Jules Simon déclarait aussi dans un discours au Comité central des œuvres d'assistance par le travail, en 1896, que « le fond de cette révolution (de 1848) qui dure encore, ce sont les conférences de Louis Blanc au Luxembourg. Eh bien ! le résultat immédiat ce furent les ateliers nationaux. »

En était-il ainsi en réalité ? Loin de là. Les ateliers nationaux avaient un double but.

1^o Empêcher une révolution en occupant et disciplinant la population ouvrière ; et 2^o servir d'arme contre les théories et l'influence personnelle de Louis Blanc.

I. Les gens arrivés au pouvoir voulaient avant tout empêcher une nouvelle Révolution.

Pour calmer l'effervescence résultant d'un manque de travail prolongé et de multiples excitations qui avaient abouti aux journées de février, il fallait trouver à occuper l'ouvrier. On lui ouvrit les portes

1. N^o de novembre 1897.

des ateliers nationaux. Voilà quel était le fond de la pensée des membres modérés du gouvernement provisoire et cette pensée ils la firent clairement connaître quelques semaines plus tard, quand ils purent s'appuyer sur une assemblée qui partageait leurs vues. Au début, loin de manifester leurs véritables intentions, ils ne les laissèrent pas deviner et parurent en avoir de tout différentes. Marie et Lamartine, aussi bien que Garnier Pagès et Ledru-Rollin, indiquèrent par la suite leurs vues, et elles étaient concordantes. Lamartine nous montre « les ateliers nationaux qu'on a présentés comme un système et qui n'étaient qu'un expédient passager, terrible, mais nécessaire ». Et il ajoute : « les hommes prévoyants du gouvernement ne cessaient d'envisager avec crainte le moment où la sédition s'introduirait dans ce noyau de misère et d'oisiveté et où il faudrait la dissoudre par la prudence ou par la force » (1).

Garnier-Pagès défend les ateliers d'avoir été « le produit d'une pensée machiavélique » ; ils ont été seulement un expédient loyal pour procurer à la population ouvrière un salaire et du pain (2).

Ledru-Rollin les appelle des « ateliers de charité » et il en recommande la création aux préfets dans une circulaire qu'il leur adresse. Il dit de ne pas perdre de vue que le meilleur moyen de soulager les pauvres du bureau de bienfaisance est de « fournir de l'ouvrage à la classe nécessiteuse. C'est enno-

1. Lamartine, *loc. cit.* p. 122, t. II.

2. Garnier-Pagès. *Histoire de la Révolution de 1848*, t. VIII, p. 148.

blir l'aumône que de la convertir en rémunération d'un travail utile pour le pays » (1). Ils étaient bien, en effet, des ateliers de charité où l'on donnait une sorte d'aumône; mais cette institution avait été faussée dans son principe par l'hypocrisie des membres du gouvernement.

Une des appréciations les plus utiles à retenir est celle du ministre qui fut chargé de l'organisation de ces fameux ateliers, M. Marie, ministre des travaux publics. Il n'y voyait pas seulement un expédient nécessaire, mais une organisation utile. Voici comment il s'exprime à cet égard : « après la Révolution presque tous les ateliers se fermaient, les ouvriers étaient sans ouvrage et sans pain... Les mauvais ouvriers faisaient violence aux bons.... Il y avait une organisation à tenter.... Il s'agissait de décentraliser cette masse inquiétante ; on devait enrégimenter les ouvriers sans ouvrage et leur en donner » (2). Et il ajoutait : « C'était tout simplement l'aumône organisée ». Suivant M. Marie les ateliers avaient donc un double but.

1° Un but de police pour empêcher les mauvais ouvriers de faire violence à ceux qui désiraient

1. Circulaire du Ministre de l'Intérieur aux commissaires dans les départements. *Moniteur*, 25 mars 48. Ce n'était qu'un mois après leur création qu'on commençait à avouer leur véritable caractère et encore se donnait-on bien garde d'en parler devant le peuple.

2. Rapport fait au nom de la Commission chargée de l'enquête sur l'insurrection qui éclata dans la journée du 23 juin et sur les événements du 15 mai. Tome I, p. 318, déposition de M. Marie.

continuer de travailler et désagréger « cette masse inquiétante », celle pourtant qui avait fait la Révolution ;

2° Un but charitable en organisant l'aumône et la déguisant sous le nom de salaire.

Le gouvernement ne comptait donc pas remplir sa promesse du 25 février de « garantir l'existence de l'ouvrier par le travail » et « du travail à tous les ouvriers » ; pas un des membres du gouvernement ne fait allusion à ces engagements contenus dans leur proclamation.

On avait bien proposé au peuple de lui donner 1 fr. 50 par jour comme à la garde nationale ; il refusa « noblement » en déclarant que c'était pour obtenir du travail et non l'aumône qu'il s'était battu. Ce fut pourtant une aumône qu'on lui donna, car la rémunération qu'il reçut ne correspondait pas à un travail réel et productif.

La révolution, qui s'était faite au cri de « Vivre en travaillant ! Mourir en combattant ! » se voyait maintenant reniée par les premiers hommes politiques auxquels elle confiait sa destinée.

M. Marie, qui, aux premiers jours félicitait les ouvriers de vouloir « vivre honorablement par le travail » et leur assurait tous les concours du gouvernement, M. Marie, en fondant les ateliers, ne cherchait qu'à organiser l'aumône.

Quand M. Marie alla visiter les ateliers le 28 mars pour montrer sa sympathie aux ouvriers qui y travaillaient et les encourager au labeur, il y fut reçu avec enthousiasme : des délégués vinrent le remercier de sa sollicitude par des discours enthousias-

tes auxquels le ministre ne faisait qu'applaudir. Le citoyen Arthur Bautan, pour n'en donner qu'un exemple, s'exprimait en ces termes. « Vous avez compris aussitôt que la volonté du peuple vous a appelé au poste que vous occupez d'une manière si digne, qu'en conquérant sa liberté, il avait aussi le droit de vivre. Votre première pensée a donc été de lui en fournir les moyens, et, depuis ce jour, pas un de nous n'a eu l'amère douleur de se voir obligé de refuser du pain à ses enfants. Vous avez fait plus encore, vous avez compris que le peuple qui, après avoir chassé la royauté s'était promené dans ses palais en dédaignant les richesses et les trésors qui s'y trouvaient, et qui étaient le produit de son sang ; *que le peuple, dis-je, ne voulait pas vivre d'aumône, et, dans ce but, vous avez créé des ateliers nationaux dans lesquels ont été admis tous les ouvriers sans travail. Par ce moyen, chacun gagne par son travail* la rétribution que la nation leur accorde (1) ». La réponse du ministère est digne d'être notée, elle montre une fois de plus l'inanité des promesses qui étaient faites au peuple. — « Oui de cœur et de raison, disait le ministre, nous voulons tous réaliser ces améliorations dans la condition des travailleurs, que la République vous promet, et que la République seule vous donnera. J'aime mieux les actes que les paroles, surtout quand il s'agit du sort des ouvriers ; eh ! bien, je vous le dis, tous mes efforts, depuis que votre volonté m'a appelé à l'honneur de servir la patrie,

1. *Moniteur* du 29 mai 1848, p. 710.

ont été dirigés dans cette pensée : ouverture de nouveaux ateliers, développement le plus grand possible de ces ateliers du travail ; enfin du travail ». Il terminait en disant : « La République est fondée ; on ne l'escamotera pas cette fois. Vos droits vous seront acquis, citoyens, croyez-le ». Et des cris enthousiastes de : « vive la République » répondaient à ce beau discours (1). C'était à ce moment même que M. Marie cherchait de son propre aveu à organiser l'aumône, à ce moment même que M. de Lamartine et « les hommes prévoyants du gouvernement ne cessaient d'envisager le moment où il faudrait dissoudre les ateliers ».

Telles étaient et la volonté du peuple et celle du gouvernement. Celle des seconds semble au début être conforme à celle des premiers : pure ambition, pure flatterie, pure hypocrisie ; une fois au pouvoir, pas un membre du gouvernement n'eut l'intention ni le désir de faire ce que le peuple, qui avait pourtant fait leur fortune politique, leur demandait.

II. Les ateliers nationaux n'avaient pas seulement pour but d'empêcher une nouvelle Révolution ; ils devaient encore, dans l'esprit des membres du gouvernement servir d'armes contre les théories et l'influence personnelle de Louis Blanc.

La foule, pensaient les modérés, est aveuglée et entraînée par Louis Blanc. Là est l'origine du danger. Il faut, par conséquent, éloigner progressive-

1. La *Revue des Deux Mondes* elle-même félicitait le gouvernement d'avoir « garanti du travail à tous les citoyens ». Stern *loc. cit.* t. II, p. 22.

vement les masses de l'orateur du Luxembourg, en ayant soin de ne pas brusquer les choses dans la crainte d'une nouvelle Révolution. Le gouvernement, après s'être provisoirement adjoint Louis Blanc pour profiter de son ascendant sur les masses, et de sa popularité, après avoir semblé donner satisfaction à quelques-unes de ses revendications, l'éloigna de plus en plus ouvertement, en minant et sa personnalité et ses théories. Dans ce but, on se servit de la puissante machine qui paraissait aux grandes masses inspirée par ses idées : les ateliers nationaux.

Leur destination *idéale* était de donner à l'ouvrier du travail et un salaire. — Leur destination *réelle* et *apparente* était de donner une aumône plus ou moins déguisée. — Leur destination *réelle* et *non apparente* était d'organiser les masses considérées comme dangereuses et d'utiliser leurs forces au profit du gouvernement contre l'influence de Louis Blanc.

Non seulement, ainsi que nous l'avons constaté, le président de la Commission du Luxembourg, qui faisait encore partie à cette époque du gouvernement provisoire, ne fut pas consulté au sujet de l'organisation des ateliers nationaux, alors qu'il semblait plus indiqué que tout autre pour les diriger, non seulement on le tint systématiquement à l'écart de toutes les décisions qui furent prises à leur égard, mais on mit à leur tête des hommes qu'on lui savait profondément hostiles : M. Marie et M. Thomas. Leurs opinions sur ce point ne laissent aucun doute ; ce qui n'empêche pas qu'on répète bien sou-

vent que les ateliers nationaux étaient à la solde de Louis Blanc.

« On pouvait prévoir, disait M. Bauchart dans son rapport, qu'une aussi vaste agglomération d'hommes deviendrait bientôt une armée politique que les partis se disputeraient. La portion modérée du gouvernement le sentait si bien elle-même qu'elle voulut à différentes époques s'en faire un auxiliaire. Elle y réussit d'abord, mais cette arme dangereuse devait lui échapper, et passer plus redoutable encore dans les mains de ses ennemis » (1).

Lamartine qui connaissait à fond, et pour cause, les sentiments intimes de « la portion modérée du gouvernement », est encore plus explicite, quand il parle des ouvriers des ateliers nationaux.

« M. Marie les organisa, disait-il, avec intelligence, mais sans utilité pour le travail productif; il les embrigada, il leur donna des chefs, il leur inspira un esprit de discipline et d'ordre, il en fit pendant quatre mois *au lieu d'une force à la merci des socialistes* et des émeutes, une armée prétorienne, mais oisive dans les mains du pouvoir, commandée, dirigée, contenue par des chefs qui avaient *la pensée secrète de la partie anti-socialiste du gouvernement*. Ces ateliers contre-balancèrent jusqu'à l'arrivée de *l'Assemblée Nationale les ouvriers sectaires du Luxembourg et les ouvriers séditieux des clubs*; ils scandalisèrent par leur masse et par l'inutilité de leurs travaux les gens de Paris, mais ils protégèrent et sauvèrent plu-

1. Rapport fait au nom de la Commission chargée de l'enquête sur l'insurrection qui a éclaté dans la journée du 23 juin et sur les événements du 15 mai, t. I, p. 13.

sieurs fois Paris à son insu (1) ». On ne pouvait espérer vaincre l'influence de Louis Blanc par la force d'une armée régulière, on organisa contre lui cette « armée prétorienne » destinée à sauver Paris de sa prépondérance. Lamartine le dit en termes qui ne laissent aucun doute dans l'esprit, et son affirmation a d'autant plus de valeur qu'il était le chef reconnu du parti modéré, le seul personnage dont la popularité pouvait contre-balancer celle de Louis Blanc : le témoignage de ce dernier vient d'ailleurs corroborer le sien (2).

L'opinion du commissaire de la République M. Thomas, en ce qui concerne les ateliers dont on lui confiait la direction, n'était pas moins connue. Louis Blanc dit que « son principal mérite aux yeux de M. Marie était son opposition ardente à mes doctrines » (3). Les proclamations et l'attitude de M. Thomas ne font que confirmer son hostilité à l'égard de la commission du Luxembourg.

Il cherchait à faire concurrence à Louis Blanc. Ce fut en grande partie pour lutter contre l'influence pernicieuse du Luxembourg que M. Thomas

1. Lamartine, *loc. cit.* t. II, p. 120.

2. Conf. Rapport Bauchart, déposition Marie, t. I, p. 318. « Les ateliers étaient hostiles aux délégués du Luxembourg ».

3. Louis Blanc, *loc. cit.* t. I, p. 219, conf. Déposition de M. Boulage, secrétaire général du ministère des travaux publics, le 15 juillet à la Commission d'enquête. « Il n'y avait pas d'intimité entre Emile Thomas et Louis Blanc. Le premier cherchait à faire contre-poids au second. On avait des délégués des deux côtés. Em. Thomas cherchait à attirer ceux de Louis Blanc. Il croyait avoir vaincu Louis Blanc. Il y avait antagonisme entre eux ». Rapport Beauchart, pièces justificatives, t. I, p. 242.

établit dans la suite aux ateliers nationaux un club de délégués. Les plus turbulents devant être forcément élus, il comptait, en prenant de l'influence sur eux, obtenir et conserver un ascendant complet sur la masse (1). Peut-être même pourrait-on l'accuser, avec une certaine raison, d'avoir voulu jouer un rôle analogue à celui de Louis Blanc, en cherchant à le supplanter dans la faveur populaire ? Toujours est-il que le gouvernement se servit de la popularité de l'un pour combattre l'autre.

Telles étaient les intentions qui avaient présidé à la création des ateliers nationaux, tels étaient les calculs de ceux qui étaient au pouvoir. Ils n'osèrent dire complètement leur pensée véritable : bien qu'ils eussent prévu les obstacles qu'ils allaient rencontrer et l'échec qui les attendait, ils agirent avec autant de présomption et d'ignorance, ils illusionnèrent le peuple avec autant de soin que s'ils eussent possédé eux-mêmes une confiance entière et une foi aveugle dans l'institution qu'ils avaient contribué à fonder.

Les difficultés ne tardèrent pas à surgir de toutes parts ; elles empêchaient le rapide développement des ateliers. Au bout de peu de jours, il fallut encourager le peuple à la patience. Le 5 mars parut au *Moniteur* l'appel suivant :

1. Thomas, *loc. cit.* p. 144 et suiv.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ

« Citoyens, Travailleurs !

« La commission du gouvernement, instituée pour préparer la solution du grand problème qui vous intéresse, s'étudie à remplir sa mission avec une infatigable ardeur, mais quelque légitime que soit votre impatience, elle vous conjure de ne pas faire aller vos exigences plus vite que ses recherches.

« Toutes les questions qui touchent à l'organisation du travail sont complexes de leur nature. Elles embrassent une foule d'intérêts qui sont opposés l'un à l'autre sinon en réalité, du moins en apparence. Elles veulent donc être abordées avec calme, et approfondies avec maturité. »

« Trop d'impatience de votre part, trop de précipitation de la nôtre, n'aboutirait qu'à tout compromettre (1). »

Tous les gouvernements les uns après les autres auraient pu parler ainsi en conjurant les ouvriers de ne pas exiger trop rapidement la réalisation de leurs revendications. Heureusement cette fois l'appel fut entendu et les ouvriers demeurèrent tranquilles.

Les appels au calme se multipliaient d'ailleurs de tous côtés ; même les organes les plus avancés de la presse parisienne protestaient contre les actes de vandalisme qui pourraient être commis et encour-

1. *Moniteur* du 5 mars 1848.

rageaient les bons citoyens à ne pas prendre part à des manifestations bruyantes et inutiles (1).

Le gouvernement provisoire s'efforça de prendre des mesures qui assurâssent du travail et du pain aux ouvriers. Le 9 mars paraissait un décret établissant un bureau gratuit de renseignements dans chaque mairie de Paris. Déjà quelques chantiers publics avaient été ouverts, notamment pour le nivellement de la place de l'Europe (1.500 ouvriers), pour des terrassements quai de la Gare (500 ouvriers), pour le redressement de la route nationale passant par Courbevoie (800 ouvriers).

De son côté le ministère de la guerre ne resta pas inactif ; il organisa au Champ-de-Mars, sous la direction du génie, un vaste atelier pouvant contenir 2.000 travailleurs et qui en comptait 6.000 au 18 mai, époque à laquelle ce chantier rentra sous l'autorité du bureau central des travaux publics. Buchez, un des adjoints au maire de Paris, dans un discours adressé aux ouvriers, raconta l'histoire de la création de cet atelier : « Nous étions, disait-il, préoccupés de la situation des ouvriers qui étaient sans ouvrage ; nous étions aussi nous autres sans argent, et cependant, quand les hommes ont faim on ne peut pas ne pas leur donner à manger. D'un autre côté nous vous avons offert, vous le savez, 1 fr. 50 par jour, comme à la garde nationale mobile ; mais un grand nombre d'entre vous ont répondu : *« Nous ne voulons pas recevoir l'au-*

1. V. notamment *Le Représentant du peuple*, journal quotidien du travailleur, 29 février 1848, 16 mai, etc.

« *même, nous voulons du travail* » ; nous avons trouvé cette demande juste et noble et il nous a semblé que nous devions y répondre.

« Un officier du génie, M. Baillemont, se trouvait alors dans notre bureau à la mairie ; nous lui dîmes : « Connaissez-vous quelque travail dépendant du « ministère de la guerre qui puisse être réalisé « immédiatement ? » Il nous répondit qu'il devait y en avoir un. Il partit avec un bout de lettre, s'adressa au comité de la guerre qui jugea le travail possible et écrivit sa réponse sur le même papier, nous acceptons et tout cela fût fait dans la même journée. Le lendemain, les sapeurs du génie étaient sur le terrain, et vous-mêmes, citoyens les aviez bientôt suivis » (1). Il était donc possible de créer rapidement de vastes chantiers de travail, quand on avait affaire à des hommes énergiques, intelligents et pleins de bonne volonté. Malheureusement ces qualités ne se rencontrèrent pas souvent dans la suite.

En province aussi, dès les premiers jours, on avait essayé de susciter de larges débouchés à la main-d'œuvre ouvrière ; à Marseille, par exemple, la Chambre du commerce faisait des avances de fonds considérables pour que les travaux du port de la Joliette et du canal de Marseille, loin de se ralentir comme on le craignait, pussent être poussés le plus activement possible.

1. Discours du citoyen Buchez, un des adjoints au maire de Paris, à la réception d'une députation des ouvriers de l'atelier national du Champ-de-Mars, venue pour remercier le gouvernement provisoire de lui avoir permis d'inaugurer solennellement l'arbre de la Liberté. *Moniteur*, 25 mars 1848, p. 663.

Si l'on avait rencontré partout de semblables exemples de bonne volonté et de philanthropie éclairée, que de souffrances que de malheurs, n'aurait-on pas évités, quels succès n'aurait pas remportés la cause du travail ! Malheureusement, partout on se heurtait à des habitudes de routine, à une incurie, à une hostilité plus ou moins déguisée qui rendaient plus ingrate, plus aride encore la tâche de ceux qui avaient assumé la charge de la direction des ateliers.

Le ministre des travaux publics, M. Marie, avait envoyé le 14 mars une circulaire aux ingénieurs de l'Etat, leur mandant de rechercher les travaux susceptibles d'être rapidement commencés et de hâter l'ouverture de nouveaux chantiers, en simplifiant pour la circonstance, toutes les formalités administratives (1). Tout le monde ne se conforma pas à ces sages indications. Le corps des Ponts et Chaussées, par exemple, employait tout son zèle et son habileté à faire différer ou avorter les projets qui passaient par ses mains. Quand il présentait lui-même des projets, ceux-ci étaient notoirement irréalisables ou avaient été déjà rejetés comme impraticables ou inutiles par le gouvernement : c'est ce qui faisait dire fort plaisamment à M. Boulage, le secrétaire général du ministre des travaux publics, « ils ne se pressent en rien, si ce n'est pour trouver obstacle à tout ».

Le ministre de l'intérieur Ledru-Rollin pressait les commissaires dans les départements de fournir de l'ouvrage à la classe nécessiteuse. « C'est ennoblir

1. *Moniteur* 16 mars 1848, p. 620.

l'aumône, leur disait-il, que de la convertir en rémunération d'un travail utile au pays. Encouragez donc l'établissement d'ateliers de charité, auxquels puissent prendre part chacun dans la proportion de ses forces physiques... J'attends de vous, à cette occasion, citoyen commissaire, tout le zèle, et toute la sollicitude que réclament les souffrances du malheureux » (1).

Les travaux n'étaient pas en effet entrepris avec autant d'ardeur en province qu'à Paris ; il s'ensuivait un exode déplorable des ouvriers sans travail vers la capitale. Les ateliers, déjà bien insuffisants, pour la population parisienne, ne devaient plus apporter qu'un secours dérisoire à la masse des malheureux venus de tous les coins de la France, dans l'espoir d'y trouver un emploi. Cette insuffisance des ateliers provinciaux contribua pour une large part à l'échec de ceux de Paris.

Les ouvriers sans travail domiciliés à Paris pouvaient se faire inscrire au bureau central de la rue de Bondy. De là on les envoyait dans les divers ateliers pour y chercher une place. Dirigés successivement de Chaillot à St-Mandé, de la barrière du Maine à Romainville, ils revenaient de là exténués et irrités, sans avoir trouvé d'occupation. Les chantiers avaient plus d'ouvriers qu'ils n'en pouvaient occuper ; aussi se renvoyaient-ils les uns aux autres les travailleurs que le bureau central leur expédiait. Dès cinq heures du matin, la rue de Bondy devenait le siège d'un rassemblement tumultueux, et jus-

1, Emile Thomas. *Histoire des ateliers nationaux*, p. 22.

qu'au soir le bureau et la mairie elle-même voyaient se produire dans leurs cours une émeute permanente » (1).

On ne parvenait pas à ouvrir suffisamment d'ateliers pour y caser tous ceux qui demandaient, qui *réclamaient* du travail, puisque c'était leur *droit*.

Dans les premiers mois de mars 1848, on ne pouvait occuper ou plutôt embaucher, car on ne leur donnait pas grand'chose à faire, que quatre à cinq mille ouvriers, alors qu'il y avait dix-sept mille inscrits non pourvus d'occupation. On estimait, il est vrai, à un cinquième le nombre des doubles emplois, mais la situation empira rapidement et bientôt la crise se manifesta dans toute sa gravité.

Un ingénieur, M. Thomas, fut placé à la tête des ateliers.

On espérait trouver en lui un homme aux larges conceptions, doué en même temps d'énergie, de sens pratique, et d'une philanthropie éclairée. Le plan de campagne qu'il avait eu l'occasion de développer, soit devant M. Marie, ministre des travaux publics, soit à l'Hôtel de Ville, faisait bien augurer de sa nomination.

M. Thomas voulait, réalisant l'idée saint-simonienne d'organisation semi-militaire des ouvriers, maintenir la discipline surtout par des moyens d'influence morale, « que la justice et la bienveillance rendraient faciles à acquérir, disait-il, dans un contact permanent avec eux » (2). D'ailleurs, il ajoutait : « les moyens de compression manquent ;

1. *Ibid.*

2. E. Thomas, *loc. cit.* p. 35.

il n'y a pas, il n'y aura peut-être pas de longtemps à Paris de corps militaire, pas de pouvoir physique, pour arriver à maintenir l'ordre. Mais un des moyens les plus énergiques qui puissent arriver au même but est à votre disposition, je veux parler de l'influence morale » (1). Pour réaliser cet idéal, il comptait utiliser le concours des élèves de l'Ecole Centrale, dont il était lui-même sorti. Ces jeunes gens avaient généreusement offert leur collaboration et il espérait que, grâce à leur dévouement et à leur sympathie, grâce aussi à l'amour du peuple pour la jeunesse des écoles, il pourrait arriver à la bonne entente désirée.

Il considérait comme nécessaire une grande centralisation de l'organisation, pour avoir une action plus directe sur tous les rouages, et plus d'influence sur les hommes. Pour favoriser le placement des travailleurs, soit à Paris, soit en province, il voulait faire une classification générale de tous les ouvriers par profession. On leur donnerait ensuite des occupations en rapport avec leurs connaissances techniques. C'était bien difficile à réaliser : peut-être y serait-on parvenu à grand peine dans des temps calmes et, dans une sphère restreinte ; mais, compter sur une bienveillance et une patience constantes des uns, sur la capacité, et la bonne volonté des autres, pour maintenir l'équilibre d'un édifice si vaste, si hâtivement échafaudé, c'était au moins téméraire, et les circonstances

1. *Ibid.* p. 49.

devaient se charger de prouver le danger d'une pareille tentative.

M. Thomas posait d'ailleurs cette importante restriction qui, à elle seule, aurait dû ouvrir les yeux à des esprits plus clairvoyants : « pour que l'institution ne soit pas dangereuse, disait-il, il faut assurer un travail effectif. »

C'était là précisément la difficulté insurmontable à laquelle on se heurta.

CHAPITRE II

LES ATELIERS NATIONAUX SOUS LA DIRECTION
D'ÉMILE THOMAS

Aussitôt qu'il fut entré en fonctions M. Thomas fixa, par de nombreux règlements, le mode d'embrigadement et d'organisation dans les ateliers. Ces règlements furent très souvent modifiés, soit à cause des inconvénients qu'ils présentaient, soit à cause de l'accroissement ininterrompu du personnel des ateliers, soit enfin à cause de la modification de l'état des esprits. Voici toutefois dans ses grandes lignes l'organisation des ateliers.

L'embrigadement se fait, à heure fixe, dans la mairie de l'arrondissement ; le travailleur pour être accepté doit avoir plus de 16 ans, (à moins qu'il ne soit orphelin de père, ou enfant aîné de parents qui ont six enfants).

La brigade se compose de cinquante-six hommes, et est commandée par un brigadier ou chef d'escouade, élu par elle (1). Quatre brigades forment une *lieutenance* sous les ordres d'un lieutenant. Quatre lieutenances composent une *compagnie* commandée par un chef de compagnie. *Un chef de service* a sous sa direction trois chefs de compagnie.

1. Au début (commencement de mars) les brigadiers étaient nommés par l'administration, ce fût, devant l'insistance de M. Thomas, que cette mesure fût rapportée.

Enfin *un chef d'arrondissement* avait sous ses ordres tous les chefs de service de son arrondissement. Les communes de la banlieue étaient rattachées, pour le recrutement, à l'un des arrondissements de Paris.

Les *salaires* étaient réglés de façon différente, suivant que l'homme travaillait ou ne travaillait pas ; car les ateliers étaient beaucoup trop étroits pour contenir les ouvriers, et tous ne pouvaient être occupés le même jour.

Voici comment les salaires étaient fixés :

Jours d'activité.

Brigadier.	3 fr. »	par jour.
Chef d'escouade . .	2 fr. 50	»
Travailleur.	2 fr. »	»

Jours d'inactivité.

Brigadier.	3 fr. »
Chef d'escouade . .	1 fr. 50 (1 fr. à partir du 16 mai)
Travailleur.	1 fr. »

Le dimanche, tout le travail était suspendu et personne ne recevait de salaire (1).

Le travail durait de 6 h. 1/2 du matin à 6 heures du soir, avec deux heures de repos pour les repas. Chaque jour, deux appels au moins devaient être faits pour vérifier les présences.

Les outils étaient fournis par l'administration, mais les ouvriers étaient responsables de leur conservation.

Cette organisation fonctionna d'une façon déplorable et donna les plus fâcheux résultats.

1. Cette mesure avait été prise par raison d'économie.

Au moment de l'entrée en fonction de M. Thomas, on estimait, nous l'avons vu, à environ 17.000 (en dehors de quatre à cinq mille déjà employés) le nombre des ouvriers inoccupés. Encore pensait-on pouvoir retrancher de ce chiffre un cinquième représentant les doubles emplois. — « Personne ne fut d'avis que ce chiffre dût beaucoup s'accroître, faisait-on remarquer, et on taxa d'exagération un des maires, celui du huitième, qui pensait devoir fournir à lui seul sept à huit mille ouvriers. Qui aurait cru à cette époque que ce chiffre, bien loin d'être excessif, n'atteignait que le tiers de la réalité ! Le huitième arrondissement envoya pour sa part aux ateliers nationaux plus de vingt-deux mille hommes » (1).

Les doubles emplois étaient largement facilités par un manque de surveillance, résultant et de la surabondance des demandes, qui empêchait toute vérification sérieuse sur les droits à l'inscription, et de la négligence des commissaires de police à s'assurer de l'exactitude du domicile et de l'état de l'ouvrier. En fait, ces fonctionnaires n'avaient que le temps matériel de donner leur visa, sans avoir la possibilité de faire aucune enquête.

Ce manque de contrôle encouragea l'immigration des ouvriers de province. Il en arrivait même de l'étranger. Le préfet de police Caussidière publia, le 19 mars, un avis annonçant qu'en persistant à vouloir venir à Paris, les ouvriers étrangers à la ville s'exposaient à se voir expulsés par une mesure exceptionnelle que les circonstances motivaient. Les

1. Thomas, *loc. cit.*, p. 46.

provinciaux obtenaient pourtant leur inscription, grâce à la complicité des logeurs qui leur donnaient des certificats de résidence (1). Aussi le chiffre des ouvriers logés en garni, qui était ordinairement de 10.000, s'éleva rapidement à 30.000 (2).

Le chiffre des embrigadements continua à progresser d'une façon effrayante : il était de 21.350 au 31 mars, de 64.870 au 15 avril, de 99.400 au 30 avril. Malheureusement la quantité de travail était loin de correspondre à l'augmentation de l'effectif des travailleurs. On ne savait comment employer tout ce monde ; et le prétendu travail qu'on accordait était plus anémiant et plus révoltant cent fois que la complète oisiveté.

Aussi les vrais et honnêtes travailleurs se détournèrent-ils de plus en plus des ateliers.

Nous avons vu comment on expédiait par troupes les ouvriers inscrits, à la recherche d'ateliers où on

1. *Moniteur* du 20 mars.

2. Vanlaer, *Le chômage de l'ouvrier. Ateliers nationaux*, 1848. *Correspondant*, 10 septembre 92, p. 242.

Garnier-Pagès, *Histoire de la Révolution de 1848*, Paris 1862, p. 153.

Ibid. p. 451. — Il convient toutefois de noter que tous les chiffres cités par différents auteurs ne correspondent pas toujours. (Conf. de la Gorce, *Histoire de la seconde République*, Paris 1887, et Vanlaer, *Le chômage de l'ouvrier*). M. Breton, qui parle aussi de la question dans son article sur « La Constitution de 1848 » (*Annales de l'école des Sciences Politiques*), tombe dans l'exagération inverse quand il écrit : « Le droit au travail, proclamé par le gouvernement provisoire, et l'organisation du travail, tenté par lui, avaient ouvert des ateliers au Champ-de-Mars à 6.000 travailleurs qui furent 30.000 le lendemain, et 100.000 au bout de 15 jours » (c'est-à-dire le 20 mars). Or de tous les documents que nous avons sous les yeux, il résulte qu'au 31 mars, le chiffre des inscriptions n'atteignait pas 30.000.

voulait bien les accueillir ; on ne leur donnait que des indications vagues et insuffisantes pour qu'ils prissent le temps de chercher leur chemin. Voici d'autres procédés analogues qu'on utilisait à l'égard des travailleurs pour leur faire perdre du temps : — « Les ouvriers furent employés, raconte M. de la Gorce, « à arracher sur les boulevards les arbres abattus en « février ; on les envoya dans les pépinières des envi- « rons pour y chercher des plans nouveaux ; on les « expédia dans les forts pour en rapporter les outils « nécessaires (1), on mettait à allonger ces courses « autant de soins qu'on en eût mis en d'autres temps « à les abrégier. Ajoutez à cela quelques réparations « de chemin de ronde ou de halage, quelques extrac- « tions de cailloux, quelques terrassements. C'est « dans ces objets dérisoires que se dépensait l'activité « de cette armée populaire si témérairement rassem- « blée, si savamment hiérarchisée » (2).

La hiérarchie « si savante » inventée par M. Thomas, servait plutôt à rendre pire le mal qu'à en atténuer la portée. Une de ses inventions, particulièrement funestes, fut la désignation des chefs d'escouade par l'élection.

Comment, avec ce système, exiger de ces fonctionnaires qu'ils usassent avec sévérité de leur autorité, vis-à-vis de ceux qui venaient de la leur confier ? Bien

1. M. Thomas, qui cite aussi cet exemple, ajoute ce détail vraiment topique : au début, on avait envoyé chercher les pelles et les pioches par charrettes, mais comme on trouvait que cela allait trop vite, dans la suite on n'employa que des hommes à ce transport.

2. De la Gorce, *Histoire de la seconde République*, Paris, 1887, p. 279.

loin de commander les hommes de leur escouade, ils les gênaient le moins possible pour rester dans leurs bonnes grâces. — « D'autres, dit un auteur qu'on ne peut suspecter d'hostilité envers le nouveau régime, Garnier-Pagès, firent métier de recruter des camarades c'est-à-dire des partisans, d'inscrire des noms qui figuraient sur plusieurs listes, de simuler même des personnes qui n'existaient pas » (1). De la sorte, ils étaient sûrs de conserver une influence prépondérante sur leur escouade et de pouvoir en même temps garder pour eux une partie de la paye qu'ils étaient chargés de remettre aux hommes (2). Il en résultait une augmentation injustifiable du nombre des inscriptions et une honteuse dilapidation des deniers publics.

Si Garnier-Pagès critique à juste titre la composition des échelons inférieurs de la hiérarchie, Thomas n'a pas moins raison de se plaindre vivement des collaborateurs qu'on lui donne, qu'on lui impose, pour les postes supérieurs. — « L'administration des ateliers nationaux disait-il, était devenue une sorte d'exutoire pour chacun de ces MM. du pouvoir, par où ils écoulaient soit les protégés de leurs amis, soit les solliciteurs et les coureurs de places, parasites inévitables, courtisans éhontés et le plus souvent malheureux, victimes honorables de la faim qu'avaient amenée le désordre et le discrédit du gouvernement ». Et comme, ajoutait-il encore, « il ne fallait alors mécontenter

1. Garnier-Pagès, *loc. cit.*, p. 151.

2. Rapport de Falloux à la séance du 29 mai. *Moniteur* du 20 mai 1848, p. 120.

personne », il se plaignait d'être obligé d'accueillir tous les collaborateurs qu'on lui envoyait journellement, quelle que fût leur valeur, quelle que fût leur origine (1).

Cependant tous ces inconvénients, si graves qu'ils fussent, n'étaient que la conséquence plus ou moins directe d'un seul mal essentiel : l'insuffisance des travaux. Le ministre des travaux publics, M. Marie, réunit à plusieurs reprises les chefs de services des ponts et chaussées, mais il ne put obtenir d'eux que des objections quand il faisait des propositions fermes, ou des réponses dilatoires quand il faisait appel à leur initiative personnelle.

Tous les travaux qu'on exécuta, au début tout au moins, furent entrepris à l'instigation de personnes étrangères au corps des ponts et chaussées. Dans une réunion du 16 mars, où M. Marie avait employé en vain tous les moyens pour tirer les ingénieurs de leur apathie voulue, un des collaborateurs du ministre se leva et déclara que puisque personne du corps technique ne pouvait trouver de travail pour un seul ouvrier, il allait lui-même indiquer quelques entreprises pouvant occuper 2.000 personnes, et en fait la plupart de ces travaux furent exécutés. Voici ceux qu'il proposa :

1° Abaissement des terrains de l'abattoir Montmartre, et leur transport au bas fond du cimetière avoisinant ;

1. C'est ainsi, dit-il ailleurs, qu'un jour le ministre des travaux publics m'envoya d'un seul coup, avec injonction d'examiner leurs réclamations, six cents personnes, artistes dramatiques, peintres, sculpteurs, dessinateurs, ex-employés de maison de banque ou de commerce.

2° Déblais et remblais des rampes d'Iéna et tracé d'une nouvelle rue sur ce terrain ;

3° Abaissement de la pelouse de Chaillot et le transport du déblais sur les terrains bas avoisinants ;

4° Chemin de hallage de Neuilly.

Il avait proposé aussi la confection d'un immense cirque pouvant contenir 20.000 spectateurs, et situé dans les plaines qui avoisinaient la barrière du Trône, mais il n'insista pas sur ce projet qui ne fut pas exécuté.

Enfin Thomas proposa lui-même de faire en cailloutis les chemins de ronde des fortifications, il pensait pouvoir y appliquer de 6 à 800 hommes de beaucoup d'arrondissements différents, et particulièrement de ceux de la périphérie, qui n'étaient pas les moins malheureux.

Tous ces travaux n'avaient pas une bien grande valeur, mais ils n'étaient pas inutiles et permettaient de faire usage d'une partie de cette immense quantité de forces humaines, aujourd'hui inactives et demain peut-être révoltées.

Dans une réunion du 23 mars, le ministre de l'intérieur demanda l'achèvement du Louvre, et le maire de Paris celui de la rue de Rivoli.

Ces propositions suscitèrent quelques objections de la part de Marie, Flocon et Garnier-Pagès. Ces objections, intéressantes en elles-mêmes, méritent d'être rapportées, ainsi que les raisons pour lesquelles on ne s'y arrêta pas. Pour les travaux du Louvre, on estimait qu'une République pouvait faire un emploi plus utile de ses fonds que de les consacrer à la construction de palais dont Paris était déjà

abondamment pourvu. Pourtant l'achèvement du Louvre fut convenu, après qu'on eut décidé que la bibliothèque nationale et des expositions industrielles et artistiques y seraient installées. Le Louvre devait dorénavant porter le nom de « Palais du Peuple » (1).

En ce qui concerne la continuation de la rue de Rivoli, on fit des objections d'un autre ordre. Si l'utilité de cette grande percée, devant aérer tout un quartier qui en avait grand besoin, n'était pas contestée, quelques membres du gouvernement trouvaient cependant que ces travaux exigeaient des déboursés considérables pour l'acquisition des immeubles à exproprier, avant qu'on pût fournir du travail aux ouvriers démolisseurs. Or, à ce moment, le gouvernement était tellement à court d'argent qu'il avait été obligé de faire suspendre l'achat des maisons qui devaient faire place aux Halles. En outre, la procédure d'expropriation, toujours fort longue, ne permettait pas d'espérer que les travaux pussent être commencés de sitôt. Bien que ces objections fussent sérieuses, on passa outre, et l'expropriation immédiate fut arrêtée. On s'y décida pour deux raisons. D'abord, parce que les fonds nécessaires allaient être fournis par l'aliénation de terrains situés entre la rue Richelieu et la rue Vivienne. Ensuite, et c'était la considération la plus importante, une grande quantité de travail devait

1. La restauration de toutes les sculptures du Louvre fut également décidée quelque temps plus tard (le 23 avril). Beaucoup de sculpteurs se trouvaient en effet sans travail,

être offerte par ce moyen aux ouvriers du bâtiment, qui se trouvaient être en grande majorité dans les ateliers nationaux.

En effet, non seulement l'expropriation des immeubles nécessiterait le transbordement des industries dans de nouveaux locaux qui auraient besoin d'être aménagés ; non seulement la démolition des bâtiments fournirait un emploi à de nombreux travailleurs ; mais surtout il était évident que quantité d'importantes constructions privées (1) ne manqueraient pas de s'élever dès que la nouvelle rue serait ouverte (2).

Cette évolution dans l'état d'esprit des sphères gouvernementales est à noter et nous aurons l'occasion d'y revenir. Au début de la crise, toutes les préoccupations s'étaient tournées vers la recherche de travaux à entreprendre par l'Etat : bientôt on n'attribua plus à cette question qu'une importance relative et on chercha surtout à procurer du travail à l'industrie privée, seule capable d'occuper un si grand nombre d'ouvriers sans travail. On cherchait à les reclasser dans leur milieu primitif, plutôt qu'à fonder pour eux des ateliers nouveaux.

Il paraît prouvé que beaucoup d'ouvriers refusaient d'accepter du travail dans les ateliers privés et voulaient rester dans les ateliers nationaux, même avec une rémunération bien inférieure. Un

1. On devait donner une prime à toute reconstruction immédiate d'une maison bordant la rue, en l'exemptant d'impôts pendant un certain nombre d'années.

2. V. Garnier-Pagès, *loc. cit.*, p. 159 et suiv.

représentant, M. Sevaistre, déclarait à la tribune :
« 1° que le travail ne manque pas dans un grand
« nombre d'ateliers, et que, cependant les ateliers
« sont déserts ; 2° que beaucoup d'ouvriers ont aban-
« donné le travail de l'atelier, qui leur offrait un sa-
« laire de 4, 5 et 6 fr. par jour, pour se faire inscrire
« aux ateliers nationaux où ils ne gagnent que 1 ou
« 2 fr. ; 3° enfin qu'il existe à Paris une sorte d'inti-
« midation, organisée par quelques meneurs enne-
« mis de l'ordre des travailleurs et de la République,
« pour empêcher les ouvriers de retourner aux tra-
« vaux industriels privés (1) ».

M. de Falloux, soutenant un projet déposé par lui et concernant la réorganisation des ateliers, constate la même situation en citant à l'appui un exemple qui venait de se produire. — « On y est
« entré (dans les ateliers nationaux) parce qu'on n'a-
« vait pas d'ouvrage, on refuse d'en sortir lors même
« que l'ouvrage se présente, ou bien on impose des
« conditions inacceptables. La presse a retenti récem-
« ment d'un fait malheureusement authentique, et
« qui se produit tous les jours sous des formes diffé-
« rentes. Une commande considérable était arrivée de
« l'une de nos colonies, les ouvriers des ateliers na-
« tionaux auxquels on s'adressa pour y satisfaire de-
« mandaient une rétribution tellement exorbitante,
« que la commande a dû être transportée à l'étran-
« ger. Plusieurs de nos provinciaux appellent aussi vai-
« nement le secours des bras qui leur manquent ; le

1. *Moniteur* du 31 mai, p. 1214, du 15 septembre 1848, p. 2458 ; Conf. Vanlaer, *loc. cit.* ; Thomas, *loc. cit.*, p. 127 et suiv. ; rapport de M. Marie.

« même refus est opposé à leurs instances (1) ».

Un autre orateur proteste, il est vrai, contre ces allégations, déclarant que les exemples qu'on donne ne sont que des exceptions. Un autre représentant vient le contredire en montrant qu'ils sont, au contraire, très nombreux.

Quel que fût le nombre des cas de ce genre, il n'en demeure pas moins vrai que les ouvriers qui agissaient de cette façon poursuivaient un but. Quel était-il ? Était-ce uniquement la paresse qui les poussait à agir ainsi ? Le peu de travail que l'on donnait à faire aux ouvriers dans les ateliers nationaux suffirait à le laisser supposer.

La population, en voyant passer les brigades, les raillait en disant : « Ah ! voici de braves gens qui vont jouer au bouchon ! » (2).

S'il existe dans la population misérable un nombre relativement considérable d'individus qui ne *veulent* accepter aucune besogne régulière, aucun travail sérieux, ce sont, à vrai dire, des cas exceptionnels, des cas pathologiques provenant d'un affaiblissement de caractère, plutôt que d'une volonté positivement arrêtée. Il nous semble que, dans la plupart des cas de refus de travail que nous citent les orateurs ou les auteurs du temps, une intention précise, un plan concerté semblent généralement avoir inspiré cette manière de faire. Ce

1. *Moniteur* du 30 mai 1848, p. 120.

2. Garnier-Pagès, *loc cit.*, p. 156. Nous aurons l'occasion d'apercevoir d'une façon plus manifeste encore les résultats de cette paresse, quand nous examinerons les résultats financiers.

sont les serruriers, les chapeliers (aussi bien que les ouvriers visés dans le cas cité par M. de Faloux), qui demandent une augmentation de salaire; ce sont les ouvriers du papier peint qui demandent à transformer le contrat de travail en un contrat d'association. Ils veulent travailler dans des conditions nouvelles, mais dire qu'ils ne veulent travailler à aucun prix nous semble une évidente inexactitude. Nous sommes donc en présence d'une véritable grève, les ateliers nationaux servant à fournir des secours aux grévistes.

La grande difficulté contre laquelle avait à lutter le commissaire délégué aux ateliers nationaux était toujours l'insuffisance du travail à donner aux ouvriers. Malgré ses abjurations pressantes, les ingénieurs du corps des ponts et chaussées ne se pressaient pas de faire sortir de leurs cartons, les projets de travaux qui auraient été si utiles à tous les points de vue. M. Thomas eut recours à une innovation assez heureuse, qui permit d'utiliser les talents d'un certain nombre d'ouvriers. Il créa des ateliers professionnels, notamment pour les cordonniers et les tailleurs qui fabriquaient des souliers et des vêtements destinés à être fournis aux ateliers au prix de revient. Il contraignit tous ceux qui, faisant partie des ateliers de terrassements, appartenaient à l'une de ces deux professions, de venir travailler à l'atelier de leur métier, sous peine de se voir rayer des contrôles. On n'arrivait pas, en effet, à fabriquer des vêtements et des souliers en assez grande quantité pour satisfaire aux demandes qui affluaient, Il eut peut-être été sage de tenir compte de la

concurrence désastreuse que ces travaux faisaient à l'industrie privée, déjà si gravement atteinte. Quoiqu'il en soit, on travaillait avec une grande activité à ces ateliers : c'était déjà un résultat appréciable. On arriva à appliquer le salaire à la tâche, et peut-être les ateliers nationaux auraient-ils eu un tout autre avenir, si de pareilles tentatives avaient été rapidement généralisées.

Peu de temps avant la dissolution complète des ateliers, quelques jours avant les émeutes de Juin, le travail à la tâche fut décrété dans tous les ateliers ; on n'eut pas le temps de le voir fonctionner régulièrement (1), car les journées sanglantes empêchèrent sa mise à exécution. Cette mesure devait d'ailleurs conduire à une certaine injustice pour des ateliers où travaillaient indistinctement les ouvriers de toutes les professions : il eût été immoral de récompenser ceux qui avaient une capacité technique correspondant aux travaux à exécuter et, par là même, pouvaient arriver à donner un bon travail sans effort sérieux, — et de priver d'une partie de leur salaire ceux qui se seraient donné beaucoup plus de mal pour un moins bon résultat, faute d'apprentissage en ce genre d'occupation. Comme la plupart du temps on donnait des travaux de terrassement, un manœuvre, même paresseux, serait arrivé à gagner beaucoup plus qu'un employé de commerce ou un typographe actif et zélé.

Les conditions étaient toutes différentes pour les ateliers professionnels où M. Thomas avait fait

1. V. décret 1^{er} juin, *Moniteur*, 4 juin, p. 1253.

appliquer le salaire à la tâche. C'est ainsi que les cordonniers devaient fournir un minimum de travail (deux paires de souliers en trois jours). Le prix de revient était d'environ 4 fr. ; la vente était faite au comptant à l'aide d'un ingénieux mécanisme. Chaque ouvrier d'une brigade remettait tous les jours 2 ou 3 sous, ce qui permettait de donner une paire de chaussures à celui de ses camarades qui en avait le plus besoin, et on continuait de la sorte jusqu'à ce que chacun en eût une paire.

Il est à regretter qu'une plus grande extension n'ait pas été donnée à ces ateliers spéciaux, car on pouvait en tirer d'utiles résultats et de précieux enseignements. Voici l'appréciation du directeur à leur égard : « Ces ateliers, disait-il, sont les seuls « qui aient produit des résultats convenables, parce « qu'ils étaient aussi les seuls qui fussent basés sur « le principe du travail professionnel respectif pour « tous les ouvriers (1) ».

Si ces ateliers avaient pu être multipliés et propagés, peut-être serait-on arrivé à organiser solidement les ateliers nationaux. Mais il ne restèrent qu'à l'état d'exception. Partout le désœuvrement et la paresse continuèrent à régner parmi les ouvriers, de même que l'incapacité, l'incurie et le mauvais vouloir empêchaient par en haut toute heureuse réforme.

C'était une bien lourde tâche pour M. Emile Thomas que de secouer cette universelle indolence tout en maintenant le bon ordre, mais si sa bonne

1. Thomas, *loc. cit.*

volonté n'est pas niable, il n'en est pas moins évident qu'il commit de nombreuses fautes qu'il aurait pu et dû éviter. Les reproches qu'on lui a adressés ont été souvent exagérés par l'animosité des partis ou les rivalités personnelles, mais son administration n'a que trop prêté à de pareilles attaques.

Tout d'abord on ne peut rendre Emile Thomas responsable du manque de travail qui fut la source de tant de désordres. Il n'a jamais cessé de protester contre l'impéritie et le mauvais vouloir du corps des ponts et chaussées, qui seul pouvait lui donner des travaux suffisamment importants pour occuper tout le monde, et qui, soit par esprit de rivalité de corps, soit par regret d'un régime déchu, ne donna pas signe de vie pendant tout le temps que M. Thomas resta à la tête des ateliers. Peut-être même ne furent-ils pas complètement étrangers à son remplacement par un de leurs collègues.

Emile Thomas fit de son mieux pour organiser dans Paris autant de travail qu'il en put trouver ; mais il ne cessait de protester contre le trop grand nombre d'ouvriers qu'on lui envoyait (il était hostile au droit du travail), et contre le peu d'ouvrage qu'on lui procurait.

Le point sur lequel on peut lui adresser les repro-

1. La commission qui fut chargée de faire une enquête sur les ateliers nationaux, peu de temps avant la disgrâce de M. Thomas, était composée de sept membres dont trois appartenaient au corps des ponts et chaussées ; l'un était président, M. Mary, et un autre rapporteur, M. Lalanne, qui devait être le successeur d'Emile Thomas. On aperçoit dans tout le rapport une hostilité préconçue contre le directeur.

ches les plus justifiés, c'est l'organisation intérieure des ateliers et particulièrement le paiement des salaires.

Evidemment l'ordre et la discipline étaient difficiles à maintenir au milieu d'une foule composée d'individus de toutes natures et de toutes provenances, sur lesquels on avait des renseignements peu nombreux et souvent inexacts. Le premier devoir du directeur n'en était pas moins clairement indiqué : il ne devait accepter dans les ateliers que les individus ayant strictement, d'après les lois et règlements en vigueur, le droit d'y entrer ; il devait, en outre, faire une revue exacte du nombre des travailleurs inscrits aux ateliers, en indiquant la profession à laquelle ils appartenaient. Bien que l'administration centrale de la rue de Monceau ne comptât pas moins de 250 employés, que les ateliers fussent savamment hiérarchisés, en théorie du moins sinon en fait, on ne put jamais obtenir ces renseignements essentiels. On recevait aveuglément aux ateliers tous ceux qui se présentaient avec un certificat de leur mairie, sans chercher à savoir s'il n'y avait pas de double emploi. Les nouveaux arrivants formaient des brigades qui augmentaient tous les jours et qu'on payait presque sans vérification. De nombreux exemples de fraude prouvèrent combien la surveillance faisait défaut.

« Les signatures apposées sur les feuilles d'émargement sont suspectes, disait un rapport officiel. « On trouve des signatures dissemblables pour un « même nom. Il est notoire que des signatures « s'obtenaient pour 25 centimes. Et ces détourne-

« ments étaient fréquents, car on estime à un cin-
« quième ou à un sixième le nombre des signatures
« qui paraissent fausses » (1).

Un autre rapport, fait par des membres de la Cour des comptes, délégués spécialement à l'examen de la comptabilité des ateliers (2), reconnaissait les mêmes faits et les précisait encore davantage, en déclarant que les preuves des fraudes existaient « soit dans les signatures visiblement contrefaites, soit dans les émargements donnés par les individus dont l'absence est constatée par la correspondance administrative. Tantôt ce sont des feuilles où la même main a évidemment émargé pour un grand nombre de titulaires ; tantôt ce sont d'autres feuilles où la signature du même individu est tout à fait différente du jour au lendemain. Tantôt, enfin, ce sont des brigades où pendant quinze jours, pendant un mois, aucune absence n'est mentionnée sur les états : ce qui est certainement une présomption grave de fraudes ».

La comptabilité se faisait, au début surtout, de la façon la plus primitive, on se bornait à inscrire chaque jour la recette et la dépense sur un simple carnet. Mais, dès le 25 mars, E. Thomas obtint, sur sa demande, qu'un inspecteur des finances fût attaché aux ateliers pour y organiser le service financier. A partir de ce jour, la comptabilité fut

1. Rapport Bauchart, p. 41.

2. Rapport de la commission des trois membres de la Cour des comptes, MM. Latena, Grand et Petitjean, délégués pour l'examen de la comptabilité des ateliers nationaux par la commission d'enquête sur l'insurrection du 23 juin. V. ce rapport, t. II, p. 143 et suiv.

beaucoup plus clairement établie, ce qui ne devait pas empêcher d'ailleurs les fraudes de subsister dans le paiement des salaires. On créa pour y remédier de nouveaux fonctionnaires, spécialement chargés de surveiller la paye qui devait être faite en leur présence ; cet essai ne donna pas encore le résultat qu'on en attendait. Ou bien, remplissant leur devoir, les inspecteurs voulaient vérifier l'exactitude du nombre des présences et du paiement individuel, et ils se voyaient alors en face d'une telle hostilité qu'ils étaient obligés de se retirer ; ou bien, pour qu'on supportât leur présence, ils fermaient les yeux sur les abus : leur fonction devenait désormais inutile.

Ces graves désordres, contre lesquels E. Thomas n'avait pu remédier, n'entachent en rien son honneur, car pas un témoignage, si hostile qu'il soit à l'égard du directeur, ne laisse paraître un doute sur l'intégrité de tout le haut personnel des ateliers, malgré le désordre des finances. Même au moment où le service de la comptabilité n'existait pas encore (avant l'arrivée de l'inspecteur des finances M. Roy, le 25 mars), la vérification, qui fut faite par la suite, n'amena la découverte que d'un déficit d'environ 600 fr. sur les sommes considérables qui avaient été mises en circulation. La commission des membres de la Cour des comptes reconnut qu'elle n'avait trouvé trace d'aucun détournement, en suivant la transmission régulière des fonds depuis le Trésor national jusqu'au chef de service inclusivement (1).

1. Elle ajoute, en outre, cette appréciation utile à relever

M. Boulage, secrétaire général du ministère des travaux publics, constata aussi que l'inspecteur chargé de surveiller la comptabilité n'avait jamais porté plainte au ministère des travaux publics (1). Et résumant son appréciation à cet égard, la commission de la Cour des comptes déclarait que les dépenses de la direction avaient été irrégulières dans les premiers mois, sans toutefois qu'il puisse être reproché à M. E. Thomas rien autre chose que de la prodigalité, l'oubli des formes et un certain arbitraire (2).

Une des plus sérieuses critiques que M. Trélat, le ministre des travaux publics qui avait succédé à M. Marie, adressa à l'administration d'E. Thomas, fut de n'avoir jamais pu lui procurer un recensement exact et complet des ateliers nationaux. Il y eut là en effet une faute, ou tout au moins une négligence impardonnable, car lorsqu'on eut achevé ce relevé, on reconnut la nécessité de ce travail en constatant l'énormité des abus qui résultaient des doubles inscriptions ou des inscriptions erronées. Le recensement du 7 juin montra qu'il y avait 14.000 inscriptions à retrancher et que, par conséquent, les ateliers au lieu de contenir 119.000 ouvriers, n'en occupaient réellement que 105.000. Un nouveau contrôle amena 6.000 nouvelles radiations et il est probable qu'une surveillance plus étroite aurait

pour la justification des ateliers nationaux dans les événements qui suivirent : « il ne paraît pas vraisemblable que l'argent ait été détourné en vue d'un complot. »

1. Rapport précité, t. I, p. 11.

2. *Ibid.*, p. 156, t. II.

encore amené d'autres réductions (1). Ces résultats fâcheux étaient le résultat de diverses circonstances qu'il eût été relativement facile de modifier : c'étaient, notamment, la nomination des brigadiers à l'élection, le manque d'efficacité de la surveillance des inspecteurs de la paye, et la facilité avec laquelle un ouvrier qui disait avoir perdu son livret, pouvait s'en procurer un autre (moyennant 0 fr. 50). Il dépendait de M. Thomas et de son administration d'y porter remède.

Quelques personnes ont été jusqu'à dire que de tels abus auraient bien pu persister par la volonté même du directeur. Il aurait craint de prendre des mesures trop sévères de nature à compromettre sa popularité, et de plus il aurait été bien aise de voir sa clientèle s'augmenter. Dans cet ordre d'idées, nous sommes réduits à des conjectures, car il est bien difficile de savoir si des abus subsistent parce qu'on ne *sait pas*, ou parce qu'on ne *peut pas* les supprimer, ou parce qu'on ne *veut pas* les faire disparaître. Ce qui est certain, c'est que E. Thomas avait fait des efforts très réels, quoique insuffisants, pour modifier cet état de choses. Il avait notamment demandé l'aide d'un inspecteur des finances, pour parer à l'incorrection de la tenue des écritures ; et pour enrayer les nombreuses fraudes qui existaient dans le paiement des salaires, il avait provoqué la création d'un corps d'inspecteurs spéciaux.

1. Rapport précité, fait par trois membres de la Cour des comptes, t. II, p. 148 ; t. I, p. 301. C'est à cause du peu d'activité qu'il mit à faire ce recensement que l'on accusa E. Thomas de vouloir augmenter le personnel des ateliers. Voir Déposition Trélat, *ibid.*, t. I, p. 154.

A-t-il dépendu de lui que ces mesures réussissent ou non ? Nous n'oserions nous prononcer d'une façon catégorique. Il nous semble pourtant que la bonne foi et le désir de bien faire, sinon la compétence, ont été très réels chez le directeur.

Par ailleurs, il paraît prouvé qu'E. Thomas prenait beaucoup de soin de sa popularité. Faut-il lui en faire un crime ? N'avait-il pas déclaré, dès le début, qu'il comptait beaucoup sur l'influence morale pour maintenir l'ordre et la discipline dans les ateliers ? Seul au milieu de cette armée de travailleurs, il n'avait d'autre sauvegarde, vis-à-vis d'eux, que la sympathie qu'il pouvait inspirer. Il suffisait d'un mécontentement, d'une sédition, pour que sa vie et celle du personnel qui lui était attaché pussent être mises en danger. Bien plus, en conservant du prestige aux yeux des ouvriers, de l'influence sur leur esprit, il pouvait éviter, non seulement aux ateliers, mais à Paris et au pays tout entier, des troubles, des émeutes, qui n'auraient fait qu'aggraver le mal dont tout le monde souffrait. Effectivement, dans toutes les manifestations plus ou moins bruyantes qui eurent lieu pendant son administration, il déconseilla aux ouvriers d'y prendre part, et le nombre des absences aux ateliers ces jours-là fut insignifiant. Enfin sa révocation et les événements qui suivirent furent une preuve de l'heureuse influence qu'il exerçait et dont on se priva si malheureusement.

Aurait-il aspiré, comme ses ennemis l'ont supposé, à tourner au profit de son ambition personnelle la popularité qu'il avait acquise ? C'est ce qui

n'est nullement prouvé ou même fondé sur des présomptions sérieuses. C'eût été pourtant le seul motif plausible qui eût légitimé la façon violente et injuste dont on le révoqua. Nous allons rappeler dans quelles circonstances cet événement eut lieu.

M. Marie avait quitté le ministère des travaux publics et avait été remplacé par M. Trélat. Dès que ce changement fut opéré, le corps des ponts et chaussées fut fixé sur ses intentions bienveillantes à son égard, et il voulut dès lors se relever du discrédit où il était tombé précédemment. Il commença par faire évincer les intrus qui avaient pris des places qu'il se croyait être seul en état d'occuper dignement. Une fois M. Marie parti, il restait à faire disparaître M. E. Thomas. Une commission, chargée de faire une enquête sur les ateliers nationaux, rédigea un réquisitoire suffisamment éloquent pour que le ministre jugeât la disparition du directeur indispensable. On avisa à son remplacement par un ingénieur des ponts et chaussées, le rapporteur de la commission, M. Lalanne (27 mai).

Malheureusement on craignait que la révocation de M. Thomas ne semblât un véritable coup d'état dans les ateliers; il fallut agir avec prudence et voici comment on opéra.

M. Thomas fut appelé un soir chez le ministre. On l'obligea d'y écrire séance tenante sa démission. Puis on le fit partir immédiatement en poste à Bordeaux, sans lui permettre même de revoir sa mère. On prétextait, pour l'envoyer si loin, une mission dans les Landes. Cet enlèvement, digne d'un

autre âge, restera toujours comme un procédé inqualifiable vis-à-vis d'un honnête homme.

L'agitation fut vive quand on apprit la nouvelle le lendemain aux ateliers, mais on parvint, non sans peine, à calmer temporairement cette effervescence en dissimulant au moins en partie la vérité. Grâce à ce piètre expédient, M. Trélat, qui était venu pour l'installation de M. Lalanne et avait été retenu prisonnier pendant quelque temps par les délégués, put enfin s'échapper sain et sauf des ateliers.

CHAPITRE III

LES ATELIERS NATIONAUX SOUS LA DIRECTION

DE M. LALANNE

Le changement de directeur ne modifia pas sensiblement le fonctionnement des ateliers. On prévoyait leur dissolution comme inévitable, mais personne n'osait prendre la responsabilité d'une pareille décision, tellement on redoutait la révolte qui devait s'ensuivre.

En attendant, on décida la création de nombreux chantiers en province.

Le corps des ponts et chaussées, qui n'avait plus les mêmes raisons d'abstention depuis que ses membres étaient les maîtres de la situation, découvrit une foule de travaux utiles que l'assemblée s'empressa de voter (Décret du 10 juin).

Voici ceux par lesquels on commença :

Ponts à Montereau, Lagny, Flavigny, Cognac,	
Confolens	fr. 2.940.000
Chemins de fer Tours, Nantes	2.000.000
Travaux de route.	1.000.000
Amélioration de la Marne	1.000.000
Canal de dérivation de la Sauldre (Sologne) .	1.000.000
Prolongement canal haute Seine, amont Troyes	500.000
Canal latéral Seine, Marcilly, Nogent	500.000
	8.940.000

Depuis l'entrée en fonctions du gouvernement provisoire, en dehors des ateliers nationaux propre-

ment dits, les seuls travaux dont on avait voté l'exécution étaient les suivants (Décret du 24 mai 1848) :

Travaux de route nationale	3.400.000
Canal de l'Aisne et de la Marne	400.000
Reconstruction de l'École Polytechnique, etc. .	350.000
	<u>4.150.000</u>

Il faut, en outre, reconnaître que M. Lalanne introduisit quelques heureuses réformes de détail ; la comptabilité fut mieux surveillée, les dépenses d'administration qui étaient exagérées furent réduites. Mais de pareilles modifications, si justifiées qu'elles fussent, ne pouvaient suffire à enrayer la décadence des ateliers nationaux. Les fraudes et les désordres continuèrent de subsister... ; comme sous la direction d'Emile Thomas.

Les charges financières pesaient de plus en plus lourdement sur le Trésor, déjà bien obéré, sans que les travaux exécutés correspondissent, à beaucoup près, aux sommes dépensées.

Du 5 mars au 23 juin, les ateliers avaient coûté plus de 14 millions (14.174.987 fr.). La dépense moyenne avait été de 91.000 fr. par jour pendant la gestion de M. Thomas et de 134.000 fr. pendant celle de M. Lalanne (23 mai-23 juin) (1). Les quelques terrassements exécutés étaient loin d'être en

1. Dépense des ateliers nationaux, rapport de la Commission de la Cour des comptes, t. II, 156 (pièces). Pendant la gestion de M. Thomas, la dépense s'est élevée, du 5 mars au 23 mai, à		7.240.000
Pendant la gestion de M. Lalanne, jusqu'au 23 juin		4.150.000
Ateliers de femmes		1.700.000
Paiement d'urgence depuis le 23 juin		1.084.987
Total		<u>14.174.987</u>

rapport avec une telle dépense. Au lieu de revenir à 0 fr. 40, prix moyen en temps ordinaire, le mètre cube de terrasse était payé 8 fr. Dans l'atelier du Champ-de-Mars, qui prêtait le moins aux abus puisqu'il avait été longtemps sous la direction de l'autorité militaire, un travail qui, fait par les soldats aurait coûté 45.000 fr., et par des ouvriers ordinaires 80.000 fr., revint à la somme fabuleuse de 400.000 fr. Dans une journée de travail payée 2 fr., l'ouvrier faisait pour 0 fr. 10 de besogne (1). Ce résultat n'a rien d'étonnant si l'on considère que, de l'aveu du directeur, il n'y avait du travail sur les chantiers, que pour 2.000 hommes, et ils étaient 8.000. On ajoutait que leur besogne effective aurait été facilement faite par 200 ouvriers.

Comme le faisait très justement remarquer E. Thomas, l'ouvrier parisien pouvait se tenir le raisonnement suivant : « l'Etat me donne 30 sous pour ne rien faire, il me paye 40 sous quand je travaille, donc je ne dois produire que 10 sous d'ouvrage ».

A Lyon, la situation était analogue : il y avait du travail pour 100 hommes et on en avait 20.000 à occuper. Comme à Paris, on accusait d'incurie, et non sans raison, le corps des ponts et chaussées.

Voici d'ailleurs, d'après un ingénieur de ce corps, le résultat effectif donné par les travaux nationaux entrepris dans différentes villes de province : « A Paris, valeur des travaux exécutés à peu près

1. Baude, Les ateliers de charité, *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} juillet 1848, p.16 et suiv. — Vanlaer, *Le chômage de l'ouvrier*, loc. cit. — Ces chiffres si exorbitants, bien que cités par des adversaires de l'institution, ne sont sans doute pas très exagérés.

nulle; à Lyon, 75 pour cent de perte; à Nantes 66 pour cent; à Nîmes, somme dépensée presque en pure perte; à Arles, 61 pour cent » (1).

Les quelques heureuses réformes opérées par M. Lalanne furent tout à fait insuffisantes, pour atténuer l'effet des nombreuses et graves critiques auxquelles donnèrent lieu son administration. A l'époque de la publication du livre si intéressant de M. de la Gorce, M. Lalanne voulut se disculper du reproche de n'avoir rien ou presque rien fait pour l'amélioration des ateliers nationaux. Il écrivit alors une lettre (2), reproduisant quelques fragments du rapport des trois membres de la Cour des comptes délégués pour l'examen de la comptabilité des ateliers nationaux, « rapport adressé aux membres de la Commission d'enquête sur l'insurrection du 23 juin et sur les événements du 15 mai ».

— « En terminant ce rapport, y est-il dit, nous croi-
« rions manquer à l'équité si nous ne faisons la part
« des responsabilités qui revient à chacun des deux
« directeurs des ateliers nationaux, et aussi la part
« des circonstances, souvent plus fortes que la volonté
« des hommes. » Et, après avoir indiqué les torts de
l'administration d'Emile Thomas, le rapport ajoute :
« Quant à son successeur, M. Lalanne, un grand
« nombre de critiques exprimées dans notre rapport
« ne peuvent s'adresser à sa gestion. Nommé le
« 29 mai, après environ trois mois d'une organisa-
« tion dont les dangers s'aggravaient tous les jours,

1. Daniel Stern, *loc. cit.*, t. II, p. 219.

2. Le journal *le Temps*, 6 octobre 1887.

« M. Lalanne ne saurait être rendu responsable d'un
« état de choses qu'il n'avait pas créé et qu'il *venait*
« *détruire*. La correspondance, les arrêtés, les ordres
« du jour démontrent clairement qu'il se proposait de
« changer les bases d'organisation ». Les principales
mesures prises par lui étaient la suppression du
club central, le ramaniement du bureau de direc-
tion, la suppression d'emplois inutiles, la diminu-
tion des dépenses de voiture, la création d'inspec-
teurs généraux, etc.

Si l'on peut reprocher à M. Thomas de n'avoir pas
été assez « administratif », on pourrait justement
accuser M. Lalanne de l'avoir été trop, de n'avoir
été que cela, de ne l'avoir été que dans le sens le
plus étroit du terme.

La Cour des comptes l'approuve d'avoir mis de
l'ordre dans la comptabilité, d'avoir organisé un
contrôle administratif, d'avoir fait de l'économie
sur les dépenses les plus inutiles, cela se comprend.
Mais ces mesures n'étaient pas suffisantes pour
transformer complètement les ateliers, comme cela
eût été utile, pour donner du travail à de vrais tra-
vailleurs, pour organiser une sévère discipline,
pour rendre au travail toute sa dignité. Pendant le
mois qu'a duré sa gestion, si M. Lalanne a eu l'in-
tention de tout transformer, de tout détruire, comme
le déclaraient les membres de la Cour des comptes,
il n'a pris aucune des mesures nécessaires pour arri-
ver à ce résultat.

Si l'on veut s'en rendre compte, il suffit de lire
le discours très précis dans lequel M. de Falloux
demande la nomination d'une commission d'enquête,

avant d'accorder de nouveaux crédits aux ateliers (1). L'orateur constate d'abord que, sans sa protestation, des crédits continueraient d'être ouverts, sur une simple décision de la commission exécutive et par l'ordre du ministre. La Chambre doit se réserver le vote des subsides pour surveiller la gestion. Or, par le seul examen des crédits demandés, il est permis de constater que « l'état des ateliers nationaux est exactement aujourd'hui, sans aucune exception, ce qu'il était il y a six semaines, il y a trois semaines. L'exécution de votre décret (celui qui accordait les derniers crédits pour les ateliers) demandait quatre mesures, je ne dirai pas bien simples, car rien n'est simple ni facile dans l'état où l'on a laissé venir cette question, mais quatre mesures bien claires, bien urgentes ».

Il fallait d'abord éclaircir la comptabilité de l'état-major des ateliers nationaux et vider la question des personnes. On a eu recours à des mesures arbitraires et violentes qui, loin d'éclaircir la situation, l'ont rendue plus obscure et plus complexe. « La question est donc devenue aussi grave que possible ».

Il fallait ensuite ramener le travail dans les ateliers ordinaires soit au moyen d'encouragements aux industries d'exportation, soit en organisant de grands travaux publics. — « Je suis bien obligé de dire que le ministre des travaux publics n'a pu réussir à vous présenter l'ombre d'une mesure (2) », déclara M. de Falloux.

1. *Moniteur*, 15 juin, p. 1377 et suiv.

2. Par contre, la Ville de Paris ne pouvait recouvrer une

Le recensement était encore une tâche très urgente pour pouvoir préparer le reclassement des ouvriers par profession et par région ; bien qu'on le réclamât depuis fort longtemps, la vérification n'était pas terminée et il n'existait aucune « notion officielle » susceptible d'éclairer les représentants du pays (1).

Mais ce dont M. de Falloux se plaint surtout, c'est de « l'ensemble des résistances que, dit-il, je ne puis caractériser, mais que nous n'avons pas cessé de rencontrer chaque fois que sérieusement, fermement et légalement, nous avons voulu faire un pas ».

Ces résistances, on s'en plaignait des deux côtés à la fois, aussi bien à la commission du Luxembourg que chez les conservateurs de l'assemblée. Le gouvernement n'avait pas assez de hauteur de vue pour prendre nettement parti entre les deux opinions adverses et pour se maintenir avec énergie dans la voie qu'il s'était tracée. Il n'osait combattre l'un ou l'autre des extrêmes, le Luxembourg ou la Réaction. Il espérait pouvoir endormir les hostilités par de bonnes paroles et de vagues promesses (2). Au milieu d'une inquiétude et d'une agitation telles que

somme de plus de quatre millions qu'elle avait employés en travaux utiles. Cette somme était bien dans les caisses de l'Etat, mais, malgré tous ses efforts, la Ville ne pouvait la ravoïr.

1. On s'était servi du même argument contre E. Thomas pour tâcher de prouver son mauvais vouloir : il est utile de constater que son successeur ne fut pas plus ménagé que lui sur cette question.

2. C'est ce qui avait fait comparer fort plaisamment le gouvernement à Don Juan, disant tour à tour à chacune de ses maîtresses. « C'est vous que j'aime, les autres ne sont que des sottes ».

celles qui troublaient le pays à ce moment, dans une période où tous les plus graves intérêts des partis étaient en jeu, on ne pouvait se contenter de semblables tergiversations : il fallait des solutions nettes et catégoriques. Pas un homme ne fut capable d'avoir une ligne de conduite absolument droite et de savoir l'imposer.

La réponse de M. Trélat à l'énergique réquisitoire de M. de Falloux fut assez faible. En ce qui concernait la révocation de l'ancien directeur, il répondit qu'il aurait dû traiter plus durement M. Thomas, car il en avait le pouvoir. Il possédait contre lui un mandat d'arrêt et s'il n'en avait pas fait usage, c'était par faiblesse ou par bonté d'âme. E. Thomas fut arrêté seulement à son arrivée à Bordeaux ; mais bientôt on le relâcha.

Voici ce que répondit M. Trélat au sujet des ateliers : — « Eh bien ! citoyens, j'ai fait peu de choses encore ; cependant j'ai fait quelque chose, puissamment aidé comme je l'ai été par une commission créée au ministère des travaux publics, commission qui se tient en permanence, qui a appelé dans son sein toutes les lumières, qui a eu recours à toutes les industries. Aidé de cette commission, je n'ai pu encore arriver à presque aucun dégrèvement des ateliers nationaux ; mais les ateliers nationaux sont transformés. Ils ne sont plus un foyer d'agitations, de désordres et d'insurrections continuelles. Ils n'ont pas fourni d'éléments d'insurrection — ou du moins cela a passé presque inaperçu — aux derniers événements de la voie publique, aux dernières agitations de la rue ». Le ministre ajoutait que le tra-

vail allait reprendre activement. Et résumant, à la fin de son discours, toute sa pensée sur les résultats acquis, il s'écriait : « Nous en avons obtenus ; nous avons modifié notre milieu ! »

Tout ce travail du ministre, de la commission et de leurs auxiliaires, toutes ces consultations avec des personnalités éclairées, toute cette bonne volonté, cette compétence, cette activité dépensées, n'avaient donc abouti, après plusieurs semaines, qu'à « modifier le milieu », sans améliorer en quoi que ce soit la situation économique des ateliers. C'était un résultat moral que le ministre se flattait d'avoir obtenu, plus qu'un résultat matériel.

Malheureusement, comme nous allons le voir, ce résultat moral n'était pas plus acquis que le résultat matériel : les événements qui ensanglantèrent Paris au mois de juin n'en furent qu'un déplorable mais indiscutable témoignage.

Pour bien saisir la transformation du milieu dont M. Lalanne se vante d'avoir été l'initiateur, il importe de connaître exactement l'attitude des ouvriers, sous chacune des directions, et les influences auxquelles ils obéissaient.

L'ascendant qu'Emile Thomas avait su acquérir sur le personnel des ateliers en général, et plus particulièrement sur les délégués nommés par les ouvriers, s'était manifesté en maintes circonstances. Dans les journées du 17 avril et du 15 mai notamment, le directeur avait pu ramener les ouvriers à des sentiments pacifiques et éviter de sanglantes journées, comme celles qui devaient avoir lieu plus tard. Les multiples défauts de l'organisation et du fonc-

tionnement des ateliers, leur origine, et leur destination ambiguë, la paresse, le désordre financier qui semblait partie inhérente de leur fonctionnement, les discordes et les haines qui se faisaient jour continuellement à leur endroit, toutes ces causes dont une seule aurait suffi pour provoquer une violente agitation populaire, n'avaient amené que peu de désordres dans la rue grâce à l'esprit pacifique des chefs du Luxembourg et des ateliers nationaux : Louis Blanc et Emile Thomas. L'un et l'autre prêchaient le calme et ils étaient parvenus, non sans peine, à se faire obéir de tous ceux qui n'étaient pas affiliés aux clubs, et c'était certainement le plus grand nombre. L'influence de chacun d'eux était considérable, bien que réciproquement hostile : elles se contre-balançaient l'une l'autre (1).

Quand Emile Thomas disparut, les influences extérieures eurent toutes facilités pour venir enrôler les ouvriers des ateliers nationaux ; et elles ne manquèrent pas de le faire. Ce fut au plus grand détriment de la paix publique.

Assurément l'administration de M. Thomas avait laissé les ateliers nationaux dans une situation qui était loin d'être brillante. Le travail manquait, les ouvriers engourdis dans la paresse n'avaient plus d'énergie et se laissaient conduire par la première influence venue, des fraudes considérables épuisaient inutilement les finances publiques et démoralisaient

1. Au dire de Thomas, Louis Blanc aurait tenté de l'entraîner dans son orbite. Bien que cette assertion ne soit pas confirmée par des preuves, elle paraît assez vraisemblable. V. Rapport, t. I, p. 352. déposition E. Thomas.

les ateliers surtout par le spectacle de leur impunité. En remplaçant Emile Thomas par M. Lalanne on espérait pouvoir supprimer la plupart de ces graves abus : on espérait en outre amener la liquidation pacifique des ateliers, mais il n'en fut rien. Les améliorations matérielles étaient nulles. Quant au résultat moral, bien loin que M. Trélat et M. Lalanne aient eu à s'en louer, il faut reconnaître au contraire qu'il a été des plus funestes.

Du départ de M. Thomas, qui avait servi de motif à un surcroît d'agitation, date une phase nouvelle qui n'est que le prélude des sanglantes journées de juin. Pour le prouver il suffit de se servir de la déposition de M. Trélat à la commission d'enquête. Il y réfute implicitement ce qu'il avait déclaré du haut de la tribune de l'Assemblée nationale quelques semaines auparavant.

A la séance du 15 juin, le ministre disait : « Les ateliers sont transformés. Ils ne sont plus un foyer d'agitation et d'insurrection continuelles ». Puis à la commission il venait déclarer qu'au moment du recensement entrepris dès le changement de direction, M. Lalanne avait trouvé d'excellentes dispositions. « Le lendemain, ajoutait-il, une influence cachée agissait sur eux ». Et il avouait par là même le nouvel état d'esprit qui régnait malheureusement dans les ateliers (1). Si les ateliers nationaux se transformèrent, après l'arrivée de M. Lalanne, comme le disait le ministre à la séance du 15 juin, ce n'était assurément pas dans le sens qu'il indiquait à cette époque.

1. Rapport, t. I, p. 356.

Laquelle des deux affirmations de M. Trélat est la bonne ? Assurément la seconde, celle de la commission d'enquête, car si la première se trouve n'être appuyée ni par des faits, ni par l'opinion de personnes compétentes, l'autre, au contraire, reçoit deux importantes confirmations.

Si l'on se reporte au témoignage des personnes du temps, on voit que M. Boulage qui, resté secrétaire général du ministère des travaux publics avec M. Marie comme avec M. Trélat, était par là même très apte à bien juger la situation, déclarer « qu'après le départ d'Emile Thomas l'agitation fut plus grande aux ateliers nationaux ; des émissaires travaillaient les ouvriers » (1). M. de la Gorce dans son *Histoire de la seconde République*, reconnaît que l'administration de M. Lalanné n'a abouti à aucune amélioration sérieuse et que « malgré les assurances contraires l'esprit des ateliers nationaux se pervertissait de jour en jour davantage » (2).

Les faits ne manquent pas pour corroborer ces opinions. Nous pouvons en trouver, cités par M. Trélat lui-même. On projetait d'envoyer 500 ouvriers en province, et de les expédier en deux fois. Au lieu d'être 250 au départ du train du 23 juin on ne put guère en réunir qu'une cinquantaine(3) : c'était assu-

1. Rapport, t. I, p. 242.

2. M. de la Gorce, *Histoire de la seconde République*, Paris, 1887, t. I, p. 316.

3. Cette dissémination des ateliers en province avait été soutenue à la Chambre en maintes circonstances, mais n'avait jamais été jusque-là exécutée. V. notamment, Proposition Saint-Romme, *Moniteur*, 21 mai 1848, p. 1113 et discours de Wolowski, *Moniteur*, 31 mars, p. 1214 et suiv.

rément l'indice d'un mauvais esprit, d'autant plus que le fait se répéta plusieurs fois. Un membre de la commission d'enquête expose qu'on attendait 400 ouvriers à Bourges, et que vingt-cinq seulement arrivèrent (1). M. Trélat attribue tout cela « à une mauvaise influence » il n'est que trop vrai de dire qu'elle était profondément efficace ; mais M. E. Thomas avait pu l'empêcher d'agir, tandis que l'impuissance de M. Lalanne en cet endroit était manifeste.

Quelle était donc cette influence qui s'était substituée à celle de E. Thomas ? Il existait à Paris deux groupes d'ouvriers nettement distincts, poursuivant leur but de révolution sociale par des moyens différents : les clubs et la commission des travailleurs du Luxembourg.

Les clubs, plus violents, prêchaient ouvertement l'émeute ; ils fabriquaient ostensiblement des armes et des munitions. La commission du Luxembourg, plus pacifique, pensait arriver plus sûrement et plus équitablement au but désiré par l'emploi de moyens moins barbares : elle préconisait la grève comme le meilleur moyen d'action. Ces grévistes arrivèrent en grand nombre aux ateliers nationaux.

Les uns abandonnaient le travail volontairement par conviction, les autres à leur corps défendant, par intimidation. Les premiers allaient de préférence à Louis Blanc, les autres à Emile Thomas.

Quand ce dernier eût disparu, la masse ouvrière des ateliers nationaux débilitée, éternée par une longue inaction, flottante, sans direction, sans impul-

1. Rapport, t. I, p. 336.

sion propre, sans point de ralliement moral était une proie toute trouvée pour les « sectaires » du Luxembourg ou les « violents » des clubs qui cherchaient à recruter de nouveaux adhérents.

Comme les ouvriers des ateliers nationaux étaient généralement des gens tranquilles et pacifiques, ils se laissèrent enrôler pour la plupart sous la bannière de Louis Blanc qui correspondait mieux à leur caractère et à leur goût pour la tranquillité. Tout en continuant à fréquenter les ateliers, ils n'en firent pas moins cause commune avec la commission du Luxembourg.

L'inspiration de Louis Blanc semble bien être en effet l'« influence cachée » que signalait M. Trélat. Ce refus de partir pour la province ressemblait fort aux procédés de guerre économique, de lutte par la force d'inertie, de grève générale pour lesquelles Louis Blanc avait une préférence marquée. Pas de refus direct d'obéissance, pas de révolte; celui qui devait partir pour la province se contentait de ne pas aller à la gare: c'était le commencement de « la guerre des bras croisés ».

Un autre fait plus caractéristique encore montre bien cette entente. Les délégués du Luxembourg se joignirent à ceux des ateliers nationaux pour déconseiller dans une proclamation au peuple d'assister « à des manifestations qui n'ont de populaire que le titre » (1); l'appel fut entendu par un grand nombre

1. Conf. Daniel Stern, *loc. cit.*, p. 130 et Henri Martin, *Histoire de la France depuis la Révolution*, t. V, p. 388. M. de la Gorce reconnaît, lui aussi, que cette fusion eut lieu, mais il pense que ce fut dans une commune pensée de désordre, t. I,

d'ouvriers des ateliers car la plupart ne participèrent pas aux journées de juin : un vingtième seulement manquèrent le 23 juin.

Tous les ouvriers ne s'enrôlèrent pas cependant sous la bannière de Louis Blanc ; bon nombre d'entre eux allèrent augmenter la clientèle des clubs les plus turbulents, et ce furent ceux-là qui prirent une part prépondérante aux sanglantes journées. Ils cherchaient à faire une active propagande parmi leurs camarades des ateliers, par un appel à toutes les convoitises et à toutes les vengeances, mais le nombre de leurs adhérents demeura toujours assez restreint, et leur influence très circonscrite (1).

M. Lalanne ne réussissait vraiment pas dans ses entreprises : même ce qu'il faisait de mieux tournait contre lui. C'est ainsi que les améliorations réelles qu'il apporta dans le service de la comptabilité et de la paye furent pour lui un nouveau sujet d'impopularité auprès des plus turbulents de ses ouvriers ; et comme ces mauvais sujets restaient dans les ateliers sans qu'on osât les renvoyer, ils en profitaient pour ameuter l'opinion contre le directeur et le gouvernement. Ils cherchaient à susciter des désordres par tous les moyens en leur pouvoir.

p. 346. Nous ne partageons pas sa façon de voir. L. Blanc et ses adhérents cherchaient à ce moment bien plus le désordre économique que le désordre matériel. Ce furent les clubs qui organisèrent les émeutes de la rue.

1. V. de la Gorce, *ibid.*, t. I, p. 346. Cour d'assises de la Seine, affaire Jourdan. Voir également au sujet de l'attitude des clubs le rapport Bauchart et les rapports de police, t. II, p. 178.

Les sages mesures de M. Lalanne ne servirent qu'à rendre plus intense la sourde agitation qui existait déjà, sans procurer de bien sérieuses économies au gouvernement de la République.

L'amélioration morale et matérielle des ateliers, résultats que M. Trélat et M. Lalanne se flattaient d'avoir obtenus étaient donc bien loin d'être atteints. La situation n'avait fait qu'empirer sous leur direction.

CHAPITRE IV

LA DISSOLUTION DES ATELIERS NATIONAUX

La situation ne pouvait durer. Les abus criants des ateliers nationaux paraissant irrémédiables, une importante majorité se forma, tant dans le public que dans le Parlement, pour réclamer énergiquement leur prompt fermeture (1).

Dans les hautes sphères gouvernementales il y avait longtemps que l'on envisageait cette solution comme inévitable. Déjà le 24 mai une décision, que l'on n'osa faire connaître qu'un mois après, avait été prise en ce sens par le Gouvernement. Personne ne voulait assumer la responsabilité d'une pareille mesure, dont on redoutait à juste titre les conséquences.

On était bien d'accord sur la nécessité de la disparition des ateliers, mais on ne savait comment les dissoudre et par quoi les remplacer. Chacun avait son système. C'est ainsi que les socialistes, voulaient une organisation économique destinée à faire disparaître progressivement le salariat par « *l'organisation du travail* », tandis que les autres, (conservateurs, modérés et quelques « rouges ») voulaient, à l'aide de mesures transitoires, préparer un reclassement

1. V. notamment Maxime du Camp. *Souvenir de l'année 1848*, Paris 1876, p. 229.

progressif des ouvriers dans leurs métiers et ateliers respectifs. Ils se trouvaient de beaucoup les plus nombreux à la Chambre ; l'élimination des systèmes de Louis Blanc, de Pierre Leroux et des autres socialistes était donc inévitable, malgré leurs pressantes objurgations.

Le côté négatif le plus simple une fois décidé (pas d'ateliers nationaux, pas d'organisation socialiste), il fallait que les partis bourgeois de la Chambre s'entendissent pour trouver un remède à la situation ; ils eurent bien de la peine à trouver une solution.

La Chambre indécise écouta les conseils qui lui venaient de tous les côtés, car les propositions de toutes sortes affluèrent ; la plupart d'entre elles cherchaient à faire naître des demandes de main-d'œuvre, soit en chargeant l'Etat de créer de vastes chantiers, soit en favorisant à l'aide de protection, d'encouragements divers et même de subsides la réouverture de chantiers privés, (exemption d'impôts, primes à l'exportation, avances pour le paiement des salaires, etc.) (1).

Les deux projets les plus importants furent les suivants : 1^o celui du rachat du chemin de fer par

1. La Commission chargée de l'enquête sur les ateliers nationaux recommandait en outre la construction d'une sorte de Colisée pouvant contenir 120.000 personnes. On en venait peu à peu à réclamer comme les Romains « Panem et Circenses ». V. Proposition Marie : E. Thomas, *loc. cit.* p. 127 et ss. Proposition E. Thomas *ibid.* p. 234 et suiv. Proposition de la Commission instituée pour l'examen des diverses questions relatives aux ateliers nationaux. Rapport et diverses propositions parlementaires. V. aussi les discours des citoyens Léon Faucher et de la Rochejacquelein à l'Assemblée nationale, le 20 juin et du citoyen Goudchaux, le 15 juin.

l'Etat, 2^e celui de la colonisation agricole de l'Algérie. Nous les examinerons l'un et l'autre bientôt.

Pendant que l'Assemblée discutait les mérites et les inconvénients des divers systèmes en présence, le Gouvernement prenait les mesures nécessaires pour préparer la dissolution des ateliers, conformément au vote émis précédemment par l'Assemblée.

Le 4 juin avait paru au *Moniteur* un décret qui avait été adopté sur la proposition de M. de Falloux et qui était précédé de considérants forts instructifs dont voici les principaux :

« L'Assemblée Nationale,

« Considérant que le travail des ateliers est devenu improductif ; que son maintien dans les conditions actuelles est en contradiction avec une bonne administration de la fortune publique, avec le retour de l'ordre et la reprise des opérations industrielles ou commerciales ; qu'il constituerait une aumône déguisée (1)..... »

Quand au décret en lui-même, il préparait la dissolution sans la prescrire expressément ; on n'osait encore publier une pareille mesure.

Art. 1^{er}. — Le travail à la tâche sera substitué dans le plus bref délai possible, dans les ateliers nationaux, au travail à la journée. Il sera livré directement, au prix des devis, sans rabais et sans intermédiaire d'entrepreneurs, soit à des ouvriers

1. Ces considérants étaient manifestement inspirés par le discours de Falloux qui qualifiait les ateliers nationaux de « Grève permanente et organisée à 170.000 francs par jour » (Séance du 2 mars) et par celui de Sevaistre qui montre avec preuves à l'appui que « ce sont plutôt les ouvriers qui manquent au travail » (Séance du 20 mai).

associés, soit à des ouvriers isolés, suivant la nature des travaux.

Art. 2. — Des crédits spéciaux seront ouverts au ministère des travaux publics, du commerce et de l'intérieur, pour hâter, par voie d'avance et de prime, la reprise des travaux départementaux, communaux et d'industrie privée.

Art. 3. — Les ouvriers séjournant depuis moins de trois mois dans le département de la Seine, et qui ne justifieraient pas de leurs moyens d'existence, recevront pour eux et leur famille, une feuille de route, avec indemnité de déplacement, dont partie sera payée pendant le trajet et partie au lieu de leur destination.

Art. 4. — Le présent décret sera applicable dans les villes ou communes du département, sur la demande des conseils municipaux.

Les ouvriers parisiens virent, à la lecture de ce décret, que la dissolution des ateliers, qu'ils redoutaient, ne pouvait manquer de se produire bientôt; aussi l'agitation ne fit que s'accroître. Oubliant leurs anciennes rivalités, les ouvriers des ateliers nationaux s'unirent à ceux du Luxembourg. Le premier effet de ce pacte fut d'assurer le succès des socialistes aux élections qui eurent lieu le 5 juin(2).

1. V. Eug. Picattier. *Les ateliers nationaux en 1848*, Saint-Etienne 1899, p. 141.

2. « Que fera-t-on, disaient-ils de cette masse de 110.000 travailleurs attendant chaque jour de leur modeste paye les moyens d'existence pour eux et leur famille? Les livrera-t-on aux mauvais conseils de la faim, aux entraînements du désespoir? Les jettera-t-on en pâture aux passions liberticides? »... « Organisez, disaient-ils encore, instruisez, moralisez les ate-

l'exécution de la mesure concernant l'engagement militaire était différée « afin de laisser à tous les jeunes ouvriers le temps de faire leur choix avec la maturité nécessaire ».

Le décret du 4 juin demeura lettre morte ainsi qu'il le constata M. de Falloux le 19 juin à la séance de la commission des travailleurs et dans son rapport sur un crédit de 3 millions demandés par le ministère des travaux publics. L'agitation s'accroissait de jour en jour et les ateliers continuaient de subsister sans s'améliorer; il fallait en arriver à des mesures plus rigoureuses.

Le 21 juin, sur l'ordre de la commission exécutive, le ministre des travaux publics signa l'arrêté qui avait été délibéré un mois auparavant et qu'on n'avait osé faire paraître à cette époque. Tous les jeunes gens de 17 à 25 ans inscrits aux ateliers étaient invités à contracter un engagement dans l'armée, où à se tenir prêts à partir en province pour y exécuter des travaux de terrassements. Le gouvernement avait l'intention d'utiliser cette main-d'œuvre au défrichement de la Sologne (1).

Cette mesure mit l'agitation à son comble. Les articles les plus violents parurent dans la presse (2).

Le gouvernement dut s'incliner et le 22 juin paraissait au *Moniteur* une note faisant savoir que

liers nationaux, mais ne les détruisez pas ! ». Réponse des délégués des ateliers nationaux à un discours prononcé le 15 juin, à la Chambre par M. Godchaux discours dans lequel il demandait énergiquement la disparition immédiate des ateliers, cité par Henri Martin. *Histoire de France*, t. V, p. 386.

1. Piccatier, *loc. cit.* p. 154.

2. V. notamment *La Vraie République*, n° du 23 juin 1848.

On prit aussi la disposition suivante pour réduire le personnel des ateliers. Toutes les fois qu'un chantier privé manquerait de main-d'œuvre on offrirait ces places aux ouvriers des ateliers nationaux et s'ils ne les acceptaient pas, ils devaient être rayés des listes de contrôle. Les ouvriers se trouvaient donc obligés d'accepter les conditions imposées par les patrons quelles qu'elles fussent.

Les manifestations se multiplièrent. Le 22 juin eut lieu au Luxembourg une entrevue entre les délégués des manifestants et M. Marie, membre de la commission exécutive. Les pourparlers n'ayant pu aboutir, rendez-vous fut pris pour le lendemain 23 juin place du Panthéon, et les journées sanglantes commencèrent (1).

L'Assemblée nationale protégée par la troupe se réunit quand même, et devant la gravité des circonstances elle adopta le projet de décret que lui soumettait de Falloux (2). Il était conçu en ces termes :

Art. 1^{er}. — Les ateliers nationaux seront dissous trois jours après la promulgation du présent décret.

Art. 2. — Ne sont pas compris dans cette mesure les ateliers de femmes.

1. Les plus intéressés au maintien des ateliers étaient assurément ceux qui y travaillaient, et, de l'aveu unanime, ils ne coopérèrent que dans une très faible mesure à l'insurrection. Ce furent surtout les habitués des clubs qui organisèrent les barricades et les combats, quoique pourtant il y eut encore parmi eux bon nombre de véritables ouvriers sans travail. (Voir le Rapport Bauchart déposition Lalanne, Marie, etc.). C'était également l'opinion de Louis Blanc et de Thomas.

2. Ce décret ne parut au *Moniteur* que le 3 juillet.

Art. 3. — Un crédit de 3 millions est ouvert au ministère de l'intérieur, pour indemnité, secours à domicile, des ouvriers momentanément sans ouvrage.

Art. 4. — Les brigadiers et employés de tout grade aux ateliers nationaux, qui n'auront pas été pourvus d'un autre emploi, recevront pendant trois mois la moitié de leur allocation actuelle.

Art. 5. — Tout brigadier employé ou ouvrier des ateliers nationaux qui aura contrevenu à la loi contre les attroupements cessera de recevoir aucun secours ou traitement.

Art. 6. — Le ministre des finances est autorisé à prêter la garantie de l'Etat au Comptoir d'Escompte des entrepreneurs du bâtiment jusqu'à concurrence de 5 millions.

Ce décret dont l'influence aurait pu être si bien-faisante n'arriva pas à calmer le peuple, qui voulut par un nouvel effort recommencer la Révolution de Février. Cette fois il échoua.

Il n'est pas dans notre rôle de retracer l'histoire de ces journées sanglantes, de montrer le danger que coururent un moment l'assemblée et le gouvernement, les mesures énergiques qui furent prises par le nouveau gouvernement du général Cavaignac. Mais il nous est permis, après avoir jeté un coup d'œil d'ensemble sur les événements qui s'étaient déroulés pendant ces quatre mois, d'essayer de les apprécier. Nous nous efforcerons ensuite de dégager quelques réflexions essentielles au sujet de la question qui nous intéresse.

Nous avons en effet cherché à établir que, si le gouvernement provisoire avait laissé se créer au

début une situation fausse, permettant de considérer les ateliers comme une application du droit au travail, il avait en pratique agi d'une tout autre façon ; il n'avait pas tardé ensuite à montrer ses véritables intentions. Les ateliers nationaux tels qu'ils ont fonctionné ressemblent beaucoup plus aux ateliers de charité qu'à une application du droit au travail (1).

Il y a toutefois une différence importante entre les ateliers nationaux et les ateliers de charité.

Au début, on avait admis aux ateliers nationaux tous les ouvriers parisiens qui s'étaient présentés. C'est là, pourra-t-on dire, un signe que l'on voulait appliquer le principe du droit au travail ; mais nous croyons avoir prouvé que cette apparence était trompeuse. En outre il est permis de remarquer que s'il eût été question ici d'un droit individuel à réclamer du travail, ce droit aurait dû s'exercer sur toute l'étendue du territoire. Or, en fait, l'admission de tous les ouvriers domiciliés a été mise en pratique presque exclusivement à Paris et à Lyon. S'il avait été question d'un droit civil, il aurait dû pouvoir s'exercer dans toute la France.

En admettant d'ailleurs que l'on ait pu avoir primitivement l'intention de mettre en pratique le droit au travail, il n'en résulterait pas qu'on ait réalisé l'application de ce droit. En effet, si tous les ouvriers qui se présentaient étaient admis et recevaient une

1. Maxime du Camp. *Souvenirs de l'année 1848*, Paris 1876, p. 239.

rémunération fixe, cette rémunération n'était un salaire que pour une très minime partie, car il n'y avait que deux jours de travail effectif par semaine. Donc on peut dire que les 5/7 de l'argent que recevaient les ouvriers n'étaient pas un salaire mais une aumône. Sous quelque régime économique que l'on se place, la rémunération du travail doit être proportionnée au produit réel ou espéré de ce travail ; quelquefois elle peut être moindre, jamais d'une façon durable elle ne lui peut être supérieure. Or il en était ainsi aux ateliers nationaux, même pour la solde des jours d'activité. En dehors de la partie réellement gagnée par un travail effectif et composant véritablement le salaire, il y avait une autre portion beaucoup plus considérable de la rémunération qui, ne correspondant à aucun service rendu, n'était plus un salaire mais une aumône. Nous sommes ainsi amenés à constater que, si c'était en vertu d'un droit que les ouvriers recevaient cette paye, ce ne pouvait être qu'en vertu du droit à l'assistance, corollaire du droit à l'existence et non par application du droit au travail.

De quelque façon que l'on puisse envisager les ateliers nationaux, on ne peut donc les rattacher au droit au travail, si ce n'est pour expliquer leur origine historique et occasionnelle.

Examinons-les par conséquent comme une simple institution d'assistance et tâchons d'en faire ressortir, en les synthétisant, les principaux défauts.

L'ambiguïté originaire fut pour beaucoup dans la mauvaise organisation et dans les déplorables résultats des ateliers. Si, au lieu de vouloir donner satis-

faction à des vues purement théoriques, à des susceptibilités de parti, à des préventions populaires, le gouvernement se fût décidé à donner une assistance aussi abondante, aussi utile que possible en même temps que très nettement caractérisée, il aurait pu soulager plus de misères et prévenir des émeutes terribles et des troubles sanglants. Il eût fallu n'admettre que les ouvriers auxquels on pouvait donner de l'ouvrage, et, au besoin, attribuer aux autres des secours à domicile (1). On n'eût pas trompé ainsi l'ouvrier et l'opinion publique, on n'eût pas démoralisé la foule. S'il n'y avait de l'ouvrage que pour 4.000 travailleurs, il ne fallait admettre que 4.000 travailleurs (2). Mais avec un peu de bonne volonté on serait sans doute parvenu à en occuper davantage.

Il fallait porter secours aux autres dans la mesure de leurs nécessités et des possibilités du Trésor. Mais il faut d'abord remarquer qu'en face de chantiers aussi restreints, les ouvriers de province n'auraient pas afflué à Paris comme ils le firent. En outre, réduisant l'importance des chantiers de Paris, on pouvait augmenter celle des chantiers de provinces.

1. V. notamment Thomas, *loc. cit.* p. 53. Dans les derniers temps de l'existence des ateliers, on donnait à ceux des ouvriers qu'on n'avait pu inscrire et qui n'avaient pas droit, par conséquent au salaire, une allocation de 750 gr. de pain par jour.

2. M. Thomas indique 6.000 ouvriers comme maximum qu'on put employer au moment de son entrée en fonction. M. Lalanne ne trouve pas qu'il y ait possibilité d'occuper plus de 2.000 ouvriers : ce chiffre nous paraît bien faible.

D'un autre côté, la grève générale (1) qui se déclara à ce moment n'aurait sans doute pas eu lieu. Les ouvriers, ne prévoyant pas de secours possibles pendant le chômage auquel ils allaient s'exposer, auraient hésité à quitter leurs ateliers ordinaires. Il nous paraît même probable que la plupart des ouvriers des ateliers nationaux regrettaient leurs anciens chantiers, car il était sans doute arrivé, comme dans toutes les grèves, que nombre d'ouvriers avaient dû cesser leur travail par suite de violences ou d'intimidation.

Il y avait aussi une autre catégorie d'ouvriers, ou soi-disant tels, qui n'avaient jamais voulu accepter un travail régulier dans un chantier, même avec un salaire rémunérateur et qu'on aurait pu évincer. C'étaient les paresseux, les vagabonds, ces gens de toutes sortes qui viennent on ne sait d'où et qui pullulent dans les périodes de troubles. Ils acceptaient volontiers d'aller aux ateliers nationaux parce qu'on n'était assujéti qu'à deux jours de présence par semaine, et que pendant ces deux jours on jouait presque tout le temps à la manille ou au bouchon. Ceux-là auraient bien vite disparu devant la menace d'un travail sérieux, et les secours à domicile ne leur auraient pas été non plus accordés, car une enquête sommaire aurait facilement révélé leur genre d'existence habituel. On estimait leur nombre au moins à 18.000 (2). Les ouvriers demandant leur entrée aux ateliers nationaux se fussent trou-

1. V. discours des représentants de Falloux et Sevaistre à la séance de l'Assemblée nationale des 29 et 30 mai.

2. Baude, *loc. cit.* p. 23.

vés ainsi moins nombreux et ce résultat eût amené plusieurs conséquences importantes.

En premier lieu la composition des ateliers nationaux eût gagné d'une façon considérable, tant au point de vue du travail auquel on aurait laissé toute sa valeur et toute sa dignité, qu'au point de vue de la morale et de la tranquillité publique.

En second lieu, à l'égard de ceux qui attendaient leur entrée, on aurait pu leur accorder un secours d'attente. Il eût été assez facile de connaître les plus besoigneux et les plus méritants pour les envoyer, s'ils y consentaient, sur tel point de province où se trouvait une place disponible. Grâce à ce système on aurait pu encore assurer un recrutement convenable aux colonies agricoles qui allaient être fondées en Algérie.

On peut dire, comme conclusion, en se plaçant à un point de vue exclusivement pratique et en n'étudiant que les causes immédiates, que tout le mal découle du trop grand nombre des admissions qui furent faites aux Ateliers nationaux. Peut-être le Gouvernement n'était-il pas maître de régler la question comme il l'entendait ; les passions populaires très surexcitées étaient prêtes à tout renverser si on ne leur obéissait pas immédiatement. Mais cette situation devait être prévue de tous ceux qui s'étaient trouvés mêlés de près à la Révolution, et la responsabilité en remonte à ceux qui, acceptant le programme, s'étaient mis à la tête du mouvement insurrectionnel.

Et dès lors on est enfermé dans le dilemme sui-

vant : Ou bien les membres du gouvernement provisoire partageaient les vœux du peuple, ou bien ils ne les partageaient pas. Dans le premier cas ils n'avaient qu'à poursuivre jusqu'au bout la mise à exécution de ses revendications. Dans le cas contraire ils n'avaient qu'à s'abstenir et à ne pas accepter la responsabilité du pouvoir. C'eût été la seule ligne de conduite loyale, ils ne la choisirent pas. Chacun voulait tirer profit de la Révolution pour son parti ; les compromissions que nous avons signalées, les divisions en tous sens empêchèrent d'arriver à un résultat net et précis, et à des responsabilités clairement établies.

Il eût peut-être mieux valu laisser le pouvoir à Louis Blanc, à Albert, à Cabet, à Pierre Leroux ; ils eussent essayé franchement l'application des théories des Révolutionnaires de Février, et notamment celles du droit au travail et de l'organisation du travail. La catastrophe finale eût été sans doute aussi terrible, mais elle aurait été au moins la conséquence logique du principe ; le peuple de la Révolution aurait eu ce qu'il désirait et il aurait été éclairé sur la valeur exacte de ces théories, par l'expérience qu'il aurait personnellement acquise. Bien des préjugés auraient été ainsi dissipés, bien de sourdes rancunes évitées, bien d'amers regrets supprimés. Tout porte à croire que cette expérience eût été désastreuse ; elle ne l'eût pas été beaucoup plus que cette tentative néfaste des ateliers nationaux et elle eût du moins éclairci plus d'un problème social, alors que les événements qui se sont

produits n'ont servi qu'à obscurcir et à troubler davantage les consciences et les esprits.

En nous plaçant maintenant sur un nouveau terrain, supposons le premier acte constitutif des ateliers accompli et acceptons comme nécessaire l'admission de cette foule hétéroclite. Une quantité de fautes, de fautes parfaitement évitables, sont encore venues aggraver singulièrement la situation des ateliers, déjà bien compromise par leur principe même. S'il n'était pas possible de les sauver, du moins aurait-on pu éviter beaucoup de leurs plus dangereuses conséquences et parer à quantité de maux qu'ils entraînent à leur suite. Nous avons examiné longuement les critiques de détail que méritaient les ateliers; il est inutile d'y revenir. Mais indiquons brièvement un des moyens essentiels que l'on aurait dû employer pour remédier à un pareil état de choses.

En dehors de la question de recrutement des ouvriers, le défaut le plus dangereux était le manque de travail. Une lourde responsabilité incombe de ce chef aux ingénieurs des Ponts et Chaussées dont le concours, s'il avait été dévoué et éclairé, aurait pu être si utile au pays. Ils firent preuve, surtout au début, d'un incivisme qui, pour ne se point manifester sous forme de révolte ouverte, n'en était pas moins irréductible et nuisible pour la nation. Il ne se manifestait pas sous des dehors de révolte ou d'opposition formelle, mais par leur mauvaise volonté et leur inertie. Ils pouvaient procurer du travail aux ouvriers dans la misère et doter en même temps le pays d'un matériel économique de

premier ordre, propre à préparer une période de grande prospérité ; mais ils ne voulurent rien faire.

Comme le disait d'une façon si frappante Victor Hugo à la Chambre : « D'un côté une quantité immense de travaux possibles, de l'autre une quantité immense de travailleurs disponibles, et le résultat ? Néant ! » A aucune époque de notre histoire, peut-être, il ne s'est présenté un moment aussi favorable pour la mise à exécution de travaux publics considérables, utiles, indispensables même, si nous voulions dignement tenir notre place au milieu des nations européennes. Un champ immense était ouvert à l'activité économique du pays par la création des lignes de chemins de fer qui allaient porter jusque dans nos provinces les plus reculées les produits les plus divers de l'Europe, en même temps qu'elles servaient de débouchés rapides, sûrs et économiques à toutes les productions locales, ainsi fort utilement encouragées. Le régime déchu nous avait légué une colonie d'une étendue considérable, qui avait été autrefois le grenier de l'Europe et pouvait le redevenir. Là encore des chemins de fer étaient utiles pour assurer plus efficacement notre prépondérance et ramener dans le pays toute la prospérité qu'on pouvait en attendre.

En dehors de ces entreprises que les circonstances semblaient avoir préparées à l'avance, se trouvaient des travaux moins exceptionnels, mais qui ont toujours été une source abondante de richesse pour les pays qui les ont entrepris. Il y avait des marais à dessécher, des canaux à creuser, des défoncements et des améliorations à faire dans certaines terres

susceptibles de devenir ainsi très fécondes, des perfectionnements à donner aux procédés et aux engins de culture, etc. En un mot, la démocratie qui venait de prendre véritablement conscience d'elle-même, devait employer toutes ses ressources, toutes ses forces, dans les grandes entreprises qui devaient amener la prospérité au sein de la nation tout entière. On ne fit rien, ou presque rien. Bientôt nous fûmes dépassés par toutes les nations rivales qui opérèrent leur transformation économique beaucoup plus rapidement que nous. Les quelques efforts tentés chez nous le furent avec une telle insouciance, une telle incapacité qu'ils desservirent les causes qu'ils voulaient défendre, et qu'ils aggravèrent les maux qu'ils pouvaient soulager. Notre manque d'esprit de suite et notre légèreté devaient encore nous être funestes.

Les ateliers nationaux qui, entendus de la sorte, auraient pu être la source d'une grande richesse pour le pays, ne furent qu'une des plus déplorables institutions dont parle notre histoire.

CHAPITRE V

LA DISSOLUTION DES ATELIERS NATIONAUX ET LA QUESTION DU RACHAT DES CHEMINS DE FER EN 1848

La question de la reprise de possession des chemins de fer par l'Etat souleva de vives polémiques au sein du Parlement, dans la presse et dans le public. Ce grave problème touchait en effet à une foule de théories financières, politiques, économiques et sociales dont les partisans étaient plus animés que jamais les uns contre les autres. Ce qui aggravait encore les débats, c'est qu'en dehors de la question doctrinaire, on avait à étudier l'opportunité de la mesure puisqu'on présentait ce rachat comme la meilleure des solutions pour arriver à la dissolution des ateliers nationaux. Tous les arguments théoriques et pratiques furent tour à tour passés en revue et se trouvent résumés, pour les deux opinions opposées, dans deux documents importants, fort intéressants à consulter à plus d'un point de vue. Le premier est « l'exposé des motifs du projet de loi présenté à l'Assemblée nationale, au nom de la Commission du pouvoir exécutif, par le ministre des finances (M. Duclerc), relativement à la reprise de possession des chemins de fer par l'Etat » (1). Il

1. *Moniteur*, 19 mai 1848, p. 1094,

est par conséquent favorable au principe du rachat et expose toutes les raisons théoriques et pratiques, permanentes et momentanées qui militent en sa faveur. Il examine en même temps les voies et moyens pour arriver au but qu'il se propose.

Le second document est « le rapport fait par le citoyen Bineau, au comité des finances, sur le projet de décret relatif à la prise de possession des chemins de fer par l'Etat » (1). Il conclut au rejet des propositions de M. Duclerc en réfutant les arguments sur lesquels il s'est basé.

Les deux partis opposés fondent leurs opinions sur des considérations si nombreuses, d'une portée si étendue qu'il nous est impossible d'entrer dans une discussion qui nous entraînerait bien loin de notre sujet. Le seul point sur lequel notre attention doit se porter est celui de savoir si le rachat des chemins de fer par l'Etat pouvait être une mesure propre à faciliter la solution de la question des ateliers nationaux. M. Duclerc s'est appuyé sur cet argument que M. Bineau a cherché à réfuter.

Le projet de loi comportant la dissolution des ateliers devait aussi, pour éviter la trop grande misère des ouvriers et enlever toute raison à l'émeute, décider la mise en application d'un moyen qui pût donner « l'élan à la circulation et à la consommation, qui fût une richesse pour le pays, une ressource pour le budget, une force pour l'Etat, un secours pour l'industrie, une facilité pour le commerce, un moyen pour l'agriculture,

1, *Ibid.*, 9 juin, p. 1315.

un progrès pour tous (1) ». Ce moyen si merveilleux, au dire de ses protagonistes et du gouvernement en particulier, devait être le rachat des chemins de fer. Il était seul capable de fournir au grand nombre des ouvriers qui allaient subitement se trouver, sinon sans travail, car ils n'en n'avaient jamais eu depuis février, mais sans ressources, une occupation immédiate en rapport avec la capacité du plus grand nombre, productive pour la nation et saine pour le travailleur. Voici d'ailleurs ce que déclarait le ministre après avoir reçu l'approbation de la commission exécutive qui l'avait chargé de déposer son rapport dans le plus bref délai : « Un mot sublime est sorti du peuple : « Nous avons trois « mois de misère au service de la République ». Si vous rachetez les chemins de fer et si, dans ce cas, vous adoptez les moyens d'exécution que j'aurai l'honneur de vous proposer, nous serons d'ici peu de jours en mesure de ranimer le travail dans les usines et sur un grand nombre de points du territoire (2) ».

En donnant une plus grande activité aux chantiers de construction des voies, en multipliant leur nombre, on arriverait à provoquer une grande demande de main-d'œuvre, surtout chez les terrassiers, hommes de journées et ouvriers du bâtiment ; or, ils étaient de beaucoup les plus nombreux dans les ateliers (3). Les terrassements, les travaux d'art, la

1. Garnier-Pagès, *Moniteur* du 19 mars 1848, p. 162.

2. Exposé des motifs du projet de loi, *Histoire de la Révolution de 1848*.

3. Voici d'après le recensement du 19 mai quelles étaient

construction de gares, de maisons de gardes, etc., allaient procurer une occupation appropriée à tous ces malheureux, depuis trop longtemps désœuvrés. Les commandes de matériel roulant qui devaient être la conséquence forcée de l'extension rapide du réseau donneraient un surcroît de travail aux métallurgistes, aux mécaniciens, aux menuisiers, aux ébénistes ; sans compter que l'ouverture prochaine de nouvelles voies à la circulation, nécessiterait la création d'une armée d'employés de tous ordres.

C'était un avenir assurément très brillant qui contrastait singulièrement avec les tristes réalités de l'heure présente. Pour que ces beaux projets pussent se réaliser, il fallait de l'argent et beaucoup d'argent. Or, les compagnies dans leur état actuel étaient hors d'état de s'en procurer. Elles ne pouvaient déjà supporter les charges qui leur incombaient, à peine pouvaient-elles faire face à leurs engagements ; elles ne pouvaient sans grave danger assumer de nouvelles charges. Du reste, l'auraient-elles voulu, elles ne l'auraient pas pu ; elles avaient peu de crédit, et la pénurie de capitaux dans laquelle on se trouvait faisait présumer que ceux qui restaient disponibles n'iraient pas vers les compagnies dont le crédit était déjà si ébranlé. Il fallait donc que l'Etat se chargeât de l'entreprise pour lui donner toute l'extension voulue (1).

les professions comprenant le plus d'ouvriers aux ateliers nationaux : journaliers, 8.976 ; sans professions, 7.635 ; menuisiers, 6.312 ; ébénistes, 5.091 ; maçons, 4.341 ; peintres, 3.957. E. Thomas, dans sa déposition à la commission d'enquête sur les ateliers nationaux, estimait le nombre des ouvriers du bâtiment aux 3/5 de l'effectif total.

1. Garnier-Pagès faisait remarquer, à l'appui de cette thèse,

Le raisonnement semblait irréfutable et la solution logique et engageante. Toutefois en examinant la question de plus près, on apercevait à cette argumentation quelques points faibles et Bineau n'eut garde de les passer sous silence. Il considérait en effet que si le système du ministre des finances était un moyen de donner une nouvelle impulsion au travail ce serait une raison puissante pour l'adopter, « car le travail c'est l'ordre, le bien-être et la richesse (1) ». Aussi le rapporteur examina la question avec beaucoup de soin, mais il ne changea pas d'opinion. Il faisait remarquer que la plus grande partie des lignes était régie par la loi de 1842. C'était par conséquent l'Etat qui se chargeait des travaux de terrassement et des ouvrages d'art. Il était donc possible, sans changer quoi que ce fût aux contrats intervenus, d'imprimer aux travaux de ces lignes toute l'activité désirable, sans autres « limites que les ressources et les facultés du trésor ».

Si l'Etat avait repris la possession des lignes, il se serait, il est vrai, chargé en outre de la substruction et du matériel ; mais les compagnies elles-mêmes allaient faire des commandes ; par conséquent l'industrie ne devait rien perdre.

qu'il soutenait avec énergie, que, toutes les fois que les intentions du gouvernement avaient transpiré, la Bourse avait été favorablement impressionnée et que les actions avaient monté. De plus, en présence du nouvel état de choses créé par la Révolution de Février, les principaux administrateurs des Compagnies comme Pereire, Infantin, Thibaudeau, Dubochet, Caillard, etc., et même Rotschild, reconnaissaient le rachat par l'Etat comme la seule solution possible.

1. Rapport sur le projet de décret, *loc. cit.*

Quant à la question du crédit des compagnies, elle avait été notablement assombrie pour les besoins de la cause. La crise générale avait eu sa réaction sur elles comme sur les autres sociétés commerciales, d'autant plus qu'elles étaient encore dans une période de formation ; mais tout faisait espérer qu'avec la reprise des affaires elles pourraient sortir aisément d'embarras.

Enfin si l'Etat se chargeait à lui seul des frais de toute la construction et de la mise en exploitation des lignes, il devait faire un appel considérable de fonds sur son seul crédit. Les dépenses, au contraire, se partageant entre l'Etat et les compagnies, incombaient ainsi à deux sources de crédit qui se trouvaient par là même chacune moins obérée.

L'Etat n'avait donc pas besoin d'exproprier les compagnies de chemins de fer pour donner aux travaux toute l'activité désirable. Telle était, sur ce point, la conclusion de Bineau.

Les considérations qui avaient spécialement trait au travail procuré aux ouvriers sortant des ateliers n'ont guère été étudiées que dans l'exposé de M. Duclerc et dans le rapport de M. Bineau. La discussion du projet de loi, qui eut lieu dans les séances des 22 et 23 juin, ne porta pas sur ce point ; à peine un ou deux orateurs opposés au rachat firent-ils allusion à l'argumentation de M. Bineau. Les conceptions économiques et financières dominèrent les idées sociales déjà perdues de vue : plus que jamais les conservateurs l'emportaient. La Chambre, qui vraisemblablement aurait donné raison à son rapporteur, n'eut pas à se prononcer

d'une façon précise. La discussion fut interrompue par la nouvelle des troubles sanglants qui venaient d'éclater sur divers points de la capitale. Il ne fut plus question des chemins de fer, et l'affaire fut retirée de l'ordre du jour de la Chambre sur la demande du nouveau gouvernement qui avait à sa tête le général Cavaignac (1).

En se plaçant tout à fait en dehors des autres raisons qui peuvent militer en faveur de l'exploitation directe des chemins de fer par l'Etat, en dehors par conséquent des préférences personnelles pour tout système d'exploitation, en ne considérant qu'objectivement les arguments que nous venons d'exposer, dans leur valeur intrinsèque, avec l'impartialité dont nous ne voulons pas nous départir, il nous faut conclure que le raisonnement de M. Duclerc reposait sur une base insuffisante. A priori il pouvait frapper, à la réflexion il ne pouvait convaincre.

Puisque en vertu des conventions de 1842 l'Etat s'était chargé de l'infrastructure et de la construction des gares, puisque ces travaux étaient de beaucoup les plus utiles pour les ouvriers sortant des ateliers nationaux, il n'y avait qu'à donner à ces chantiers toute l'activité nécessaire. En outre les conventions précitées n'étaient en aucune façon limitatives ; il était loisible au gouvernement de faire toutes les nouvelles concessions qui lui paraissaient utiles. Il y avait notamment à Paris l'achèvement de

1. V. Interpellation de M. Duclerc et réponse du général Cavaignac à la séance du 3 juillet.

la ligne de Ceinture qu'on réclamait instamment on y eût occupé beaucoup d'ouvriers mariés, qu'on pouvait difficilement envoyer en province.

Pourquoi ce travail dont l'utilité à tous les points de vue était si évidente ne fut-il pas entrepris ? S'il faut en croire M. Baude c'était dans la crainte de « blesser les camionneurs ». Il est difficile de croire à une pareille étroitesse de vues. L'intérêt général devait évidemment passer avant celui des particuliers, et l'opportunité des travaux des chemins de fer de la Ceinture semblait d'autant plus manifeste que M. Lalanne déclarait qu'il ne pouvait employer à Paris même, que fort peu d'ouvriers à des travaux publics.

Les grands réseaux n'étaient pas encore créés ; l'Etat pouvait s'adresser soit aux compagnies déjà existantes, soit à de nouvelles, qui se seraient rapidement formées, ou bien, en admettant que l'opinion publique y fût favorable, il pouvait se charger lui-même de la construction complète et de l'exploitation de nouvelles voies. Ainsi, tout en respectant les contrats récemment intervenus, il avait toute latitude pour occuper immédiatement une foule d'ouvriers sur les nombreuses lignes en construction, et, dans un avenir très rapproché, sur des lignes nouvelles créées et concédées par lui. Il n'y avait d'autre limite à l'extension des travaux dans ce sens que « les ressources et les facultés du trésor » comme le disait fort bien M. Bineau. Malheureusement les ressources et les facultés de l'Etat, comme celles des Compagnies, étaient à ce moment extrêmement limitées. L'événement a

prouvé que cette pénurie de capitaux provenait plus encore du manque de sécurité sociale que de la méfiance à l'égard de la solidité de la plupart des compagnies. Quand le calme fut revenu, le travail reprit, et malgré quelques incidents auxquels il fut d'ailleurs facile de remédier, le crédit public et celui des compagnies ne tarda pas à reprendre un nouvel et brillant essor.

Quel que dût être le mode d'exploitation adopté, il n'en demeure pas moins démontré, à notre sens, que c'était de ce côté qu'était indiquée la solution de la question des ateliers. Il est étonnant même qu'on y ait pas eu plus tôt recours. Il fallait dès le début de la Révolution multiplier les chantiers sur les lignes en construction. A cette époque la bonne volonté était plus générale à Paris, les hommes étaient plus entraînés au travail et les esprits moins surexcités. Il est plus que probable qu'à ce moment de nombreux ouvriers auraient consenti à aller travailler en province. Il suffisait pour cela que la mesure fût assez adroitement présentée par un homme ayant la confiance populaire. Si, dès le mois de mars on s'était mis à l'œuvre avec ardeur au ministère des travaux publics pour étudier les nouvelles concessions à accorder, il y aurait eu, peu de temps après, de nouvelles lignes à tracer et à construire, bien avant que les premières eussent été achevées.

Cette impulsion donnée aux travaux des chemins de fer n'eût pas tardé à procurer une nouvelle vigueur aux affaires générales du pays, car en ces matières il y a une solidarité économique indéniable

et les ondulations transmettent d'un bout à l'autre de la sphère de l'activité humaine la vigoureuse impulsion donnée à l'un des points du système général. La productivité réelle du travail des ouvriers ainsi embauchés eût permis de leur donner un salaire qu'ils auraient réellement gagné. Il aurait été très supérieur à celui qu'ils recevaient aux ateliers nationaux. Enfin l'ouvrier consommant davantage, grâce à cette augmentation de ses ressources, aurait par le fait même créé de nouveaux débouchés à l'industrie.

A tous les points de vue, la reprise active des travaux des chemins de fer aurait produit les meilleurs fruits. Il est extrêmement regrettable que, par incurie ou mauvaise volonté, on ait renoncé à y avoir recours.

CHAPITRE VI

LES COLONIES AGRICOLES EN ALGÉRIE

A la suite de l'échec des ateliers nationaux et de la dure répression qu'on avait été obligé d'employer pour vaincre les révoltes des derniers jours de leur existence, on avait pensé utiliser une partie de la main-d'œuvre inoccupée à la colonisation de notre nouvelle conquête africaine, l'Algérie. Plusieurs propositions avaient été précédemment déposées à ce sujet : Pierre Leroux, notamment, avait fait ressortir l'utilité d'une pareille entreprise. Une tentative fut décidée.

On pouvait redouter l'accueil qui serait fait à un projet d'expatriation par les masses populaires, après la répulsion qu'elles semblaient avoir montrée pour aller en province quelques semaines auparavant. Il n'en fut rien : un immense empressement, au contraire, se manifesta dès les premiers jours de l'ouverture des registres d'inscription. Ce fait prouve clairement qu'une intimidation, une agitation factice, seules, avaient empêché les départs en province au printemps précédent.

Le projet présenté à l'Assemblée au mois de septembre comportait l'envoi de 12.000 colons (1). Outre leur entretien et leur transport au lieu de

1. V. *Moniteur* du 15 septembre 1848, p. 2458.

destination, le gouvernement s'engageait à procurer à chacun une maison d'habitation, une terre cultivable variant de 4 à 12 hectares (suivant le nombre de personnes de la famille, la situation et le degré de fertilité des terres), enfin des instruments de cultures, des graines, des semences, etc. ; il devait aussi pourvoir à leur nourriture pendant un temps qui ne pouvait excéder trois années. Trente-six mille ouvriers se firent inscrire aussitôt (1).

Ce fut au milieu d'un immense enthousiasme, d'un véritable délire, que les premiers contingents partirent le 8 octobre. Malheureusement les nouvelles excellentes qui parvinrent au début ne continuèrent pas d'arriver aussi bonnes qu'on l'aurait désiré. Il fallait constater une fois de plus qu'on s'était trompé. Parti d'un principe qui, assurément, était bon en en soi, l'application en avait été si précipitamment organisée, si aveuglément conduite, qu'on avait abouti aux plus fâcheuses des conséquences.

Au bout de quelques semaines, quelques mois à peine, 6 familles renonçaient aux concessions qui leur avaient été faites à Constantine et revenaient, en France, à leur frais. A Oran, au mois d'avril 1849, 126 colons sur 3.144 étaient également partis. Dans la subdivision de Mostaganem, il y en avait 138 sur 1.834 ; en outre, les autorités avaient été obligées d'opérer un certain nombre d'expulsions (2). Au 30 juin 1849, sur un personnel de

1. *Moniteur*, 8 et 9 octobre 1848.

2. V. Vanlaer, *L'assistance par le travail agricole en Algérie. Correspondant*, 10 septembre 1892, p. 849.

14.774 âmes, 1.110 personnes étaient parties, soit de leur plein gré, soit par des mesures d'expulsion (1).

Toutefois les colons évincés par l'autorité étaient peu nombreux, car dans l'interpellation du 4 juillet 1850 sur la situation des colonies agricoles, le général d'Hautpoul déclarait qu'il n'y avait eu que 237 renvois sur 12.000 colons. Il n'y avait donc environ (car les dates de recensement ne doivent pas absolument concorder dans les deux documents) que de 8 à 900 départs volontaires (2).

Les colons se plaignaient vivement de l'insuffisance de la nourriture et de sa mauvaise qualité, du manque complet d'installation, de la dureté et de la partialité des directeurs (c'étaient des officiers du corps d'occupation), de la promiscuité de voisinages dangereux à laquelle on était exposé dans les cabanes provisoires où l'on avait entassé les colons.

Ces plaintes, ces désillusions ne produisirent pas, dès le début, beaucoup d'effet sur le peuple de Paris, car, au mois de mai, il y avait encore 16.720 demandes de concessions concernant 52.687 personnes.

Le gouvernement, pour faire expédier de nouveaux colons, avait besoin d'importants crédits. Il demanda 5 millions à l'Assemblée. Celle-ci, très sagement, déclara qu'elle n'accordait la somme nécessaire que

1. Rapport fait à M. le ministre de la Guerre par la commission d'inspection des colonies agricoles de l'Algérie. Paris, Imp. nat., 1849, in-4, p. 75.

2. *Moniteur*, 25 juillet 1850, p. 2292.

sous la condition qu'un rapport sur la situation de la colonie lui serait communiqué avant que les fonds accordés fussent employés (1).

Une commission, nommée par le ministre de la guerre, fut chargée de faire une enquête sur place pour renseigner exactement le gouvernement au sujet des griefs qui avaient été apportés à la tribune de la Chambre. La commission devait examiner « d'une part, les dispositions d'esprit des colons, leurs habitudes, leur règle de conduite ; de l'autre, l'état d'avancement de leurs travaux, de leur culture, de leur installation, étudier leurs besoins, recueillir leurs griefs, s'assurer de ce qui avait été fait et de ce qui restait à faire ; suivre enfin le mouvement, apprécier la marche d'une entreprise pleine à la fois de difficultés et de grandeur, en signaler les points louables et les côtés défectueux (2) ».

La commission, malgré l'étendue de sa tâche, la délicatesse de sa mission, les difficultés naturelles qu'elle avait à surmonter pour visiter, dans la saison la plus chaude, les quatre-vingts villages organisés pour les colons et disséminés dans toute l'étendue du territoire de notre colonie, parvint à fournir assez rapidement un rapport fort remarquable.

La hauteur des vues qui y sont émises ne nuit pas à la précision, à la minutie des détails ; les

1. *Moniteur* du 5 juillet 1850, p. 2289.

2. Louis Reybaud, Rapport fait à M. le ministre de la Guerre par la Commission d'inspection des colonies agricoles de l'Algérie. Paris, Imp. nat., 1849.

généreux sentiments qui inspiraient ses membres n'aveuglaient ni leur sens pratique incontestable, ni leur grande impartialité. Ce travail fait le plus grand honneur à toute la commission et principalement à son rapporteur, M. Louis Reybaud.

Nous allons d'abord examiner ce qui concerne la personnalité du colon ; nous verrons ensuite comment étaient organisées les colonies agricoles, et nous pourrons alors nous rendre compte du fonctionnement et de la valeur de l'institution.

Le colon.

La théorie du droit au travail étant définitivement écartée, il n'y avait donc plus les mêmes raisons, les mêmes excuses pour retomber dans des fautes semblables à celles qui avaient été commises aux ateliers nationaux pour le recrutement des travailleurs. L'expérience avait été suffisamment probante pour qu'on pût espérer que le gouvernement et l'administration, sérieusement instruits, en profiteraient. Il n'en fut rien pourtant, car l'on retomba dans les mêmes errements.

Le plus grave des défauts qui avaient causé l'avortement des ateliers nationaux, était le mauvais recrutement du personnel : les ouvriers étaient trop nombreux pour le travail à faire et généralement inaptes à la besogne à laquelle on les destinait. Tel fut aussi le vice fondamental des colonies agricoles de l'Algérie.

Les premiers contingents partirent (8 octobre) un peu plus de quinze jours après le vote de la loi qui

autorisait cette tentative de colonisation. Cette précipitation, qui devait avoir de si fâcheuses conséquences sur le succès de la mesure projetée, était due sans doute à la pression de l'opinion publique dont l'enthousiasme était extrême (1), mais elle était surtout la conséquence de l'état d'esprit tout différent des membres du gouvernement.

Un représentant du peuple, parlant du décret de septembre, déclarait que c'était par une pensée « toute politique, toute humanitaire » qu'on avait proposé ce système de colonisation. — « Il s'agissait, ajoutait-il, de débarrasser la ville de Paris de certains éléments qui pouvaient troubler à cette époque la tranquillité de la population » (2). Cette hâte excessive que mit le gouvernement à expédier quelques milliers de citoyens au delà de la Méditerranée, servait beaucoup mieux ses desseins « politiques » que ses vues « humanitaires ». Comme le faisait très bien remarquer le député Germain, on voulait avant tout débarrasser Paris de « certains éléments ».

Or ceux que l'on considérait comme de mauvais et dangereux ouvriers, à Paris, ne devaient pas être de bien fameux travailleurs pour mener la vie rude des colons. Mais sans prendre ces choses en considération, sans prévoir qu'à leur lieu de destination les émigrants ne pourraient trouver ni les maisons que l'on n'avait pas eu le temps de construire, ni les

1. V. Vanlaer, Le chômage de l'ouvrier, l'assistance par le travail agricole en Algérie, *Correspondant*, 10 septembre 1892, p. 849.

2. *Moniteur*, 16 mai 1849, p. 1797, discours du citoyen Germain,

subsistances qu'il avait été impossible d'y réunir, le gouvernement, craignant toujours pour Paris et pour lui-même la présence de ces éléments turbulents, continua d'envoyer d'importants contingents en Algérie, où une misère terrible les attendait. La question politique avait passé avant la question humanitaire, ou l'intérêt de la colonisation ; peu importaient les souffrances du peuple, le gouvernement était sauvé.

Il eût semblé pourtant logique, étant donné le but de colonisation que l'on poursuivait, d'envoyer sinon en totalité, du moins en majorité, des gens ayant déjà l'habitude de remuer la terre et aptes à devenir de bons cultivateurs. Cette aptitude était d'autant plus nécessaire qu'il s'agissait de la première mise en valeur des terres incultes ; ce furent, au contraire, des Parisiens de professions industrielles qui composèrent presque uniquement les premiers convois (1).

Au 30 juillet, époque à laquelle on avait pu commencer à remédier à un pareil encombrement de non-valeurs, il n'y avait encore que 493 anciens cultivateurs sur 4.327 colons (2).

Bientôt on introduisit progressivement dans le personnel envoyé un nouvel élément. On fit appel aux anciens militaires ayant servi en Algérie ; particulièrement habitués à l'endurance et à la discipline, ils avaient vu de près la culture du pays, connaissaient le climat et pouvaient par consé-

1. V. discours du citoyen Turret et Foy, *Moniteur*, 16 mai 1849, p. 1796.

2. Rapport Reybaud, *loc-cit.* p. 69.

quent devenir, eux aussi, d'excellents colons. Au 30 juin, il y en avait 622 immigrés de cette catégorie. Si on finit par n'envoyer plus guère en Algérie que des anciens cultivateurs ou des militaires retraités, on avait agi tout autrement au début, et on ne put jamais réparer complètement cette faute initiale ; il existait de ce fait un poids mort qui empêchait l'essor et la prospérité de la colonie.

Aussi le rapporteur de la commission ne cesse de protester contre l'envoi « d'artisans appartenant à des professions qui exigent plus d'habileté que de force et pour lesquels il s'agissait d'une métamorphose complète » (1) au point de vue de l'acclimatement, de l'entraînement, de l'endurance physique, de l'apprentissage, des habitudes intellectuelles, etc.

Parmi ces nouveaux arrivants, il se trouvait naturellement des politiciens de quartiers, des orateurs de réunions publiques, qui ne pouvaient et ne voulaient pas rompre de sitôt avec leurs anciennes habitudes d'agitateurs professionnels. Il est vrai qu'il n'y en avait pas beaucoup dans chaque localité, mais ils étaient encore trop nombreux. On y « rencontrait, disait-on à la tribune de la Chambre, de ces hommes qui se croient nés pour le commandement, et qui essaient de faire porter aux autres le poids de leur paresse et de leur orgueil » (2). Car, ce qui est digne de remarque, ces réformateurs ardents, ces orateurs virulents étaient les moins

1. *Loc. cit.*, p. 3.

2. *Loc. cit.*, Conf. p. 6. Discours du général Baraguay-d'Hilliers, *Moniteur*, 16 mars 1848, p. 1796.

disposés à se donner du mal pour rendre leur exploitation prospère, les moins assidus, les plus mous à la besogne. D'ailleurs ils devinrent, paraît-il, de moins en moins nombreux, car ils prêchaient dans le désert : personne ne voulait plus les écouter. Dès lors ils disparurent progressivement soit que, désappointés, ils prissent le parti d'aller porter ailleurs les flots de leur éloquence, soit que, convaincus par l'expérience, ils eussent considéré que les actes valaient mieux que les paroles, l'effort et le travail que la phraséologie et la révolte.

Un autre phénomène, curieux aussi, consista dans l'évolution des doctrines sociales, dans l'esprit des nouveaux arrivés. Les ouvriers, à leur départ de Paris, étaient tous quelque peu « Louis Blancistes », socialistes plus ou moins avancés ; or, une fois installés sur leur concession, la plupart devinrent individualistes jusqu'à l'excès. — « De toutes les provinces, dit le rapport, de tous les villages, il s'est élevé un concert de voix pour repousser et pour maudire tout ce qui, de près ou de loin, ressemblait à de la communauté. Le travail en commun, la récolte en commun inspiraient des répugnances dont on ne saurait exprimer l'énergie. Pas une bouche qui ne demandât la distribution des lots, les divisions, les tâches, le partage des produits » (1). Et, à l'appui de cette affirmation, le rapporteur nous montre des terres laissées en friche, des récoltes abandonnées sur leur tige par l'horreur

1. *Loc. cit.*, p. 6 et suiv.

des colons pour un travail et une répartition communautaires. Et, chose bizarre, c'étaient les membres d'une assemblée réactionnaire qui étaient obligés de vanter à ces anciens socialistes le bienfait de l'association, de la solidarité, et d'enrayer ce que cet individualisme pouvait avoir de trop excessif.

Bien que le plus grand nombre des colons fussent devenus d'ardents partisans du régime individualiste, pour que chacun pût profiter du fruit de son labeur, il y en avait pourtant quelques-uns qui n'entendaient pas travailler de leurs mains. Peut-être était-ce même pour répudier toute solidarité avec ces vaniteux et ces paresseux, que les travailleurs préféraient mettre en pratique la maxime de « Chacun pour soi ». Travailler de ses mains, travailler à la terre était au-dessous d'eux, et ils ne voulaient pas déchoir. « Tout métier leur est bon, dit le rapport, sauf celui de cultivateur ». Leur niveau de moralité était souvent à la hauteur de leur ardeur au travail.

Étaient-ils bien nombreux ? La phrase suivante du ministre de la guerre le laisserait croire : — « On a trouvé *chez la plupart* une volonté absolue de ne rien faire, une insubordination complète, et des habitudes vicieuses » (1). Le général d'Hautpoul noircissait peut-être un peu le tableau pour le besoin de sa cause, car il répondait à une interpellation au sujet des mesures d'éviction qu'avait dû prendre le gouverneur de l'Algérie, contre un certain nombre de sujets trop paresseux, trop démoralisés, ou trop remuants.

1. *Moniteur*, 5 juillet 1850, p. 2292.

M. Louis Reybaud est d'une tout autre opinion à ce sujet, car il considère que « c'est l'insignifiante exception et non la règle » (1).

Lequel des deux a raison ? Il est fort à croire qu'au début les paresseux devaient être fort nombreux. Les conditions dans lesquelles avait vécu la population parisienne, pendant l'année 1848, étaient bien peufaites pour conserver chez tous le goût et l'amour du travail. Les théories en vogue, les circonstances du moment, les habitudes prises, tout conspirait à dégoûter d'un travail âpre et persévérant. Il ne faut pas non plus perdre de vue que les plus pauvres étant généralement les plus faibles, au point de vue physiologique comme au point de vue économique, sont moins portés que d'autres à l'activité et à la persévérance dans l'effort ; or les émigrants étaient généralement choisis parmi les plus besoigneux.

Mais une fois qu'on aurait modifié toutes ces circonstances de temps et de lieu, il était permis d'espérer que le caractère de tous ces travailleurs se modifierait profondément (l'exemple de l'évolution de leurs théories sociales est significatif à cet égard). Ils pouvaient voir le résultat de leurs efforts les récompenser presque immédiatement. Ils avaient un champ immense dans lequel ils pouvaient dépenser leur activité, et ils savaient que tout le résultat de leur travail reviendrait entre leurs mains. Enfin l'exemple de ceux de leurs voisins qui se mettaient à l'ouvrage et en étaient abondamment récompensés par la fécondité naturelle du

1. *Loc. cit.*, p. 6.

sol, devait être pour eux un pressant encouragement pour abandonner leurs anciennes habitudes.

Le nombre des plus paresseux, qui étaient aussi les plus mauvais sujets, devait donc diminuer peu à peu ; car, sans travail, s'ils ne mouraient pas de faim, — le gouvernement leur assurant pendant un temps donné leur nourriture, — ils devaient du moins toujours rester dans une profonde misère et, dans ces conditions, ils ne cherchaient qu'une chose, c'était à rentrer en France. Quand la misère ne les chassait pas, c'était l'autorité elle-même qui s'en chargeait, lorsqu'ils ne mettaient pas leur concession en valeur.

Les éléments de la colonie devaient donc s'assainir ainsi avec le temps, et tous devaient se mettre, de gré ou de force, plus ou moins vite à l'ouvrage. Un tel état d'esprit ne pouvait venir, et se généraliser, qu'avec le temps.

En voici d'ailleurs un exemple. Le défrichement des terres et la construction des maisons que le gouvernement devait attribuer aux nouveaux colons était généralement faits par le génie, avec le concours de la population immigrée, dans la plus grande mesure du possible. C'était un moyen de faire avancer plus vite les travaux en retard, et de procurer aux colons un salaire dont ils avaient grand besoin pour se vêtir et compléter l'insuffisante alimentation fournie par l'Etat.

Pourtant beaucoup refusèrent de travailler et restèrent oisifs, les uns par simple inclination à la paresse, les autres par principe, considérant que le salaire était trop bas, ou que ce genre de travail était contraire à leur dignité. — « On ne peut pas,

disait le rapporteur, ou on ne veut pas manier le pic du terrassier, ou porter l'oiseau du maçon... d'où il suit que l'argent manque au logis et que la misère y monte à vue d'œil (1) ». Tels étaient les divers caractères des hommes qu'on avait envoyés coloniser l'Algérie, tels étaient leurs goûts, telles étaient leurs tendances ; avec de semblables ouvriers, il eût fallu des circonstances particulièrement favorables pour que l'entreprise réussît à souhait. On ne rencontra pas ces circonstances favorables : des fautes de toutes sortes compromirent cette œuvre qui aurait pu donner des résultats si féconds pour le bonheur du peuple et l'avancement de la civilisation.

L'organisation des colonies agricoles.

Les difficultés ne provenaient pas seulement de la nature des colons, de leur caractère, de leur origine : elles venaient encore de l'organisation qu'on donna aux nouveaux établissements. Là encore la hâte, la précipitation, l'imprévoyance se firent sentir d'une manière désastreuse. Le choix de l'emplacement des nouveaux villages, qui devait être une des questions les plus importantes, les plus graves, les plus délicates à résoudre, fut souvent déterminé de la façon la plus arbitraire et la moins pratique. Dans certains endroits, on s'était occupé plus de la situation pittoresque que de la position la plus commode pour les habitants ; quelques villages manquaient d'eau, n'ayant à proximité ni puits, ni rivière ; d'au-

1. *Loc. cit.*, p. 15.

tres avaient de l'eau tellement mauvaise qu'on ne pouvait la boire sans danger (notamment dans la province d'Oran). Quelques villages avaient été fondés dans des plaines peu ou point fertiles qui ne pourraient jamais nourrir les habitants qu'on y expédiait. — « Ici c'est le manque de bois, voit-on encore dans le rapport, là c'est l'éloignement des grandes voies de communication, qui vouent ces établissements à une existence précaire. Il en est où le terrain de mauvaise qualité ne rétribuera jamais, autrement que d'une manière avare, les efforts les plus persistants. Il en est d'autres où la lande est couverte de bruyères (1) si enracinées que les frais de défrichement y équivalent à ce que coûterait, dans plusieurs de nos provinces, un fonds de bonne qualité et en plein rapport » (2).

Voilà pour l'emplacement des concessions et des villages, voici maintenant l'accueil que trouvèrent les colons arrivant de France. Rien n'était prêt pour les recevoir. On improvisa des campements avec des tentes ; on construisit en hâte des baraques et quelles baraques ? Quelques hâtives constructions en planches mal jointes, bientôt détériorées par les intempéries, laissant pénétrer la chaleur et le froid, aussi bien que le vent et la pluie : telles étaient les habitations dont devaient se contenter, pendant de longs mois, les nouveaux arri-

1. Certains territoires étaient couverts de palmiers nains dont les racines entremêlées étaient très difficiles à arracher ; pour les rendre cultivables, il fallait compter sur une dépense de 50 à 200 journées de travail.

2. *Loc. cit.*, p. 4.

vants. « Mal défendus contre les intempéries, les colons l'étaient plus mal encore les uns contre les autres. Dans ces baraques sonores où les cloisons n'atteignaient pas le faite, les ménages se voyaient condamnés, par la contigüité, à une sorte de vie en commun qui ne tournait au profit ni de la concorde, ni des mœurs » (1). Cette promiscuité malsaine n'était pas la seule cause de démoralisation, le désœuvrement leur était non moins fatal.

Si on avait fait choix, pour expatrier les ouvriers, du moment le plus opportun au point de vue politique, on ne s'était nullement placé au point de vue du résultat moral et économique qu'il aurait fallu atteindre. Il était trop tard, en effet, pour commencer les labours et lesensemencements ; non seulement, c'était du temps dépensé en pure perte, mais, comme le faisait très bien remarquer le rapporteur, on perdait beaucoup en sacrifiant les avantages du premier élan.

Beaucoup auraient bientôt pris l'habitude du travail si, profitant de l'enthousiasme du début, ils avaient pu se mettre à l'œuvre dès le jour de leur arrivée ; ils s'énervèrent et s'amollirent dans un désœuvrement non moins pernicieux que celui des ateliers nationaux de Paris.

L'incapacité, l'insouciance n'étaient pas les seuls reproches que l'on adressait à l'administration : on l'accusait encore de partialité. Pourquoi, dans quelques provinces, construisait-on des théâtres, quand

1. *Ibid.*

dans d'autres régions des centaines, des milliers de personnes n'avaient pas de maisons pour se mettre à l'abri des intempéries ? Pourquoi dans certaines localités refusait-on aux colons en haillons de leur faire des avances de vêtements, de chaussures, ou d'autres objets indispensables, quand ailleurs on leur en accordait pour une valeur de 75 fr. ? Pourquoi les directeurs comblaient-ils certaines familles pendant que d'autres, non moins intéressantes, restaient dans un honteux dénûment ? Pourquoi toutes ces inégalités ? La précipitation avec laquelle on opéra peut seule expliquer les abus que nous venons de signaler (1), et atténuer, dans une bien faible mesure, la responsabilité des agents du gouvernement.

Les colons n'avaient pas seulement à lutter contre leurs habitudes pernicieuses, contre un climat torride, contre les imprévoyances, les retards, les

1. Que de critiques ne pourrait-on pas encore relever ? Incapacité de prétendus moniteurs de culture qui n'en savaient pas plus que les colons qu'ils avaient à former, — mauvaise qualité des outils livrés aux ouvriers, une quantité de pelles ou de charrues se brisaient ou se faussaient, — insuffisance et mauvaise qualité de la nourriture, insuffisance des infirmeries et des hôpitaux comme nombre de lits, matériel, personnel (malgré son activité et son dévouement), comme médicaments. Il y eut une morbidité considérable due en grande partie à l'insalubrité de plusieurs des nouvelles concessions. Dans la province de Constantine, par exemple, il y eut dans les infirmeries et les hôpitaux 2.000 fiévreux sur 4.500 âmes, sans compter les personnes qui furent soignées à domicile. Au village de Robertville, 450 personnes sur 460 étaient malades. La liste de ces doléances serait longue encore si on la voulait faire complète ; il nous semble inutile d'y insister davantage, ayant signalé au point de vue qui nous occupe les plus importantes critiques.

erreurs et les injustices de l'administration, ils avaient encore à compter avec le mauvais vouloir des colons plus anciens qu'eux. Ces derniers étaient jaloux des secours de toute sorte que leur accordait l'Etat. Ce n'était pas sans amertume qu'ils considéraient combien on favorisait les nouveaux venus et combien le gouvernement avait fait peu de choses pour eux ; ils comparaient les efforts faits par eux et les difficultés qu'ils avaient vaincues à l'incapacité et à la paresse des ouvriers parisiens. Ils réclamaient en vain, depuis longtemps, des travaux publics qui auraient certainement donné une grande prospérité à la colonie ; on les leur avait toujours refusés en prétextant l'insuffisance des ressources ; — et pourtant le maximum de ce qu'ils demandaient eût été loin de coûter aussi cher que l'entreprise aléatoire qui avait été si hâtivement conçue et si déplorablement organisée.

La commission d'enquête réclamait qu'on mît fin à tous les abus qu'elle signalait ; elle demandait notamment l'application de plusieurs mesures propres à améliorer sensiblement l'état des colonies. A son avis il ne fallait plus envoyer de célibataires, qui étaient toujours les moins travailleurs et les plus dévergondés, ni des ouvriers d'art, difficiles à transformer en bons agriculteurs. Elle insistait particulièrement sur l'importance du choix des directeurs. Elle avait été à même de se rendre compte de la différence que la qualité du chef pouvait entraîner dans l'organisation de la colonie. — Il faut se rappeler, en effet, que ces directeurs, officiers délégués spécialement pour

cette mission, possédaient sans contrôle, tous les pouvoirs judiciaires, politiques et administratifs les plus étendus, de telle sorte que s'ils pouvaient faire beaucoup de bien, ils pouvaient être aussi quelquefois portés à abuser de l'autorité absolue qui leur était confiée. Des cas de ce genre s'étaient assez souvent produits ; le ministre de la guerre le reconnaissait lui-même. Par contre, divers exemples cités dans le rapport démontrent combien un chef juste et intelligent pouvait se faire apprécier de ses subordonnés et leur procurer malgré les défauts de l'organisation, malgré les difficultés de toute sorte, une prospérité de jour en jour grandissante (1).

Enfin, une autre mesure à laquelle la commission semblait attacher une certaine importance, était l'allocation de dix centimes accordée aux colons, dès le début, et qui avait été supprimée dans la suite. M. Reybaud montre dans quel état pitoyable de malpropreté se trouvaient les colons, ainsi que leurs vêtements, qui étaient en guenilles, faute de pouvoir acheter du savon, du fil et des aiguilles. En effet si l'Etat accordait le vivre et le couvert, il ne donnait pas autre chose ; les familles se trouvaient par là même réduites à une mauvaise tenue et à une saleté dégradante et démoralisante, qui concouraient encore à décourager les colons et à rabaisser leur caractère et leur dignité.

Les résultats matériels et moraux des colonies agri-

1. « Le succès d'une colonie, disait le rapporteur, dépend du choix du directeur... C'est une question de conduite et de procédés ». Rapport, *loc. cit.*, p. 9.

coles n'étaient pas bien brillants, mais ils s'amélioraient peu à peu.

Au 30 juin on avait défriché, pour les 32 villages comptant 4.502 familles, 3.966 hectares de terre soit :

94 hectares par village ;
88 ares 09 cent. par famille.

La plus grande partie de ces défrichements avaient été exécutés par les Arabes et le génie.

Les dépenses étaient déjà très considérables.

On avait dépensé	8.685.911 fr. 90
Il restait à dépenser.	14.922.282 fr. 48
Soit au total.	<u>23.608.194 fr. 38</u>

ce qui donne une moyenne de :

562.052 fr. 25 par village ;
5.242 fr. 90 par famille ;
1.731 fr. 96 par personne (1).

La dépense moyenne de 1.731 fr. 96 par personne se décomposait ainsi :

Transport du colon	89 75
Travaux pour le colon	699 49
Travaux d'utilité publique	193 03
Rations de vivres.	461 13
Instruments aratoires	54 92
Bestiaux	96 75
Semences.	17 68
Objets de toilette, literie et ustensiles de ménage	11 79
Dépenses hospitalières	34 63
» d'administration	54 76
» accidentelles	18 03
	<u>1.731 96</u>

1. Il y avait 13.628 personnes.

C'était pourtant encore bien insuffisant, au dire de la commission d'enquête ; avant de créer d'autres colonies, il fallait assurer à celles qui existaient déjà un fonctionnement convenable. Aussi demandait-on que le crédit éventuel de 5 millions (Loi du 19 mai) fût affecté principalement à réaliser les améliorations réclamées ; le surplus devait servir à l'envoi de nouveaux colons soigneusement choisis. On ne devait d'ailleurs les expédier que lorsque ceux qui les avaient précédés, seraient complètement installés, et que, les concessions nouvelles seraient prêtes à recevoir leurs bénéficiaires.

L'avenir des colonies dans ces conditions pouvait être généralement brillant. La commission estimait que, si les moins forts et les moins habiles devaient s'éliminer progressivement (ils ne comptaient guère que pour un tiers dans l'effectif total) et d'autres (un autre tiers), s'ils persistaient dans leurs efforts, pouvaient compter sur un succès assuré ; la réussite n'était qu'assez problématique pour le dernier tiers.

La situation était donc loin d'être désespérée. Déjà les quelques améliorations qu'on avait introduites dans l'organisation et le personnel avaient porté leurs fruits. C'est ainsi que le sélectionnement des colons, si tardif qu'il fût, commençait à donner des résultats appréciables. Le ministre de la guerre le constatait à la tribune de la Chambre : « Depuis qu'une grande partie de ces colons (les paresseux et ivrognes incorrigibles) sont revenus en France, disait-il, et depuis qu'ils ont été remplacés par de véritables colons, par des hommes quittant la char-

rue, quittant leur village, présentés par les maires de leur commune, offrant toutes les qualités désirables, par des hommes, réellement, qui veulent être colons, qui prennent au sérieux le changement de pays et de condition ; eh bien ! depuis cette époque les colonies vont beaucoup mieux ; plus d'incidents ; aujourd'hui, tout est rentré dans l'ordre et le calme » (1).

On est pourtant loin d'être d'accord sur la valeur du résultat final de cette tentative de colonisation. M. Vaulaer donne à son étude sur la question la conclusion suivante : « quoi qu'il en soit des causes, dit-il, il y a un fait qui n'est pas douteux ; c'est que l'application par l'Etat du principe de l'assistance par le travail n'eut pas de meilleur résultat, si elle eut moins de conséquences funestes, sur le sol de l'Algérie, que dans les chantiers de la capitale ».

La principale préoccupation de l'auteur paraît être surtout le triomphe de son principe de non-interventionisme économique et charitable, et il semble porté à juger de parti pris cette tentative d'assistance par l'Etat. Sans entrer dans une discussion sur la nature du rôle de l'Etat en matière d'assistance et son utilité, il importe toutefois de remarquer que, même en admettant que l'Etat ne doive pas organiser l'assistance dans les temps normaux, il est bien peu d'économistes, si libéraux soient-ils, qui ne lui reconnaissent l'obligation morale de donner des secours dans des périodes

1. Discours du général d'Hautpoul, ministre de la guerre, *Moniteur*, 5 juill. 1850, p. 2292.

particulièrement critiques. C'était bien le cas en 1848 et 1849.

En nous plaçant maintenant en dehors des préférences individuelles pour l'un ou l'autre mode d'assistance, si nous considérons, en eux-mêmes, les résultats généraux des colonies agricoles, nous devons constater que quels qu'avaient été leurs graves défauts et les terribles souffrances qu'ils entraînaient, la somme des avantages est encore supérieure à celle des inconvénients. Nous n'avons pas essayé de dissimuler les fautes, ni d'atténuer les responsabilités ; nous devons pourtant constater qu'un grand nombre de familles nécessiteuses ont été sorties de la misère, et qu'elles ont contribué pour une part importante au développement économique de notre nouvelle colonie. Assurément le résultat ne fut pas en rapport avec la somme dépensée : on aurait pu éviter d'envoyer une foule d'individus qui, pour diverses raisons, ne pouvaient pas y réussir ; on fit endurer aux nouveaux colons beaucoup de souffrances qu'on aurait pu leur épargner ; on n'obtint pas d'eux au début tout l'effort qu'on aurait pu en attendre, mais est-ce un résultat négligeable que d'avoir tiré de l'oisiveté et de la détresse plus de 6.000 personnes. Ce chiffre est pourtant le plus bas de tous ceux qu'on a cités ; il semble inspiré par des appréciations très pessimistes. Nous sommes persuadés qu'il y eut au moins 9 ou 10.000 individus qui furent sauvés et arrivèrent à un assez haut degré de bien-être et de prospérité, grâce aux nouvelles colonies (1).

1. Il y eut en tout au 30 juin 14.774 arrivées, sans compter

S'il faut donc reconnaître toutes les fautes qui ont été commises, il n'en faut pas moins conclure que le principe de ce mode d'assistance était d'autant meilleur qu'il put résister à toutes les épreuves engendrées par l'incurie, l'imprévoyance, l'incapacité des hommes qui présidèrent à sa mise à exécution. Les ateliers nationaux de Paris eurent un résultat pire que nul. Non seulement aucun travail vraiment utile n'y fut exécuté, mais ils provoquèrent une agitation dangereuse pour la sécurité et la prospérité publiques, ils entravèrent la marche des affaires industrielles et commerciales, et finirent par amener des conflits sanglants, préliminaires d'une inévitable dictature. Il n'en fut pas ainsi pour les colonies agricoles qui, loin d'entraver l'action économique, ne firent que la soutenir et la fortifier, en créant des routes, des villages et un grand nombre de centres de production.

Tout ce qu'on pouvait, tout ce qu'on devait faire ne fut pas fait, loin de là ; mais il n'en est pas moins resté une œuvre utile qui a enlevé beaucoup de familles au paupérisme qui les attendait, une œuvre utile qui a contribué au développement du patrimoine colonial de notre pays.

les naissances (314), et 1.110 départs, sans compter les décès (477). L'élimination des plus mauvais éléments était fortement avancée. Il y avait à cette époque 13.501 colons, dont au moins 2.108 (les derniers arrivés) sélectionnés. On peut estimer à 4 ou 5.000 le nombre des personnes auxquelles cette tentative d'assistance par la colonisation ne réussit pas.

CHAPITRE VII

DIVERSES AUTRES FORMES

DE L'ASSISTANCE PAR LE TRAVAIL EN 1848

A côté des ateliers nationaux et des colonies agricoles algériennes qui avaient été la conséquence de leur dissolution, existaient d'autres institutions ayant aussi pour but de soulager, par le travail, les nombreuses misères de cette période critique. Soit qu'elles s'adressassent à une catégorie spéciale d'individus, soit qu'elles fussent organisées par de simples particuliers, elles se distinguaient fort nettement des ateliers nationaux.

Les associations ouvrières fondées sur le plan indiqué par Louis Blanc, ne sont pas, à proprement parler des œuvres d'assistance. Elles rentrent pourtant d'une certaine manière dans le cadre de cette étude, car elles étaient « toujours ouvertes au travailleur qui se présente, en demandant du travail et en acceptant les conditions fraternelles de la maison (1) ». Elles concouraient ainsi à secourir les pauvres valides par le travail. Toutefois, leur fonctionnement étant exclusivement basé sur un plan d'organisation générale du travail, nous ne pouvons

1. Exposé général fait par Louis Blanc à la Commission du gouvernement pour les travailleurs. *Moniteur* du 27 avril 1848.

entreprendre même de l'analyser, à plus forte raison de l'apprécier en théorie et en pratique. Nous nous bornerons à le mentionner comme un des moyens dont pouvaient profiter les ouvriers sans travail pour sortir de leur misère. Le principal atelier était celui des tailleurs : on y confectionnait des tuniques et des pantalons commandés par le gouvernement pour la troupe. Il était installé dans la prison de Clichy, mise gratuitement à sa disposition, et comprenait jusqu'à 1.500 ouvriers gagnant uniformément deux francs par jour.

L'Etat avait fait aussi de fortes commandes à deux ateliers de moindre importance fondés sur le même modèle, celui des selliers (1) et celui des ouvriers fileurs. Enfin un autre atelier avait été organisé par les passementiers. Mais toutes ces institutions ne tardèrent pas à disparaître quand l'Etat cessa de leur fournir des commandes et des subsides (2).

Des chantiers de travail, qui, ceux-là, n'étaient inspirés par aucune conception idéologique, furent ouverts à *Beaumont* (Oise), pour venir en aide à toute une catégorie de citoyens des plus intéressants (3). Les gardes municipaux, sans emploi depuis la Révolution de février et complètement dénués de ressources, avaient essayé de se faire admettre dans les ateliers nationaux pour y gagner leur vie en travaillant. Mais bientôt, reconnus par les ouvriers

1. Il était installé dans la Caserne de l'Allée des Veuves aux Champs-Élysées.

2. V. *Moniteur* du 2 mai. Rapport Bauchart, *loc. cit.* p. 45.

3. V. Garnier-Pagès, *Histoire de la Révolution de 1848*, p. 154.

ils avaient été tellement malmenés qu'ils avaient été obligés de renoncer à s'y présenter. Ils se trouvèrent dès lors dans la plus noire misère. Le gouvernement se préoccupa de leur situation si digne d'intérêt et put les faire embaucher dans les environs de Paris. Ils travaillèrent alors à l'extraction du minerai de fer. Un salaire modique leur était versé par l'Etat, qui se le faisait rembourser par les propriétaires de la mine. Leur conduite et leur ardeur au travail furent, paraît-il, exemplaires et contrastaient singulièrement avec le personnel des ateliers nationaux de Paris.

On créa encore des *ateliers pour les femmes*. Leur organisation ne donna pas lieu à de bruyants débats, ils ne firent pas beaucoup parler d'eux et pourtant, sans être d'un entretien onéreux, ils donnèrent des résultats très féconds. Même dans des périodes de prospérité économique la situation de la femme obligée de travailler est très précaire ; elle était bien pire encore à ce moment où toute l'activité économique du pays était suspendue. Aussi les femmes réclamaient-elles, comme les hommes, du travail et du pain. « Le gouvernement résolut de leur trouver de l'occupation, nous raconte M. Garnier-Pagès, et chargea de ce soin M. A. Duclerc, frère du sous-secrétaire d'Etat aux finances. Quelques jours après des locaux étaient choisis dans les douze arrondissements de Paris, des commandes considérables de calicot étaient exécutées, et les femmes pouvaient se mettre à confectionner des chemises pour les soldats. Pen-

dant les trois ou quatre premiers mois qu'ils fonctionnèrent, ces ateliers reçurent trente ou quarante mille femmes, ainsi préservées de la plus affreuse misère et des terribles conséquences qu'elle entraîne pour la femme. On donna aussi du travail à domicile à beaucoup d'entre elles sans qu'on ait eu à s'en repentir. Quand on procéda à la liquidation et que toutes les dépenses furent payées, on remboursa presque intégralement au Trésor toutes les sommes qu'il avait avancées (1) ».

Le succès extraordinaire de ces ateliers, le bien qu'ils firent, le peu d'argent qu'ils coûtèrent est assurément digne de remarque : le fait est si rare dans les annales de l'assistance qu'il mérite d'être retenu. Il prouve que lorsque de pareilles entreprises sont dirigées par des personnes intelligentes, pratiques et dévouées, lorsqu'on éloigne toute idée de réclame politique ou de perturbation sociale, il est possible d'obtenir d'excellents résultats tant au point de vue des personnes assistées que des finances de l'œuvre. Nous retrouverons d'ailleurs quelques rares exemples du même genre qui se sont présentés en France depuis cette époque.

Dans une période aussi troublée, à côté d'institutions similaires qui périlclitaient, entraînaient après elles de terribles secousses, il est intéressant de remarquer ces deux dernières institutions (celles des gardes municipaux à Beaumont, et celles des femmes dans les divers arrondissements de Paris) qui donnèrent de si excellents résultats. Une direc-

1. V. Garnier-Pagès, *loc. cit.* p. 55, v. aussi Larousse (*Ateliers nationaux*).

tion sage et ferme avait obtenu de tous un travail assidu, une application continuelle ; on ne cherchait à attirer que ceux qu'on pouvait réellement et efficacement assister ; les promesses n'allaient pas au-delà des possibilités ; de chimériques espérances n'étaient pas éveillées, pour laisser place ensuite à d'immenses déceptions, à de bien explicables rancunes et à de sanglantes vengeances. Ce fut tout le secret de la réussite de ces institutions.

CHAPITRE VIII

CONCLUSION

Nous venons de parcourir tout un cycle sur lequel nous devons jeter un coup d'œil d'ensemble avant de le quitter. Car si l'assistance par le travail a reconquis, surtout de nos jours, une place importante dans notre régime de la charité, elle s'y est introduite sous une forme toute différente.

La tentative malheureuse des ateliers nationaux a porté un coup funeste à tous les systèmes de secours, du même genre ; elle a cloturé une phase de l'histoire de l'assistance par le travail.

Si, depuis cette époque, quelques municipalités de province ont parfois entrepris des travaux de secours, elles ne l'ont tenté qu'assez timidement ou sur une base toute différente. Elles se sont souvent bornées, plutôt à augmenter leurs commandes de travaux, qu'à organiser des chantiers sur lesquels tous les chômeurs pussent trouver un emploi. De cette façon, il est délicat de distinguer un travail de secours d'un travail normal, toute la différence résidant dans l'intention qui a présidé à la création de ce chantier (1).

1. Devrait-on par exemple, ranger parmi les travaux de secours les travaux que le gouvernement doit faire entrepren-

Beaucoup de villes signalent comme travaux de secours l'enlèvement régulier des neiges en hiver qui n'est en réalité qu'un travail normal de réputation ou l'entretien annuel des voies publiques, qui ne peut être évité. D'autres donnent des salaires minimes aux ouvriers, qu'elles placent dans leurs ateliers de secours ; mais aussi elles n'emploient guère que des vieillards et des infirmes, qui ni rentrent pas dans la catégorie de chômeurs que nous avons étudiée. Quelques villes de second ou de troisième ordre ont seules créé de véritables chantiers de secours avec des travaux spécialement organisés dans ce but ; mais elles sont très rares. Châteauroux et Tours consacrent chaque année quelques milliers de francs à cette œuvre féconde (1).

Il nous est donc permis de laisser au moins momentanément de côté, les tentatives d'ailleurs peu importantes de ce genre. Nous aurons d'ailleurs l'occasion d'y revenir par la suite, et bornons nous plutôt à résumer en quelques mots la partie de l'histoire de l'assistance par le travail que nous avons parcourue jusqu'ici.

On peut distinguer trois phases dans l'histoire des ateliers de secours.

Dans la première nous trouvons un certain nombre prochainement pour occuper les ouvriers qui vont se trouver sans ouvrage par suite de la terminaison de l'Exposition ? L'intention des pouvoirs publics est assurément de procurer un secours ; mais les travaux seront exécutés suivant le système normal. Ils ne ressemblent pas aux ateliers de charité ou de secours d'autrefois.

1. Office du travail. *Note sur les travaux de secours contre le chômage*. Imprimerie Nationale 1895.

bre d'essais n'ayant pas un caractère bien défini. La répression du vagabondage et de la mendicité se trouvent trop voisine de l'assistance charitable : les bons travailleurs sans ouvrage se refusent énergiquement à accepter une telle proximité. Mais la séparation s'accroît de plus en plus à partir de l'édit de 1551, qui organise un travail libre pour les pauvres sans ouvrage, à côté du travail enchaîné pour les coupables. C'est une période de formation.

Les ateliers de charité forment la seconde phase. Le travail y est réellement efficace et bienfaisant ; l'ouvrier n'est pas avili pour l'avoir accepté, car il ne subit aucun contact, aucun rapprochement avec le vagabond ou le mendiant professionnel. Les résultats matériels et moraux sont aussi bons qu'on pouvait le désirer. C'est la phase la plus brillante. Elle contraste singulièrement avec celle qui la suit.

Les ateliers de secours de la première Révolution et les ateliers nationaux de 1848 manifestent une profonde décadence. On méconnaît l'expérience antérieure, on veut faire table rase du passé, aussi, loin de procurer un bien véritable aux malheureux, on n'aboutit qu'à accroître la misère et à augmenter le désordre. Il y eut assurément à la tête de ces organisations des hommes éminents remplis des meilleures intentions, mais ils furent notoirement au-dessous de leur tâche par suite de leur manque d'esprit pratique, de l'étroitesse de leurs vues, et de leur ignorance du passé. La meilleure volonté du monde ne pouvait suffire pour combler ces lacunes.

On avait affaire, dans les deux tentatives de 1789 et de 1848, à un milieu analogue et des difficultés

du même genre se présentaient. Il y avait à ces deux époques une terrible crise économique et politique ; on voulut procurer du travail au peuple inoccupé des villes, pour l'aider à passer sans trop de misère cette période difficile, et pour le calmer, en le ramenant progressivement à des occupations pacifiques.

Dans les deux tentatives, on retrouve les mêmes erreurs aboutissant à des résultats tout aussi déplorables. Le sélectionnement du personnel n'est pas fait : les coupables comme les innocents, les paresseux comme les énergiques sont admis aux ateliers sans distinction et sur le même pied. Les fraudes se multiplient sur une très grande échelle. On reçoit plus de monde qu'on n'en peut occuper. La surveillance est insuffisante ou nulle : personne ne travaille sérieusement, et la besogne est mal faite, car les chefs sont choisis aveuglément. Il ne faut pas s'étonner de l'échec auquel on aboutit ; dans ces conditions, il était inévitable.

Si l'une de ces deux expériences mérite tout particulièrement nos critiques, c'est bien assurément celle de 1848. En effet, les hommes qui en dirigèrent l'exécution, auraient dû connaître les conséquences néfastes des ateliers de secours, et les causes qui les avaient amenées.

Ils ne voulurent pas profiter de l'expérience acquise et ils commirent une foule de fautes qu'ils auraient pu facilement éviter.

En outre, les ateliers nationaux furent organisés sur une base hypocrite. On cacha sous des dehors philanthropiques de détestables calculs d'intérêts personnels et de combinaisons politiques. On voulut

faire croire au peuple que par ce moyen on mettait en pratique le droit au travail, et qu'on réalisait les théories de Louis Blanc, quand on ne cherchait en réalité qu'à faire oublier la revendication et à détruire le prestige d'un homme, dont on peut ne pas partager les idées, mais qui n'en était pas moins une physionomie très digne et très sympathique, — tout cela pour conserver le pouvoir à une coterie qui s'en était emparé.

Les meilleurs sentiments que pouvaient avoir, au fond, quelques-uns des gouvernants, ne suffirent pas pour faire disparaître ces terribles responsabilités. Ces politiciens, pourtant républicains, avaient trompé ce malheureux peuple condamné à être « toujours dupe et toujours victime ». Le peuple ne devait pas leur rester bien longtemps attaché (1).

Mais faut-il, de ce que ces deux expériences ont été néfastes, conclure que l'organisation d'ateliers de ce genre est impossible, ou tout au moins dangereuse ? C'est malheureusement ce qu'affirment un grand nombre de nos contemporains trop portés à conclure du particulier au général.

Nous n'hésitons pas à affirmer le contraire.

En cherchant à faire moins à la fois et de moins grandes choses, on arrive souvent à des résultats

1. On avait aussi, en 1848, infiniment plus de facilités qu'en 1789, pour trouver des grands travaux d'utilité publique. En effet c'était l'époque de la création de notre réseau de chemins de fer, et il eut été aussi facile que profitable de donner une très grande activité aux travaux de terrassement des lignes à construire. En fait, malgré les brillantes discussions qui eurent lieu à la Chambre, sur la question du rachat des chemins de fer, on n'utilisa en aucune façon cette source inépuisable d'activité et de prospérité.

meilleurs et beaucoup plus importants. Nous sommes trop tentés d'oublier le fameux proverbe « qui trop embrasse mal étreint ». Quand on veut fonder une organisation nouvelle, il faut expérimenter le système sur une petite échelle, et c'est seulement lorsqu'il a réussi qu'on peut lancer progressivement son entreprise.

Nous sommes persuadés qu'en agissant, en connaissance de cause et avec prudence, on peut arriver avec les ateliers de secours aux résultats les plus favorables. D'ailleurs, même en dehors des ateliers de charité, nous avons signalé quelques tentatives ultérieures qui, pour n'avoir pas fait beaucoup parler d'elles, n'en ont pas moins fait beaucoup de bien. C'est ainsi que nous avons montré comment avaient fonctionné les ateliers de filatures en 1848 et les ateliers organisés à Beaumont pour les gardes municipaux, dont tout le monde n'avait eu qu'à se louer. On avait opéré sur une base plus restreinte, mais au moins, on avait fait un bien véritable. Même la tentative, si instructive, des travaux de colonisation en Algérie, a produit de très heureux résultats du jour où l'on s'est laissé guider par l'expérience des faits.

Le système n'est donc pas mauvais en lui-même, et si quelques expériences ont été désastreuses, nous savons du moins à quelles circonstances et à quelles fautes ce résultat est dû. Il ne tient qu'à nous d'en éviter le plus grand nombre à l'avenir, car nous osons espérer que les ateliers de secours n'ont pas pour toujours disparu de nos institutions d'assistance.

CINQUIÈME PARTIE

Les dépôts de mendicité

Le vagabondage et la mendicité qui s'étaient si fortement accrus pendant les dernières années de l'ancien régime et pendant la tourmente révolutionnaire, étaient restés depuis, bien que d'une façon moins dangereuse, à l'état endémique. Le génie organisateur de Napoléon ne pouvait laisser subsister un pareil désordre. Il s'efforça de le faire disparaître.

Quoique retenu par la guerre au delà des Pyrénées, Napoléon se préoccupait spécialement de cette grave question. Dans une lettre qu'il écrivait à M. Crétet, ministre de l'intérieur (2 sept. 1807), il disait « La mendicité est un objet de première importance. » Il se plaint de ce que les rapports qu'il a demandés ne lui aient pas été envoyés. Le travail doit être préparé, il faut agir promptement. Et il trace lui-même les grandes lignes du plan à suivre. « Tout mendiant sera arrêté. *« Mais l'arrêter pour LE METTRE EN PRISON SERAIT BARBARE OU ABSURDE ; il ne faut l'arrêter que pour lui apprendre à gagner sa vie par le travail. Il faut donc une ou plusieurs maisons de charité par département. »*

Napoléon semblait donc indiquer l'organisation d'un système d'assistance spéciale, applicable postérieurement à *un fait de mendicité* dûment constaté, mais aussi prévenant le *délit de mendicité d'habitude ou de vagabondage*. Cette assistance devait être obligatoire et était destinée à donner l'habitude du travail à ceux qui l'avaient perdue. Si la lettre à M. Crétet emploie le terme d'« arrêter » le mendiant, il ne peut être compris que dans le sens littéral du mot. L'arrestation, dans le sens pénal, n'aurait pas sa raison d'être, ce fait de mendicité n'étant passible ni d'amende, ni de prison et ne pouvant par là-même constituer un délit. M. de Gérando l'a très bien compris semble-t-il : les dépôts de mendicité étaient, dans l'intention de Napoléon, disait-il « de « vrais lazarets institués pour une infirmité spéciale « qui flotte entre l'idiotisme et le vice, qui expose à « des suites graves » (1).

Quelques interprètes autorisés atténuaient même singulièrement le terme « *d'arrestation* » employé par Napoléon. M. Regnault, dans la discussion du Code pénal au Conseil d'Etat, faisait la déclaration suivante : « les dépôts de mendicité sont des mai-
« sons de secours et des asiles où les mendiants
« peuvent et doivent se retirer d'eux-mêmes, et où
« ils ne sont pas en détention » (2). M. Crétet va plus loin encore : il proclame que ces dépôts sont des *établissements paternels* où la bienfaisance doit « tempérer la contrainte par la douceur et maintenir la discipline par l'affection ».

1. *De la Bienfaisance publique à Paris*, t. III, p. 600.

2. Séance du 19 août 1807.

La pratique ne répondit guère à la théorie; elle devait même s'en écarter de plus en plus (1).

Un projet de décret avait été envoyé de Paris à Napoléon et semblait répondre aux intentions qu'il avait d'abord manifestées. Il faut croire qu'il ne lui convint pas, car il dicta lui-même un nouveau décret au duc de Bassano, et il le promulgua le 5 juillet 1808. En voici les articles fondamentaux :

Art. 1^{er}. — La mendicité sera défendue dans tout le territoire de l'Empire.

Art. 2. — Les mendiants de chaque département seront arrêtés et traduits dans le dépôt de mendicité dudit département, aussitôt que ledit dépôt sera établi et que les formalités ci-après auront été remplies.

Art. 3. — Dans les quinze jours qui suivront l'établissement et l'organisation de chaque dépôt de mendicité, le préfet du département fera connaître par un avis que ledit dépôt étant ouvert et organisé tous les individus mendiants n'ayant aucun moyen de subsistance sont tenus de s'y rendre.

Art. 4. — A dater de la troisième publication, tout individu qui sera trouvé mendiant dans ledit département sera arrêté... Il sera aussitôt traduit au dépôt de mendicité.

1. M. Ducuron-Tucot, parlant dans un ouvrage récent (*De la répression de la mendicité*. Toulouse 1899) de l'origine des dépôts de mendicité, après avoir constaté que les pauvres « n'y étaient pas enfermés à titre de correction, mais seulement retenus pendant le temps jugé nécessaire pour leur apprendre à gagner leur vie par le travail », et que « le dépôt de mendicité était destiné moins à réprimer qu'à prévenir » (p. 30), reconnaît que cette institution dévia peu de temps

Il devait donc y avoir deux catégories de mendiants reçus aux dépôts de mendicité. Aux termes de l'art. 3, les mendiants n'ayant aucun moyen d'existence sont tenus de se rendre au dépôt dès son ouverture, et, par conséquent, y entrent volontairement, ou, plus exactement, sans arrestation préalable. D'autre part, l'art. 4 prescrit d'arrêter tous les individus pris en flagrant délit de mendicité à partir de la troisième publication annonçant l'ouverture du dépôt. De gré ou de force, tous les mendiants devaient donc entrer au dépôt de mendicité. Or il est une remarque devenue banale à force d'avoir été répétée, c'est que, parmi les mendiants, il y a des malheureux dignes de toutes les commiserations, et des incorrigibles dignes de toutes nos méfiances, lorsque même ce ne sont pas des criminels. Les uns cherchent du travail et n'en trouvent pas, les autres le refusent.

Le personnel qui allait entrer aux dépôts de mendicité devait donc être fort disparate. Cette promiscuité déplorable pouvait être très nuisible aux bons sans avoir chance d'être utile aux mauvais, car la maladie se propage infailliblement dans un milieu vicié, et non la santé. Un pareil contact ne pouvait qu'éloigner les malheureux qui avaient encore gardé quelque sentiment de dignité personnelle ; aussi le nombre des admissions de cette catégorie devait se restreindre de plus en plus. Une nouvelle législation vint hâter ce résultat.

après de la voie qu'on lui avait assignée. Les dépôts de mendicité, dit-il (p. 36) « n'eurent plus qu'une sorte de caractère mixte entre la prison et l'hospice ».

Le Code pénal, promulgué le 22 février 1810, modifiait sensiblement le décret de 1808. L'opinion de Napoléon sur la mendicité avait changé. Il ne trouvait plus qu'arrêter un mendiant « pour le mettre en prison serait barbare et absurde ». Ce blâme énergique aurait pu cependant être justement appliqué aux mesures rigoureuses qu'il édictait deux ans après avoir formulé ce principe. L'art. 274 du Code pénal qui est toujours en vigueur, décide que « toute personne qui aura été trouvée mendiant dans un lieu pour lequel il existe un « établissement public, organisé afin d'obvier à la « mendicité, sera punie de 3 mois à 6 mois d'em- « prisonnement, et sera, après l'expiration de sa « peine, conduit au dépôt de mendicité ».

Dans les localités non pourvues d'un dépôt, la mendicité ne constitue un délit que quand elle est exercée par des individus valides et mendiants d'habitude ; dans ce cas, les délinquants encourent une condamnation de un à trois mois d'emprisonnement ; cette peine est de six mois à deux ans s'ils sont arrêtés hors du canton de leur résidence (art. 275 C. P.).

Les dépôts de mendicité virent alors affluer chez eux des individus ayant fait des séjours plus ou moins prolongés dans les prisons de l'Etat. Les pauvres encore honnêtes qui passèrent dans ce milieu malsain en sortirent presque irrémédiablement pervertis. Le contact des récidivistes devait être une cause de répulsion pour les travailleurs honnêtes, et il était naturel que ces derniers y devinssent de plus en plus rares. Les infirmes qui

n'espéraient aucun secours de leur travail s'y rendaient au contraire très nombreux, pour éviter une arrestation et la condamnation à la prison qui en était la conséquence. Ils s'y établissaient même presque à demeure, puisqu'en principe on ne devait laisser partir l'hospitalisé et le reclus que lorsque son habileté professionnelle ou le pécule amassé par lui pouvaient lui assurer des moyens d'existence au sortir de l'établissement. Les infirmes, les idiots, les épileptiques étaient donc fatalement condamnés à rester plus longtemps que les autres au dépôt, et à n'en sortir que pour y rentrer bientôt.

Il en résultait un encombrement considérable. La durée de séjour, qui, primitivement, avait été fixée à *une année au moins*, fut réduite à quelques mois et même à quelques semaines pour les gens valides. L'amélioration de l'hospitalisé, qu'on recherchait, ne fut pas atteinte. Une circulaire de 1812 supprima la faculté d'entrer volontairement au dépôt.

Napoléon donnait toujours à son action, en quelque domaine qu'elle s'exerçât, un caractère de force et de rapidité extraordinaire. Cette impulsion s'était fait sentir dans la création des dépôts de mendicité. Dès la fin de l'année 1808 le dépôt de mendicité de la Seine était organisé ; 39 étaient fondés l'année d'après, et 40 dans les trois années qui suivirent.

Les graves complications extérieures, l'invasion du territoire absorbèrent plus tard toutes les préoccupations du gouvernement. Sa chute entraîna la dépréciation de son système d'assistance qui était déjà, d'ailleurs, l'objet de vives critiques. Faut-il

attribuer à une réaction naturelle contre les institutions du régime impérial (1), ou aux inconvénients intrinsèques de ces établissements, l'attitude hostile du gouvernement de la Restauration ? La question est assez douteuse ; mais il est certain que le gouvernement de juillet se montra opposé aux dépôts de mendicité. M. Lainé, ministre de l'intérieur, écrivait dans une circulaire aux préfets (17 mars 1817) ; « il est important de vous
« occuper des propositions que vous serez bientôt
« dans le cas de faire au conseil général de votre
« département, relativement au dépôt de mendicité, ou de préparer les mesures propres à
« donner à cet établissement la meilleure destination. Il ne s'agit plus d'examiner si la mendicité peut être supprimée au moyen des dépôts,
« mais de pourvoir à la dépense de celui qui existe,
« si la conservation en est jugée nécessaire, ou de
« motiver toute proposition dont l'objet serait de
« lui faire subir des modifications ou même d'en
« prononcer la suppression ». Les Conseils généraux profitèrent de la latitude qui leur était laissée pour diminuer les charges qui leur incombait et un grand nombre supprimèrent leur dépôt de mendicité (2). En 1830 il n'en restait plus que 10, et 6 en 1837 (3).

Depuis, leur nombre a subi de nombreuses variations :

1. V. Dalloz. *Repertoire, Vagabondage et mendicité*, de Géraudo *loc. cit.*

2. V. *Dictionnaire d'économie politique*, art. de M. Chevalier.

3. Toutefois 19 maisons centrales recevaient des pauvres valides.

il y en avait :	21	en 1853	contenant	4.773	personnes.
	36	en 1871	—	5.470	—
	45	en 1873	—	8.885	—

Une consultation des Conseils généraux sur la question de leur maintien eut lieu en 1873. Trente-neuf seulement répondirent, parmi lesquels vingt-cinq réclamèrent contre la suppression ; mais, suivant le rapporteur, M. Eugène Talon, « les avis favorables « aux dépôts émanaient des départements qui « n'avaient pas jugé bon d'en établir chez eux, tan- « dis que les avis hostiles représentaient des dépar- « tements qui en étaient pourvus » (1).

En 1886, les 30 dépôts de mendicité comptaient 5.389 pensionnaires, savoir : 1.257 reclus (dont 29 pour cent récidivistes) et 4.152 hospitalisés. Aujourd'hui il y a 28 dépôts de mendicité desservant 51 départements (2).

Malgré que le nombre des dépôts de mendicité se soit parfois accru, ils n'ont pas moins donné lieu à de nombreuses critiques, presque toujours bien fondées. On espérait, en accueillant dans les mêmes établissements les valides et les infirmes, que le produit du travail des uns permettrait de nourrir les autres. Il n'en fut pas ainsi parce que, en réalité, les infirmes furent trop nombreux et que les valides peu travailleurs et peu habiles ne donnèrent qu'un rendement, à beaucoup près insuffisant, pour couvrir leurs propres frais (3). Le produit du travail des 3.000 individus, portés sur les registres comme y

1. Vaulaer, *loc. cit.*

2. *La charité avant et depuis 1789*, Hubert Valleroux, p. 246.

3. V. *Manuel des Prisons et des Dépôts de mendicité*, Péchart, Paris 1822, p. 30 et Hubert-Valleroux, *loc. cit.*

ayant pris part, s'élève à 18.000 fr., soit 62 fr. 25 par tête, ou 0 fr. 20 par jour (1). « En réalité, comme le dit très bien M. Ch. Dupuy, on a donc affaire, non pas à des maisons de travail, mais à des maisons de repos ; près de la moitié y consomme sans rien produire ; et ceux qui travaillent produisent moins du tiers de leur consommation » (2). Le nombre des infirmes égale souvent, notamment à Nanterre, le nombre des valides. « L'asile départemental devient « ainsi le refuge de toutes les misères et de toutes « les infirmités ; des infirmités repoussantes, hideu- « ses, devant lesquelles se referment nécessaire- « ment les portes des autres établissements chari- « tables, dont la plupart ne sont pas organisés en « prévision d'affections de cette nature, ou ne peu- « vent les conserver en raison de leur durée. Les « épileptiques, les idiots, les ivrognes, les malheu- « reux atteints de carie des os vivent des années « sans espoir de guérison et on n'en veut nulle « part. Il y a aussi de pauvres vieux aveugles n'ayant « plus personne au monde et qu'on ramasse sur les « chemins » (3).

Ces reproches qu'on formulait dès 1815 (circulaire du 6 mai), comme en 1822, M. de Gerando s'y associa en 1839 ; il indiquait avec une grande clairvoyance, le grave défaut de ces sortes d'institutions : « *les dépôts de mendicité*, disait-il, *s'éloigneront d'au-*

1. V. Vaulaer : Le chômage de l'ouvrier, *Correspondant* 10 sept. 10 oct. 25 mars 1892, 10 janv. 1893.

2. Rapport au Conseil supérieur de l'assistance publique, 1889.

3. De Crisenoy. *Les asiles d'incurables et les dépôts de mendicité*. Revue d'administration, 1888, t. III, p. 5.

« tant plus de leur destination qu'on attendrait d'eux
« plus qu'ils ne doivent faire ». Et il remarquait fort
justement par ailleurs (1) qu'« on s'est plaint
« de ce que les infortunés, réduits par une nécessité
« réelle et impérieuse à implorer la pitié publique,
« se trouvent, dans les dépôts, confondus avec des
« êtres vils, que les habitudes de fainéantise ont
« seules conduits à mendier ; le système commun
« à ces deux classes d'individus se trouve ainsi trop
« dur pour les uns ou trop doux pour les autres.
« Lorsque ce régime incline à la douceur, et telle
« doit être la tendance, on s'afflige de voir que le
« séjour dans le dépôt de mendicité paraît à beau-
« coup de gens une existence plus tranquille et plus
« commode qu'une vie indépendante... qu'un grand
« nombre d'indigents mendient précisément pour
« se faire arrêter, certains alors de n'avoir plus à
« prendre soin d'eux mêmes ».

Il faut encore ajouter que l'état moral qui règne
aujourd'hui encore dans les dépôts est des plus per-
nicieux. Un éminent directeur de l'assistance publi-
que, dont le témoignage ne saurait être suspecté,
M. Monod, le reconnaissait publiquement lui-même :
« un individu qui sort du dépôt, disait-il, est rejeté
« dans la société aussi pauvre et souvent moins
« bon qu'il n'y était entré » (2).

A toutes les époques, on n'a donc cessé de
s'élever contre les inconvénients des dépôts de men-
dicité. Quelques auteurs croient pourtant leur exis-

1. *Loc. cit.* t. III, p. 60.

1. Monod. *Rapport au Conseil supérieur d'assistance publique*,
1888.

tence utile et ils montrent que, quand leur direction a été confiée à des gens capables, ils ont pu donner d'excellents résultats (1). Nous ne doutons pas que, profondément modifiés, ils ne puissent avoir une certaine utilité, soit qu'on les transforme en établissements d'assistance pour les incurables, soit qu'on en fasse des maisons de travail et de répression contre la mendicité d'habitude. Mais les changements à introduire seraient si considérables, tant au point de vue du recrutement que des procédés à employer, que ce ne serait plus, à proprement parler, « une transformation » des dépôts de mendicité. D'un autre côté, il nous paraît impossible que ces établissements puissent fournir des résultats favorables tant qu'ils conserveront ce caractère mixte d'hospice et de maison pénitencière.

Quoi qu'il en soit, nous pouvons constater que l'assistance aux valides sans travail n'existe plus aujourd'hui, dans les dépôts de mendicité. Cette situation est tout à fait contraire aux intentions des promoteurs de l'institution, et à la conception première de l'Empereur, telle qu'elle ressort de la lettre de M. Crétet, telle qu'elle a été interprétée par M. Regnault au Conseil d'Etat. Elle aurait été sans doute la meilleure; elle a été malheureusement de plus en plus abandonnée.

1. V. notamment Dalloz, *loc. cit.* et surtout l'ouvrage de M. de Magnitot, intitulé *de l'assistance et de l'existence de la mendicité*.

SIXIÈME PARTIE

L'assistance par le travail moderne en France

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

CARACTÈRE GÉNÉRAL ET ORIGINE DE L'ASSISTANCE PAR LE TRAVAIL DE NOS JOURS

Les retentissants échecs des ateliers de secours et des ateliers nationaux avaient fait un tort considérable à la cause de l'assistance par le travail. Aussi, quand on revint à cette idée si féconde, on dut la reprendre sous une tout autre forme. Lorsqu'on feuillète les comptes rendus des œuvres d'assistance moderne par le travail, on est surpris de voir combien l'idée des ateliers nationaux y revient souvent ; mais c'est toujours pour leur jeter l'anathème et assurer au public et aux souscripteurs qu'on ne veut rien leur emprunter.

L'idée-mère de toutes ces institutions est pourtant la même : donner du travail à ceux qui en manquent. Turgot, La Rochefoucauld-Liancourt, Louis Blanc ou les inspireurs de nos œuvres modernes sont tous d'accord sur le danger que font courir à la société comme à l'individu, le chômage, la misère et la mendicité ; ils sont unanimes à reconnaître que le travail est le seul remède approprié à ces crises, le seul qui respecte le caractère et la dignité de l'ou-

vrier; tous ont travaillé activement à la propagation des secours en travail; ils sont partis d'un même principe, mais empruntant des chemins différents, ils ont abouti aux résultats les plus dissemblables.

On abandonna ces grands chantiers publics organisés et dirigés par l'Etat ou par les villes importantes. L'assistance par le travail fut dorénavant privée, en France du moins (1).

Les quelques institutions qui font exception à cette règle, ont été fondées par la ville de Paris et ont été copiées sur le modèle des œuvres privées; elles n'admettent qu'un nombre fixe, et restreint d'hospitalisés, elles les emploient à des travaux du genre de ceux qu'on retrouve dans les autres œuvres et leur donnent une rémunération analogue. Elles gardent le cachet des œuvres privées qui leur ont servi de modèles et ne ressemblent en rien à des chantiers publics.

Nous entrons dans une nouvelle phase de l'histoire de l'assistance par le travail. Jusqu'au milieu du xix^e siècle, l'Etat ou les villes avaient seuls agi; à partir de ces vingt dernières années l'initiative individuelle s'est réveillée. Ne pouvant et ne voulant pas suivre la voie dans laquelle deux échecs avaient déjà eu lieu, elle voulut ressusciter le principe sous une autre forme, et, grâce à elle, une magnifique efflorescence d'œuvres a surgi depuis quelques années: ce sont celles que nous allons avoir à étudier maintenant.

Toutes les œuvres d'assistance par le travail ont,

1. Nous consacrerons un nouvel ouvrage à l'étude de l'assistance par le travail à l'étranger.

en principe, un lien de parenté étroit, manifeste, qui les unit les unes aux autres. C'est, sinon comme on l'a dit, le remplacement de l'aumône par le salaire, du moins la coopération de deux éléments, l'aumône et le salaire, la coopération de deux agents, le bienfaiteur et le miséreux. De grandes distinctions toutefois se font jour sous cette formule générale : quelques œuvres cherchent à fournir un travail d'attente à la disposition de tous ; d'autres ambitionnent de faire une catégorisation plus complète, de sélectionner ceux qui se présentent, de refuser les mauvais et de prendre les bons, de diriger ensuite ces derniers dans la voie qui leur paraît la plus favorable. On les forme, au besoin, à un nouveau genre de vie, en améliorant enfin leur valeur professionnelle et morale. Cette dernière catégorie, qui semble la forme la plus parfaite des institutions privées d'assistance par le travail, s'est surtout développée dans ces vingt-cinq dernières années. Mais pour en trouver l'origine, l'exemple primitif, la pensée première, il faut remonter jusqu'au commencement de ce siècle.

La première maison de ce genre fut ouverte à Bordeaux en 1827 ; deux ans plus tard il s'en fondait à Paris, rue de Lourcine, un autre qui reproduisait l'œuvre précédente en la perfectionnant.

La maison de refuge de la rue de Lourcine était, d'après la définition du baron de Gérando, « un établissement d'épreuves, de préparation, de passage, d'attente ; une station, une sorte de portique placé à l'entrée des divers genres d'établissements qui reçoivent, assistent ou occupent les pauvres

d'une manière constante pour en faire la séparation et le classement, et les diriger en conséquence » (1).

La catégorisation des pauvres était, en effet, un des caractères essentiels de la nouvelle institution, c'est la particularité qui en faisait la nouveauté et l'originalité. La nécessité d'appliquer à chacun le remède qui lui convient est malheureusement un des principes trop souvent méconnus dans l'organisation des œuvres d'assistance. Là, plus que partout ailleurs, la division du travail est utile et nécessaire. Un médecin pourrait tout aussi bien ordonner à tous ses malades le même remède, quelles que fussent leurs maladies respectives, qu'une œuvre de bienfaisance donner à tous ceux qui viennent à elle un même genre de secours. La misère est, sinon toujours un cas de pathologie sociale, du moins généralement, la manifestation d'un état d'infériorité relative. Le médecin, qu'est le bienfaiteur, doit s'appliquer à chercher la cause de cette maladie, de cette faiblesse, pour en enrayer la marche progressive et les effets désastreux. La misère est occasionnée en effet par des causes très multiples, très dissemblables, et le mode d'assistance qui peut être excellent dans certaines circonstances peut être, au contraire, souverainement déprimant et funeste dans beaucoup d'autres cas.

C'est de l'idée première de ce principe, se développant heureusement de jour en jour, qu'est née la maison de la rue de Lourcine.

Il existait trois échelons, dans l'organisation inté-

1. De Gerando, *l. c. t. III, Des ateliers de travail libre. Maisons de travail en France*, p. 545.

rieure de l'établissement, par lesquels passaient successivement les pauvres qui y étaient reçus.

En premier lieu, la personne qui se présentait était interrogée sur sa profession, ses antécédents, ainsi que sur tous les points pouvant éclairer le directeur de l'établissement à son égard. En même temps, une enquête complétait et contrôlait les renseignements ainsi obtenus, tant au point de vue de la capacité professionnelle que de la moralité.

Après cet examen préliminaire, on mettait le pauvre au travail pour apprécier sa capacité, sa bonne volonté, le genre de soins qu'il nécessitait. C'était la vérification par l'expérience des renseignements fournis par l'enquête.

Après avoir passé par ces deux échelons successifs, le pauvre était admis au secours : alors, suivant les cas, ou bien on le gardait jusqu'à ce qu'il pût entrer dans un hospice pour vieillards ou infirmes, ou bien on le dirigeait sur un dépôt de mendicité, ou bien encore, ce qui était le cas le plus fréquent, on le gardait pendant quelque temps à la maison de refuge.

Le régime de la maison comprenait un externat et un internat. Dans le premier cas, l'ouvrier recevait des aliments, dont le prix était imputé sur son salaire. Dans le second cas, on lui donnait en outre le logement et le vêtement. La durée du séjour variait en principe entre quinze jours et six mois : cependant il y avait des exceptions, quelques hospitalisés ne restaient que peu de jours, d'autres étaient

gardés beaucoup plus longtemps, car la durée moyenne des séjours était de six mois.

Pendant le temps qu'il passait dans la maison de refuge, l'indigent était employé à un travail productif de façon à lui donner une capacité professionnelle. En effet, la plupart des pauvres admis au refuge étaient de simples journaliers, n'ayant aucun métier nettement déterminé, se bornant à offrir leur seule force musculaire sur le marché du travail, se proposant pour toutes les besognes et n'étant particulièrement aptes pour aucune d'elles. On s'efforçait de leur inculquer en même temps que l'habitude, le goût du travail ; on leur préparait aussi un petit pécule qui pouvait leur être fort utile à la sortie de la maison hospitalière. Bref, quand on les rendait à la vie ordinaire, les assistés étaient pourvus de ressources et de nouvelles et saines habitudes.

Des travaux d'espèces très différentes avaient été organisés pour qu'on pût mettre chaque individu au genre d'occupation qu'il était le plus apte à remplir. Suivant leurs capacités, leur âge, leur sexe, les hospitalisés étaient occupés à quelques-uns des travaux suivants : terrassements, confection de vêtements, reliure, préparation de la gélatine, etc. Des ateliers aussi différents auraient pu être difficilement dirigés par des personnes charitables ; il fallait une direction régulière, énergique et compétente. Pour arriver à ce résultat, on mit les travailleurs à la disposition des fabricants qui pouvaient les utiliser et devaient donner un salaire proportionnel à la tâche accomplie. De ce salaire un tiers était

immédiatement versé à l'ouvrier, un tiers était mis en réserve pour le jour de la sortie, un tiers était gardé par l'établissement pour couvrir les frais de son hospitalisation. Ce prélèvement était loin d'être suffisant pour couvrir le montant de la dépense qui s'élevait à 67 centimes par jour et par tête pour les femmes, et à 68 centimes pour les hommes (1), alors que le produit moyen du travail n'était que de 45 centimes.

Des souscriptions nombreuses avaient été versées au moment de la fondation de l'œuvre; mais quand elles furent épuisées (il y avait eu pour 587.000 fr. de frais de premier établissement et 306.000 de dépenses d'entretien) il fallut avoir recours aux corps élus. Le Conseil général de la Seine vota des fonds pour acheter du matériel et 50.000 fr. pour l'entretien annuel. On ne sait au juste pourquoi, à ce moment, l'institution disparut et les fonds restèrent sans emploi (2).

Pendant la durée de son existence, de novembre 1829 à juillet 1831, le refuge avait hospitalisé 1361 personnes, soit 814 hommes et 487 femmes.

Une maison du même genre fut aussi fondée à

4. Voici le détail :

Dépréciation de la literie .	0.03
— du linge .	0.10
Nourriture	0.43
Blanchissage	0.06
	0.62
Habillement : hommes	0.06
femmes.	0.05

2. V. De Gérando, *ibid.* p. 549 et suiv. V. aussi Vanlaer, Le chômage de l'ouvrier, *Correspondant* 25 nov. 92.

Strasbourg ; mais elle était plutôt destinée aux personnes déjà âgées et susceptibles de fournir peu de travail.

Malgré que les circonstances n'aient pas permis à la maison de la rue de Lourciné de continuer à fonctionner, le principe de l'assistance moderne par le travail n'en était pas moins posé, les bases étaient établies et les grandes lignes dessinées. Le plan resta, il est vrai, bien des années sans que personne ne songeât à en tirer profit ; il fallut de cruelles circonstances pour que le premier établissement d'assistance par le travail fût fondé à Paris. C'était pendant la famine qui régnait en 1871 à Paris pendant le siège. Les mairies distribuaient des secours aux indigents et, en rangs pressés, la file était longue des femmes et des enfants qui attendaient leur tour pour recevoir l'aumône qu'on leur accordait régulièrement. Pendant ce temps, les hommes aux bataillons de marche ou de mobiles, « constamment répandus dans la banlieue et dans
« les fortifications, mouraient autant du froid de la
« saison que du feu de l'ennemi. Pour préserver
« ces hommes, il était tout naturel de faire gagner
« à ces femmes l'argent qu'on leur donnait gratuitement en leur faisant confectionner des gilets et
« des ceintures de flanelle (1) ». C'est en ces termes que M. Mamoz expliqua la naissance de la nouvelle œuvre d'assistance par le travail, dont il était le fondateur.

1. V. Vanlaer, Le chômage de l'ouvrier, *Correspondant*, 25 nov. 92.

Cette combinaison n'était pas faite, toutefois, pour plaire à tout le monde, car bien des personnes, heureuses de recevoir gratuitement un secours, ne voulaient pas faire le moindre effort pour le mériter. La moitié des assistées cessèrent aussitôt de se présenter ; les autres se firent inscrire pour obtenir du travail, et il n'y en eût que la moitié à en demander effectivement. Cette façon de procéder procura une économie sensible qui permit d'accroître d'autant les sommes destinées aux secours ; de leur côté, les malheureux soldats y gagnèrent d'obtenir plus rapidement de quoi se couvrir. Les mécontentes manifestèrent bruyamment leur indignation contre un pareil procédé, qui les forçait à mériter le secours qu'on leur accordait ; elles envahirent bruyamment l'atelier, démolirent le matériel, blessèrent le concierge (2) ; mais ces démonstrations n'empêchèrent pas l'œuvre de continuer à subsister. Même après le siège, les femmes secourues demandèrent avec tant d'insistance la continuation de l'œuvre, que M. Mamoz entreprit de la faire vivre par le seul secours de la charité privée et c'est aujourd'hui la société si intéressante du faubourg Saint-Honoré.

L'assistance par le travail n'en était donc pas à

1. Des secours fournis par du travail donné à domicile avaient déjà été employés à plusieurs reprises dans le passé, comme nous l'avons vu, et notamment par Turgot et sous la Révolution. Mais pendant tout le cours du siècle on semble les avoir complètement abandonnés. C'était donc comme une nouvelle ère qui s'ouvrait en 1871.

2. V. Louis Rivièrre, *L'Assistance par le travail dans la ville de Paris*, *Réforme sociale*, 1894, t. II, p. 588.

son début, comme on l'a soutenu (1). S'il y eut, en fait, une interruption, il n'en est pas moins vrai que le principe, tel qu'il est actuellement entendu, avait été mis précédemment en pratique, notamment dans la maison de la rue de Lourcine.

Depuis cette époque, l'assistance par le travail a pris une extension considérable, dans tous les pays civilisés, sous les formes les plus diverses, les plus ingénieuses.

On peut toutefois distinguer parmi les œuvres d'assistance par le travail, trois groupes distincts :

Premier groupe : Les œuvres qui donnent du travail à domicile.

Deuxième groupe : Celles qui font travailler dans leurs ateliers, avec le régime d'*externat*.

Troisième groupe : Celles qui font travailler dans leurs ateliers, avec le régime d'*internat* (2).

1. Louis Rivière, *ibid.* Nous regrettons de nous trouver en désaccord sur ce point avec M. Rivière ; mais il nous semble clairement établi qu'il n'a pas fait remonter assez haut l'origine de l'assistance par le travail moderne.

2. Sans vouloir donner de prime abord aucune préférence à l'un de ces trois genres d'œuvres qui conviennent chacun à des catégories particulières de pauvres, nous pouvons du moins faire la remarque suivante. L'influence de celui qui donne, se fait sentir d'une façon croissante de la première à la troisième catégorie, tandis que celui qui reçoit, aliène de plus en plus sa liberté, son indépendance. Dans la première, il y a le minimum d'influence, dans la troisième le maximum.

CHAPITRE PREMIER

L'ASSISTANCE PAR LE TRAVAIL A DOMICILE

L'œuvre la plus ancienne, la plus importante de ce groupe, est assurément celle de M. Mamoz, dont nous avons déjà indiqué l'origine. Examinons-en, maintenant, le fonctionnement actuel.

L'œuvre du faubourg Saint-Honoré a pour but de fournir aux mères de famille, honnêtes et pauvres, du travail de couture à faire chez elles. L'œuvre donne cette occupation aux *mères de famille*, sans pour cela exclure les femmes isolées, mais le but principal est de venir en aide à la mère sans ressources, chargée d'enfants, ou n'ayant que des ressources insuffisantes pour les nourrir. C'est pour cette raison que le travail est donné à domicile : le rôle essentiel de la femme, en effet, est de garder le foyer, de veiller à son entretien, à sa bonne tenue. La misère qui survient ne supprime pas son rôle ; bien loin de là, elle en augmente les charges et met à contribution toutes les qualités de la ménagère, dont la tâche est plus lourde que jamais.

Est-ce le moment de retirer la femme de son intérieur ? Elle y est toujours utile ; elle y devient indispensable dans cette période de crise. Si elle s'éloignait du foyer dont elle est la gardienne au moment du danger, comment ne serait-il pas détruit ?

Les œuvres d'assurances par le travail à domicile ont surtout le mérite de comprendre cette nécessité impérieuse et elles ont pris des mesures non seulement pour ne pas éloigner la femme de sa maison, mais encore pour l'y retenir.

De sérieuses difficultés semblaient pourtant mettre obstacle à ce genre de secours. Si une présence suivie, un travail assidu n'étaient pas exigés des femmes secourues, toutes celles qui voudraient augmenter leurs ressources, quelles qu'elles fussent, viendraient à l'œuvre d'assistance sous le prétexte d'une misère plus ou moins réelle pour demander du travail. Il n'était ni possible ni désirable d'en fournir à tant de monde.

Cet obstacle n'était pas le seul : en admettant qu'on put restreindre le nombre des postulantes, on pouvait craindre que parmi les personnes qui obtenaient des matières à œuvrer, il y en eut de peu scrupuleuses, s'appropriant ou vendant les marchandises qu'on leur avait confiées.

C'est pour remédier à ces deux dangers que M. Mamoz institue en 1875, un service de renseignements parfaitement organisé, grâce auquel il est bientôt fixé sur la véracité des déclarations d'une quémandeuse. Il peut juger alors s'il peut lui donner des secours et lui confier des fournitures.

Ce service de renseignements est particulièrement délicat. Il est facile, quand on n'a pas l'habitude de ce genre d'investigations, d'être trompé par les témoignages intéressés ou complaisants du concierge et des fournisseurs, par des renseignements insuffisamment éclairés, ou inspirés soit par une malveil-

lance, soit par une sympathie excessives des voisins.

C'est surtout un travail de couture que l'on donne à faire à l'œuvre du faubourg St-Honoré. Il est certainement le meilleur à bien des points de vue. En premier lieu, c'est le travail *technique* le plus ordinairement, souvent le seul, connu des femmes. Les autres occupations que l'on pourrait procurer, comme le triage des grains de café, l'éventailage des corsets, la confection des sacs en papier, ne sont pas techniques, puisqu'elles n'exigent aucune formation antérieure et ne peuvent, par conséquent, donner lieu qu'à une rétribution tout à fait dérisoire.

Le travail à l'aiguille a un autre avantage : l'ouvrage qu'il produit est d'un écoulement relativement facile et rémunérateur. Le marché en est beaucoup plus large que pour les autres objets dont nous parlions. On peut espérer se défaire plus facilement de la marchandise, en l'utilisant dans le cas où on ne peut la vendre. Le travail de couture *bien dirigé* doit rembourser, sinon l'intégralité, du moins une grande partie du salaire payé (1).

Naturellement le travail se fait aux pièces, et la rémunération est, d'une manière générale, assez supérieure au taux normal. « Il n'est pas rare que certaines façons payées 0 fr. 75 chez M. Mamoz, soient cotées 0 fr. 60 dans les premiers établissements de commerce et tombent par prélèvements successifs à 40 et même 30 centimes dans les mains du réel exécutant » (2).

1. Quand ces travaux ne sont pas faits avec assez de soin, il arrive parfois qu'on ne peut même pas rentrer dans le prix de la matière première.

2. L'assistance par le travail à Paris, *Réforme sociale*, 1889, t. I, p. 796.

Bien que le salaire soit proportionné en principe au travail produit, il est souvent accordé un « sur-salaire » à de pauvres vieilles femmes qui ne peuvent avancer autant que les jeunes. Le taux moyen du salaire journalier est de 1 fr. 50, ce qui est en somme, dans ces circonstances, une rémunération très raisonnable. Il peut même monter au double pour les travaux d'écriture.

Si le travail donné par l'œuvre de M. Marmoz est généralement, pour les femmes, la couture, il n'est pas exclusif. C'est ainsi qu'à partir de 1878 on y adjoignit la cordonnerie, en 1884 les travaux d'écriture pour hommes et femmes. Cette dernière innovation mérite spécialement d'être relevée, car elle s'adresse à une catégorie spéciale du personnel des ateliers, qui n'est pas la moins malheureuse et qui est beaucoup plus nombreuse qu'on ne pourrait le supposer. Le nombre des employés de commerce, des professeurs sans places, des déclassés de toutes les catégories est effrayant ; et c'est à ceux-là que sont destinés les travaux d'écriture (1).

Avec des salaires relativement aussi élevés, on pourrait craindre que les assistés ne s'arrangeassent de façon à prolonger leur assistance au delà du temps strictement nécessaire ; mais en pratique il en peut être rarement ainsi pour deux raisons. La première c'est que les personnes chargées de la direction connaissent très bien les gens auxquels elles ont affaire. En second lieu, le séjour des assistés est proportionné à la quantité de secours que fournit

1. V. notamment Vaulaer, Le chômage de l'ouvrier, *Correspondant*, du 25 novembre.

pour leur compte le sociétaire qui les a fait entrer aux ateliers ; le séjour se trouve par là même forcément limité.

Le salaire est payé en argent. Cependant, si l'assisté le demande, on peut lui en donner une partie en bons qui leur procurent une réelle économie chez les fournisseurs. Cette combinaison est, paraît-il, particulièrement appréciée par les mères de famille.

La plus grande difficulté à laquelle se heurte l'œuvre de M. Mamoz comme toutes celles de son genre est la pénurie des débouchés. Les adhérents de l'œuvre envoient bien souvent des protégés, ils donnent de l'argent, mais du travail jamais ou presque jamais. — A peine 5 pour cent des sociétaires cherchent-ils à en fournir. Ce serait pourtant un des meilleurs moyens de venir en aide à l'œuvre et de lui permettre d'étendre la sphère de son influence bienfaisante (1).

A l'ouvroir du V^e arrondissement, fondé par M^{me} de Pressensé, rue du Val-de-Grâce, on se plaint également de la difficulté d'écoulement des produits. Cette œuvre fonctionne sur les mêmes bases que celle de M. Mamoz. Les salaires doivent y être un peu plus élevés, car ils varient de 6 à 20 fr. par semaine. On cherche à ne travailler que sur commande, mais il est difficile d'y parvenir. Il a été distribué pour 7.652 fr. de salaires en 1891-92, et 13.433 fr. en 1894-95.

Une œuvre de travail à domicile a été annexée en 1892 à l'œuvre de l'Hospitalité du travail sur

1. Elle peut secourir environ 800 personnes par an.

laquelle nous aurons à revenir longuement. Le salaire y est d'environ 1 fr. 40 pour un travail de 7 ou 8 heures. On a assisté de la sorte 533 mères de famille en 1893, 527 en 1894, et 747 en 1895.

Enfin plusieurs centaines de personnes sont secourues tous les ans de la même façon à la Société d'assistance par le travail des VII^e et XVII^e arrondissements.

A l'ouvroir qui existe à l'œuvre d'Assistance par le travail du XVI^e arrondissement, on donne aussi du travail à faire à domicile, et le tarif en est organisé de telle sorte qu'une femme gagne de 1 fr. 50 à 2 fr. par jour (1). En 1898 il avait été payé 7.956 fr. de salaires à 375 personnes. L'excédent des dépenses (y compris les frais généraux) sur les recettes, n'était, en 1897, que de 3.244 fr. sur un budget se chiffrant par 36.498 fr. de dépenses (2).

1. Bien que cette œuvre ait une vente de charité annuelle où elle peut écouler une partie de travaux exécutés, il ne lui en restait pas moins en magasin pour 15.000 fr. de linge confectionné au 28 février 1899.

2. Voici quelle était la situation financière pour cet exercice. Rapport de l'Assemblée générale du 24 avril 1898 :

Dépenses.

Achat de linge.	20.895 40
Achat de fournitures et dépenses diverses. .	5.843 40
Salaires	5.680 65
Frais généraux	4.078 75
	36.498 20

Recettes.

Vente de linge.	32.254 30
Remboursement de salaires par les bons de travail.	1.003
	33.257 30

Non seulement l'achat des matières et des fournitures est largement couvert, mais encore l'intégralité du salaire et même un quart des frais généraux. C'est une situation qu'envieraient bien des œuvres du même genre et qui prouve à quels résultats on peut arriver grâce à une bonne gestion.

Plusieurs villes de province ont organisé des travaux analogues. Le salaire est, à Poitiers, extrêmement bas. Il varie entre 0 fr. 60 et 1 fr. 40, par jour, pour les bonnes ouvrières. C'est le prix du gain matériel de l'ouvrière elle-même ; l'œuvre ne garde à sa charge que les frais généraux. Avec des salaires de cette nature il ne faut pas s'étonner que l'œuvre se fasse gloire de recevoir des commandes des magasins du Louvre de Paris. Si des rémunérations de ce genre tendaient à se généraliser dans les œuvres, les critiques et les reproches, généralement mal fondés qu'on leur a adressés, en déclarant qu'elles contribuaient à avilir les salaires et faisaient une concurrence désastreuse au travail libre, seraient pleinement justifiés.

A Marseille, nous retrouvons encore l'organisation du travail à domicile. Les salaires y sont aussi extrêmement bas ; les sommes versées aux femmes assistées varient de 0 fr. 50 à 12 fr. par semaine avec une moyenne de 1 fr. 87 par présence. Aussi ne faut-il pas s'étonner de voir l'œuvre réaliser des bénéfices (251 fr. 80 en 1895). Nous ne doutons pas qu'ils ne soient destinés à étendre la sphère d'action de l'œuvre ; mais il faut pourtant ne pas oublier qu'avec des salaires aussi avilis, une œuvre

d'assistance ne devrait pas se permettre de faire des bénéfices. L'œuvre se plaint aussi de manquer de débouchés pour ses produits et fait appel à ses collaborateurs pour lui en procurer (1).

Ce danger de l'avilissement des salaires n'est heureusement pas un concomitant nécessaire de ce genre d'œuvres d'assistance et il serait facile d'y remédier dans une certaine mesure. L'exemple est d'ailleurs donné par des institutions des plus importantes, comme celle de M. Mamoz et l'Hospitalité du Travail de la sœur St-Antoine.

La valeur du principe essentiel reste donc intacte et on peut proclamer hautement l'utilité matérielle et morale de l'assistance par le travail à domicile.

1. A Pau, fonctionne aussi une œuvre du même genre.

CHAPITRE II

LES ŒUVRES D'ASSISTANCE PAR LE TRAVAIL

A RÉGIME D'EXTERNAT

Le travail à domicile ne peut guère s'appliquer qu'à un nombre de pauvres relativement restreint, presque uniquement aux mères de famille. La combinaison que nous allons étudier maintenant peut convenir, dans une certaine mesure, à tous les miséreux qui se présentent. Elle est des plus simples ; elle se rapproche beaucoup en apparence de la situation normale de l'ouvrier, puisqu'on fait venir l'assisté dans un atelier où il doit travailler un certain nombre d'heures, pour retourner ensuite chez lui en emportant généralement son salaire. Pour apprécier les mérites ou les dangers que peut présenter cette assistance, il faut bien distinguer les cas qui peuvent se rencontrer.

Femmes. — Toutes celles qui ne sont pas mères de famille et dont la présence n'est pas indispensable chez elles peuvent parfois être plus avantageusement occupées dans un atelier collectif qu'à leur foyer. Les connaissances en couture de beaucoup d'entre elles sont extrêmement restreintes, et ont, dans ce cas, besoin d'être développées, d'abord pour éviter les malfaçons et donner une plus grande valeur à leurs travaux, ensuite en vue

de leur procurer pour l'avenir un gagne-pain qui apportera dans leur intérieur un supplément de ressources, souvent nécessaire. Cet enseignement ne peut être donné aux femmes qui travaillent à domicile ; il faut se contenter du travail tel qu'elles l'apportent, et cela, au plus grand détriment de l'œuvre, de leur salaire, et de l'amélioration de leur valeur économique.

Pour diverses raisons, il peut sembler parfois préférable aux directeurs d'œuvres d'employer les femmes à un autre travail que celui de la couture. A Lyon par exemple, M. le professeur Berthélemy a fait confectionner des couronnes mortuaires en perles ; on ne pouvait laisser faire à domicile un travail de ce genre qui nécessite une direction expérimentée ; sans cela, la matière première aurait été entièrement gâchée et le temps consacré au travail, perdu. Au contraire, cet atelier étant dirigé par des personnes compétentes, on est arrivé à des résultats très satisfaisants. Une fois la durée du travail écoulée, l'ouvrière peut rentrer chez elle. Si sa présence n'y était pas utile le jour, elle peut y devenir nécessaire le soir par le retour au foyer des autres membres de la famille qui, eux aussi, étaient à leurs occupations. Elle rentre à temps pour préparer à tous le repas du soir. Rien d'essentiel n'est ainsi dérangé dans l'économie domestique.

Hommes. — Le travail à domicile est assez rarement employé pour les hommes ; il n'a guère d'autre raison d'être que l'économie pour l'œuvre d'un local et d'une surveillance continuelle. Le travail à l'atelier lui est donc préférable à tous les points de vue.

La présence permanente de l'homme au foyer est loin d'être aussi utile que celle de la femme. Le travail qu'on pourrait lui procurer chez lui est d'ailleurs difficile à trouver et rarement rémunérateur. L'ouvrier a l'habitude d'aller à un atelier à des heures régulières et d'y être soumis à une surveillance et à une discipline, il est bon de la lui conserver.

Enfin, il est d'autres avantages qui se manifestent pour tous d'une manière générale, hommes ou femmes. C'est ainsi que l'adoption de ce système supprime la nécessité ou du moins l'urgence de l'enquête, indispensable pour accorder un travail à domicile. Pour confier des matériaux à l'ouvrier qui les emporte chez lui, il faut avoir l'assurance qu'ils ne seront pas dérobés ; dans le travail de l'atelier ce risque n'existe pas ; la surveillance générale de l'atelier suffit pour empêcher le détournement. L'utilité de l'enquête subsiste cependant ; mais le point important est qu'on peut accorder de suite un secours au pauvre sans attendre la fin des investigations ; par le fait qu'il accepte un travail on a déjà une présomption en sa faveur. Tout le monde y gagne : l'œuvre et le pauvre. L'enquête, n'étant pas aussi urgente que dans le cas précédent, peut être menée avec plus de soin ; on peut obtenir des renseignements plus nombreux, plus précis, plus exacts. La tâche de faire des enquêtes est parfois très délicate et, à certaines époques où les demandes de secours sont plus nombreuses, elle devient écrasante et risque d'être insuffisamment bien remplie. Dans l'atelier, on peut juger des dispositions de

l'assisté ; c'est une enquête préalable qui sert à contrôler les renseignements que l'on peut obtenir par ailleurs et permet de le secourir sans retard.

Si l'œuvre gagne par la façon dont l'enquête est faite, le pauvre de son côté profite de la rapidité avec laquelle il est secouru. Beaucoup de malheureux, surtout les plus intéressants, ne se résignent à avoir recours à l'assistance que lorsqu'ils sont à bout ; il faut que la misère les ait fait déjà cruellement souffrir pour qu'ils se décident à tendre la main. N'est-il pas barbare d'être obligé de refuser un secours, de prolonger des souffrances à cause des délais nécessaires pour faire une enquête ? Dans des cas d'aussi atroce misère, il faut agir promptement, non seulement pour arrêter la cruelle souffrance physique, mais aussi pour prévenir les désastres de toute nature qui pourraient en résulter. L'enquête provoque forcément des retards, sources d'angoisses pour le pauvre quand ils ne lui sont pas funestes.

Bien que le travail à l'atelier présente ces avantages incontestables, il ne faut pas pour cela en conclure qu'il est le seul bon ou qu'il est supérieur au travail à domicile. Chacun des systèmes employés présente ses avantages et ses inconvénients, et ceux-ci se balancent d'une façon toute différente suivant qu'il s'agit de tel ou tel cas particulier. Par certains côtés, le travail à l'atelier est moins bon que le travail à domicile. Nous avons déjà signalé quelques-uns des avantages de ce régime pour les mères de famille ; plusieurs autres nous restent à examiner.

La population qui fréquente les œuvres d'assistance par le travail, bien qu'elle ait été déjà le résultat d'un sélectionnément général, est loin d'avoir les qualités désirables. Grâce à des subterfuges connus par eux, certains mandiants professionnels parviennent à entrer dans ces ateliers et à y rester fort longtemps sans rien faire. La science des œuvres charitables a fait des progrès, mais la science de les voler en a fait aussi.

En dehors de ce milieu foncièrement perversi, il existe une foule d'individus dont la légèreté de conduite, la mollesse de caractère ont été les causes de leur déchéance. Ce sont des êtres faibles, et leur misère, loin de les porter à réagir contre leurs penchants, les anémie au moral comme au physique. Ils sont prêts à recevoir les plus mauvaises empreintes. Le milieu de la misère est hélas si abaissant, si démoralisant, que ces malheureux ne tardent pas, si on ne les préserve de ce voisinage dangereux, à imiter les exemples et à suivre les conseils des « praticiens ».

C'est le danger qui peut exister dans les ateliers d'assistance ; les pires pervertissent les meilleurs. Dans le travail à domicile, au contraire, aucune influence délétère ne peut s'exercer. Le foyer est encore, dans ce cas-là le gardien de la moralité.

Ce danger n'est pas inévitable cependant, et il existe des œuvres qui ont su s'en préserver. Malheureusement nous connaissons à Paris et nous pourrions citer telle œuvre où, à ce point de vue, l'esprit général est déplorable. Le rapporteur de la commission chargée de faire une enquête sur les

colonies agricoles en Algérie en 1849, proclamait l'importance capitale du choix du directeur pour le succès de ces colonies. Nous pourrions en dire autant pour les ateliers d'assistance par le travail actuels ; tant vaut l'homme, tant vaut la chose. Il ne suffit pas de faire de nombreuses statistiques, de tracer des courbes et de prononcer des discours pour qu'une œuvre réussisse matériellement et surtout moralement. L'expérience nous a montré que les œuvres, même les mieux patronées, qui étalaient les plus beaux résultats statistiques n'étaient pas toujours celles qui avaient eu *effectivement* les résultats les plus utiles et l'influence la meilleure.

La plus ancienne des œuvres à régime d'externat est la société d'assistance par le travail des VIII^e et XVIII^e arrondissements, fondée en 1891, sous la présidence de M. Lalance. Elle a pris une extension considérable ; en 1897, elle a procuré dans ses ateliers plus de 42.900 demi-journées (1). La plus grande partie des assistés sont admis sur la présentation de bons délivrés par les sociétaires. Chaque bon donne droit à 3 heures de travail avec un salaire de 0 fr. 75. La journée complète est de 6 heures et est payée 1 fr. 50. Quand un hospitalisé demeure dans la circonscription il peut être autorisé à rester plus longtemps que les bons délivrés ne le lui permettraient. Cette faveur n'est accordée qu'après enquête. Les femmes ne peuvent travailler que trois heures par jour. Les assistés font des ligots résinés, des buchettes, les femmes des sacs en papier, du triage

1. Il n'y en avait que 25.500 en 1894.

de graines. Cette besogne est très peu rémunératrice, car les hommes ne produisent guère dans la journée entière de 6 heures que pour 0 fr. 45 d'ouvrage, et les femmes à peu près rien. Le salaire étant de 1 fr. 50 et la part dans les frais généraux environ 0 fr. 20, il en résulte que chaque assisté coûte par jour 1 fr. 25. Si l'écoulement des margotins est facile, il n'en est pas de même des autres produits, qu'on a grand peine à placer.

La bienfaisance est, dans cet établissement, plus extensive qu'intensive ; on multiplie le nombre des personnes secourues plus qu'on ne multiplie les secours sur la même personne. Grâce à ce système, l'œuvre du XVII^e arrive dès le début de son fonctionnement à faire dans le quartier une chasse très efficace à la mendicité professionnelle. Les mendiants, craignant de recevoir un bon de travail à la place d'un aumône, et d'être en outre soumis à une enquête approfondie, se décident à aller porter ailleurs leurs exploits. Pour se débarrasser de cette plaie dangereuse de la mendicité et pour être exactement renseignés sur les pauvres auxquels ils désirent s'intéresser, de nombreux adhérents sont venus s'associer à cette œuvre (1).

Une autre société du même genre existe dans le XVI^e arrondissement. Cet atelier organisé dans un local spacieux, bien aéré et largement éclairé, a une physionomie propre et gaie. Cette qualité a une influence beaucoup plus grande qu'on ne pourrait le

1. 1096 adhérents dans les seuls VIII et XVII^e arrondissements en 1897.

croire sur le caractère et le moral des gens qui y séjournent.

Le travail consiste, là encore, dans la confection de petits fagots, de sacs en papier ; on fait également le triage des graines de coton. Ce dernier travail étant payé à raison de 0 fr. 25 le kilo, le gain est extraordinairement faible, car il faut plusieurs heures pour trier 1 kilo. La durée du travail est de 8 heures par jour.

Grâce à un don du Ministère de l'Intérieur, il a été possible d'organiser, à côté de l'atelier, une cantine qui fonctionne pendant l'hiver. En dehors de la soupe qui est fournie gratuitement, les ouvriers peuvent se procurer un repas assez substantiel pour 35 centimes. En voici la composition :

Soupe..... Mémoire.....	
un plat (ragoût de viande et légumes, boudins, saucisses, etc.)	0.10
une ration de pain.	0.10
un quart de vin	0.15
Total	0.35

En 1897 il a été fourni 8.326 portions. Les dépenses se sont équilibrées, à un franc près avec les recettes, en tenant compte de ce que des dons spéciaux couvrent les frais de la soupe (1).

Un groupe de dames charitables a fondé trois asiles ouvriers (2), d'un fonctionnement analogue, s'adressant « surtout aux mères de familles sans travail ou chargées d'enfants trop jeunes, et qui ont

1. V. Rapport présenté au nom du Conseil d'administration par M. de Crisenoy à la séance du 24 avril 1898.

2. Ouvroirs ateliers pour les ouvrières sans travail, 129 bis rue St-Charles ; rue de Doudeauville, 37 ; 9, rue St-Paul,

leur foyer ». Aussi les mères peuvent-elles amener leurs enfants avec elles pourvu qu'ils n'aient pas plus de deux ans. On travaille 6 heures à la couture, à la confection de chemises de femmes ou de taies d'oreiller. Dans ce dernier cas le travail n'étant accepté qu'à façon, la question de l'écoulement des produits ne se pose pas. Le salaire est de 1 fr. 20 par jour, « plus la part de frais généraux s'élevant environ à 1 fr. par ouvrière et par jour ». Le produit du travail n'est *que de 0 fr. 10 à 0 fr. 15 par jour*. Nous n'insisterons pas, malgré toutes les critiques que de pareils résultats pourraient soulever. Il nous faudrait entrer dans trop de détails. Mais, pour arriver à un résultat aussi dérisoire, il faut que les ouvrières travaillent bien peu et bien mal. Une insuffisance d'énergie ou de compétence, tant de la part de la direction que de celle du personnel, semble ici évidente.

La Société d'assistance par le travail de Courbevoie a été fondée en 1893. L'admission des assistés y a lieu avec ou sans présentation de bons. Le pauvre y est gardé jusqu'à ce qu'il ait trouvé du travail. Les hommes sont occupés à faire des cote-rets, les femmes à la réparation de sacs ou à la confection de lingerie. Le travail est exclusivement aux pièces, il est payé au prix ordinaire des fournisseurs, les frais accessoires restant à la charge de la Société. Aussi ne faut il pas être surpris de voir la valeur absolue du travail produit s'élever en moyenne de 1 fr. à 1 fr. 50. L'ouvrier, il est vrai, peut travailler le nombre d'heures qu'il lui plaît; c'est un excellent stimulant pour l'activité du chô-

meur. L'œuvre est loin de perdre à cette activité de ses hôtes : d'abord parce qu'elle remplit mieux le but d'assistance qu'elle poursuit, ensuite parce que les dépenses (les frais d'administration) restant à sa charge deviennent ainsi proportionnellement moins lourds. Le prix de vente des coterets couvre les frais de fabrication, de bois, de résine et de fil de fer. La vente se fait facilement.

Le montant des salaires payés à l'ouvrier est essentiellement variable puisque tout le travail est à la tâche et que la durée du travail n'est pas impérativement fixée ; aussi le salaire est-il quelquefois de 0 fr. 50 et d'autres fois de 2 fr. Le prix de façon des coterets est de 0 fr. 70 à 0 fr. 90 le cent. Le travail aux pièces paraît avoir donné ici d'excellents résultats bien faits pour encourager les œuvres similaires à entrer dans cette voie.

Parmi les œuvres de province du même genre il faut citer en première ligne *l'Assistance par le travail de Marseille*. Elle a été fondée en 1891, sous la présidence de M. Eugène Rostand, l'économiste bien connu, dans des conditions particulières qui méritent d'être relatées. « A la suite de l'hiver rigoureux de 1890-91, la caisse d'épargne de Marseille qui, par la grâce d'un décret présidentiel, jouit de la rare faveur (bien précieuse pour les pauvres marseillais) de disposer au profit des œuvres d'assistance d'une part de sa fortune personnelle, promit une subvention de 4.000 fr. à l'institution existante ou nouvelle qui organiserait dans le mois une œuvre d'assistance par le travail. Quelques semaines plus tard, M. Eugène Rostand, président de la caisse

d'épargne, qui avait été l'inspirateur de cette décision, organisait une réunion publique dans laquelle il exposait — avec cette éloquence persuasive que tous ceux qui ont eu le plaisir de l'entendre lui reconnaissent — l'utilité de l'œuvre prônée et les moyens pratiques de la réaliser. A l'unanimité les statuts furent approuvés et la société fondée » (1).

L'œuvre a pris en quelques années des proportions considérables, comme on pourra s'en convaincre d'après les résultats suivants :

Années.	Nombre de bons travaillés.	Nombre de présences.
1891	49.954	24.011
1892	60.701	26.478
1893	47.307	20.004
1894	56.287	23.718
1895	60.490	21.861

Les présences de 1895 se rapportent à 1.903 personnes secourues. Les ressources de l'œuvre se sont montées pendant cette année à plus de 100.000 fr. (exactement 104.044 fr. 40).

Examinons comment fonctionne cette œuvre si importante. Comme dans presque toutes les institutions du même genre, l'admission a lieu sur la présentation d'un bon délivré par un des sociétaires. En principe le pauvre ne reste que deux jours. Pendant ce temps une enquête est faite, et, si elle donne des résultats favorables, il peut rester 15 jours ; une prolongation est même facilement accordée à ceux qui méritent cette faveur.

1. Vanlaer. *Le chômage de l'ouvrier*. Correspondant, 10 janvier 1893, p. 140.

Le travail est payé à raison de 0 fr. 25 l'heure, et ne dure que 4 heures par jour au maximum; beaucoup, parmi les assistés, ne restent pas autant, car le salaire moyen par présence est de 0 fr. 50 seulement. Tout le reste du temps est destiné à la recherche du travail. Pour que l'ouvrier ne puisse pas tromper les directeurs de l'œuvre à cet égard, on a établi un système de contrôle assez ingénieux, mais qui peut prêter à bien des supercheries. On délivre à chaque assisté une feuille, qui doit être visée par tous les patrons chez lesquels il se présente et sur laquelle ces patrons constatent qu'ils ne peuvent lui accorder du travail. Si on a la preuve qu'un ouvrier refuse de travailler il est immédiatement renvoyé de l'œuvre.

Les principaux travaux exécutés à l'atelier sont les suivants; sciage de bois, confection de margotins, écritures, travaux de couture pour les femmes. Le rendement n'est que de 0 fr. 11 par heure, soit 0,44 0/0 du salaire sans y faire entrer les frais généraux.

Cette œuvre a pour caractéristique d'être extrêmement *extensive*, c'est-à-dire de chercher à porter secours au plus grand nombre possible d'individus, sans se demander si elle le fait pour chacun d'une manière suffisamment efficace. Ce salaire maximum de 1 fr. par jour est vraiment insignifiant quand il s'agit de nourrir une famille. Il semble en outre que le nombre d'heures libres, laissées à la disposition du sans-travail est plus important qu'il n'est nécessaire pour la recherche d'une occupation. C'est bien peu de chose de ne soustraire que pendant

quatre heures (et quelques privilégiés seuls travaillent aussi longtemps) l'ouvrier aux influences néfastes, au désœuvrement dangereux, aux proximités malsaines qu'on voudrait lui voir éviter. En outre, pendant le court intervalle de temps que les ouvriers passent au chantier, où ils sont très nombreux, il est difficile de pouvoir apprécier chacun au point de vue des capacités professionnelles et morales, à plus forte raison d'avoir sur lui une heureuse influence.

Or, dans cette œuvre, non seulement l'ouvrier n'est pas sorti de peine, non seulement on ne le place pas, on ne l'occupe pas, on ne l'améliore pas, mais encore on ne lui donne pas strictement ce qui est nécessaire pour vivre. Chaque ouvrier ne travaille en effet que deux heures ; et celles-ci ne lui sont payées que 0 fr. 50. Il faut donc qu'il se procure d'une manière ou d'une autre (peut-être par la mendicité) le supplément qui lui est indispensable. Le but cherché n'est donc pas atteint. Le chômeur se trouve de nouveau exposé à tous les dangers auxquels on devait le soustraire,

Il est vrai que la tâche de l'assistance par le travail est écrasante à Marseille, où fourmille une multitude de pauvres hères de toutes les races et de toutes les professions, déchets de toutes les sociétés. Mais une œuvre privée ne peut et ne doit pas, à notre avis, chercher à les atteindre tous ; le principal est qu'elle fasse un bien réel à ceux qu'elle secourt. Si l'assistance par le travail de Marseille n'est pas arrivée à un résultat plus satisfaisant, c'est parce que, ayant voulu guérir trop de misè-

res, elle n'a pu en soulager efficacement aucune. Même après l'étude des nombreux et volumineux rapports publiés par cette œuvre, nous n'avons pu être convaincus de son efficacité bien réelle, tant au point de vue du soulagement de la misère que du reclassement de l'homme dans son milieu normal de travail.

Il y a par contre deux procédés, grâce auxquels l'œuvre de Marseille a eu la plus heureuse influence dans la lutte contre le paupérisme de cette ville : c'est par la poursuite de la mendicité professionnelle et par la création de son office de renseignements. La mendicité professionnelle à domicile a, paraît-il, beaucoup diminué à Marseille depuis la fondation de l'œuvre. Pourrait-on en dire autant de la mendicité dans la rue ? Le progrès est beaucoup plus manifeste au point de vue du service des renseignements et de la centralisation de l'action des œuvres charitables dans un bureau commun ou « office central ».

Des œuvres similaires, mais d'une importance beaucoup moindre, existent à Besançon, à Bourges, à Pau, à Rouen, etc... Si dans chacune de ces villes, la durée du travail est plus longue qu'à Marseille, dans aucune en revanche la rémunération n'est aussi basse et la moyenne des salaires payés aussi minime.

Entre les œuvres qui n'abritent les ouvriers que pendant le temps du travail (régime d'externat), et celles qui les gardent presque constamment sous

leur toit (régime d'internat), se trouve une catégorie mixte. Voici les pratiques qui les caractérisent : la société d'assistance par le travail met à la disposition de ses hôtes, à un prix très réduit, des bons de couchage, grâce auxquels ils peuvent se procurer pour la nuit un abri à bon marché, dans un local relativement propre et pas trop mal fréquenté. Cette combinaison se rapproche beaucoup plus de la première catégorie d'ateliers que de la seconde. La liberté de l'individu reste entière, il peut prendre le bon ou ne pas le prendre, ou, s'il l'accepte, il peut n'en pas faire usage ; il pourrait même arriver qu'à l'occasion il le vendît. La préservation physique et morale qu'on veut lui assurer est purement négative ; elle consiste à lui donner la possibilité de ne pas aller dans les plus mauvais endroits. C'est un embryon d'action morale, mais si faible encore, qu'il n'a qu'une bien médiocre influence. Cette protection suffit cependant, à notre avis, pour mériter à ces œuvres une place spéciale à côté de celles qui se bornent à donner un travail, une rémunération à un individu quelconque sans s'occuper de ce qu'il pourra devenir le soir même (1).

Un des établissements les plus importants de cette catégorie est l'Union d'assistance par le travail du VI^e arrondissement, fondée au marché St-Germain et actuellement 14, rue du Montparnasse. L'admission y est prononcée sur la présentation de cartes données par les sociétaires, le petit Parquet, la Pré-

1. On n'offre des bons de couchage naturellement qu'aux « sans-famille » ; mais ils sont généralement en majorité dans tous ces ateliers d'assistance.

fecture de Police, la Préfecture de la Seine, le Bureau de Bienfaisance, les Commissariats de Police de l'arrondissement, l'hôpital de la Charité, etc. Aussi les dimensions de la maison et les ressources budgétaires sont-elles insuffisantes pour faire face à toutes les demandes. Souvent l'ouvrier sans travail qui se présente muni de son bon et espère pouvoir être admis, se voit ajourné, quand il n'est pas évincé du premier coup.

La durée de séjour est normalement de 15 jours, mais il arrive très fréquemment que cette durée est prolongée. La meilleure preuve est que ce maximum se trouve être la durée moyenne de séjour des hospitalisés (1). On ne maintient la règle que pour permettre au directeur d'écarter plus facilement les sujets dont on ne peut rien tirer de bon.

Les travaux sont assez nombreux : fabrication d'étope à calfat, dépeçage de vieux corsets, découpage de salse-pareille, triage de cuirs, élimage de pierre-ponce, découpage de chiffons, travaux de publicité et de couture. Grâce à cette variété et au long séjour, on aurait pu espérer un meilleur rendement du travail de l'atelier. Il aurait été facile d'opérer une catégorisation des ouvriers, suivant leurs capacités et, après quelques jours d'une sorte d'apprentissage, il semblait qu'on aurait dû arriver à un rendement normal. Pourtant malgré six heures de présence, chaque assisté ne rapporte que 0 fr. 42 à l'œuvre, alors qu'il lui coûte en

1. V. Discours de M. Trézel, président de l'œuvre à l'assemblée du 6 mars 1898, p. 4.

moyenne 2 fr. 05 par jour (1). C'est un écart beaucoup trop considérable : car il est évident que quand une assistance coûte 1 fr. 70 par tête et par jour, surtout quand l'œuvre est sortie des premiers tâtonnements du début, son action est trop onéreuse et ne peut être étendue à un nombre suffisant de personnes : c'est la critique opposée à celle que nous faisons de l'œuvre de Marseille. Pourtant une légère amélioration s'est produite, puisqu'il y a quelques années chaque hospitalité ne produisait que de 0 fr. 39 par jour. Ce progrès est encore insuffisant. Pour une œuvre qui, par ailleurs, est en aussi bonne voie que celle du VI^e arrondissement, un pareil résultat ne devrait pas se maintenir.

La surveillance est sans doute insuffisante et l'ardeur des assistés au travail pas assez stimulée. On devrait y veiller d'une façon toute particulière, non seulement pour l'amélioration du rendement, si importante que soit cette question, mais aussi pour l'amélioration de la valeur individuelle de l'assisté, pour son relèvement final que l'œuvre du VI^e arrondissement recherche avec tant de bonne volonté. Le meilleur moyen de réagir contre ces tendances fâcheuses, serait de stimuler l'ouvrier en l'intéressant à la productivité de son travail. C'était d'ailleurs le conseil que donnait, en 1895, un des collaborateurs les plus éminents de l'œuvre, M. Cheysson.

« Il serait sans doute possible d'améliorer le ren-

1. Rapport de M. Louis Feine, secrétaire, *ibid.*, p. 25.

dement de ces ateliers spéciaux, disait-il, en y introduisant les méthodes de rémunération, les primes et sur-salaires, voire même la participation aux bénéfices, qui ont prouvé leur efficacité dans l'industrie. Aujourd'hui le salaire des assistés est, en général, indépendant de leur zèle et du résultat de leur travail (1). C'est là une détestable condition pour stimuler l'ouvrier. Il faut solidariser ses intérêts avec ceux de l'établissement qui l'occupe, et, pour cela, lui donner, sous une des formes déjà consacrées et le mieux adaptées à son genre de travail, une part de son surcroît de productivité. Ce serait le replacer dans les conditions du droit commun, assimiler son atelier de passage à ceux de l'industrie, et rendre à son activité cette énergique tension dont il a besoin pour lutter contre les difficultés de la vie ».

La rémunération de l'ouvrier, si lourde qu'en soit déjà la charge pour l'œuvre, est pourtant bien modique : elle consiste uniquement dans l'hospitalisation (repas et couchage). Le père de famille qui rentre le soir chez lui et pour lequel on a converti le dîner et le coucher en salaire en argent ne rapportera que 0 fr. 80 pour 10 heures de travail (1). C'est bien peu, il est impossible qu'il nourrisse avec cette somme sa femme et ses enfants, et pourtant il a fallu, pour gagner ce maigre salaire, qu'il travaille toute la journée sans interruption. Avec le système des primes que recommande M. Cheysson, ce pauvre

1. Rapport de l'assemblée générale du 25 fév. 1895, sous la présidence de J. Simon.

2. Le repas du matin représentant 0 fr. 40 n'est pas convertible en argent.

malheureux aurait pu, à force de courage et d'ardeur, rapporter davantage.

Pour le coucher, l'œuvre a traité à forfait avec des logeurs du quartier qui fournissent un lit aux assistés sur présentation de leur bon qui a une valeur de 0 fr. 40. On avait essayé d'opérer de la même façon pour la nourriture avec des restaurateurs du voisinage, mais par raison d'économie on a préféré s'entendre avec la Société philanthropique qui ouvre ses établissements aux assistés de l'œuvre.

En dehors de l'hospitalisation, l'ouvrier ne reçoit pas d'autre rémunération. C'est un principe de l'œuvre du VI^e arrondissement de ne fournir que des bons pour prévenir les tentations : « on a eu peur que, s'il touchait son salaire en argent, l'assisté n'en détournât une fraction pour des besoins moins essentiels, ou même pour des satisfactions malsaines au détriment de la qualité de ses repas et de son gîte (1) ».

Dans beaucoup de cas, la rémunération par des bons peut être très utilement employée : quand il s'agit, notamment, de ces jeunes gens qui arrivent de province, avec tant d'illusions sur Paris, et sont tombés dans un milieu de vagabonds et de souteneurs ne cherchant qu'à les pervertir et à les dévoyer. La suppression de l'argent de poche, en empêchant la fréquentation des brasseries de bas étage ou des logements infestés au moral comme au physique, peut avoir assurément de très utiles effets ; mais il n'en est pas de même pour les pères de famille.

Dans l'atelier du VI^e arrondissement le travail

1. Rapport de M. Cheysson, *loc. cit.* p. 17.

n'est pas suffisamment organisé et surveillé : que l'ouvrier travaille ou ne travaille pas, qu'il travaille bien ou mal, pourvu qu'il s'arrange de façon à ne pas être pris, ce qui semble assez facile, ce sera tout un ; les hospitalisés s'encouragent même parfois à ne rien faire ; il en résulte un mauvais état d'esprit qui est loin d'être propre à fortifier les énergies et à rendre le courage (1).

Le plus grand mérite de l'Union du VI^e arrondissement est que, la première, elle comprit l'intérêt et la nécessité du placement et du rapatriement (2). Non seulement elle fut la première à le comprendre, mais c'est elle encore aujourd'hui qui met ce principe en application de la façon la plus active, et la plus efficace. Voici, par exemple les résultats obtenus en 1897. Sur 3.250 indigents assistés par l'œuvre :

1060 ont été placés par l'*Union*.

1144 ont été rapatriés en province.

74 hospitalisés.

100 secourus par leur famille.

422 se sont placés eux-mêmes pendant leur séjour à l'*Union*.

79 ont été renvoyés pour des causes diverses.

346 sont partis sans laisser d'indications (3).

1. Nous tenons ces renseignements d'anciens hospitalisés de l'œuvre, et les résultats financiers sont là pour corroborer leurs dires.

2. Rapport de M. Louis Feine, *loc. cit.* p. 20.

3. Sur les 207 assistés ayant quitté les ateliers pendant les 2^e et 3^e trimestres de 1898) :

42 ont été placés directement par l'*Union* ;

101 — rapatriés en province ;

1 — hospitalisé ;

2 — secourus par leur famille ;

22 se sont placés eux-mêmes étant les hôtes de l'*Union* ;

8 ont été renvoyés pour causes diverses ;

et 31 sont partis sans laisser d'indications,

Comme on le voit, les rapatriements tiennent une place importante dans les préoccupations de l'Union. Et ce ne sont pas des départs *fictifs*, comme cela ne se produit que trop souvent. Les billets de chemin de fer ou les bons de secours accordés dans un but de bienfaisance et de préservation, ne sont que trop fréquemment vendus au rabais par ceux qui les ont obtenus, et l'argent qui en provient est utilisé chez le marchand de vin. M. Biny, le dévoué directeur de l'Union, prend de grandes précautions pour que de pareils faits ne puissent se produire. Il écrit aux parents de province pour savoir s'ils consentent à reprendre le jeune vagabond ; avant de l'embarquer, il cherche à lui procurer une place ; il écrit si cela est nécessaire, pour lui reconstituer son dossier de travail, lui obtenir les duplicata de certificats égarés. Enfin, quand toutes ces correspondances sont échangées, toutes ces mesures prises, il fait accompagner son protégé à la gare jusqu'au départ du train, pour éviter les défaillances fréquentes, qui, au dernier moment, en dépit des meilleures promesses, pourraient empêcher de s'arracher aux attrait dangereux de la grande ville.

A ce point de vue, les directeurs d'œuvres similaires ne sauraient trop s'inspirer de la conduite de leur collègue du VI^e arrondissement. Le but final de l'assistance par le travail est d'empêcher le déclassement, et de reclasser au besoin le chômeur qu'elle prend sous sa protection. Pour y parvenir l'œuvre

ce qui donne une proportion de 80 pour 100 pour lesquels œuvre utile a été accomplie.

ne doit négliger aucun moyen de replacer ce « déraciné » dans son milieu primitif; elle doit lui procurer tous les appuis, toutes les références dont il peut avoir besoin pour rentrer dans sa voie et s'y affermir, évitant ainsi que ce malheureux ne devienne une de ces trop nombreuses épaves sociales ballotées par les flots, poussées au hasard par des vents contraires, sans direction, sans force et sans utilité.

Nous devons signaler quelques autres sociétés fondées sur le même modèle. *La Société d'assistance par le travail du II^e arrondissement*, 5, place des Petits-Pères. créée par M. Blachette, admet, elle aussi, ses assistés sur la présentation de tickets délivrés par des sociétaires; la rémunération consiste en bons de repas et de logement. Le travail est moins prolongé qu'au VI^e arrondissement; il ne dure que de 11 heures à 5 heures: tout le reste du temps doit être consacré à la recherche du travail. La durée moindre du travail explique, sans le justifier, le rendement moindre qui n'est par journée de 6 heures que de 0 fr. 28 et s'élève parfois jusqu'à 0,404 selon la nature de l'ouvrage, ce qui équivaut à un rendement de 4 à 6 centimes par heure. Au II^e arrondissement, le coût de l'hospitalisation est plus élevé: 2 fr. 16 au lieu de 2,05 dans le VI^e.

La durée de séjour à l'établissement est très limitée, le maximum est de 15 jours et la moyenne ne dépasse pas 7 jours 1/4.

Enfin, en ce qui concerne les placements et les rapatriements, aucune comparaison ne peut être

établie entre les deux œuvres. La Société du II^e arrondissement comme la plupart des œuvres semblables, a beaucoup de peine à reclasser les individus qu'elle secoure. Elle n'a même pu opérer aucun rapatriement; tous ceux qu'elle a offerts ont été refusés.

En province, plusieurs œuvres du même genre ont été fondées : à *Bordeaux* notamment, il en existe une qui semble fonctionner dans de bonnes conditions. Le salaire est de 1 fr. 25; il est payé en argent à ceux qui sont chefs de famille et il est versé aux autres partie immédiatement, partie à la caisse pour former un pécule. Le travail est à la tâche, et c'est la raison qui explique d'aussi bons résultats financiers; mais la durée du séjour n'est que de 12 jours au maximum.

Le Havre possède aussi une institution analogue : « La Société centrale havraise de secours »: Le payement en nature n'est pas obligatoire. On met à la disposition des assistés des bons pour un prix déterminé (même des bons de vêtements). Le travail se fait à la tâche et est d'une valeur absolue de 1 fr. à 1 fr. 50 par jour. Le prix de vente couvre exactement le prix de la main d'œuvre, le salaire étant lui aussi de 1 fr. à 1 fr. 50 par jour. Les assistés sont occupés à la confection de coterets ou au triage du café. Ce travail relativement peu rémunérateur en lui-même n'est ni intéressant ni instructif pour l'assisté.

A *Lyon* nous trouvons encore une œuvre intéressante du même genre. Le paiement du salaire se fait en nature. Le travail n'est pas entièrement à la

tâche, mais il y a un minimum de 50 margotins imposé; au delà, le supplément de travail est payé à raison de 1 centime le margotin. Cette combinaison d'un minimum fixe de salaire jointe à une rémunération à la tâche nous semble très heureuse.

CHAPITRE III

LES ŒUVRES D'ASSISTANCE PAR LE TRAVAIL

A RÉGIME D'INTERNAT

Parmi les *œuvres à régime d'internat* où le pauvre reçoit l'hospitalité complète de la nourriture et du logement, des distinctions s'imposent. Les différences profondes qui existent entre les *œuvres privées* et les *établissements publics* ne sont pas toujours visibles de prime abord ; elles sont surtout intérieures, tendancieuses, et leur importance peut être mesurée par la diversité absolue des résultats obtenus.

Parmi les *œuvres privées*, deux établissements se distinguent d'abord par leur ancienneté, par leur réputation universelle : ce sont la Maison Hospitalière du pasteur Robin et l'Hospitalité du Travail de la sœur St-Antoine. Ces deux institutions méritent tout spécialement de retenir notre attention.

La Maison hospitalière (asile de jour et de nuit pour les ouvriers sans asile et sans travail) est située 36 rue Fessart, sur les hauteurs de Belleville, en plein quartier ouvrier, vrai centre de misère. Les locaux et leurs dépendances assez vastes sont attenants à la maison d'habitation du pasteur Robin, l'infatigable et vénérable protagoniste de l'assistance par le travail.

Pour être admis, il suffit qu'un homme valide présente une carte d'entrée délivrée par une personne quelconque (sociétaire ou non). Ces cartes sont mises gratuitement à la disposition de tous ceux qui en font la demande ; elles sont payées à raison de 1 fr. 50 quand elles ont été utilisées. Une fois entré, l'ouvrier doit travailler toute l'après-midi, la matinée lui étant laissée pour chercher du travail. La durée du travail importe peu d'ailleurs, pourvu que l'assisté ait fourni un minimum de tâche correspondant au coût de sa nourriture. Tout lui est payé en nature : nourriture, couchage, achat de vêtements ou de linge, blanchissage. Pour les pères de famille seulement, le salaire, qui se monte à 1 fr. ou 2 fr. par jour, est payé en argent.

La plupart des assistés sont occupés à la confection de margotins, quelques autres sont parfois employés au dehors pour faire des courses, des déménagements, des corvées diverses. La durée moyenne de leur séjour varie de 12 à 15 jours.

Les résultats financiers sont particulièrement favorables et vont encore en s'améliorant d'année en année. Non seulement le produit de la vente suit une progression constante (il était de 10.988 fr. 30 en 1893, et de 13.944 fr. 45 en 1896, soit 27 0/0 d'augmentation), mais la plus-value donnée à la matière première par le travail de l'hospitalisé a passé de 7.480 fr. 85 à 8.372 fr. 65, soit une augmentation de près de 0/0 (1). Cette notable différence entre

1. La progression du nombre des margottins fabriqués a été la suivante :

119.185 en 1893

173.705 en 1896

ces deux pourcentages nous conduit à conclure que, non seulement à l'atelier du pasteur Robin on a plus travaillé, mais surtout on a mieux travaillé, et c'est là l'essentiel. Aussi le produit brut du travail individuel, en suivant une progression analogue, est-il très satisfaisant. De 1893 à 1896 la moyenne a été de 0 fr. 69 par homme et par jour (1). C'est une très grande avance sur les 0 fr. 43 centimes produits en 6 heures au XVII^e arrondissement sur les 41 centimes en 10 heures au VI^e. Cet exemple suffit à prouver à quels résultats les œuvres pourraient arriver en prenant les moyens nécessaires ; il montre aussi le chemin considérable que beaucoup d'entre elles, même parmi les bonnes, ont à parcourir pour arriver au but. Elles doivent tendre à introduire chez elles ce qui se pratique avec tant de succès chez le pasteur Robin et qui peut se résumer dans ces deux principes : salaire à la tâche, fermeté dans la discipline. L'asile de la rue Fessart n'encourage pas l'oisiveté ; les paresseux n'y ont que faire et la réputation de la maison suffit à les en éloigner, car ils savent que si les hospitalisés sont bien traités, ils sont obligés de donner un effort régulier et soutenu. Le nombre de ceux qui refusent de travailler était de 362 en 1893 ; il est tombé à 68 en 1896 après avoir été de 43 et 42 dans les deux années intermédiaires. On pourrait dire des œuvres d'assistance par le travail qu'elles ont la clientèle qu'elles méritent, chacune a sa réputation propre, sa clientèle particulière.

1. Il était de 0 fr. 56 en 1893, de 0 fr. 63 en 1894, de 0 fr. 86 en 1895, de 0 fr. 71 en 1896.

Le coût de l'hospitalisation de chaque assisté a été en progressant : grâce à l'activité des travailleurs on a pu notablement améliorer leur sort. Il a été en effet dépensé pour chaque assisté 0 fr. 742 en 1894, 0 fr. 859 en 1895 et 0 fr. 887 en 1896, en mettant de côté les frais généraux. Une grosse partie de cette augmentation est due à l'accroissement des dépenses de vêtements et de chaussures, achetées par les hospitalisés avec leur pécule. C'est une nouvelle preuve de l'activité du personnel et du relèvement sensible de son niveau moral.

De 1881 à 1896 la Maison hospitalière a eu un budget qui se chiffre par

197.220 fr. en recettes ;

193.923 fr. en dépenses.

c'est dire l'activité qui y a été déployée, le bien qui y a été fait. Le nombre des assistés a été pendant cette période de 10.052. Et le merveilleux résultat auquel ont abouti la persévérance et le zèle éclairé du pasteur Robin, a été de secourir efficacement ce grand nombre de malheureux, sans pain et sans gîte, pour la modeste somme de 0 fr. 177 par jour, soit environ 64 fr. par an.

Les rapports de la Maison hospitalière sont malheureusement muets en ce qui concerne le placement des assistés : les quelques renseignements publiés jusqu'ici tendraient à faire croire que ce silence dissimule une action peu efficace de ce côté, malgré l'existence d'un bureau de placement dans l'établissement. On ne parle pas non plus de rapatriements. Il serait pourtant intéressant de savoir ce que deviennent les 800 hommes qui passent annuel-

lement par la Maison hospitalière et y donnent souvent tant de preuves d'activité et de bon vouloir. Le pasteur Robin s'occupe cependant beaucoup de ses anciens assistés. Il leur laisse, une fois placés, la faculté de profiter de l'hospitalité de la maison jusqu'à leur première paye, avec laquelle ils remboursent le prix de leur logement et leur nourriture. Il arrive souvent en effet que des ouvriers sont obligés de renoncer à un embauchage faute d'avoir, par avance, les moyens de se nourrir pendant cette première semaine. Voilà un remède excellent, une assistance des plus utiles et des mieux placées.

M. Robin pousse encore plus loin sa sollicitude pour ses anciens assistés. Il leur permet quelquefois de prolonger leur séjour rue Fessard jusqu'à ce qu'ils aient pu mettre de côté l'argent nécessaire pour payer le premier terme d'un loyer (1). Dans ces conditions, l'ouvrier est véritablement tiré d'affaire. Il n'est plus un isolé, un abandonné, un paria ; on le patronne, on le conseille, on le suit, on le réconforte, on lui rend possible la vie de travail et d'honnêteté. Le véritable but de l'assistance est atteint.

Une autre œuvre non moins intéressante, non moins secourable, et partant, non moins digne d'être étudiée, est l'œuvre de l'*Hospitalité du Travail* de la sœur St-Antoine. On devrait plus exactement dire « les œuvres », car trois œuvres impor-

1. Vaulaer, Le chômage de l'ouvrier, *Correspondant*, 25 novembre 1892.

tantes et distinctes fonctionnent dans un même groupe : l'Hospitalité du Travail et l'Œuvre du Travail à domicile pour les femmes, la Maison de Travail pour les hommes. La première de ces trois institutions est de beaucoup la plus ancienne et la plus intéressante. C'est par elle que nous allons commencer.

Maxime Du Camp, parlant dans son livre de la « Charité privée à Paris », des œuvres d'assistance pour les femmes, les compare très justement « à ces huttes de refuge construites dans les Alpes en marge des routes encombrées de neige, où le voyageur harassé peut s'abriter pendant la tourmente, dormir sans redouter l'avalanche et reprendre vigueur avant de tenter de nouveau les hasards du chemin qui va parfois vers le but entrevu et souvent à l'abîme (1) ».

C'est bien là en effet, dans le domaine matériel aussi bien que moral, la destination de ces œuvres de bienfaisance. La misère est particulièrement cruelle pour la femme et l'expose à de nombreuses et très fortes tentations. Si elle y succombe, sa vie entière peut être vouée à une irrémédiable déchéance. La femme tombée ne peut être que rarement et difficilement relevée. Non seulement l'énergie et la volonté lui font souvent défaut, mais les conditions matérielles de son existence sont un sérieux obstacle à son changement de vie et de milieu. Aussi, dit encore Maxime Du Camp « la charité ne connaît aucun des obstacles, aucun des

1. Maxime du Camp, *La charité à Paris*, Paris, 1896, in-8, p. 316.

périls qui encombrant la route où les femmes sont obligées de marcher ; aussi c'est vers elles qu'elle regarde avec prédilection, s'ingéniant à les sauver de la misère, parce qu'elle sait que la misère mieux encore que l'oisiveté est la mère de tous les vices. La charité redouble d'efforts pour les arracher à la faim, au froid, au dénûment, mais surtout pour les arracher à la dépravation, car à travers les prodiges qui lui sont familiers elle poursuit un idéal de pureté morale auquel il est bien difficile d'élever les épaves humaines qu'elle amasse et qu'elle cherche à nettoyer de leurs péchés (1) ».

Cet idéal est le but élevé que poursuit l'Hospitalité du travail et elle le réalise aussi largement que possible. Les débuts de cette œuvre furent modestes. En 1880 on n'offrait aux pauvres malheureuses qui se présentaient qu'un lit pour la nuit. C'était beaucoup si on songe qu'on leur procurait ainsi un repos véritable, un abri sûr contre les intempéries et les tentations de la rue. C'était bien peu, par ailleurs, quand le matin on se voyait forcé de les renvoyer affamées et sans espoir ; car elles ne pouvaient même pas avoir la consolante pensée de retrouver le soir cet abri privilégié. Le nombre de places étant tout à fait insuffisant pour la quantité de pauvresses qui sollicitaient leur admission, on devait n'accorder à chacune d'elles qu'une nuit seulement d'hospitalisation. C'était bien dur pour les cœurs généreux et compatissants des saintes religieuses qui dirigeaient cet asile ! Aussi

1. *Ibid.*, p. 320.

plus d'une se privait souvent, et en hiver surtout, de l'humble place qui lui était ménagée dans la sou-pente, pour la donner à une pauvre abandonnée qu'elle n'avait pas le courage de renvoyer. On avait beau multiplier les couchures au point qu'il n'y eût plus un recoin disponible, au point que, suivant un mot charmant, la maison « en devenait inhospita-lière et qu'elle manquait à son nom », il restait encore des malheureuses dehors sous le givre ou la pluie, et celles qui étaient à l'intérieur étaient insuffisamment secourues. Les pauvres religieuses étaient désespérées de ne pouvoir faire plus et mieux.

Bientôt, grâce à leur zèle, grâce à la générosité de quelques personnes charitables, la maison hos-pitalière put se transformer et étendre ses bienfaits. Il se trouvait à vendre en ce moment un local par-faitement disposé pour recevoir la nouvelle institu-tion. Il était situé à l'angle de la rue Félicien-David et de l'avenue de Versailles. L'acquisition de cet immeuble et sa consécration à l'œuvre d'hospita-lisation était compliquée de nombreuses difficultés dues à l'état de notre législation sur les associations et sur les œuvres de charité. On chercha à les tour-ner et voici à quelle organisation on eut recours. On créa une société anonyme immobilière ; les actions, émises à 500 fr. en nombre suffisant pour faire l'achat en question, furent prises immédia-tement par de généreux donateurs, et ce fut sous la forme d'une entreprise de spéculation que les fondateurs créèrent leur œuvre de bienfaisance. Cette forme commerciale donnée à une œuvre cha-

ritable peut sembler étrange quand on ignore les lois vexatoires qui entravent l'assistance en prétendant la régir. M. Vaulaër explique ainsi cette nécessité : « Cette législation que les Turcs pourraient nous envier, s'ils n'avaient déjà la pareille, est si libérale qu'elle interdit radicalement à toute œuvre de charité, qui n'a pas été reconnue d'utilité publique (et c'est le cas ici) de recevoir ni dons, ni legs. Comme d'autre part notre Code pénal considère comme illicite toute association de plus de 20 personnes qui ne se propose par de faire des bénéfices, il a fallu se proposer de faire un bénéfice et se constituer en une société anonyme, c'est-à-dire en une société commerciale (1) ». Sous cette forme, l'œuvre ne tarda pas à prendre une extension rapide développée par une heureuse organisation.

Contrairement à ce qui se fait dans presque toutes les œuvres d'assistance l'Hospitalité du Travail reçoit des assistés sans bons, ni lettres de recommandation, quoique ces dernières soient pourtant souvent employées. Dès qu'une place est libre, on reçoit la première personne qui se présente. La réputation de la maison sert à sélectionner utilement les postulantes. Les femmes paresseuses ou débauchées savent comment on doit se conduire à l'Hospitalité du Travail, et si elles ne sont pas décidées à se soumettre à la règle qu'elles savent inflexible, elles ne se présentent pas. Cette règle, qui n'est d'ailleurs guère sévère, est facilement observée par celles qui n'ont pas perdu l'habitude du travail et de la vie

1. Vaulaer, Le chômage de l'ouvrier, l'assistance par le travail, *Correspondant*, 10 janvier 1893.

régulière ; elle semble plus dure à celles qui se sont relâchées dans le désœuvrement et le désordre ; mais, grâce à l'excellent esprit de la maison, elles sont bientôt entraînées par les bons exemples de leurs voisines et ne cherchent pas à se soustraire à cette salutaire influence.

Tout se tient, se complète et se suit dans le fonctionnement de l'œuvre, et cette excellente direction a donné de surprenants résultats. Un ou deux grands principes sont placés à la base du système d'assistance et tout concourt à l'efficacité de leur action. Les voici : la femme doit avoir pleinement conscience de sa dignité, elle doit apprendre à se respecter elle-même, à respecter les autres ; elle doit avoir conscience, aussi de l'utilité et de la dignité du travail. La situation dégradée où conduit la misère entraîne souvent avec elle la mauvaise tenue, le relâchement, la perte de l'amour-propre de la dignité personnelle. Quand cette notion de la dignité personnelle disparaît chez le pauvre l'homme ne tarde pas à se dégrader, à abandonner toute lutte, tout effort. La sœur St-Antoine a supérieurement compris et appliqué ce principe. Dans les petites choses comme dans les grandes, par l'organisation matérielle, comme par la direction morale, elle sait agir utilement pour le relèvement des malheureuses qu'elle recueille.

L'aspect des lieux produit une influence incontestable sur ceux qui les habitent. La sœur St-Antoine a tenu à mettre ses protégées dans les meilleures conditions sous ce rapport. Les dortoirs sont non seulement d'une propreté méticuleuse, mais encore

d'un aspect coquet qui réconforte et qui réjouit dès la première vue. Les ateliers également ne laissent rien à désirer pour l'ordre, la propreté, la clarté. Les femmes sont ainsi habituée tout d'abord à tenir constamment rangées les pièces qu'elles occupent ; mais ce résultat le plus immédiat, le plus matériel, n'est pas encore le plus important. L'effet moral produit sur les assistées par l'aspect des locaux dans lesquels elles vivent, est considérable. Quand on a visité beaucoup d'œuvres d'assistance, comme nous avons été amenés à le faire, on peut apprécier l'importance de ces détails matériels et leur sérieuse efficacité au point de vue moral. Toute personne est sensible aux influences extérieures, et l'humeur varie suivant qu'on se trouve dans une pièce gaie, illuminée par les rayons du soleil, ou qu'on est enfermé dans une chambre sombre et mal tenue. Si ces éléments de salubrité purement physiques, comme la lumière, l'air, la propreté agissent sur des personnes vivant dans des conditions normales et par conséquent dans un état d'esprit bien équilibré, leur action est encore plus profonde sur des individus anémiés par la misère, au moral comme au physique, et particulièrement sur les femmes. Plus un être est faible, plus il subit l'influence des agents extérieurs ; ici, ce sont de pauvres créatures doublement faibles puisqu'elles sont misérables et qu'elles sont femmes.

Les faits d'ailleurs sont probants et peuvent être observés également dans les ateliers des hommes dont nous aurons à parler ensuite. Il suffit de parcourir les ateliers de l'œuvre de l'avenue de Versailles et de

comparer les assistés qui s'y trouvent à celles que l'on voit dans la plupart des maisons similaires, pour être frappé dans leur physionomie, dans leur allure particulière. Le regard a je ne sais quoi de plus franc, de plus assuré, on se tient plus droit, on marche plus vite, les mouvements sont empreints de vigueur et d'aisance. Ce sont des détails, mais ils sont d'autant plus symptomatiques qu'on ne les retrouve dans aucune des œuvres où ce système d'action morale n'est pas observé.

Examinons donc comment la vie est organisée dans cette œuvre. Après le lever, les femmes font leur lit et leur toilette ; on veille attentivement à ce que ces deux choses, et particulièrement la dernière, soient faites avec beaucoup de soin. Elles descendent ensuite dans les ateliers où elles vont travailler 10 heures, y compris le temps des repas. Elles sont occupées à blanchir, à confectionner du linge, ou à *quelqu'autre travail pouvant servir à leur placement ultérieur*. Par cette sage mesure non seulement l'ouvrière ne se perd pas la main pendant son hospitalisation, mais elle se perfectionne ; elle trouvera plus facilement à être employée et sera moins exposée en sortant de la maison à retomber dans la misère d'où on l'a tirée. Il serait désirable que ces principes soient plus généralement appliqués dans les ateliers d'assistance. Il vaudrait mieux secourir moins de personnes et les mieux secourir en leur donnant, par une augmentation de capacité personnelle, le plus sûr remède contre la misère. Plus un travailleur est honnête et habile, moins il est exposé à subir des chômages

prolongés et les tristes conséquences qui les suivent. Il est donc important de perfectionner la capacité professionnelle et d'augmenter la force morale.

Le travail n'est pas fait à la tâche, mais on exige qu'il soit bien exécuté, et qu'il n'y ait pas de temps perdu. Les divers ateliers sont placés sous la surveillance de femmes connaissant le métier, soit d'anciennes hospitalisées, soit des mères de famille du quartier ; elles forment les débutantes, et travaillent toujours elles-mêmes avec les ouvrières qu'elles dirigent pour leur donner l'exemple.

Le produit du travail d'une assistée est de 1 fr. par jour, chiffre que nous ne retrouvons nulle part ailleurs. Le salaire est de 1 fr. 50 payé en argent. Le logement et le blanchissage sont fournis gratuitement. Avec ce salaire de 1 fr. 50, l'ouvrière doit payer ses repas. La nourriture est préparée à l'établissement et est offerte à des prix extrêmement minimes. Chacune compose elle-même son menu d'après la carte, comme bon lui semble, en proportion de ses ressources.

Depuis la fondation en 1880 jusqu'au 1^{er} mai 1896, l'Hospitalité du Travail a reçu 8.518 femmes. En 1895-96 3.316 femmes ont travaillé 49.887 journées et ont touché 71.854 fr. de salaires. Le séjour d'hospitalisation est, au maximum, de 40 jours. La moyenne des présences varie de 130 à 150 personnes.

Toutes les semaines, on laisse aux femmes une demi-journée pour chercher du travail. De son côté la sœur St-Antoine s'occupe activement de leur en procurer. A leur sortie il y a 78 femmes sur 100 qui sont placées. Ces résultats sont absolument remar-

quables et tout à fait satisfaisants. Les difficultés sont beaucoup plus grandes pour le placement des femmes que pour celui des hommes. Comment peut-on parvenir à conserver à sa maison de pareils avantages ?

L'unique cause de ce succès exceptionnel consiste dans la perspicacité et la loyauté de la sœur St-Antoine. Grâce à sa clairvoyance, à une connaissance approfondie des misères qui amènent à elle, chaque jour, tant d'infortunées, cette femme éminente porte sur la nouvelle venue un jugement rapide. Si le cas lui paraît douteux, dans la crainte de mettre une brebis galeuse dans son troupeau, elle n'admet la postulante que dans des conditions spéciales. Elle la fait coucher dans des maisons du voisinage dont elle connaît la bonne tenue, et elle la laisse seulement travailler avec les autres pendant la journée. Peu de temps lui suffit pour être fixée sur la valeur de personne suspecte, et alors elle la reçoit définitivement ou elle la congédie. Ce cas est assez rare. Le plus souvent la sœur St-Antoine, a bientôt discerné, après quelques discrètes questions, à qui elle a affaire. Elle parvient ainsi à garder son troupeau intact. Non pas qu'elle base son appréciation sur les nombreuses misères morales plus ou moins graves du passé ; elle considère uniquement les dispositions présentes et les garanties qu'elles peuvent offrir pour l'avenir. Elle compte sur l'influence du milieu pour la régénération, et en effet le milieu agit merveilleusement pourvu que certaines dispositions personnelles et irréductibles n'y mettent pas un obstacle absolu.

Si la supérieure a su discerner dès le moment de l'admission ce qu'on pouvait espérer de la femme qui se présentait à elle, à plus forte raison doit elle être complètement fixée sur son compte, quand elle l'a gardée en observation sous ses yeux pendant plusieurs semaines ; la connaissance approfondie qu'elle acquiert ainsi est précieuse pour faciliter le placement de l'assistée, et lui permet de donner sur elle les renseignements les plus éclairés. La sœur St-Antoine les donne en effet avec une entière franchise, disant exactement ce qu'elle pense, le mal comme le bien ; mais elle n'exprime son opinion que sur le caractère ou la capacité de la personne, car elle garde la plus complète discrétion sur tous les antécédents qu'elle connaît. Son appréciation est généralement si juste, elle la donne si loyalement, elle inspire une confiance si absolue, que beaucoup de maitresses de maison viennent demander des domestiques à l'Hospitalité du Travail plutôt que d'avoir recours aux bureaux de placement.

C'est grâce à cette sincérité scrupuleuse que le niveau du placement se maintient toujours aussi élevé. Ce fait est absolument exceptionnel. Beaucoup d'autres œuvres, grâce à la sympathie du public, étaient parvenues dans leurs débuts à assurer quelques placements à leurs assistées, mais le nombre de ces placements ne s'est pas maintenu. Une trop grande indulgence dans les renseignements amenait fatalement des déceptions, éloignait la confiance et nuisait plus aux assistées qu'elle ne leur était favorable. Chez la sœur St-Antoine au contraire les placements se font toujours aussi facile-

ment ; les maîtresses de maison qui en ont fait l'expérience y reviennent avec confiance.

La sincérité et l'exactitude des renseignements fournis n'empêchent pas cependant la discrétion qu'impose la situation de beaucoup de ces pauvres déclassées. A cet égard, la supérieure a pris des mesures d'une parfaite délicatesse. Afin que personne ne puisse être scandalisé ou froissé, pendant l'hospitalisation ou après la sortie, « quel que soit l'âge, quel que soit l'état civil d'une femme, dès qu'elle est admise dans la maison on ne l'appelle plus que madame, et jamais on ne prononce son nom de famille. C'est madame Louise, ou madame Antoinette, eût-elle seize ans, fût-elle grand'mère. En outre, on a remarqué que les filles-mères ont une propension invincible à parler de leur enfant, à en raconter les gentilleses, ou à se plaindre des sacrifices qu'il impose. Par une délicatesse féminine que je trouve exquise, la supérieure remet à ces malheureuses une bague de cuivre qui simule l'alliance, cet emblème visible du mariage que la femme du peuple ne quitte jamais, et qui, pour elle, constate son droit au respect. Supercherie ingénieuse qui n'a rien de frivole, car elle arrête les suppositions injurieuses et les propos désobligeants... L'honneur est sauf et le cœur maternel pourra s'épancher sans péril » (1).

La suppression du nom de famille a encore une utilité précieuse pour plusieurs des hospitalisées

1. Maxime du Camp, *La charité privée à Paris*, Paris, 1896, p. 320.

plus à plaindre encore que les autres. En effet, dans cet asile, viennent souvent se cacher de pauvres femmes, épaves vivantes d'une société bien différente de celle dont elles sont réduites à subir la promiscuité : c'est une descendante d'une vieille famille de France, une autre a joui dans son enfance de tout le luxe d'une grosse fortune que le chef de famille, banquier ou industriel bien connu a vu disparaître dans une crise ; une autre porte un nom illustre dans l'armée, dans les lettres, dans les arts. Toutes ces pauvres victimes de l'inconstance du sort et des vanités du monde viennent souvent, hélas ! après combien de tempêtes, chercher un refuge à l'avenue de Versailles où elles trouvent un asile honnête et calme, et où elles peuvent abriter leur misère sous le voile discret de l'anonyme.

Au moment de la sortie de l'Hospitalité du Travail de délicates précautions sont prises, pour éviter à la femme régénérée de nouvelles défaillances qui la ramèneraient à la terrible situation, d'où on l'a si laborieusement et charitablement tirée. On ne lui dit pas avant qu'elle ait franchi le seuil de l'établissement, la maison dans laquelle on l'a placée et où elle doit entrer.

C'est dans la rue seulement qu'on lui donne un billet contenant le nom et l'adresse de la famille chez laquelle elle va trouver un nouveau gîte, un travail honnête et rémunéré. Les motifs de cette mesure prudente sont sages et fondés. En sortant de l'Hospitalité du Travail l'assistée doit rompre avec son passé. Elle commence une vie nouvelle ; il importe que ses anciennes attaches, ses relations

compromettantes d'autrefois ne l'y suivent pas et n'entravent pas l'œuvre de sa rénovation morale. Si elle revient d'elle-même à ce passé fatal ce sera par un acte volontaire et réfléchi, mais on aura tout fait pour l'en séparer et pour l'armer contre les tentations auxquelles elle avait succombé.

Telle est cette œuvre admirable de l'Hospitalité du Travail. Elle fait du bien à un grand nombre de malheureuses femmes et le bien qu'elle fait à chacune est immense. Elle relève celles qui sont tombées, elle préserve les faibles, elle aide et dirige celles qui n'ont été vaincues que par le malheur ; à toutes, elle donne un abri honnête et sain, des secours reconfortants et un appui salulaire ; elle les recueille dans la plus profonde détresse et après les avoir régénérées elle les rend à la société plus fortes, plus utiles, capables d'occuper une situation honorable et stable. On ne saurait trop rendre hommage à la femme éminente qui a su organiser ainsi la charité ; on doit aussi des félicitations aux personnes qui soutiennent son œuvre soit par leurs généreuses largesses, soit par leur zèle infatigable et éclairé (1).

1. Nous croyons intéressant de reproduire une délibération du Conseil municipal concernant cette œuvre, et les appréciations d'un rapporteur, très hostile pourtant à toute idée religieuse, qui l'avait visitée. Un pareil témoignage de la part d'adversaires, est assurément intéressant à enregistrer.

Bulletin municipal officiel, 1883, p. 1838, observation au sujet de l'œuvre de l'hospitalité du travail.

« *M. Cattiaux* : Cette œuvre est religieuse et votre commission vous propose le rejet de la demande.

Il vous semblera peut-être étrange que moi qui, en principe, refuse toute allocation à une œuvre où l'idée religieuse

A côté de l'Hospitalité du Travail pour les femmes, fonctionne depuis 1892 une *Maison de Travail* pour les hommes (33, rue Félicien David et 34, avenue de Versailles). Cette œuvre a été fondée sur l'initiative de l'office central des institutions charitables, et grâce à un don du comte de Laubespain. On peut adresser à la Maison du Travail pour les hommes autant d'éloges qu'à l'Hospitalité du Travail pour les femmes. L'excellente disposition des locaux, leur clarté, leur bonne aération, la propreté et l'ordre parfait qui y règnent font bien vite reconnaître que la même main organise et dirige les deux établissements. Le système d'admission et d'hospitalisation est à peu près le même, sauf que les hommes couchent en dehors du local de l'œuvre. Des conventions spéciales ont été faites avec des logeurs du voisinage, et moyennant la faible rétribution de 0 fr. 35, ils peuvent avoir un gîte convenable. Les assistés doivent prendre le repas du

trouve sa place, je vienne parler en faveur de l'œuvre de l'hospitalité. J'ai visité hier l'établissement, j'y ai vu venir des femmes qui reçoivent gîte et nourriture et peuvent rester jusqu'à ce qu'on ait pu les placer. J'y ai vu aussi une grande tolérance religieuse ; je me plais à reconnaître l'utilité de cette œuvre, et je n'ai qu'un regret, c'est que nous n'ayons pas encore créé nous mêmes de semblables établissements qui seraient laïques ; plus on en fera mieux cela vaudra.

J'ai constaté que l'œuvre est excellente. Je le dis. Qu'elle vienne de droite ou de gauche, une œuvre bonne est toujours bonne et je ne puis pas ne pas la trouver bonne.

M. le Directeur des travaux publics : Le grand avantage de cette œuvre c'est qu'elle place les jeunes filles et leur évite ainsi de tomber dans la mauvaise voie. Elle est donc très méritante et je déclare que, pour ma part, j'en suis jaloux.

matin à l'œuvre, mais il leur est loisible de prendre celui du soir en dehors. Le logement et la nourriture, sont payés avec le salaire.

Ce qui distingue cette œuvre de toutes celles qui s'en rapprochent, c'est la façon dont le travail est choisi et dirigé. Dans la plupart des ateliers d'assistance, on se contente, faute de mieux, des occupations les plus vulgaires, les plus ennuyeuses, les moins rémunératrices, comme la confection des légendaires petits fagots. A la maison du quai de Versailles, où l'on veut que l'assisté sorte meilleur ouvrier qu'il n'est entré, on s'est appliqué à choisir un travail simple assurément, mais susceptible de développer l'intelligence et de donner une certaine aptitude technique à celui qui y est attaché. C'est dans ce but qu'on a choisi la menuiserie qui peut, par les genres variés qu'elle comporte, offrir des emplois en rapport avec toutes les capacités : meubles de cuisine, d'appartement, d'écurie, confection de caisses d'emballage, vernissage de meubles, articles de cave, de jardin, etc. On emploie aussi quelques hommes à faire des courses, ou à carder des matelas. Les moins intelligents, les plus mous, sont affectés à cette besogne ou aux travaux accessoires de la menuiserie. Ceux dont on peut espérer quelque chose de mieux sont mis sous la direction d'anciens assistés ou de chefs d'atelier, à confectionner des caisses, à ajuster des pieds de table qui sortent tout préparés de la scierie mécanique que de plus habiles dirigent. C'est l'essai d'application de l'axiome : « The right man in the right place ». On veut obtenir, avant tout, que l'ouvrier

ait un travail intéressant et qu'il y donne tous ses soins. « Nous ne voulons pas de travail mal fait » dit la sœur St-Antoine, et en effet, il n'y a pas ou presque pas de travail mal fait. L'application soutenue est le meilleur facteur d'un bon état d'esprit tel qu'il *doit* régner dans ces ateliers. Malheureusement il est fort rare qu'on l'y rencontre, précisément à cause du peu d'intérêt que les assistés apportent aux menues besognes qu'on leur impose. Quand le corps seul est occupé par un travail machinal où l'intelligence n'a aucune part, les pensées fermentent dans le cerveau désœuvré, les caractères s'aigrissent, les esprits s'échauffent. Dans une agglomération d'hommes, ces mauvaises dispositions deviennent contagieuses, une surexcitation malsaine les pousse à rivaliser de perversité, chacun mettant un sot orgueil à se montrer pire que les autres. Les ferments de haine, de rancune, de révolte s'accumulent et l'œuvre moralisatrice devient impossible. La Maison de Travail a su éviter ce redoutable écueil. Aussi ses assistés ont une physionomie particulière qui diffère essentiellement de celle des pensionnaires des autres œuvres ; ce sont des visages d'ouvriers et non de mendiants.

Le produit moyen du travail est sensiblement supérieur à celui des autres maisons d'assistance, quoiqu'il ne soit que de 0 fr. 80 à 0 fr. 90. Ces chiffres sont déjà un peu anciens ; peut-être la situation s'est-elle améliorée. Malheureusement l'œuvre ne publie pas de compte rendu annuel faisant connaître sa situation financière et les progrès réalisés. C'est une importante et regrettable lacune. Elle a

permis à des critiques, assurément sans fondement, de s'accréditer dans certains milieux, sans qu'on puisse opposer à ces accusations des documents officiels et péremptoirs.

Voici toutefois quelques renseignements publiés jusqu'ici et qui ne sont pas malheureusement aussi complets qu'on pourrait le désirer. La moyenne des présences par jour est de 70 hommes. Chaque hospitalisé reste environ 17 jours. Le salaire, payé en argent, est de 2 fr. par jour. Les ouvriers qui dirigent le travail sont payés suivant le tarif général de la profession à laquelle ils appartiennent. La durée du séjour ne peut dépasser 20 jours. Le nombre des assistés a suivi depuis la fondation une progression marquée :

En 1892-93 il a été reçu 1.007 hommes			
1893-94	»	1.156	»
1894-95	»	1.106	»
1895-96	»	1.243	»

Ces derniers ont fourni 16.908 journées à leur sortie ils ont été placés de la façon suivante: 37 0/0 à cause de leur âge, de leurs infirmités ou de leur santé ont été envoyés dans des asiles spéciaux ; 24 0/0 ont disparu ; 1 0/0 ont été rapatriés ; enfin, 38 0/0 ont été placés (1). Ces chiffres sont très satisfaisants et montrent que l'œuvre des hommes ne donne pas de moins bons résultats que celles des femmes.

1. Renseignements fournis par l'Office central des institutions charitables. V. aussi le rapport de M. J. de Poligny au congrès international d'assistance, Genève, 1896, sur les sociétés d'organisation de charité.

En somme, les trois branches de l'œuvre ont assisté ensemble, en 1895-96, 5.308 personnes se répartissant ainsi :

Travail à domicile . . .	747 femmes	42.574 fr. de salaire	
Hospitalité du travail . .	3.316 »	71.854 fr.	»
Maison de travail . . .	1.245 hommes	33.976 fr. (1)	»
	<u>5.308</u>	<u>148.404 fr.</u>	<u>»</u>

Plus de 5.000 personnes recueillies et secourues avec 150.000 fr. de salaires, tel est le bilan de l'œuvre. Ce résultat nous prouve sa vitalité, sa remarquable efficacité, en même temps qu'il nous révèle l'importance de ses ressources. M. de Pulligny nous indique les principaux versements qui ont permis cette fondation, en dehors des souscriptions ordinaires qui varient de 10 fr. à 300 fr.

30.000 fr. provenant d'une allocation sur les fonds du pari mutuel.

385.000 fr. versés par des bienfaiteurs.

35.000 fr. provenant d'une souscription du *Figaro*.

450.000 fr.

Il y a encore actuellement 85.000 fr. de fonds placés en réserve. Si l'œuvre fait un bien considérable on voit aussi qu'elle fait beaucoup et de très bonnes affaires. Ce résultat prouve combien le courant de sympathie pour la misère est puissant à Paris, combien il est généreux et fécond quand il

1. Le chiffre du salaire des hommes n'ayant pas été fourni, pour obtenir au moins une indication d'ensemble, nous l'avons cherché en multipliant le nombre de journées indiqué, 16.988, par le salaire qui est de 2 fr. Ce chiffre ainsi obtenu doit être inférieur à la vérité puisque plusieurs ouvriers sont payés 5 fr. par jour.

rencontre une œuvre réellement bienfaisante sachant faire profiter amplement les déshérités des ressources inépuisables de la charité.

A côté des œuvres qui s'occupent spécialement soit des femmes, soit des hommes il y en a d'autres qui s'adressent spécialement aux enfants et aux jeunes gens. Elles sont aussi intéressantes et sont peut-être plus touchantes encore, car elles disputent à la misère physique et morale et aux pires corruptions, de petits êtres faibles encore, incapables et irresponsables. Une des œuvres les plus connues dans cette catégorie est celle de M. Rollet, la *Maison de Travail pour jeunes gens*, 13, rue de l'Ancienne Comédie (1).

1. Nous n'avons pas la pensée de faire entrer dans le cadre de cette étude les œuvres s'adressant aux enfants et jeunes gens qui, en général, n'ont aucun caractère économique. Cependant, nous devons faire une exception pour l'établissement de M. Rollet, car il nous a été démontré, par les statistiques de l'œuvre, que presque tous les assistés sont âgés de 16 à 18 ans et peuvent, par conséquent, être classés dans la catégorie des ouvriers. Dans ces conditions, l'œuvre de M. Rollet doit être considérée comme faisant partie des sociétés d'assistance par le travail. Voici quelle était la répartition des enfants par âge, en 1894 :

Enfants	}	Agés de moins de 13 ans	24
		» 13 à 14 ans	77
		» 14 à 15 ans	15
		» 15 à 16 ans	194
		» 16 à 17 ans	152
		» 17 à 18 ans	229
		» plus de 18 ans	295
Nombre des jeunes gens admis			1.022

Encore faut-il tenir compte de ce que le placement des jeunes enfants se fait beaucoup plus rapidement que celui des jeunes gens, en sorte qu'ils séjournent peu à l'œuvre.

Ouverte en 1894 elle a déjà répandu ses bienfaits sur un grand nombre d'enfants. Voici comment elle est organisée. Tout garçon, de 13 à 18 ans, qui se présente en se disant sans asile ni travail, est admis, même sans papiers d'identité. Une fois entré, s'il travaille avec bonne volonté, on lui accorde une hospitalité complète, comprenant la nourriture et le coucher. Souvent même on lui donne des vêtements ; car s'il se conduit bien il obtient chaque jour un ou plusieurs bons qu'il peut échanger contre du linge, des vêtements ou des chaussures. Le travail consiste surtout dans le triage des graines, dans la confection d'étiquettes.

Pendant tout le temps du séjour de l'enfant, on le suit, on l'étudie pour voir ce dont il est capable et ce qu'on peut attendre de lui. Quand la direction a formé son opinion à son égard, elle cherche à le placer, tâche difficile et délicate même pour les adultes et plus encore pour les adolescents. On en envoie le plus grand nombre possible en province, à la campagne, on s'efforce de les diriger vers l'agriculture ; mais beaucoup n'en veulent à aucun prix. Ce ne sont guère que les plus jeunes, ceux de 13 ou 14 ans qu'on peut espérer y maintenir. Dès qu'ils ont dépassé cet âge ils veulent rester en ville ; lorsque, cédant à de pressants conseils, ils consentent à partir, ils ne tardent pas à y revenir.

M. Rollet a pris, en faveur de ses jeunes gens placés, une mesure très généreuse. Il les autorise à venir, pendant les premiers temps de leur apprentissage, manger et coucher à la maison. On leur

retient pour cela quelques sous sur leur salaire. Ce prélèvement est proportionné au salaire gagné et non au service rendu. On leur facilite ainsi l'accès des métiers à apprentissage qui, s'ils ne fournissent pas immédiatement un salaire suffisant, sont les seuls qui puissent assurer une situation suffisamment rémunératrice dans l'avenir. C'est leur rendre un immense service que de leur permettre d'acquérir aussi des moyens d'existence qui peuvent les préserver de tant de misères et de tant de dangers. Malheureusement la charge serait trop lourde si on voulait l'accomplir jusqu'au bout, et on est obligé de n'accorder cette faveur qu'à un petit nombre.

Parmi ces jeunes gens il y en a qui ne peuvent s'assujettir à aucun emploi sédentaire ; il leur faut le changement, le grand air, la liberté. Aussitôt qu'on cherche à les amener à la vie régulière, si douce qu'elle soit, aussitôt qu'ils sentent le plus léger frein, ils s'échappent. Souvent ce ne sont pas les plus mauvais. L'aumônier de la maison nous a cité un cas très caractéristique de ce genre. Un enfant de 14 ans, très bien doué, intelligent, d'une nature honnête et confiante s'était particulièrement fait aimer de ses directeurs. On n'hésita pas à le placer comme domestique chez un homme de mérite et de générosité peu commune qui, séduit lui-même par les aimables dispositions de l'enfant, s'y attacha sincèrement. Un beau matin l'enfant disparut. Le maître vint annoncer à l'aumônier cette fuite inattendue et tous deux inquiets et désolés passèrent la journée entière sans nouvelles. A 9 heures du soir, l'abbé voit entrer le petit fugitif dans sa

chambre. « D'où viens-tu petit ? — De me promener. — Pourquoi es-tu parti ? — Parce que je ne pouvais pas rester enfermé. Je suis allé du côté de Versailles, et puis, cet après-midi, j'ai pensé que je ne vous avais pas dit au revoir ; alors je suis revenu sur mes pas ». Voilà une reconnaissance bien touchante et qui montre combien le cœur parle encore chez ces pauvres petits errants. On lui pardonna doucement, il reprit sa place ; mais la nature nomade l'emporta encore sur les bonnes résolutions. Il partit de nouveau, se fit arrêter sur la grande route, et, peu après, commença à goûter du régime de la prison. Dieu sait combien il y reviendra de fois le pauvre petit chemineau !

D'ailleurs, ce sont souvent ces enfants de nature indépendante et indomptable qui viennent demander asile à la maison de travail. Ils ont fui leur famille et meurent de faim. Que faire d'eux ? S'ils sont réclamés par leurs parents, la police vient les chercher ; mais, le plus souvent, personne ne les réclame. En outre, s'ils sont d'un trop mauvais exemple pour les autres, on est obligé de les mettre dehors et on ne prévoit que trop ce qu'ils sont appelés à devenir. Il est même arrivé à quelques-uns de nos jeunes vauriens de cambrioler la maison même de leur bienfaiteur, M. Rollet, qui est pourtant à leur égard d'une générosité, d'une bonté sans égales, d'aucuns disaient excessives.

Tous heureusement ne sont pas pervertis. Il en est même dont la bonne et franche nature résiste aux contagions malsaines. Le plus grand nombre n'est pas doué de ce privilège, et, après avoir, au

début, souffert du contact des pires, ils les ont imités, d'abord par faiblesse de caractère, puis par cette sorte d'émulation du mal qui naît spontanément dans les mauvais milieux, alors qu'on a tant de peine à y faire germer l'émulation du bien. D'ailleurs, qui a pu déposer dans le cœur de ces pauvres abandonnés les notions les plus élémentaires du bien et du mal ! Beaucoup d'entre eux sont orphelins ; beaucoup d'autres, plus malheureux encore, appartiennent à des parents dénaturés qui les exploitent, ou les délaissent et dont ils ne reçoivent que de mauvais traitements et de pires exemples. Ces pauvres petits deviennent presque forcément pervertis. Quelle douce et noble tâche de ranimer ce cœur d'enfant, d'y retrouver et d'y faire éclore les germes de bons sentiments déposés dans l'âme de toute créature humaine, de les cultiver, de les voir grandir et se manifester au dehors ! Cette régénération est possible, elle est fréquente, elle est l'œuvre de l'amour. Ces pauvres petits, que personne n'a aimés, qui n'ont jamais senti le contact bienfaisant d'une tendresse, s'épanouissent et se transforment sous l'influence d'une affection ; les mauvais penchants s'apaisent, la moralité renaît, l'âme s'éveille et grandit par l'exercice de ses facultés les plus élevées.

C'est pourquoi l'action morale doit avoir une part prépondérante surtout dans les œuvres qui concernent les jeunes gens ; grâce à elle on peut arriver à des résultats qu'il serait absolument impossible d'obtenir autrement. Nous ajouterons même, cette action doit être religieuse car, selon nous, c'est la

seule qui puisse être absolument efficace. L'âme de l'enfant, quand elle n'est pas faussée, est essentiellement religieuse ; elle a besoin d'idéal et d'amour. La religion seule peut soigner ses plaies, fortifier sa volonté et donner aux nobles facultés de son âme les éléments vitaux qui sont nécessaires.

Malgré des difficultés financières très considérables (le bilan de 1894 s'est soldé par un déficit de 22.000 fr.), l'œuvre de M. Rollet a continué de s'accroître sans que la situation en devienne plus obérée pour cela, au contraire. En 1894 on a admis 1.022 jeunes gens ; en 1895, 1.035 ; en 1897, 1.506. Le déficit de 22.000 fr. n'était plus, l'année suivante, que de 4.000 fr., et aujourd'hui, grâce à de puissants appuis, l'œuvre se trouve en assez bonne posture.

Le nombre des placements de jeunes gens a heureusement progressé : il était en 1895 de 304, dont 108 à Paris ; en 1897 il a passé à 1.336, dont 515 à Paris et 821 dans les départements. L'année 1898 présente des résultats analogues. Le pourcentage du placement a passé de 29 à 89 pour cent. Chaque année un certain nombre d'engagements dans les armées de terre et de mer sont contractés par des jeunes gens de l'œuvre, en 1894 il n'y en a eu 25. Quelques rapatriements sont aussi opérés quand les circonstances le permettent.

Malgré l'admiration que nous inspire le dévouement des personnes qui s'occupent de cette œuvre, malgré tout l'intérêt que nous lui portons, l'impartialité nous empêche de passer sous silence la critique de quelques imperfections qui nous ont

frappé. Ce n'est pas d'ailleurs rendre un service que de taire la vérité quand on est appelé à apprécier et à juger.

Le défaut primordial, à la Maison de Travail est le manque d'énergie dans la surveillance et la discipline. Les enfants ne font pas grand'chose à l'atelier. C'est ainsi qu'en 1895 les 1.035 enfants, travaillant 8 heures par jour, n'ont pu arriver à produire que 2.603 fr. 30 de travail. L'enquête sur les œuvres d'assistance par le travail, faite à cette époque pour le Comité central des œuvres de travail par M. Bouloumié — enquête très complète et très documentée à laquelle nous avons emprunté bien des renseignements — signalait que l'assisté coûtait en moyenne 40 fr. et produisait 7 fr. Ce dernier chiffre est, paraît-il, plus beau que la réalité. Nous nous sommes renseigné auprès de M. Rollet lui-même qui nous a déclaré que, sur un budget de 40.000 fr. environ, il ne comptait guère obtenir par le travail de ses jeunes gens plus de 2.500 à 3.000 francs. L'année 1895, où les assistés ont fourni 2.600 fr. de travail, se trouverait par conséquent dans la moyenne. Prenons ces chiffres pour base de nos calculs : chacun des 1.035 hospitalisés coûte près de 40 fr. et ne produit que 2 fr. 51 pendant toute la durée de son séjour. Si on avait consacré les efforts de ces jeunes gens à leur faire apprendre un métier technique, on pourrait s'expliquer qu'il y eût beaucoup de malfaçons, et encore comprendrait-on difficilement que dans un atelier bien dirigé le produit fût aussi minime. Mais pour un travail aussi simple que le triage des graines de café

ou la confection des étiquettes, si faible que soit le salaire, le produit devrait être plus appréciable. C'est le manque de sévérité envers ces enfants paresseux, légers et indisciplinés qui produit ce fâcheux résultat.

L'insuffisance de la discipline empêche d'apprécier ces jeunes gens à leur juste valeur ; aussi, bien souvent, des erreurs regrettables viennent dérouter les prévisions de la direction. Il n'est pas étonnant que les placements s'en ressentent. Tous les patrons n'ont pas l'inépuisable indulgence de M. Rollet pour pardonner les sottises, voire même les indécotesses dont il est parfois la victime.

Si nous n'avons voulu épargner les critiques à cette œuvre si intéressante, c'est précisément à cause de l'admiration que nous avons pour la généreuse pensée qui a présidé à sa fondation, et nous voudrions que, la réalisant pleinement, elle arrive à sauver complètement un plus grand nombre de ces pauvres petits. Peut-être serait-il préférable de réduire le nombre des admissions. Il faudrait aussi éviter à ces enfants une promiscuité d'autant plus dangereuse qu'elle est constante ; elle les pervertit quand ils ne le sont pas auparavant, et en tout cas elle les empêche de s'amender. S'il y a du bien à faire, même parmi les plus mauvais, qu'on le tente aussi ; mais qu'on ne les mélange pas sans surveillance à ceux qui ne sont pas encore complètement tombés. Une catégorisation sérieuse est plus nécessaire parmi les enfants que partout ailleurs : elle n'est pas faite chez M. Rollet. L'œuvre gagne-

rait, croyons-nous, à restreindre son action ou à la dédoubler.

Telles sont les trois œuvres les plus importantes et les plus caractéristiques de l'assistance par le travail avec régime d'internat : la Maison hospitalière du pasteur Robin, l'Hospitalité du Travail de la sœur Saint-Antoine et la Maison pour jeunes gens de M. Rollet.

Ce régime de semi-claustration de l'indigent doit-il être préféré aux autres systèmes ? C'est ce qu'il convient d'examiner maintenant. La solution ne saurait être absolue, il faut distinguer suivant les cas. Si pour une mère de famille, le travail à domicile est très généralement préférable, si pour un homme marié, ayant un foyer, le travail à régime d'externat est, en principe, le meilleur, pour toutes les autres catégories de miséreux, le travail à régime d'internat nous paraît devoir être adopté de préférence. L'organisation doit varier dans une large mesure suivant les circonstances de lieux et de personnes. C'est ainsi que la discipline et la surveillance doivent être exercées d'une façon toute différente suivant qu'il s'agit d'hommes, de femmes ou d'enfants. Mais sous des formes diverses une règle persiste, celle de l'hospitalisation complète organisée par l'œuvre elle-même. C'est ce principe qui, approprié quant à son application à chaque catégorie, nous semble excellent pour la majorité des pauvres qui encomrent nos grandes villes.

Ayant donc mis de côté les mères ou les pères de famille vivant à leur foyer, si nous examinons les

conditions morales de tous les autres miséreux, ainsi que les moyens de les ramener à un niveau plus élevé de moralité, d'activité, d'utilité économique, nous pouvons constater deux choses : c'est qu'il faut, d'abord, connaître à fond individuellement chaque sujet, et lui donner ensuite, grâce à des procédés appropriés à sa nature, des saines habitudes et des bons principes qu'il a souvent perdus, le fortifier moralement et économiquement. N'est-ce pas là une semi-éducation à faire ou à refaire ? Or quel est le meilleur régime d'éducation pour les caractères mous et affaiblis, susceptibles de se laisser entraîner par toutes les influences du dehors généralement les plus mauvaises ? Quand la famille n'existe pas ou ne remplit pas dignement son rôle d'éducatrice, c'est évidemment un internat rationnellement organisé qui doit avoir nos préférences.

L'ambiance dans laquelle végète le pauvre le voue forcément à l'abattement, à l'affaiblissement. Pour le fortifier il faut d'abord le soustraire à cette influence délétère, puis l'aider à reconstituer les forces de son corps, les facultés de son intelligence, et enfin lui donner autant que possible une formation professionnelle.

Pour arriver à ce résultat le régime d'internat nous semble incontestablement supérieur à celui de l'externat. Grâce à ce procédé, on peut arriver à connaître « l'état d'âme » de chacun, à discerner le remède approprié à la crise physique, économique ou morale qu'il traverse, à appliquer selon les différents cas un traitement rationnel, et enfin à obtenir une guérison complète.

Pour qu'un remède produise les heureux résultats qu'on en peut attendre il faut observer deux conditions : 1^o éviter que des imprudences ne viennent détruire son efficacité naturelle ; 2^o l'administrer avec discernement et régularité. Il en est de même pour la cure morale qui nous occupe. Quel bienfait ces êtres débilités peuvent-ils ressentir d'un traitement fortifiant si chaque jour ils vont perdre dans la fréquentation des cabarets et dans les bouges que sont les logements de nuit, la dose de force et d'énergie qu'on s'est efforcé de leur faire acquérir ? Pour appliquer régulièrement un remède, il faut que le malade reste constamment sous une surveillance éclairée qui devra être d'autant plus stricte que le sujet sera plus profondément atteint. L'atonie de toutes les facultés résultant de la misère doit être soumise à un régime identique.

Les résultats pratiques sont d'ailleurs parfaitement concordants avec la théorie. Quelles que soient les critiques particulières que l'on puisse adresser aux œuvres que nous venons d'examiner, il n'en reste pas moins qu'elles donnent des résultats très supérieurs aux œuvres à régime d'externat, notamment en ce qui concerne le produit du travail et le placement des assistés, excellent symptôme de l'amélioration générale. Les pauvres sortent de ces maisons bien meilleurs pour la plupart qu'ils n'y sont entrés ; on ne peut en dire autant de tous ceux qui fréquentent des institutions plus ouvertes.

Un régime d'internat bien organisé et surtout bien dirigé peut seul, à notre avis, être appliqué

avec succès à la catégorie de pauvres que nous envisageons. Il les préserve du contact des influences malsaines qui les environnent et leur donne les qualités morales et économiques nécessaires dans la lutte pour la vie.

CHAPITRE IV

LES ŒUVRES MUNICIPALES D'ASSISTANCE PAR LE TRAVAIL DE LA VILLE DE PARIS

SECTION I

Les œuvres urbaines

A côté des œuvres privées, se trouvent les institutions organisées par les municipalités. On doit les mettre dans une catégorie à part, car elles ont une organisation bien différente ; les critiques et les éloges qu'elles méritent sont aussi d'un tout autre ordre.

La ville de Paris s'est particulièrement distinguée dans ses œuvres d'assistance par le travail. En dehors des quelques œuvres privées qu'elle subventionne, elle a organisé directement des institutions qui méritent de retenir l'attention.

Refuge ouvroir Pauline Roland

Cet établissement a été ouvert, en 1890, 30 rue Fessard, au milieu du quartier si miséreux de Belleville. Il est destiné aux femmes. Toutes celles qui se présentent sont admises pourvu qu'il y ait une place vacante, sans condition d'âge, de capacité ou de

résidence. Mais l'œuvre est surtout destinée aux femmes enceintes qui se trouvent être, pour la plupart, des filles-mères. Elles sont reçues pendant leur grossesse jusqu'au huitième mois ; à partir de ce moment, on les envoie dans des asiles spéciaux d'où elles sont dirigées sur l'hôpital au moment opportun. On les admet aussi quand elles ont eu leur enfant, et à cet effet on a annexé à l'ouvroir une crèche et une pouponnière. Les mères nourrissent leurs enfants si elles le veulent, et peuvent les voir cinq fois par jour.

En dehors de cescas, la durée du séjour au refuge ne dépasse guère deux ou trois mois. Le régime d'internat est assez strict, mais pendant les quinze derniers jours de présence, on leur permet de sortir pour chercher une place. Quand elles s'en vont, on leur fait presque toujours don de quelque objet utile, linge, vêtements, etc.

Pendant la durée de l'hospitalisation elles sont astreintes à un travail de neuf heures par jour environ. Mais font-elles beaucoup de besogne ? Il est malheureusement difficile de répondre, car leur travail n'est guère susceptible d'une appréciation quantitative ou pécuniaire. Elles sont occupées au blanchissage, au repassage et au raccommodage du linge de la ville et les statistiques annuelles, forcément assez approximatives, ne peuvent donner aucune idée de l'activité de chacune des travailleuses.

Si on en juge d'après une visite aux ateliers, l'ardeur au travail ne semble pas bien vive. Les hospitalisées ne reçoivent qu'un salaire variant de

0 fr. 20 à 0 fr. 40 par jour ; elles ne se donnent guère de peine pour augmenter de quelques centimes un gain si dérisoire, et cela se comprend. La rémunération principale consiste dans l'hospitalisation, mais le stimulant au travail semble tout à fait insuffisant.

Par ailleurs, le séjour au Refuge ouvroir Pauline Roland est fort agréable. Les salles sont grandes, claires et bien agencées ; l'aération est parfaitement organisée ; partout règne une propreté méticuleuse. On doit très sincèrement féliciter la ville de Paris d'avoir tenu à ce que les prescriptions de l'hygiène, si utiles au moral et au physique, fussent partout scrupuleusement observées. On surveille strictement la propreté des hospitalisées : à leur entrée elles sont d'abord désinfectées, ce qui bien souvent n'est pas sans besoin ; on leur fait prendre ensuite des bains fréquents. Elles portent toutes pendant la durée de leur séjour un uniforme simple, propre et commode, et à leur sortie on leur rend leurs vêtements personnels que l'on a désinfectés. Parfois, quand ils sont en trop mauvais état, on leur en donne de plus présentables.

Ces soins et ces bienfaits rendent à ces malheureuses la vie si facile et si douce au Refuge ouvroir qu'elles y reviennent aussi souvent que cela leur est possible. Beaucoup des femmes qui s'y trouvent, sont des récidivistes. Il y a, il est vrai, une clause qui interdit la réadmission pendant un délai de deux ans ; mais une exception généreuse a été faite pour les femmes enceintes, et il arrive encore assez souvent que peu de mois après leur départ on les voit

revenir dans la position qui leur donne le droit à l'admission. La mère et l'enfant sont recueillis encore pour quelques mois.

C'est là certainement un sérieux abus contre lequel il serait sage de réagir. Les femmes enceintes et les filles-mères — et ce sont surtout ces dernières qui viennent à l'ouvrier Pauline Roland — ne doivent pas compter à ce point sur l'assistance publique pour pouvoir multiplier indéfiniment leur progéniture.

Il arrive aussi forcément que les femmes d'un âge un peu avancé, qui trouvent moins facilement à gagner leur vie d'une façon ou d'une autre, sont éliminées d'un refuge qui pourrait leur être d'un si utile secours. Ce sont principalement des femmes dans la force de l'âge qui sont le plus souvent admises, ainsi que le montre la statistique suivante, relative à l'année 1896 :

Femmes de 15 à 20 ans	134
» 20 à 25 ans	324
» 25 à 30 ans	211
» 30 à 35 ans	108
» 35 à 40 ans	57
» 40 à 45 ans	32
» 45 à 50 ans	30
» 50 à 55 ans	36
» au-dessus de 55 ans	16
	948

Les femmes au-dessous de 35 ans sont donc de beaucoup en majorité ; les autres, moins jeunes ou plus vertueuses, sont-elles donc pour cette raison moins intéressantes ?

Les femmes mariées même semblent en quelque

sorte proscrites du refuge. En 1896 il y a 784 célibataires contre 81 femmes mariées. Ce sont donc les célibataires de 20 à 30 ou 35 ans qui forment la grosse majorité de la clientèle du refuge.

Si la nécessité d'assister les filles-mères est incontestable, n'y avait-il pas le devoir plus impérieux encore de soulager les femmes et les filles qui veulent rester honnêtes ou que la vieillesse commence à atteindre. Il fallait que le secours à la vertu fût organisé de préférence au secours accordé à la faute, si excusable qu'elle puisse être. En outre, le refuge devrait être dirigé d'une façon suffisamment sévère pour que le séjour n'en soit pas un sujet d'attraction et d'envie (1).

L'importance du nombre des placements est difficile à apprécier puisque la plupart des hospitalisées, étant enceintes, doivent être dirigées sur l'asile Michelet ou sur la Maternité. Les renseignements concernant les autres femmes sont assez favorables : on a pu fournir du travail à 270 d'entre elles et en rapatrier 14. Il n'y a eu que 31 expulsions.

Il n'est guère possible de constater les résultats financiers puisque tout le travail est fait pour la ville et qu'il est difficile d'apprécier son importance : les estimations qui ont été faites à ce sujet, soit par l'autorité soit par la direction, sont d'ailleurs absolument divergentes. Toujours est-il que l'hospitalisation coûte environ 0 fr. 90 par jour pour la nourriture.

1. Une autre remarque, qui a son intérêt, c'est que la plupart des hospitalisées ne sont pas nées à Paris : en 1896, il y en avait 747 nées en province, contre 157 nées à Paris, le reste venant de l'étranger.

Les éloges que nous avons adressés à cette œuvre au point de vue de la tenue, de la propreté des locaux et des hospitalisées n'atténuent malheureusement pas les critiques que nous avons formulées sur le principe même de cet établissement et son mode de fonctionnement. Il serait facile de parer à ces inconvénients regrettables, et nous voulons espérer que la ville de Paris voudra compléter son œuvre généreuse, en créant de nouveaux asiles-ouvriers pour les femmes d'autres catégories qui ont droit, par leur misère, à sa sollicitude.

La ville de Paris avait fondé, dès 1889, une œuvre d'assistance par le travail pour les hommes. Le refuge Nicolas Flamel, rue du Château des Rentiers (quelle ironie des mots !) est une dépendance d'un asile de nuit. Voici dans quelles circonstances l'œuvre a été fondée.

Le local de l'asile de nuit ayant besoin de quelques réparations, le directeur eut l'idée, au lieu de faire venir des ouvriers de la ville, de demander seulement des outils et de faire travailler quelques-uns de ses pensionnaires. On se mit à l'œuvre ; la tentative réussit si bien qu'après les réparations on fit des agrandissements, on construisit de nouveaux bâtiments, et bientôt un refuge indépendant de l'asile fut complètement édifié et organisé.

Une des particularités de cette œuvre consiste en ce que le voisinage de l'asile de nuit permet qu'on puisse faire une certaine sélection dans sa clientèle. Quand une place est vacante au refuge on la donne à celui des hôtes de l'asile qui semble le plus mal-

heureux et le plus digne de pitié. Une fois admis, l'hospitalisé, en échange de son travail, est nourri, logé et vêtu. Le logement n'est autre que l'asile de nuit où il a le droit de coucher pendant son séjour qui ne peut être que de vingt jours au maximum : les hôtes ordinaires de l'asile ne peuvent y rester plus de trois nuits consécutives. Les vêtements qui sont affectés aux hospitalisés pendant leur séjour à l'œuvre, proviennent en grande partie de la Morgue. Ils sont préalablement désinfectés. Tous les deux mois, 50 paires de chaussures, autant de pantalons, des paletots, etc., provenant de cette origine, sont envoyés au refuge.

Les hospitalisés ont, pour la plupart, travaillé jusqu'ici à l'édification et à l'installation intérieure du refuge ; pendant ce temps, d'autres ont confectionné des ligots ou ont été employés à la désinfection des abattoirs de la Villette. La durée du travail est de 9 heures. La rémunération est variable suivant le genre de travail. Ceux qui sont employés à la Villette sont payés 4 fr. 50 par jour ; ceux qui confectionnent des ligots travaillent à la tâche et gagnent environ 3 fr. Il est retenu pour ceux qui mangent au refuge, 1 fr. 50 pour la nourriture ; ils reçoivent ainsi 1 fr. 50 et sont nourris. Il est formé à leur nom un pécule de tout ce qu'ils gagnent ; le dimanche on leur donne 2 fr. comme argent de poche. Malgré cela, les pécules se montent en moyenne, à la sortie, à 40 fr. environ.

En dehors des hospitalisés ordinaires, il y a des ouvriers peintres, maçons, charpentiers, matelasiers, jardiniers, qui dirigent les travaux ; pour

ceux-ci il n'y a pas de durée de séjour fixe. Ils forment en quelque sorte un cadre semi-permanent et ils reçoivent un salaire plus important que leurs camarades de passage.

Les placements ne sont pas très nombreux, et il paraît que les hospitalisés se trouvent si bien rue du Château des Rentiers, qu'ils ne sont jamais pressés de se procurer une place avant qu'on les force à sortir. Le directeur d'ailleurs nous disait lui-même : « Ils sont certainement plus heureux que des ouvriers gagnant six francs par jour. »

Les locaux comme ceux du refuge-ouvroir Pauline Roland sont propres et très bien tenus ; le travail n'est ni long ni surmenant ; on est bien nourri pour un prix assez modique, on a de l'argent pour se distraire le dimanche, sans compter un pécule relativement important qu'on trouve à la sortie. Que peut espérer de mieux un ouvrier précédemment plongé dans la misère ?

C'est précisément là le défaut de ces établissements si merveilleusement installés. Celui qui y est ne veut plus en sortir, l'assistance est donc en dehors de son rôle, car elle ne doit jamais être préférée au travail libre. Elle doit se borner à aider passagèrement le travailleur et à le préparer à reprendre dans de bonnes conditions une vie normale de labeur et de probité. Ce n'est pas en mettant le pauvre dans une situation plus paisible et plus douce que celle qu'il peut trouver dans sa vie ordinaire, qu'on le formera à la rude tâche qui l'attend. Enfin, au point de vue de la stricte justice, n'est-il pas choquant de voir des gens dont beaucoup sont tombés dans la misère

par leur faute, jouir d'une situation agréable qu'ils n'ont en rien méritée, tandis que d'autres, plus dignes et plus énergiques, peinent au delà de leurs forces pour ne trouver qu'une situation moins avantageuse malgré leurs courageux et persévérants efforts ? Les hospitalisés de la rue du Château des Rentiers sont plus heureux que beaucoup d'ouvriers et c'est la condamnation du régime de cet établissement.

La situation financière du refuge ne peut être mise en comparaison avec celle des œuvres privées similaires, car il n'y a pas de frais de location ni d'acquisition d'immeubles et tout le travail est écoulé à mesure qu'il est produit (1). Les recettes consistent surtout dans des économies procurées à la municipalité, comme pour l'ouvrier Pauline Roland.

Si les placements ne sont pas très nombreux, les rapatriements le sont encore moins, bien que 60 pour cent des hospitalisés viennent de province. Mais il y a une forme de reclassement progressif en province qu'il est bon de retenir et sur laquelle nous aurons à revenir. Plusieurs des hospitalisés originaires des départements sont envoyés à la colonie agricole de la Chalmelle qui tentera de les ramener à la vie des champs dont beaucoup sont sortis. Beaucoup d'ouvriers qu'on ne pourrait rapatrier directement, peuvent, grâce à cette étape intermédiaire, revenir à la campagne et se reclasser dans leur milieu primitif. Là, avec de la bonne volonté et de l'honnêteté ils ont plus de chance d'éviter la misère qu'à Paris.

1. Les ligots sont tous utilisés par la ville.

Ce sont donc les mêmes reproches que l'on peut adresser à l'une et à l'autre œuvre de la ville de Paris : la vie y est trop facile, on n'y prépare pas assez les hospitalisés à l'existence qu'ils auront à soutenir quand ils sortiront du refuge. Le but de l'œuvre est d'empêcher ces pauvres malheureux de souffrir, évidemment c'est une pensée humanitaire fort louable et généreuse ; mais ils ont besoin d'autre chose que d'un adoucissement passager à leur misère. Les œuvres de la ville de Paris se contentent du côté négatif de leur tâche, la préservation du mal ; elles négligent le devoir essentiel de formation et ne cherchent pas à développer chez tous l'activité physique et l'habileté professionnelle.

Par contre, en ce qui concerne l'agencement matériel des bâtiments, la tenue des locaux, l'hygiène, enfin, beaucoup d'œuvres privées d'assistance par le travail pourraient trouver dans le refuge municipal de bons modèles à suivre. Il est vrai qu'elles ne disposent pas des mêmes ressources. Cependant il faudrait qu'elles fussent persuadées que la bonne tenue, la propreté méticuleuse, l'hygiène, sont des facteurs essentiels de salubrité morale aussi bien que physique, et qu'on ne saurait les négliger sans risquer d'aboutir à un échec.

SECTION II

La colonie agricole de La Chalmelle

L'assistance par le travail s'est adressée jusqu'ici surtout aux populations résidant dans les villes, en

leur offrant comme assistance un travail industriel. Une connaissance plus approfondie des milieux miséreux et une plus grande expérience dans les modes d'application des secours, ont abouti à l'organisation d'une nouvelle forme d'assistance par le travail.

Si un grand nombre des malheureux de nos cités sont originaires des centres urbains eux-mêmes, le chiffre de ceux qui viennent du dehors, et de la campagne surtout, le dépasse encore de beaucoup. Ce sont des artisans qui espèrent trouver dans l'exercice de leur profession en ville des salaires plus élevés, en même temps que de plus nombreuses distractions ; ce sont de braves campagnards ne possédant guère que leur force et leur vigoureuse santé qui émigrent, persuadés qu'ils pourront trouver un emploi plus rémunérateur. Ils ignorent qu'à mesure que le centre grandit le chômage devient plus fréquent, l'isolement social plus complet, la misère plus terrible. A la campagne on manque de bras, en ville il y en a trop, et malgré cela l'afflux campagnard ne cesse d'envahir nos cités industrielles, et plus spécialement Paris dont l'attrait devient pour beaucoup une sorte de fascination.

Quand ils ont vu de près ce qu'était pour eux la vie à Paris, quand ils ont connu les longs chômages, l'abandon et l'indifférence de tous, quand ils ont senti les cuisantes douleurs de la faim, le sombre désespoir de la misère, plus d'un de ces malheureux retournerait volontiers à son village pour reprendre sa place dans sa famille et ses occupations au milieu de ses amis. On ne meurt jamais de faim à la cam-

pagne. Il y a presque toujours du travail pour un individu valide, et si le travail est impossible il y a toujours des voisins charitables qui donnent du pain et quelques légumes.

Mais plusieurs considérations empêchent souvent ce retour dans le milieu primitif. Il y a tout d'abord une question d'amour-propre : on ne veut pas avoir l'air d'avoir échoué dans son entreprise, d'être tombé dans la misère, considération futile sans doute, mais qui devient importante pour ces esprits étroits et bornés. Quelques-uns se résigneraient encore à subir ce désagrément, mais ils rencontrent un obstacle plus difficile à surmonter. Il y a longtemps qu'ils ont quitté « le pays », ils ont perdu l'habitude de manier la pioche, de diriger la charue. Ils ont besoin de se faire de nouveau à l'endurance qu'exigent les rudes travaux des champs. Comment s'exercer à ces fatigues, comment reprendre ces forces perdues, comment trouver une place à la campagne ? Ce n'est pas à Paris que les fermiers viennent chercher leurs ouvriers, et d'ailleurs ils seraient incapables de remplir et de conserver un emploi de ce genre.

C'est pour remédier à ces difficultés et faciliter le retour à la campagne de cette catégorie si intéressante de travailleurs que la ville de Paris a eu l'heureuse idée de créer la colonie agricole de la Chalmelle. Elle sert d'intermédiaire pour le reclassement des ouvriers de la campagne, tombés dans la misère à Paris et désirant retourner à la vie des champs. Cette œuvre est utile à un triple point de vue. Elle fournit à la campagne des bras qui lui man-

quent ; elle enlève à la ville une population misérable ; elle arrache l'assisté à son horrible situation et le reclasse dans un milieu normal et sain.

La colonie agricole de la ville de Paris, *La Chalmelle*, est située dans le département de la Marne, près d'Esternay. Elle a été fondée en 1891, sur la proposition de M. Georges Berry qui avait étudié de près les colonies de travailleurs (*Arbeiter Kolonien*), en Allemagne, et avait beaucoup admiré les heureux résultats auxquels elles avaient abouti. L'inauguration eut lieu au mois de janvier 1892. C'est un domaine de 128 hectares appartenant à l'assistance publique (1), dont une grande partie était couverte de marécages ; le reste était peu fertile, et les bâtiments malpropres tombaient en ruine : image peut-être trop ressemblante de l'état d'âme des hospitalisés qu'on allait y envoyer. Il fallait modifier tout cela, choses et gens ; il s'agissait de faire des ouvriers actifs et capables, et de créer de bonnes terres avec de mauvais travailleurs et des terres incultes. Telle était la lourde, l'écrasante tâche que l'on confiait à un jeune ingénieur agronome, M. Gaston Mallet.

Les hôtes de La Chalmelle sont choisis parmi les malheureux qui fréquentent les asiles de nuit de la ville de Paris et surtout du refuge de la rue du Château des Rentiers. Si les œuvres privées d'assistance par le travail, envoyaient aussi ceux de leurs patronnés se trouvant dans les conditions voulues pour en bénéficier, ils seraient admis également.

1. La ville paye un loyer annuel de 2.500 fr. à l'Assistance publique.

Mais jusqu'ici elles n'ont guère cherché à profiter de cette faculté, ou elles l'ont fait sans succès. Pour qu'une institution comme celle de La Chalmelle puisse réussir, il faut qu'elle ne s'adresse qu'à une catégorie très spéciale d'individus, les ouvriers ayant quitté la campagne et ayant la volonté bien arrêtée d'y retourner. Les œuvres privées et publiques ont certainement dans leur clientèle une foule d'hommes dans ce cas auxquels le séjour à La Chalmelle pourrait faire le plus grand bien. Mais il est difficile de les trouver, de les choisir et on ne se donne pas la peine nécessaire pour les rechercher. Si les colons de La Chalmelle étaient soigneusement recrutés, si les œuvres privées surtout voulaient y apporter leur contingent, l'institution fonctionnerait sensiblement mieux. Dans les asiles de nuit les gens ne sont pas suffisamment connus ; on ne peut les juger qu'à leur apparence souvent trompeuse, et à leurs déclarations qui le sont encore davantage. Il arrive souvent (moins cependant maintenant qu'autrefois) que des individus sont envoyés à La Chalmelle sans remplir aucune des conditions requises pour y entrer ; il apportent le désordre à l'intérieur et compromettent à l'extérieur la réputation de la nouvelle colonie.

Les colons sont employés à la culture du sol, à l'amélioration des bâtiments existants ou à la construction de nouveaux locaux. Grâce à l'habile direction qui a été donnée aux travaux, « les colons ont transformé au moins les deux tiers des terres qu'ils avaient trouvées couvertes de petits ajones, de mauvaises herbes, et, à cause de l'imperméabilité quasi

générale du sol, perdues d'humidité... En 1893, la surface cultivée comprenait : en céréales environ 60 hectares ; en fourrages 21 hectares ; en bettraves, pommes de terre, haricots, carottes, choux 10 hectares ; en jardin potager 1 hectare ; le charmant jardin d'agrément qui entoure la maisonnette du directeur 1 demi-hectare. Au milieu de ce jardin, grâce à un drainage intelligent, les flaques d'eau ont disparu pour former un grand vivier. 10 hectares en bordure ont été, en 1896, semés en trèfle» (1). En 1898, 101 hectares ont été cultivés et 132 en 1899. Telle est la transformation qu'a subie la colonie en peu d'années ; elle constitue un résultat appréciable au point de vue de la mise en valeur des forces nationales inutilisées, en dehors même de toute considération purement philanthropique.

Enfin si nous voulons nous rendre mieux compte encore de l'accroissement de valeur occasionné par l'excellente direction de la colonie, nous n'avons qu'à consulter le tableau suivant qui indique le montant des différents inventaires de fin d'année.

L'inventaire d'entrée le 21 août 1891	se montait à	4.006 95
» au 31 déc. 1891	»	24.845 65
» au 31 déc. 1892	»	50.361 73
» au 31 déc. 1893	»	51.104 39
» au 31 déc. 1894	»	71.788 54
» au 31 déc. 1895	»	74.273 96
» au 31 déc. 1896	»	72.227 46
» au 31 déc. 1897	»	78.180 59(2)
» au 31 déc. 1898	»	93.850 12(3)

1. Rapport Faillet au Conseil municipal, n° 165, 1897, p. 2.

2. Rapport Faillet au Conseil municipal, n° 45, 1899, p. 41.

3. Note sur la colonie agricole municipale d'assistance de la Chalmelle, par M. Malet, directeur de la colonie, 19 décembre 1899. Dossier appartenant au Musée social.

Il est intéressant de mettre en parallèle les dépenses faites par la colonie depuis sa fondation :

Installation et budget de 1892.	60.000 fr.
» 1893	45.000
» 1894	39.400
» 1895	39.400
» 1896	42.300
» 1897	43.300
» 1898	43.300
Total.	312.700 fr. (1)

Les recettes se monteraient à la somme suivante :

Recettes en argent de 1892 à 1898.	39.333 34
Améliorations effectuées	16.575 »
Différence de l'inventaire d'entrée 4.006 95	} 89.843 17
Et de l'inventaire au 31 décembre 1898. 93.850 12	
Total des recettes	145.751 51

La différence entre les recettes et les dépenses se trouve ramenée à 166.948 fr. 49, soit un peu plus de 22.000 fr. par an en moyenne (exactement 22.278 fr. 32).

Puisqu'il y a 25 places occupées par des assistés, chaque colon coûte donc 891 francs par an, soit 2 fr. 44 par jour. Ce chiffre est relativement élevé en lui-même, mais il y faut tenir compte des dépenses exceptionnelles de mise en exploitation de ces terres abandonnées, qui sont dorénavant une nouvelle source de richesse pour le pays. Les charges n'augmentent pas sensiblement, tandis que les recettes ne cessent de progresser d'une façon très notable.

Examinons maintenant le fonctionnement de l'institution au point de vue du personnel hospitalisé.

1. Note précitée de M. Mallet.

La Chalmelle, qui ne contient jusqu'ici que 25 lits, reçoit annuellement par suite du roulement une centaine de colons (le maximum est de 129 en 1893) auxquels on donne la nourriture, le logement et un salaire de 0 fr. 50. Le vêtement leur est également fourni mais seulement à titre de prêt ; ils doivent le rendre avant de sortir de la colonie. Toutefois il y a de nombreuses exceptions à cette règle. Si leur séjour a duré plus de deux mois on leur donne leurs vêtements, d'une valeur de 45 fr., quand ils sont placés par l'établissement ; s'ils sortent volontairement on ne leur en donne que pour 35 fr. Enfin si leur placement a lieu avant les deux mois réglementaires, le directeur peut leur allouer quelques effets pour qu'en se présentant dans leur nouvelle place ils ne soient pas trop misérablement vêtus.

Le salaire de 0 fr. 50 n'est pas versé à l'assisté, mais il est placé en réserve pour lui former un pécule qu'il trouvera à la sortie. Le montant de ce pécule a été de 21 fr. 22, en moyenne, en 1896, pour un salaire de 35 fr. 90 (1), et de 19 fr. 44 en 1898 pour un salaire moyen de 52 fr. 05. Cette progression est vraiment très satisfaisante. La différence entre le salaire gagné et le pécule versé à la sortie provient d'une avance en argent de 0 fr. 50 qui est faite le dimanche et d'avances diverses faites sur bons spéciaux : tabac, papier à lettre, timbres-poste, etc.

Le coût de revient de chaque hospitalisé n'est pas très élevé, quoiqu'il ait une tendance à augmenter.

1. Il faut tenir compte de ce fait que cette année-là des distributions de pain et de soupes ont été faites aux pauvres qui passaient.

En 1896 il n'est encore que de 0 fr. 946 pour l'entretien, de 0 fr. 235 pour les frais généraux, ce qui fait avec 0 fr. 50 de salaire 1 fr. 681 ; mais en 1898, il est respectivement de 1 fr. 055 pour l'entretien et de 0 fr. 241 pour les frais généraux, soit au total avec les 0 fr. 50 de salaire 1 fr. 796. Dans ce chiffre est comprise la valeur représentative des produits de la ferme consommés par le colon. Mais il y aurait lieu également de tenir compte des vêtements souvent donnés qui représentent une somme de 45 fr. le plus souvent, et du prix du billet de chemin de fer, aller et retour, soit 12 fr. 30.

La seule récompense que l'on puisse accorder à un ouvrier dont on est satisfait est de l'autoriser à faire des journées en dehors. Elles sont naturellement plus rémunérées que le travail fait à la colonie et le pécule peut de cette façon être sensiblement augmenté. L'ouvrier est obligé à son retour de verser à la masse de son compte les trois quarts du salaire qu'il a gagné, sous peine de perdre le droit d'obtenir de nouvelles journées à l'extérieur. Cette récompense est très appréciée et n'a donné, paraît-il, que d'excellents résultats. En 1896 « 283 journées de congé ont été accordées, à titre de gratification, à 79 ouvriers qui sont allés travailler pendant plusieurs jours dans les fermes voisines... C'est pour cette année une somme de 600 fr. dont les ouvriers ont bénéficié » (1). En 1895, 150 journées avaient été accordées à 50 colons qui avaient rapporté 400 fr. environ ; à cette époque l'intégralité des salaires devait être versée à la masse. En 1894,

1. Rapport au Conseil municipal.

190 journées réparties entre 15 ouvriers avaient produit environ 500 fr.

Ces placements temporaires ont le très grand avantage de permettre d'étudier l'assisté dans une situation différente de celle qui lui est faite par l'organisation soigneusement hiérarchisée et disciplinée de la colonie et d'examiner l'effet que produit sur lui le travail libre ; on relâche pour lui la discipline avant de lui laisser une entière liberté. C'est une transition très judicieuse.

Quels sont les résultats matériels et moraux de la colonie ? En dehors de la mise en valeur de terrains jusque-là incultes, de l'utilisation et la formation d'énergies humaines qui se consommaient improductives et parfois dangereuses, en dehors de ces avantages indéniables, la colonie de Chalmelle parviendrait encore, au dire de ses défenseurs, à procurer une assistance très efficace avec très peu d'argent et cette somme devrait même diminuer graduellement.

Cette appréciation nous semble un peu trop optimiste. Les divers rapporteurs qui ont exposé la situation de la colonie au Conseil municipal de Paris, se sont toujours efforcés de la montrer sous son meilleur jour au risque de sortir de la réalité. Pour dissimuler la charge qu'impose l'entretien, ils ont toujours exagéré, et parfois dans des proportions fantastiques, les prévisions de recettes. Voici un exemple : du 1^{er} octobre 1895 au 1^{er} octobre 1896, les recettes avaient été de 15.934 fr. 45, inférieures de plusieurs milliers de francs à celles inscrites au budget de la ville. Pour l'année suivante le directeur croit utile « afin de ne pas être comme l'année pré-

cédente au-dessous de la vérité » (1) de prévoir seulement 18.000 fr. de recettes. Comme par ailleurs il fallait compter sur 42.900 fr. de dépenses, on devrait donc s'attendre à un déficit de 24.900 fr. Un pareil résultat eût sans doute effrayé le Conseil et le public, aussi l'administration crut faire une besogne utile en « rectifiant » les prévisions du directeur. Tout en augmentant légèrement le chiffre des dépenses on diminua le coût d'entretien de la colonie, en majorant les recettes escomptées. Au lieu de 18.000 fr. prévus par le directeur, le rapporteur de la 5^e sous-commission estima les recettes à 27.400 fr.; de la sorte le déficit fut ramené à la somme relativement modeste de 15.900 fr. Il est inutile de dire que les appréciations du directeur étaient plus fondées que celles du rapporteur et que les recettes effectives ne furent que de 18.564 fr. 09. Le tableau suivant suffira pour qu'on puisse se rendre compte de la gestion financière de l'établissement pendant ces dernières années :

Années	Personnel	Matériel	Dépenses de la ferme	Frais de location et taxes	Total des dépenses	Produits d'animaux	Produits végétaux	Total des recettes	Différences des recettes et dépenses
(2) 1895	14.215.60	10.380	9.692 45	4.440	38.688 05	2.312 20	16.398	18.710 20	19.977 86
1896	15.440.55	12.700	9.000	4.700	41.840 55	2.130 05	13.814	15.934 45	25.906 10
1897	15.899.80	12.900	9.800	4.700	43.299 80			18.564	24.735 80

1. Rapport de M. Mallet, directeur de la colonie, 1896, p. 31.

2. L'année précédente, le pécule moyen était de 17 fr. 64, et en 1894 de 15 fr. V. Rapport de M. Bompard, 1896, et de M. Faillet, 1895, au Conseil municipal.

Marcel Lecoq

La durée du séjour de chaque colon ne dépasse guère, en général, quatre mois. En 1898, 83 ouvriers sur 101 ont quitté La Chalmelle avant ce délai. C'est pendant le deuxième mois que les placements et les départs sont de beaucoup les plus nombreux.

L'hospitalisé peut partir quand bon lui semble en prévenant quatre jours à l'avance ; à moins de fautes graves, il n'est jamais renvoyé que muni d'une place ; quand il ne peut pas rester dans la situation qu'on lui a trouvée on le reprend à La Chalmelle s'il n'a pas encouru de sérieux reproches. Voici la statistique indiquant la durée de séjour en 1898.

DURÉE DU SÉJOUR	PLACES		SORTIS volontairement		EXPULSÉS	Envoyés à l'hôpital	TOTAUX
	1 ^{re} fois	2 ^e fois	1 ^{re} fois	2 ^e fois			
Moins d'un mois.....	13	»	11	1	»	1	26
De 1 à 2 mois.....	22	1	7	1	2	1	34
De 2 à 3 mois.....	7	1	6	1	»	1	16
De 3 à 4 mois.....	1	»	6	»	»	»	7
De 4 à 6 mois.....	2	1	2	1	1	»	7
De 6 mois à un an...	4	3	2	»	1	»	10
Au-dessus d'un an...	»	»	1	»	»	»	1
	49	6	35	4			
Totaux.....	55		39		4	3	101

Depuis la date de la fondation (1^{er} janvier 1892) jusqu'au 31 décembre 1898 le mouvement des entrées et des sorties est indiqué dans le tableau suivant (1).

1. Rapport Faillet au Conseil Municipal 1899, n^o 45, p. 21.
2. Rapport de M. G. Mallet, directeur de la Colonie, dossier appartenant au Musée Social.

ANNÉES	ENTRÉES	SORTIES						Total
		Par placements	Volontaires	Pour l'hôpital	Pour service militaire	Décès	Par expulsion	
1892	61	31	15	2	1	»	5	54
1893	129	39	63	»	»	1	8	111
1894	107	77	22	»	»	»	7	106
1895	111	81	35	»	»	1	1	118
1896	118	68	37	5	1	»	4	115
1897	121	76	33	2	1	»	8	120
1898	102	56	34	5	1	»	2	98
	749	428	239	14	4	2	35	722

Les chiffres fournis par cette statistique donnent le pourcentage suivant pour les sorties.

59,2 0/0 par placement ;
 33,1 » volontaires ;
 2 » hôpital ;
 0,6 » service militaire ;
 0,3 » décès ;
 4,8 » expulsion.

100 »

Il est intéressant de savoir aussi quelle est la composition du personnel qui entre à la Chalmelle.

En 1898, 83 ouvriers sans travail ont été admis pour la première fois (1), 73 d'entre eux exerçaient des professions se rattachant à l'agriculture :

1. Rapport Faillet 1899, *loc. cit.* pp. 11 et 12.

Journaliers	22
Cultivateurs.	11
Charretiers	19
Jardiniers.	10
Vachers	3
Palefrenier.	1
Cochers	2
Bouvier	1
Menuisiers, boulangers .	3
Chauffeur-mécanicien . .	1
Total . .	<u>73</u>

Les 10 autres exerçaient les professions suivantes :

Doreur	1
Employé de bureau. . .	1
Coiffeur.	1
Corroyeur	1
Garçon de café . . .	1
Infirmier	1
Feuillagiste.	1
Typographe	1
Cordonnier.	1
Fumiste.	1
Total . .	<u>10</u>

Ces 10 ouvriers, sauf 2 qui étaient encore à la Chalmelle, au moment où cette statistique a été faite, avaient été obligés de quitter l'établissement sans avoir pu trouver une place (1).

Si en 1898 le nombre des colons placés représente 59,2 pour cent du personnel hospitalisé, pen-

1. La plupart des hospitalisés ne sont pas originaires de Paris ou du département de la Seine ; il n'y en avait que 14 sur 83 en 1898. Les colons viennent des régions les plus différents. Pendant cette année 20 départements étaient représentés par un seul colon, 11 autres par 2, la Somme et l'Yonne par 3, le Nord et le Morbihan par 4, l'Alsace-Lorraine et la Seine-Inférieure par 6. Il y avait en outre 1 Américain né de parents français. Rapport Faillet, 1899, p. 12.

dant les années précédentes les résultats avaient été sensiblement meilleurs. La proportion des placements était de 68 pour cent en 1894, 75 en 1895, 53 en 1896 et 67 en 1897. A quelles causes attribuer cette diminution très sensible ? Le directeur répondait lui-même dans son rapport de 1896 :

« Il est très difficile de le dire avec exactitude, disait-il. Nous croyons cependant que quelques ouvriers placés à la fin de l'année dernière et au commencement de cette année, s'étant mal conduits chez leurs nouveaux patrons, ont fait un grand tort à l'établissement et à leurs camarades. Nous avons même la certitude que cela s'est passé ainsi pour quelques-uns. L'un des patrons, par exemple, nous écrit, le 12 août 1896 :

« J'ai le regret de vous informer que je n'ai pu garder le nommé C..., comme jardinier, celui-ci étant arrivé dans un état d'ébriété complète. Ne voulant pas qu'il mette à exécution les menaces qu'il a faites, je l'ai fait conduire à la gare avec un billet de chemin de fer pour qu'il rentre à La Chalmelle.

« Craignant de ne pas mieux tomber une seconde fois, je vous prie de ne pas m'en envoyer d'autres.

« Avec mes remerciements, agréez, etc.

Signé : A. PUISARD,

*« Président du Conseil d'arrondissement,
viticulteur et négociant en vins à Cramant,
près d'Epernay (Marne).*

« On s'imagine aisément quel tort énorme peut faire à la colonie un fait de ce genre ainsi constaté.

M. Puisard, en relations continues avec les agriculteurs de l'arrondissement, n'a certes pas manqué de leur faire connaître à l'occasion la mauvaise opinion qu'il a de nos ouvriers.

« On pourrait croire qu'il y a de notre faute et que nous avons mis quelque négligence dans le choix de l'ouvrier à envoyer, il n'en est rien. Le nommé C... avait de bons certificats, s'était bien conduit à la ferme, travaillait suffisamment, et ne faisait nullement supposer qu'il aurait la maladresse de se présenter en état d'ivresse. Une série de faits de ce genre, peu graves en eux-mêmes, et qu'on aurait peut-être pardonnés à d'autres ouvriers que nos colons, ont exercé une fâcheuse influence sur le placement.

« Un autre patron, après deux essais malheureux, nous écrit le 20 septembre :

« Je suis désolé de cette nouvelle aventure, qui me fait croire qu'on ne peut juger des gens sur l'apparence. Tant qu'ils sont tenus ils se conduisent bien, mais, libres, ils font des sottises. »

« C'est, hélas ! trop souvent exact. Un ouvrier d'excellente conduite, ancien gendarme, après un séjour assez long à la colonie, pendant lequel nous n'avons eu aucun reproche à lui faire, est placé par nous chez un ami, en décembre 1894 ; il se conduit bien pendant six mois, puis se met à boire, et enfin vole à son patron 400 fr. Un autre ouvrier aurait peut-être fait de même, mais celui-là venait de La Chalmelle : la faute retombe sur tous, et c'est toute une région qui nous est fermée, malgré la bienveillance

de notre ami, qui ne veut même pas poursuivre le malheureux » (1).

Les lettres semblables à celles qui viennent d'être reproduites sont encore assez fréquentes ; des faits de ce genre se renouvellent malheureusement trop souvent comme le montrent les statistiques suivantes. Cent deux patrons ont donné, en 1894-95, des renseignements sur les ouvriers qui avaient été placés chez eux à la sortie de la colonie. Parmi les indications fournies :

- 26 sont favorables aux anciens colons,
- 35 indiquent sans commentaire que les colons travaillent encore,
- 41 font connaître le départ de l'ouvrier souvent pour des motifs regrettables, principalement pour ivrognerie.

Total. 102 ouvriers.

Les résultats de l'année suivante sont encore beaucoup plus mauvais. Voici ce que nous apprend à ce sujet le rapport du directeur : « Les colons placés cette année nous ont, en général, donné très peu de satisfaction. Presque tous ont quitté leurs places après quelques mois de travail, quelques-uns sont restés jusqu'au premier paiement, puis se sont énivrés et ont été chassés par leurs patrons. Trois ou quatre même ne se sont pas présentés » (2).

Le rapport de 1897 constate que 25 pour cent seulement des ouvriers placés sont restés dans leurs places.

1. Rapport de M. Mallet, 1896, pp. 14 et 15.

2. Rapport, 1895, p. 19.

En 1894-95 on estimait au contraire leur nombre à 50 pour cent de l'effectif total. A ce point de vue la situation s'est donc sérieusement aggravée.

Nous avons vu à quelles causes le directeur de La Chalmelle attribue ces résultats fâcheux. Il se plaint, à juste titre, du manque de soin avec lequel est choisi le personnel qu'on lui envoie. Il y a un beaucoup trop grand nombre de colons qui appartiennent à des professions industrielles et urbaines. Le rapport sur l'année 1898 nous en donne la raison. « Nous avons dû admettre, y lit-on, cette année comme les autres des « sans travail » qui n'étaient pas des ruraux, faute de trouver ceux-ci parmi les réfugiés de nuit désirant venir à la colonie, et cependant, ajoute le directeur, il y a toute l'année, dans les asiles municipaux, des ouvriers agricoles (1) ».

Les chiffres sont là pour le prouver : il est passé par les refuges Nicolas-Flamel et Benoit-Malon en 1897 :

	869 charretiers ;
	1.125 cochers et palefreniers ;
	300 cultivateurs ;
	706 jardiniers ;
	285 maréchaux-ferrants ;
soit au total	<u>3.285</u> personnes

qu'il aurait été utile de rapatrier à la campagne, sans compter bon nombre parmi les 10.932 journaliers et 963 terrassiers qu'on aurait pu assez aisément transformer en bons cultivateurs.

1. Rapport, 1896, p. 16.

200 seulement ont consenti à entrer à La Chalmelle.

Parmi les hospitalisés des œuvres privées il peut y avoir beaucoup d'ouvriers qui consentiraient volontiers à retourner aux champs, si on savait mieux les atteindre et les attirer. Malheureusement les rapports de ces œuvres avec la colonie municipale sont absolument nuls. M. Malet va faire de nouvelles tentatives pour faire cesser cet éloignement nuisible à tous.

A partir du 1^{er} janvier 1900 des cartes d'admission vont être données aux œuvres d'assistance pour être distribuées par leurs soins, avec recommandation « de n'appuyer autant que possible que les demandes d'ouvriers agricoles âgés de 25 à 40 ans, habitant Paris depuis peu de temps et désireux de se fixer à la campagne d'une façon définitive. Munis de ces cartes les candidats se feront inscrire au bureau du travail et des établissements charitables de la préfecture de la Seine s'ils disposent d'un logement, ou au refuge de nuit Nicolas-Flamel, 69, rue du Château-des-Rentiers, s'ils sont sans domicile. Le directeur du refuge fera un premier choix et les assistés attendront que les places soient libres à La Chalmelle (1) ».

Arrivera-t-on ainsi à attirer une clientèle laborieuse, honnête et capable? Il faudrait pour cela que

1. Rapport Faillet, 1899, p. 8.

2. Rapport de M. Mallet 31 décembre 1899, Document appartenant au Musée Social.

les mœurs en usage aujourd'hui dans la colonie changeassent beaucoup. En effet la discipline y est tellement relâchée, le niveau de la moralité est si rabaissé, que les habitants de la région ont maintes fois fait parvenir des plaintes au directeur. Celui-ci ne les a pas toujours reconnues fondées ; mais tout en faisant la part de l'exagération, il n'en reste pas moins vrai que la conduite des colons au dehors peut donner lieu à de sévères critiques, et les faits scandaleux qui restent incontestablement à leur charge suffisent pour justifier la triste réputation du personnel de la colonie.

Les colons ne reçoivent le dimanche que 0 fr. 50 comme argent de poche, mais ils trouvent moyen d'augmenter leurs ressources en trafiquant les bons qu'ils reçoivent pour avoir du tabac, du papier à lettres, des timbres et même des objets d'habillement (1). Ils se grisent honteusement, et, rentrant à l'établissement dans cet état d'ivresse, ils y apportent le désordre et le trouble (2). Les faits de ce genre ont été particulièrement fréquents pendant l'année 1896-97. Un individu expulsé refusant de rendre, comme l'exigeait le règlement, les vêtements qui lui avaient été prêtés par la colonie, il fallut recourir à la gendarmerie pour avoir raison de ce révolté. D'autres fois c'est au dehors que le scandale se produit. Quand certains hospitalisés quittent la colonie, ils s'empressent de dissiper le pécule qu'on vient de leur remettre, en payant

1. Rapport de 1895, p. 7.

2. Rapport de 1897, p. 11.

à boire à leurs anciens camarades qui vont par bandes bruyantes les accompagner à la gare.

Une pareille conduite doit nécessairement discréditer la réputation des ouvriers de la colonie. Il n'est donc pas étonnant que leur placement soit difficile ; il n'est pas étonnant aussi, qu'après avoir pris, sous une discipline relâchée, des habitudes pernicieuses, ils ne puissent plus user raisonnablement de leur liberté et conserver les places qu'on leur a obtenues.

Il est facile de comprendre aussi que d'honnêtes et bons travailleurs refusent d'entrer dans la colonie. Qu'il y ait, dans cette catégorie si intéressante de malheureux, une certaine part de préjugés à l'égard des œuvres officielles et des colonies en particulier, nous n'en disconviendrons pas (1), mais il n'en faut pas moins reconnaître, comme très légitime, leur répugnance à faire partie d'un pareil milieu, pendant plusieurs mois. Le séjour à la colonie peut faire à un bon ouvrier plus de tort que de bien. La réputation des « ex-colonistes » deviendra bientôt aussi difamante qu'elle l'est en Allemagne. Les bons pâtissent pour les coupables, car tous les cultivateurs refusent de recevoir les anciens colons. Bornons-nous pour le moment à constater ce fait regrettable, et à retenir aussi cet aveu important du directeur, qui déclarait en 1896, « que les

1. C'est ainsi, paraît-il, que beaucoup et des plus honnêtes craignent qu'en entrant à la Chalmelle on ne prenne des notes de police sur eux, Rapport 1897.

moyens moraux et financiers dont nous disposons sont insuffisants pour soulager toutes les infortunes (1) ». Il signalait en outre la nécessité de catégoriser les colons pour pouvoir soulager et récompenser plus efficacement les plus dignes d'intérêt. « Tous les ouvriers bons ou mauvais, disait-il, reçoivent indistinctement une allocation fixe de 0 fr. 50 par jour. Les mauvais ouvriers se distinguent rapidement des bons et le règlement ne permet point d'établir une différence dans les salaires : il y a là une véritable injustice qui cause du préjudice à l'établissement, car les bons ouvriers se découragent très vite de voir que leurs efforts ne sont pas récompensés au point de vue matériel. Ils proportionnent les efforts, non pas à la leur force productrice, mais à celle des plus mauvais, et au bout d'un certain temps la production est de beaucoup supérieure au salaire quelque modeste que soit celui-ci.

« Pour remédier à cet état de choses il sera créé à partir de 1900 trois sections ainsi composées :

« *Première section.* — Les travailleurs sans salaire ou à salaire moindre de 0 fr. 50. La durée du séjour dans cette section serait de huit jours au moins, au bout de ce temps les ouvriers pourraient passer dans la deuxième section.

« *Deuxième section.* — Salaire fixe, à déterminer et enfin à titre de gratification les assistés de la deuxième section pourraient être admis à travailler à la tâche.

1. Rapport, 1896, p. 17.

2. Rapport Mallet 31 déc, 1899, *loc. cit.*

« *Troisième section.* — Les travailleurs à tâche formeraient la troisième section, les prix seraient établis en se basant sur ceux du pays diminués d'un quart et desquels on déduirait, à l'achèvement de la tâche, le prix de la nourriture.

« Les ouvriers de la deuxième et de la troisième section pourront seuls être placés. »

Nous sommes très heureux, pour notre part, de voir la colonie de La Chalmelle entrer dans cette voie, car c'est seulement par un sélectionnement sévère et par une ardeur plus grande au travail qu'on pourra remédier aux graves inconvénients que nous avons signalés plus haut. Nous sommes persuadés que d'ici peu de temps ces sages mesures feront sentir leur très salutaire influence.

CHAPITRE V

LES JARDINS OUVRIERS

La colonie agricole, en dehors de son inconvénient fondamental de ne pouvoir porter secours à la famille ouvrière dans la misère, ne donne pas, même dans la sphère restreinte de son application, tous les heureux résultats qu'on serait en droit d'en attendre. Nous avons eu occasion de le montrer dans le chapitre précédent : cet échec tient au mauvais recrutement des colons et à une discipline insuffisante. L'utilité physique et morale du travail de la terre n'en persiste pas moins ; aussi a-t-on cherché à l'employer sous une forme différente comme moyen d'assistance et de relèvement. Dans ce but, on a créé des *jardins ouvriers* destinés principalement aux *familles* ouvrières nombreuses et misérables.

Différents essais de ce genre avaient déjà été tentés à des époques reculées. Au xv^e siècle, Anne de Beaujeu mettait à la disposition de l'église de St-Julien une certaine étendue de terre, destinée à être répartie entre des familles pauvres auxquelles on laissait la jouissance de leur lot jusqu'à ce qu'elles fussent sorties d'embarras. Depuis le xiii^e siècle ce système d'assistance est pratiqué d'une façon constante à St-Julien-en-Garret, près St-Chamond.

La fabrique de l'église de Graveline en fait autant depuis deux cents ans : elle attribue des jardins de 5 à 6 ares aux familles nécessiteuses de la paroisse ; elle les autorise même à bâtir sur ces terrains (1).

Moins ancien est le système employé à Fort-Mardyck, petite commune de 1.700 habitants, située dans le département du Nord, non loin de Dunkerque. Peut-on même dire que ce soit un procédé d'assistance ? Il n'y a pas de pauvres parmi les Fort-Mardyckois. Ils sont tous descendants de quatre familles de Picardie implantées sur cette côte, en 1670, par Louis XIV qui leur donna une constitution économique sous laquelle ils vivent encore aujourd'hui. Ce qu'il faut en retenir c'est que toute famille mardyckoise qui se fonde reçoit une concession de terre dont elle n'a que l'usufruit, et qui est incessible et insaisissable. Les seules familles de matelots-pêcheurs descendants des quatre familles picardes de 1670 ont droit à cette concession, grâce à laquelle ces heureux habitants se voient à tout jamais, eux et leurs descendants préservés de la misère ; aussi cette population prospère et s'accroît plus qu'aucune autre (2).

Ces procédés anciens ne rappellent que d'assez loin l'assistance par le travail, telle qu'elle est pratiquée actuellement avec les jardins ouvriers (3). L'idée-mère de l'œuvre moderne remonte seulement

1. Article de M. Louis Rivière dans la *Réforme sociale*, 16 mars 1898, p. 463.

2. Les Jault et les Pêcheurs de Fort-Mardjick par Albert Maron. *Réforme sociale* 16 sept. 1896.

3. Louis Rivière. *Les jardins ouvriers en France et à l'Etranger*. Rondelet, 1899, broch. in-12.

à 1889 ; elle est due à une femme de cœur et de grand sens, M^{me} Hervieu, qui possède, à Sedan, une fabrique de drap. A cette époque, les ouvriers souffraient beaucoup de la décadence de la fabrication du drap ; le chômage fut terrible pendant cet hiver de 1889. M^{me} Hervieu, dans l'intention de fonder une société mutuelle, eut l'idée de faire, à trois de ses ouvriers, les offres suivantes qui furent acceptées. Chaque ouvrier verserait un franc par mois et M^{me} Hervieu six francs, soit en tout pour les quatre parts neuf francs par mois ; au bout d'un an la mutuelle possédait cent-huit francs. Malgré la vive opposition des ouvriers, M^{me} Hervieu décida de louer, avec ces ressources, un terrain qu'elle fit défoncer à ses frais. Les ouvriers, de leur côté, durent acheter des outils, des semences et travailler à « leurs jardins ». Au printemps suivant, voyant leurs plantations germer, avant même d'avoir recueilli leur récolte, ils avaient compris l'efficacité du bienfait et ils ne tarissaient pas d'éloges sur leur nouvelle société. « La cause du travail et de l'assistance par la terre était gagnée ».

L'idée fit, en peu d'années, des progrès considérables. Les modes d'application varièrent beaucoup, il est vrai. Tantôt on accorda le terrain gratuitement, ainsi que les semences et les instruments de culture, tantôt on exigea un prix minime de location, tantôt les semences et instruments de culture durent être apportés par l'assisté, tantôt enfin le

1. D^r Lancry. Une visite aux jardins ouvriers de Sedan. *La démocratie chrétienne*, oct. 1897.

prix de location comprenait une prime d'amortissement permettant au locataire de devenir, au bout de quelques années, propriétaire du terrain. On modifia la façon de procéder au gré des circonstances et de la volonté des organisateurs, de telle sorte que, tout en partant du même principe, on pouvait aboutir à l'assistance pure et simple, à l'assistance mutuelle, ou à la prévoyance par l'épargne. Sous toutes ces formes si diverses les jardins ouvriers donnèrent les meilleurs résultats.

Au point de vue financier, ces résultats sont des plus encourageants pour tous, bienfaiteurs et assistés ou locataires. Les jardins, qui sont de 4 ou 5 ares en moyenne, rapportent 100 fr. à Sedan et à Orléans, 90 fr. à Rosendael, 85 fr. à Montreuil, 50 fr. dans beaucoup d'autres villes (1), alors que le prix de location varie entre 1 fr. 45 et 2 fr. 50 les 100 mètres carrés. En dehors de la somme proprement dite que rapporte le jardin il faut tenir compte de l'avantage pour l'ouvrier d'avoir des légumes en abondance et de bonne qualité, de telle sorte que

1. Le docteur Lancry, l'un des plus ardents protagonistes de ce système, considère que l'on peut tabler sur les moyennes suivantes : « Un jardin de 4 ou 5 ares de superficie coûte de 5 à 12 fr. de location et rapporte de 60 à 80 fr. de légumes (*Bulletin de la ligue du Coin de terre et du Foyer*, nov. 1897, p. 19) A St-Etienne le secours, attribué sous forme de prêt du jardin, a été multiplié par 5 $\frac{1}{2}$ ou 6 par les récoltes obtenues dans les jardins ouvriers (*L'œuvre des jardins ouvriers à St-Etienne, à Sedan, en France et à l'Etranger*, Paris, Victor Retaux 1899 par J. B. Piolet. S. J. p. 54). Des résultats encore meilleurs sont obtenus à Sedan, grâce sans doute aux exemples instructifs du champ d'expérience, mais grâce aussi à une meilleure qualité de la terre; l'œuvre de St-Etienne avait défriché des champs que l'on avait considérés jusque-là comme incultes.

son alimentation s'en trouve sensiblement améliorée.

Le bienfait du jardin se fait sentir très heureusement aussi au point de vuë de l'hygiène. L'exercice au grand air réagit d'une façon très heureuse, contre la clausturation que comporte le travail dans la fabrique. On peut objecter sans doute, que l'entretien du jardin est un surcroît de fatigue qui peut occasionner un surmenage excessif à l'homme qui a déjà donné une dépense considérable de forces à son travail industriel. Mais il faut observer que le travail de la terre nécessite le plus souvent l'effort de muscles différents de ceux qui ont été fatigués au travail de l'usine et que cette diversion est plutôt salutaire. Puis une considération, plus importante encore, s'impose. Le chômage visite souvent le travailleur dans notre société contemporaine. Ces jours d'oisiveté forcée peuvent être utilisés avec profit aux gros travaux du jardinage que l'homme seul peut exécuter, comme la préparation de la terre pour les semailles. Les autres menus travaux qui demandent moins de force, peuvent être faits en temps voulu par les autres membres de la famille, femmes, vieillards ou enfants.

1. Le travail du dimanche est formellement interdit dans toutes ces œuvres. Cette règle a été partout appliquée sans réclamations ni difficultés. Ce jour-là les familles se réunissent souvent sous de petites tonnelles construites d'une façon plus ou moins rudimentaire dans un coin du champ et chacun jouit d'un repos bien gagné en regardant pousser ses légumes. Ce délassement tranquille et sain est généralement très apprécié par les ouvriers possesseurs du jardin. Parfois les voisins se réunissent; on fume, on apporte quelques chopes et on ne pense plus à aller chez le marchand de vin.

Les jardins ouvriers ont encore un autre avantage d'une valeur morale considérable. Ils ont le don d'exciter le plus vif intérêt chez ceux qui les cultivent. Les personnes qui s'occupent d'assistance par le travail ont pu remarquer combien il était difficile de trouver un travail qui fût à la portée des assistés et les intéressât ; pour mon compte je n'ai guère vu d'ateliers où cet écueil fût tout à fait évité (1). Les jardins ouvriers dès leur origine n'ont jamais éprouvé pareille difficulté. L'ouvrier, et avec lui toute sa famille, prend un intérêt passionné à la culture du jardin, aux progrès de la végétation, aux espérances de la récolte. C'est là un excellent stimulant de l'activité et de l'énergie si promptement atrophiées chez l'ouvrier malheureux.

Les possesseurs de ces jardins ouvriers ont des tendances profondément individualistes analogues à celles que nous avons déjà remarquées chez les colons envoyés en Algérie après les événements de 1848. Les uns et les autres ont montré leur égale répugnance pour la propriété collective, même quand ils avaient été jusque-là socialistes. L'anecdote suivante est des plus instructives. Un ouvrier socialiste de Saint-Etienne sollicite du R. P. Volpette, qui a fondé les jardins ouvriers de cette ville, un carré de jardin. Après lui avoir énuméré les quatre articles de son règlement, le Père lui dit : « Acceptez-vous cela ? — Parfaitement ;

1. Une exception pourrait être faite pour l'hospitalité du Travail de l'avenue de Versailles.

mais vous savez, je ne veux pas aller à la messe, moi... — Je ne vous demande pas d'aller à la messe. Acceptez-vous mes quatre articles ? — Oui. — Eh bien ! vous pouvez vous rendre à tel champ et prendre possession du lot numéro tant ». Notre homme prit goût à son jardin, et travailla avec ardeur. Au printemps il avait les plus beaux légumes de tout l'enclos. Le Père, passant un jour par là, le voit suer, la tête penchée sur ses sillons, et l'interpelle. « Eh bien ? Père un tel, vous avez de belles pommes de terre. C'est cela qui va arranger la moyenne ! — Quoi ! quelle moyenne ? reprend l'ouvrier en se redressant interloqué. — Mais vous savez bien : quand la St-Jean va venir, on arrachera toutes les pommes de terre, on en fera un gros lot dans ce carré vide, et chacun viendra recevoir sa provision, un baquet par tête composant chaque famille... — Ah ! ça, mon Père, vous moquez-vous de moi ? Vous croyez que j'ai trimé depuis six mois pour donner mes pommes de terre à ceux qui ont cinq ou six enfants et n'ont rien fait ? Elles sont à moi, mes pommes de terre ! je veux les manger ou les vendre ; gare à qui y touchera !... » Depuis cette époque l'ouvrier n'est plus socialiste (1).

Les débuts des jardins ouvriers à St-Etienne furent modestes. Aujourd'hui ils font un bien énorme. On les a attribués à 375 familles comptant en tout 2.200 personnes. La première année on fournit, avec le terrain, les graines néces-

1. Communication faite à la Société d'Economie sociale de Lyon, par M. Louis Rivière.

saires pour l'ensemencer et on prête les instruments de culture. L'œuvre débourse dans ce but 2.000 fr. par an, et le produit que les travailleurs en retirent représente une valeur marchande de 10.000 fr. Un des résultats les plus intéressants de l'œuvre c'est que la charge du secours attribué à chacun devient moins onéreuse, tandis que la production du sol et par conséquent le bénéfice du cultivateur augmente constamment. Ainsi les dépenses de 1895 se montaient, en moyenne, à 35 fr. par personne ; en 1896 à 15 fr. 50, en 1897 à 16 fr. 90, en 1898 à 15 fr. 80 ; et les produits de la culture étaient évalués à 60 fr. par famille en 1895, 100 fr. en 1896, de 72 à 82 fr. en 1897, à la même somme environ pour 1898. Par conséquent, à part 1896 qui fut une année exceptionnelle, la progression a été constante, croissante pour le produit, décroissante pour la dépense (1).

La création des jardins de St-Etienne remonte à 1893. Depuis lors, il s'en est fondé dans tous les coins de la France, notamment à Arras, à Besançon, à Mende, à Montreuil-sur-Mer, à Nancy, à Nantes, à Reims, à Dijon, à Poitiers, à Rosendael, etc. Sans vouloir entrer dans l'examen de leur mode de fonctionnement, ce qui nous entraînerait trop loin, il y a toutefois un point sur lequel nous croyons utile d'attirer l'attention. Il s'agit du concours que peuvent apporter les municipalités à ces œuvres éminem-

1. V. l'intéressante brochure du P. Piolet, sur l'*Œuvre des jardins ouvriers à St-Etienne*. Paris, Retaux, édit. 1899. br. in-42.

ment philanthropiques. Jusqu'ici à peine quelques-unes d'entre elles (Sedan et Besançon), ont consenti à intervenir. Il est permis d'espérer que ce bon exemple sera suivi ailleurs. Sur l'initiative de M. Charles Savage, le conseil municipal de Besançon donna en location, le 12 mars 1896, au bureau de bienfaisance de cette ville 13 hectares de terrain cultivable pour la somme de 1 fr. Celui de Sedan, encouragé d'ailleurs par la réussite extraordinaire de l'œuvre de Mme Hervieu en fit autant. Si les bureaux de bienfaisance entraient dans cette voie, ils pourraient faire le plus grand bien physique et moral à la population malheureuse. Une somme de 10 francs, versée à une famille dans la misère, est un secours bien rapidement épuisé; cette même somme employée à la location d'un jardin, produit de 50 à 100 francs de légumes, plus qu'il n'est nécessaire pour nourrir toute une famille.

La difficulté de trouver des espaces convenables dans les grands centres urbains n'est pas insurmontable: l'expérience le prouve. On a pu créer des jardins ouvriers à Berlin, à New-York, à Bruxelles. Pourquoi ne pourrait-on pas en fonder à Paris. Cette ville aussi bien, mieux peut-être que toute autre, peut trouver des terrains convenables à proximité des quartiers ouvriers. Le déclassement prochain des fortifications, qui est déjà commencé, est une occasion merveilleuse et unique de procurer aux populations des faubourgs une occupation très saine, un secours efficace et réconfortant. Nous espérons que la municipalité toujours si généreuse réservera une large part aux jardins ouvriers dans les ter-

rains qui vont devenir disponibles. Destinées jusqu'ici à défendre la ville contre les ennemis du dehors, les fortifications seraient dorénavant consacrées à cet emploi plus noble encore, puisqu'il serait pacifique et humanitaire, de préserver la population contre l'invasion meurtrière de la misère et de la faim.

Si les jardins ouvriers ont donné jusqu'ici, au point de vue financier, de très bons résultats, on peut espérer qu'ils pourront encore en donner de meilleurs dans l'avenir. C'est encore de Sedan que vient l'initiative d'une mesure appelée à donner une impulsion plus vive à la production des jardins, une direction plus éclairée dans le choix des cultures à y introduire et des procédés à y employer. Il s'agit de la création d'un champ d'expériences spécialement surveillé par la direction. Ce qu'il y a de plus extraordinaire, c'est qu'il est confié à une femme : ce choix a été fait « pour démontrer expérimentalement qu'une mère de famille peut, par la culture d'un jardin, s'occuper de tous ses devoirs de ménage, et gagner plus encore que par le travail de l'atelier » (1). Aussi à Sedan arrive-t-on à avoir des récoltes magnifiques en qualité et quantité. Aux concours agricoles les produits des jardins ouvriers sont souvent médaillés. Quant à la quantité elle arrivera à donner des résultats comme celui que nous allons citer et qui a été obtenu par Mme Douffet. Sur un terrain de 11 ares 20 centiares, d'un prix de location de 11 fr., elle aurait, d'après

1. Dr Lancry. Une visite aux jardins ouvriers de Sedan. *La démocratie chrétienne*, octobre 1897. p. 349.

sa déclaration, récolté pour 239 francs de légumes, soit un rapport de 2.000 pour cent.

Les jardins ouvriers n'ont pas seulement pour but, au dire de leurs protagonistes, de fournir aux familles miséreuses un surcroît passager de ressources par la culture maraîchère ; ils auraient encore une portée plus haute. « L'œuvre n'est qu'un commencement, une assise solide sur laquelle on édifiera plus tard une création plus importante. Pour M. l'abbé Lemire, ce sera ce coin de terre de 24 ares incessible, insaisissable et affranchi d'impôt, dans lequel on voit la forme française du *homestead* américain, et dont il a fait l'objet d'une proposition à la Chambre des députés, il y a déjà quatre ans. M. l'abbé Gruel veut assurer, à la longue, la propriété de la terre au preneur qui édifierait une maison dans les conditions de la loi sur les habitations ouvrières. M. le Dr Lancry cherche à arriver à la liberté testamentaire par l'usage des baux emphytéotiques que le père de famille pourrait transmettre à l'un de ses enfants, évitant ainsi la licitation de l'immeuble construit sur le terrain loué. Quant à M^{me} Hervieu, son but est la constitution d'une dot pour tous les enfants, grâce à une vaste société mutuelle terrienne, englobant les enfants riches comme membres honoraires et les pauvres comme bénéficiaires » (1).

Quelques-uns de ces desiderata sont déjà entrés en voie de réalisation. Le P. Volpette à St-Etienne

1. Communication de M. Louis Rivière à la Société d'Economie sociale, cité dans le *Bulletin de la ligue du Coin de terre et du Foyer*, avril-mai 1898, p. 152.

a autorisé la création de maisons dans les jardins concédés : si le jardin est retiré au tenancier celui-ci a droit à une indemnité, lorsqu'il n'y a pas cinq ans qu'il a construit sa maison. Ce sont, d'ailleurs, pour la plupart, de simples cabanes très rudimentaires, construites par quelques vieux mineurs retraités, qui veulent vivre au milieu de leur champ et ne pas avoir de loyer à déboursier. Les uns achètent des matériaux de rebut qu'ils assemblent tant bien que mal ; d'autres érigent des constructions plus solides en pisé, en briques, voire même en pierres de taille. Le plus souvent on a aidé d'une manière ou d'une autre ces malheureux à édifier leur maison. Le P. Volpette voudrait donner une plus grande extension à ces habitations ouvrières, en facilitant leur construction et en diminuant leur prix de revient. Il n'est pas douteux qu'il n'arrive ainsi à un résultat très appréciable. Dix maisons existent déjà ; quelques-unes ont, comme annexe, une écurie, ou tout au moins un petit appendice pour mettre des volailles ou une chèvre ; quelques autres sont encore en construction.

Pour édifier une maison au prix le plus économique, et cependant dans des conditions suffisantes de solidité et d'hygiène, on a calculé qu'il fallait une somme d'environ 1.270 francs. Il serait impossible à la plupart des familles tenancières des jardins ouvriers de réunir un capital aussi important. Aussi on a songé à fonder une caisse rurale du système Raffaisen-Durand. Plusieurs personnes riches et charitables ont consenti à prêter leurs noms pour la constitution de la caisse, et l'on a pu,

dans ces conditions, trouver de l'argent au taux de 2 0/0. La somme nécessaire à la construction peut être avancée à l'ouvrier qui remboursera sa dette en y consacrant l'argent qui passait auparavant dans son loyer (1).

Mais les prêts les plus fréquents sont destinés à l'achat de semences, engrais ou instruments de culture, et, dans ce cas, ils sont limités en principe à 100 fr. Ils ne peuvent jamais être consentis que pour une dépense reproductive et d'une utilité évidente.

Ce n'est pas encore tout. Le P. Volpette projette de créer des retraites pour la vieillesse. Dans ce but, il voudrait faire verser 0 fr. 10 par jour à chaque travailleur, à partir du moment où il commence à gagner. Cette somme régulièrement prélevée à partir de 13 ou 14 ans arriverait à fournir une rente de 331 fr., plus un capital de 1.584 fr. à l'âge de 60 ans. Comme beaucoup de ces ouvriers sont mineurs et ont déjà droit, de ce chef, à une modeste pension, la vieillesse serait ainsi préservée de la cruelle misère qui l'accompagne si souvent.

D'ailleurs l'ingéniosité féconde et charitable du fondateur de l'œuvre a trouvé encore un autre moyen d'augmenter les versements à la caisse des retraites, et, par là même, la rente pour les vieux jours. Tous les adhérents de la caisse des retraites qui s'engageraient à payer comptant leurs achats, recevraient un escompte chez des fournisseurs recommandés. A la fin de l'année, le produit de l'escompte serait versé à la caisse des retraites. Le

1: Piolet, *loc. cit.* p. 94 et suiv.

P. Volpette espère pouvoir augmenter ainsi l'actif de tous les membres de 10 fr. par tête et par an (1).

Cet ensemble d'œuvres sociales groupées autour des jardins ouvriers méritait d'être signalé. Il indique combien pourraient être fécondes toutes les conséquences directes et indirectes de ce mode de secours si longtemps négligé. Les jardins ouvriers prennent tous les jours un essor nouveau et on ne peut que s'en féliciter. C'est une œuvre éminemment moralisatrice et bienfaisante qui multiplie au centuple le bienfait d'une aumône.

1. Piolet, *loc. cit.* p. 101.

CONCLUSION

Après avoir étudié l'histoire de l'assistance par le travail et l'organisation des œuvres modernes, il nous reste à examiner, succinctement, si l'assistance par le travail, telle qu'elle a été pratiquée en France, a répondu à ce qu'en attendaient ses protagonistes, — si elle a fait un bien véritable au chômeur tant au point de vue économique qu'au point de vue moral, — si la société elle-même en a profité par la diminution de la mendicité, du paupérisme et de la misère — si les travaux qui ont été effectués ont été d'une utilité véritable et s'ils n'ont pas fait concurrence à ceux des travailleurs non secourus. Ce sont là de graves questions que nous allons essayer d'élucider.

Mais, pour arriver à une solution précise, il faut distinguer les deux grandes catégories de tentatives que nous avons signalées : les ateliers publics de secours d'autrefois, et les œuvres modernes. Fonctionnant d'une façon toute différente, ces institutions ne présentent ni les mêmes avantages, ni les mêmes inconvénients. Il est donc nécessaire de les étudier séparément.

Ateliers publics de secours. — L'assistance matérielle procurée par les ateliers publics de secours a été très réelle. Une foule de travailleurs ont reçu un

salaire qui, bien que minime, était encore suffisant, surtout si l'on considère que la femme et l'enfant pouvaient travailler eux aussi, et que leur gain augmentait d'autant les ressources de la famille.

Il est toutefois une considération qui mérite d'arrêter notre observation. Il s'agit de savoir si les ateliers de secours ont augmenté ou tout au moins conservé la valeur économique du travailleur. Dans la plupart des cas on ne s'en est pas préoccupé. Aux ateliers nationaux, comme aux ateliers de secours de la Révolution et aussi, mais à un degré bien moindre, dans les ateliers de charité, on n'a généralement pas cherché à développer ou même à conserver l'instruction et l'aptitude professionnelle des ouvriers.

Ce sont là des fautes qui ont été évitées ailleurs. Dans les ateliers de filature on enseignait aux femmes un métier qui non seulement leur procurait une rémunération immédiate, mais leur assurait un gagne-pain pour l'avenir. On les secourait dans leur misère présente, et on les mettait pour l'avenir, comme le voulait Ricardo, « en état de se passer de secours ».

Au point de vue moral (nous ne nous en occupons ici que dans la mesure où il peut influencer la valeur économique de l'individu), les résultats des divers ateliers ont été très différents suivant l'organisation et la direction de chacun. Nous avons vu qu'une paresse incroyable régnait, à l'état endémique, dans les ateliers nationaux comme dans les ateliers de la

Révolution, on se promenait ou on jouait au bouchon, et le travail produit n'égalait pas la dixième partie de la besogne qui aurait pu être exécutée par un travailleur médiocre. Toute une suite de désordres et de fraudes étaient la conséquence de ces abus. L'état de dépression engendré par le manque de travail était encore aggravé par l'influence de ce milieu pernicieux. Dans les ateliers de charité, on avait su éviter heureusement ces fâcheux résultats, grâce à une excellente organisation du recrutement paroissial et de l'embrigadement quasi familial du personnel. A côté des erreurs que nous constatons, nous avons donc, là encore, d'excellents et profitables exemples à recueillir.

Considérons rapidement maintenant la répercussion qu'un pareil système d'assistance peut avoir sur la société tout entière. Il faut tout d'abord tenir compte de ce que le travail exécuté dans le chantier est toujours pour le pays une richesse ou un avantage. Ce travail n'a pas toujours été aussi bien organisé que possible, surtout en 1848; mais si peu important que soit le résultat, il est toujours appréciable.

Les ateliers publics de secours ont-ils occasionné une concurrence désastreuse soit au monde de l'industrie libre, soit à celui des travailleurs non secourus? Jamais les ouvriers n'ont protesté contre l'ouverture de chantiers de gros travaux tels que des terrassements; loin de là, ils ont parfois énergiquement réclamé quand on voulait les supprimer. Le milieu patronal n'a pas toujours montré les mêmes dispositions; c'est ainsi que nous avons vu, en 1848, s'élever de nombreuses plaintes dont les échos se firent

entendre jusqu'à la tribune de l'Assemblée nationale. On ne pouvait plus trouver d'ouvriers qui acceptassent de travailler dans les ateliers privés ; la production nationale se trouvait suspendue. Ce fut toutefois le seul exemple que nous ayons rencontré.

Les plaintes contre les ateliers de travaux industriels furent beaucoup plus nombreuses. Nous avons vu à quelles difficultés s'était heurté le président de Belière, lorsqu'il avait fondé l'hôpital général, et les mesures qu'il avait dû prendre pour ménager les susceptibilités, dissiper les craintes et forcer l'opposition des corporations qui considéraient cette institution comme une concurrence désastreuse au travail libre.

Nous n'avons pas trouvé trace de protestations contre les travaux de filature de la fin du xviii^e siècle ; mais il n'y a pas lieu de s'en étonner si l'on considère qu'à cette époque les corporations n'existaient véritablement plus ; elles étaient du moins en pleine décadence ; elles ne pouvaient ni n'osaient réclamer ; en second lieu, la filature était une occupation domestique plus qu'un véritable travail industriel ; aussi la perturbation dans le marché du travail devait-elle être beaucoup moins importante. Les ouvriers ne protestèrent pas non plus contre les quelques ateliers industriels qui furent organisés dans les ateliers nationaux.

Les ateliers de secours publics peuvent donc être des institutions des plus heureuses et des plus fécondes. Ils peuvent procurer un secours très efficace dans les cas de détresse générale ; ils sont une source de richesse pour le pays ; mais

tout dépend de la façon dont ils sont organisés. Quelques fautes dues à l'imprévoyance peuvent entraîner la disparition de ces institutions si utiles; l'expérience l'a prouvé. Mais les causes de ces échecs étant étudiées et connues, il est possible d'y remédier à l'avenir.

Si nous examinons ensuite, au même point de vue, *les œuvres modernes d'assistance par le travail* nous remarquerons tout d'abord que, à cause de leur diversité, il est difficile de porter sur elles un jugement d'ensemble. Pourtant beaucoup des critiques ou des éloges qu'on leur adresse sont communs à un grand nombre d'entre elles; aussi peut-on arriver assez facilement à les synthétiser.

L'assistance matérielle procurée par ces œuvres est loin d'être aussi efficace qu'on pourrait le désirer. Si quelques-unes, comme celle de l'avenue de Versailles, celle du pasteur Robin, ou celle encore du VI^e arrondissement de Paris, arrivent à fournir au pauvre ce qui lui est strictement nécessaire pour vivre, d'autres, en province surtout, ne lui accordent qu'un salaire dérisoire avec lequel il lui est impossible de subsister.

Dans les œuvres où l'on donne une assistance matérielle suffisante, on trouve encore le moyen de donner en outre un puissant secours moral, et c'est là une des caractéristiques des œuvres modernes, une de celles qui leur font le plus d'honneur. On cherche à relever la dignité de l'homme et du travailleur dans ces êtres déchus qui forment ce qu'on a appelé « le déchet social » de notre société. Grâce au travail

imposé, les paresseux incorrigibles, mendiants professionnels ou vagabonds, s'éloignent d'eux-mêmes de ces ateliers.

Le vrai pauvre est ainsi préservé de leur voisinage démoralisateur, et celui qui donne à la certitude de ne s'adresser qu'à des malheureux dignes de sa pitié. Cette clientèle est assez différente de celle des ateliers de secours. L'atelier de secours est une institution éphémère, créée pour venir en aide à une population atteinte par un chômage exceptionnel et grave : il assiste donc surtout des travailleurs normaux. Les œuvres d'assistance par le travail sont, au contraire, des institutions permanentes qui s'adressent à des ouvriers d'une catégorie inférieure et qui ne peuvent facilement trouver d'emploi dans les conditions normales de la vie économique. Pour donner à ces malheureux un secours vraiment profitable et durable, il faut augmenter leur valeur personnelle sur le marché du travail : parmi les éléments qui la composent, le degré de valeur morale entre pour une part importante. Telle est la raison qui rend plus nécessaire encore dans les œuvres modernes que dans les ateliers de secours publics le rôle éducatif de l'assistance, rôle qui a été trop rarement compris et exercé. Nous avons montré comment le pasteur Robin cherchait à développer chez ses assistés l'habitude et le goût du travail, comment à l'Hospitalité du Travail on avait trouvé moyen de donner à la besogne de l'intérêt et de procurer à l'ouvrier une profession rémunératrice, de le faire passer en somme de la classe paupérisante dans la

classe laborieuse. Jusqu'ici on n'avait rien fait d'aussi bien en ce sens.

Nous sommes obligés de constater avec regret qu'il est loin d'en être ainsi partout. Que d'œuvres où l'on travaille peu, où l'on travaille mal, où règne la paresse, entraînant à sa suite l'esprit d'insubordination et l'affaiblissement des fonctions intellectuelles, professionnelles et morales ! Ces œuvres font sans doute du bien par ailleurs, mais elles pourraient en faire davantage en changeant de méthode. Sans un travail assidu, il est impossible d'obtenir dans un atelier une discipline stricte et un état d'esprit satisfaisant ; or ces conditions sont essentielles pour une œuvre qui doit chercher à fortifier toutes les facultés de l'ouvrier.

Bien qu'il soit possible de faire mieux encore, il ne faut pourtant pas oublier les progrès accomplis et les résultats acquis. Or, à l'égard de l'assisté il y a une supériorité très réelle, tant au point de vue matériel qu'au point de vue moral, entre l'assistance par le travail et l'aumône. La première de ces deux formes de secours complète utilement la seconde, elle contribue à soulager mieux un plus grand nombre de misères réelles tout en écartant celles qui sont simulées. Nous avons eu l'occasion d'y insister longuement, nous ne voulons pas y revenir. Mais il y a lieu d'examiner toutefois la question suivante qui est très importante et a été souvent controversée. La rémunération donnée dans une œuvre d'assistance par le travail est-elle un salaire ou une aumône ?

Si l'on prend une définition du salaire on voit qu'elle peut être appliquée au cas qui nous occupe.

Le salaire, suivant M. Cauwès, est « une rémunération réglée à forfait, promise à l'ouvrier pour prix de ses services pendant un temps déterminé, ou pour prix de la confection d'un certain ouvrage à accomplir (1) ». Telle est bien la nature des allocations qui sont versées soit en argent soit en nature à l'assisté.

Mais si l'on considère les éléments constitutifs du salaire on remarquera que plusieurs ne rentrent pas dans la fixation de la rémunération dont nous parlons. Ainsi, la notion du profit que l'on espère retirer du travail accompli, n'influe que d'une façon accessoire sur la quotité de ce salaire, alors qu'elle en est un des facteurs principaux dans les conditions normales.

Il en est souvent ainsi pour le coût de la vie de l'ouvrier. Cette œuvre dont nous avons parlé et qui ne donne qu'un salaire de 0 fr. 50 par jour, ne se préoccupe aucunement de cette considération essentielle, tant au point de vue économique qu'au point de vue charitable.

Si cette rémunération peut donc à la rigueur être appelée un salaire, il ne s'agit pas ici d'un salaire véritable, mais d'une forme mixte qui tient le milieu entre le salaire et l'aumône ; elle se rapproche de l'un ou de l'autre suivant la façon dont elle est déterminée et appliquée. Le secours accordé dans certaines œuvres où l'on travaille peu est presque semblable à l'aumône ; dans des ateliers plus actifs on pourrait presque croire à un salaire

1. Paul Cauwès. *Cours d'Economie politique*, Larose et Forcel, 1893, t. III, p. 21.

normal. Cette dernière forme est incontestablement préférable, puisque le chômeur coopère dans une large part à se sortir d'embarras lui-même et qu'il diminue d'autant le rôle et la charge de l'assistance. Il n'y a d'ailleurs progrès véritable qu'autant qu'on s'éloigne davantage de l'aumône. L'assistance par le travail, pour atteindre son but, doit donc tendre à se rapprocher le plus possible des conditions normales du salaire.

La société profite-t-elle autant du développement des œuvres d'assistance qu'elle pourrait le faire de celui des ateliers de secours ? La réponse à cette question dépend surtout des travaux qui sont exécutés dans ces divers ateliers ou chantiers. La colonie de La Chalmelle accomplit une tâche d'utilité publique en fertilisant des terres incultes, aussi bien que les ateliers de charité de Turgot où l'on construisait de nouvelles routes. Les travaux de ce genre ont le mérite de créer des sources de richesse pour le pays et de ne pas faire une concurrence nuisible au travail libre. Malheureusement on ne peut pas toujours en dire autant des ateliers de travail industriel. De nombreuses plaintes se sont élevées contre eux, quelques-unes sont fondées (1).

1. Voici ce qu'on disait à ce sujet à la Chambre dans l'interpellation Vaillant du 23 février 1897. *M. Vaillant* : « Un travail qui ne produit pas un effet utile correspond, somme toute, au travail des prisonniers des Workhouses, à un travail dégradant et ne correspondant pas réellement à ce qui doit être fait il faut un *travail utile, profondément utile* ».

M. Carnaud : « J'ai étudié cette question d'une façon particulière. Lorsque j'étais conseiller général de Marseille, j'ai combattu des subventions demandées par la Société de l'Assistance par le travail à notre conseil général, et voici pourquoi je l'ai

De ce que le salaire n'est pas fixé dans des conditions normales, le rôle du prix de revient étant accessoire, il est possible de vendre à meilleur marché que dans les magasins ordinaires. De là provient une concurrence désastreuse pour le travail normal, tant au point de vue de la production qu'au point de vue du salaire.

Quelques métiers sont devenus par ce fait inabordable aux ouvriers ordinaires ; le salaire y est tellement avili qu'un ouvrier, si laborieux qu'il soit, ne peut plus gagner sa vie. C'est le cas pour le travail des coterets. Autrefois, les charbonniers cassaient eux-mêmes ces petites buchettes, aujourd'hui ils sont obligés d'y renoncer, la concurrence des œuvres d'assistance par le travail ayant réduit à néant le modeste bénéfice qu'ils pouvaient en tirer. Beaucoup de clients, soit par économie, soit dans des

fait : parce que les corps publics n'ont pas de contrôle à exercer dans ces sociétés ; ils ne savent pas ce qui s'y passe et j'ai peur que ce soit une *exploitation* tout à la fois du riche et du pauvre qui s'y exerce ».

..... « Ces margottins viennent faire concurrence à ceux qui sont faits par les petits marchands de bois ».

« Du moment qu'on n'a pas de contrôle à exercer dans ces sociétés, il est certain que ceux qui sont à leur tête doivent faire des bénéfices sur les riches et sur les pauvres à la fois ».

..... « C'est un nouvel avilissement du travail qu'elles produisent. Vous savez que l'heure de travail n'y est payée que 0 fr. 25. N'est-ce pas avilir le travail que de payer à des taux aussi inférieurs ? Quel est celui d'entre vous, en effet, auquel il ne tienne pas à cœur de relever la dignité attachée au travail en lui donnant la juste rétribution qui lui est due, de façon que chaque citoyen l'aime de plus en plus, à condition pourtant qu'il n'annihile pas les forces de celui qui l'exerce ? Le surtravail est en effet une faute commise par la société qui l'autorise ».

intentions charitables, ont préféré s'adresser directement aux œuvres que d'avoir recours à l'intermédiaire de ces commerçants, de telle sorte que ces malheureux ont perdu beaucoup d'affaires et ont vu diminuer leur bénéfice sur celles qui leur restaient. Une pareille situation est désastreuse et montre avec quelle circonspection on doit agir toutes les fois que l'on fait travailler en dehors des conditions normales. Des cas de ce genre sont plus fréquents qu'on ne pourrait le supposer. Le Directeur de La Chalmelle, dont les rapports sont toujours empreints d'une très grande exactitude et d'une profonde sincérité, faisait remarquer qu'il avait souvent à lutter, dans le placement de ses hospitalisés, contre la rapacité de certains patrons qui auraient voulu profiter de la situation précaire des colons pour les engager moyennant un salaire moindre que le taux normal. Si M. Mallet ne veillait d'une façon toute spéciale au maintien des conditions ordinaires de placement, la colonie de La Chalmelle occasionnerait une concurrence assez sérieuse aux travailleurs libres et favoriserait, au moins dans cette région, un avilissement des salaires. Nous avons signalé aussi le cas de cette œuvre de province qui se vantait d'avoir pu obtenir du travail à faire pour les grands magasins de Paris, alors que le salaire qu'elle donnait à ses assistées était beaucoup moins élevé que le cours normal.

Il y aurait donc à craindre, si l'on n'y veillait attentivement, que l'assistance par le travail n'arrivât à faire beaucoup de mal en cherchant à faire le bien. Heureusement, les personnes charitables et

éclairées qui sont à la tête de ces œuvres prennent, très généralement, de sérieuses et prudentes mesures pour éviter cet écueil auquel il faut toujours penser (1).

Mais tout en reconnaissant largement les nombreuses difficultés d'application, nous n'en devons pas moins conclure à l'excellence du principe de l'assistance par le travail.

L'assistance par le travail est un remède puissant contre les conséquences désastreuses du chômage. L'ouvrier, contribuant à mériter, à gagner le secours qui lui est attribué, se fait le véritable artisan de son assistance, qui perd alors ce qu'elle pourrait avoir d'abaissant ou de déprimant. Il conserve l'habitude du travail et de l'activité, il évite les entraînements qui sont la conséquence de la paresse ou du désœuvrement. Il reste dans le milieu des travailleurs.

D'autre part, ce mode d'assistance est une précieuse « pierre de touche », ainsi qu'on l'a si souvent nommé, pour écarter tous ceux qui sont indignes de notre sollicitude et de nos secours. Les mendiants professionnels et les vagabonds fuient à la perspective d'un travail sérieux et régulier.

Enfin, entre ceux qui se maintiennent solidement dans la bonne voie et ceux qui sont irrémédiablement tombés, se trouvent ceux qui sont sur le point de glisser sur la pente de la déchéance finale ; pour

1. Le point essentiel est de ne jamais vendre moins cher que dans les magasins ordinaires et de payer les travailleurs le plus possible sans toutefois dépasser le salaire courant pour un travail égal.

eux surtout, l'assistance par le travail est bienfaisante et réconfortante. Elle leur rend le courage et l'habitude d'une vie laborieuse et régulière, elle les soutient et les fortifie en attendant qu'ils puissent reprendre la lutte pour la vie ; elle les arme pour ce combat et les soutient dans leurs premiers efforts. C'est une œuvre de relèvement économique et moral des plus fécondes. Il est à souhaiter que son action bienfaisante se développe et s'étende, et qu'elle puisse porter un secours de plus en plus efficace aux conséquences injustes de tant de misères si souvent imméritées.

VU :

Le Président de la thèse,
RAOUL JAY.

VU :

Le Doyen de la Faculté,
GLASSON.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1

PREMIÈRE PARTIE

Le chômage.

CHAPITRE I. — Le chômage, sa nature, et son étendue.	7
CHAPITRE II. — Le chômage et ses conséquences morales	28

DEUXIÈME PARTIE

Les remèdes.

CHAPITRE I. — La prévoyance. L'aumône	39
CHAPITRE II. — L'assistance par le travail	53

TROISIÈME PARTIE

Histoire de l'assistance par le travail avant 1848.

CHAPITRE I. — Les travaux de secours avant le XVIII ^e siècle	65
CHAPITRE II. — Les ateliers de charité	84
CHAPITRE III. — L'assistance par le travail sous la Révolution	97
<i>Section I. — L'œuvre du Comité de mendicité.</i>	97
<i>Section II. — Les ateliers de secours pour les hommes valides pendant la période révolutionnaire</i>	103
<i>Section III. — Les ateliers de filatures.</i>	133

QUATRIÈME PARTIE

Les ateliers nationaux de 1848.

CHAPITRE	I. — Les ateliers nationaux. Leur création	155
CHAPITRE	II. — Les ateliers nationaux sous la direction d'Emile Thomas . .	192
CHAPITRE	III. — Les ateliers nationaux sous la direction de Lalanne	216
CHAPITRE	IV. — La dissolution des ateliers nationaux	232
CHAPITRE	V. — La dissolution des ateliers nationaux et la question du rachat des chemins de fer en 1848 . .	248
CHAPITRE	VI. — Les colonies agricoles en Algérie .	258
CHAPITRE	VII. — Diverses autres formes de l'assistance par le travail en 1848. .	281
CHAPITRE	VIII. — Conclusion	286

CINQUIÈME PARTIE

<i>Les dépôts de mendicité.</i>	293
---------------------------------	-----

SIXIÈME PARTIE

L'assistance par le travail moderne en France.

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE.	— L'origine de l'assistance par le travail moderne. . . .	305
CHAPITRE	I. — L'assistance par le travail à domicile	315
CHAPITRE	II. — Les œuvres d'assistance par le travail à régime d'externat . . .	323
CHAPITRE	III. — Les œuvres d'assistance par le travail à régime d'internat . . .	347
CHAPITRE	IV. — Les œuvres municipales d'assistance par le travail de la ville de Paris.	382

TABLE DES MATIÈRES	445
Section I. — Les œuvres urbaines .	382
Section II. — La colonie agricole de	-
La Chalmelle	391
CHAPITRE V. — Les jardins ouvriers.	414
CONCLUSION	429
BIBLIOGRAPHIE	447

BIBLIOGRAPHIE

HISTOIRE DE L'ASSISTANCE PAR LE TRAVAIL AVANT LE XVIII^e SIÈCLE

- Babeau.** — La ville, le village, la vie rurale. . . . d'autrefois, divers volumes in-8 et in-12, années 1879-1886.
- Berthélemy.** — Le rôle économique de l'assistance par le travail. Bulletin des travaux de l'Université de Lyon, janvier à mars 1891. Stork, 78, rue de l'Hôtel de Ville, à Lyon.
- Abbé Deblaye.** — La charité de St-Vincent-de-Paul en Lorraine, 1638-1643-1887 in-8°.
- Albert Desjardins.** — Les sentiments moraux au xvi^e siècle.
- Jules Didot.** — Le pauvre dans l'ancien testament 1897, 6 rue de Furstemberg, in-32, 94 pages.
- Feillet.** — La misère au temps de la Fronde, Paris 1868, in-12.
- Gaufrès.** — L'assistance par le travail sous l'ancien régime Bulletin de la Société internationale pour l'étude des questions d'assistance, sept. 1893.
- Histoire de l'hôpital général de Paris, 1676.**
- Joubert.** — La misère en Anjou au xv^e et au xvii^e siècles, Angers 1886, in-8°.
- Jourdan.** — Histoire de l'établissement de l'Hôpital général. Paris, 1676.
- De Magnitot.** — De l'assistance et de l'existence de la mendicité.
- Léon Maître.** — L'assistance publique dans la Loire-Inférieure avant 1789.
- Martin Doisy.** — Assistance comparées dans l'ère païenne et l'ère chrétienne, suivi de l'assistance juive. Paris 1853.
- De la Marre.** — Traité de la Police. V. notamment t. II, p. 659, Ordonnance du 29 août et du 29 octobre 1596.
- Alexandre Monnier.** — Histoire de l'assistance publique dans les temps anciens et modernes. 1856.
- Mareau-Christophe.** — Du problème de la misère et de sa solu-

tion chez les peuples anciens et modernes, 1881, 3 vol. in-8°.

Napoléon III. — Extinction du paupérisme. Recherches sur le paupérisme en France au xvi^e siècle.

Naville. — De la charité légale, de ses causes et de ses effets.

Lot. — De l'assistance privée en droit romain. Thèse Paris, 1895, n° 38.

Loth. — St-Vincent-de-Paul et sa mission sociale. Paris 1879, gr. in 8°.

Hubert-Valleroux. — La Charité sous l'ancien régime.

Henri Sanval. — Histoire et Recherches des antiquités de la Ville de Paris.

LES ATELIERS DE CHARITÉ

De Beylié. — Les ateliers municipaux de charité à Grenoble. Grenoble 1898.

P. Biollay. — Etudes économiques sur le xviii^e siècle. Le pacte de famine, Paris, 1885, in-8°.

Boncerf. — De la nécessité et des moyens d'occuper avantageusement tous les gros ouvriers de Paris, 1790, in-8°.

Dalloz. — Répertoire § assistance.

Lucien Lazare. — Vieux Montmartre, ateliers de charité.

Léon Lefébure. — De l'organisation de la bienfaisance publique et privée dans les campagnes au xviii^e siècle.

Letrosne. — Mémoire sur les vagabonds et les mendiants. Soissons, 1764, in-8°.

Parturier. — L'assistance à Paris sous l'ancien régime et pendant la Révolution, Paris, 1897.

Turgot. — Rapports et circulaires.

— Constitution des ateliers de charité.

— Mémoire sur les moyens de procurer, par une augmentation de travail, des ressources au peuple de Paris, dans le cas d'une augmentation dans le prix des denrées. Mai 1775

LES ATELIERS DE SECOURS

Bibliographie sur l'assistance par le travail sous la Révolution, extraite d'une collection de 39 mémoires sur les questions d'assistance et intitulé : « Recueil de mémoires sur les établissements d'humanité » au viii^e et au x^e siècle. Bibliographie déposée à l'Office du travail.

Comité de mendicité. — Rapport. Paris 1790, Imprimerie Nationale.

- Constitution du 3 septembre 1791.** — Déclaration des droits de l'homme, 24 juin 1793. Décret 19-24 mars 1793 (organisation des travaux de secours. V. Séance de la Convention du 30 octobre 1792.
- J. Gaufres.** — L'assistance par le travail sous la Révolution. Bulletin de la Société internationale pour l'étude des questions d'assistance, août 1893.
- La Rochefoucauld-Liancourt.** — Plan de travail pour l'extinction de la mendicité. Paris, Imprimerie Nationale, 1790.
- Rapports du comité de mendicité.**
- Rapport sur l'état des hôpitaux et hospices à Paris présenté en 1816.**
- Recueil des circulaires du ministère de l'Intérieur.** — Instruction ministérielle du 19 décembre 1808, t. II, p. 32, relative à la création de maisons de travail libre.
- Tuetey.** — L'assistance publique à Paris pendant la Révolution. Paris, Imprimerie Nationale, 1895, 4 vol.

LES DÉPÔTS DE MENDICITÉ

- Circulaire du 6 mai 1815 sur les dépôts de mendicité.** Décret, 5 juillet 1808.
- Conseil d'Etat.** — V. Séance du 19 août 1807.
- De Crisenoy.** — Les asiles d'incurables et les dépôts de mendicité. Revue d'administration 1888, t. III, p. 5.
- Décret du 5 juillet 1808 sur le vagabondage.**
- du 5 octobre 1808. Règlement du 27 octobre 1808. Circulaire du 31 mars 1812. Circulaire 5 novembre 1815.
- Ducuron-Tucot.** — De la répression de la mendicité. Toulouse 1899.
- Ch. Dupuy.** — Rapport au Conseil supérieur de l'assistance publique sur les dépôts de mendicité, 1899. Voir notamment les décrets, règlements et ordonnances concernant la mendicité depuis Charlemagne. Paris 1888.
- Monod.** — Rapport au Conseil supérieur d'assistance publique, 1888.
- Péchart.** — Manuel des prisons et des dépôts de mendicité. Paris, 1822.
- Règlementation de détail pour la création des dépôts de mendicité.** — 31 mars, 4 juin, 29 août, 20 septembre, 21 octobre, 7 novembre 1809 ; 9 octobre, 14 novembre, 13 décembre 1810 ; 19, 29 novembre 1811 ; 18 avril 1812.
- Hubert-Valleroux.** — La charité avant et depuis 1789.

LES ATELIERS NATIONAUX

- Bauchart.** — Rapport de la Commission d'enquête sur l'insurrection qui a éclaté dans la journée du 23 juin et sur les événements du 15 mai 1848.
- J.-J. Baude.** — Les ateliers nationaux. Revue des Deux-Mondes. 1^{er} juillet 1848.
- Bastiat.** — Petits pamphlets : ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas. Lettre de M. de Lamartine sur le droit au travail.
- De Beylié.** — Les ateliers municipaux de charité à Grenoble, 1846 à 1857. Grenoble, 1898.
- Louis Blanc.** Le socialisme. Droit au travail. Réponse à M. Thiers. 4 vol. in-18, 1848.
- Organisation du travail. Une brochure, 1840.
- Organisation du travail, 1847.
- Histoire de la Révolution de 1848, Paris, 1870, 2 vol.
- La Révolution de février au Luxembourg, 4 vol. in-12, 1848.
- Catéchisme des socialistes, 1850.
- Ad. Blanqui.** — Des classes ouvrières en France pendant l'année 1848. Guillaumin, 1849, in-8°.
- Rapport à l'Académie des sciences morales et politiques.
- H. Breton.** — La Constitution de 1848. Annales de l'Ecole des sciences politiques, novembre 1897.
- Eug. Buret.** — De la misère des classes ouvrières en France et en Angleterre, 2 vol. in-8° 1840.
- Maxime du Camp.** — Souvenirs de l'année 1848, Paris 1876.
- Victor Considérant.** — Théorie du droit de propriété et du droit au travail, Paris, librairie phalanstérienne, 1848.
- Cornelius Lowe.** — Das Recht auf Arbeit, Berlin, 1898, in-8°.
- Le Droit au travail.** — Brochures de Lamartine, Thiers, Léon Faucher, Dufaure, Em. de Girardin réunies sous ce titre : Le droit au travail au Luxembourg et à l'assemblée. 2 vol. in-18, 1849.
- J. Dufour.** — Etude historique sur les théories du droit au travail. Paris, Larose 1899, in-8°.
- Léon Faucher.** — Du système de M. Louis Blanc ou le travail l'association et l'impôt, 4 vol. in-16, 1848.
- Frégier.** — Des classes dangereuses de la population dans les grandes villes et des moyens de les rendre meilleurs. Paris, 1840, 2 vol.

- De la Gorce.** — Histoire de la seconde République française. 2 vol. gr. in-8°, Paris, 1887.
- Joseph Garnier.** — Le droit au travail à l'assemblée nationale. Recueil de tous les discours prononcés dans cette mémorable discussion. 1 vol. in-8°, Paris, 1848.
- Garnier-Pagès.** — Histoire de la Révolution de 1848.
- Guyard.** — Essai sur l'état du paupérisme en France et sur les moyens d'y remédier. 1849, in-8°.
- Abbé G. B. Hertot.** — Essai sur la question de l'extinction de la mendicité, théorie et application, 2^e édit. Laval, Godbert, 1850, in-8°.
- Léon Lalanne.** — Rectification historique sur les ateliers nationaux. Paris 1887.
- Lamartine.** — Histoire de la Révolution de 1848.
- Levasseur.** — Histoire des classes ouvrières de 1789 à nos jours. 2 vol. 1865.
- Merson.** — Du droit au travail. 1 vol. in-18, Paris 1848.
- Moniteur Universel.** — Pour les ateliers nationaux et *passim* de 1849 1851, pour les colonies agricoles de l'Algérie. — Février 1848 à juin 1849.
- Morin.** — Essai sur l'organisation du travail et l'avenir des classes laborieuses. 2 vol. 1845.
- Eug. Piccatier.** — Les ateliers nationaux en 1848. St-Etienne 1899.
- Proudhon.** — Le droit au travail et le droit de propriété. 1 br. in-12, Paris, 1850.
- Rapport fait au nom de la Commission instituée pour l'examen de diverses questions relatives aux ateliers nationaux.**
- Louis Reybaud.** — Rapport fait à M. le Ministre de la guerre par la Commission d'inspection de la colonie agricole de l'Algérie. 16 novembre 1849. Ministère de la guerre. Insp. nat. 1849.
- Les réformateurs ou socialistes modernes, 2 vol. 1845.
- Daniel Stern.** — Histoire de la Révolution de 1848, Paris 1878. 3 vol.
- Stuart Mill.** — Essai sur la Révolution de 1848. Traduction Sadi-Carnot.
- Thiers.** — Rapport à l'Assemblée nationale 1848.
- Emile Thomas.** — Histoire des ateliers nationaux. 1 vol. 1848.
- Vanlaer.** — Le chômage de l'ouvrier. Les ateliers nationaux. Correspondant 10 septembre 1892.
- Vidal.** — Vivre en travaillant. 1 vol. 1848.

Villermé. — Tableau de l'état physique et moral des classes ouvrières. 2 vol. 1840.

Docteur F. Weide. — Ueber das Recht auf Arbeit und seine gesellschaftlichen Verhältnisse im allgemeinen. Berlin, 1885, in-8°.

L'ASSISTANCE MODERNE PAR LE TRAVAIL

G. Beer. — L'assistance par le travail agricole. Versailles, 1897, in-8, 64 p.

Bequet. — Régime de l'assistance publique et privée, in-8, 1885.

Henri Brocher (de Lausanne). — Le droit au travail, un article dans la Revue de droit et de législation en France et à l'étranger, tome XIX (1895).

Bulletin de la Société des établissements charitables, t. 1, p. 460.

Buret. — Des classes dangereuses de la population.

Maxime Du Camp. — La charité privée à Paris, Paris, 1896. — Paris bienfaisant, 1888, in-8.

— L'assistance par le travail. Revue des Deux-Mondes, 1^{er} avril 1884, 15 janvier 1888.

— Paris, ses organes, ses fonctions, sa vie.

Cauwès. — Economie politique, t. I, p. 159 et suivantes, t. III, p. 624 et suivantes.

Cherbuliez. — Etude sur les causes de la misère, in-18.

Cheysson. — La France charitable et prévoyante. Tableau des œuvres et des institutions des départements, 1896.

Congrès national d'assistance de Lyon, 1894, 2 vol., Waltener, édit. Legendre, successeur.

II^e Congrès international d'assistance. — Genève, 14, 19 septembre 1896, 2 broch. Genève, imprimerie Wyss et Duchêne, rue Verdaine, t. I, Procès-verbaux et résolutions, t. II, Rapports.

Congrès national d'assistance. — Rouen, 1897.

IV^e Congrès national de patronage des libérés. — Lille, 1898.

Un Curé de campagne. — Défense des pauvres et des ouvriers, in-8 1896.

Dictionnaire d'Economie politique, § assistance.

Docteur Drouineau. — Les enquêtes sur le vagabondage. Revue philanthropique, 10 juillet 1897, p. 321.

Docteur Ducpetiaux. — Rapport. Revue encyclopédique, décembre 1832, p. 585.

- Dupont-Wite.** — Essai sur les relations du travail avec le capital.
- Louis Egger.** — L'assurance contre le chômage et la société moderne, Neuchâtel, 1894.
- Paul Festugière.** — La charité en France. Un recensement général des œuvres charitables. Plon et Nourrit, 1896.
- J. Garnier.** — Tableau des causes de la misère et des remèdes, broch. in-8.
- Baron de Gérando.** — De la bienfaisance publique, 1839.
- Docteur Gibert Roux.** — Des divers modes d'assistance aux nécessiteux valides sans travail, 1897, Rouen.
- D'Haussonville.** — Socialisme et charité.
- Jacot.** — L'assistance par le travail en Allemagne et en France, vol. in-8°, 1897.
- Journal officiel.** — Exposé des motifs de la proposition de loi *Berry* sur la répression de la mendicité, 16 janvier 1894. Documents parlementaires, n° 260, p. 33. Interpellation Vaillant, 23 février 1897.
- Lavollée.** — Revue des Deux-Mondes, 1884, t. I, p. 785.
- Lecour.** — Assistance publique et privée dans le département de la Seine.
- Léon Lefébure.** — La fondation Laubespain, Correspondant, 25 mai 1892.
- Ligue du Coin de Terre et du Foyer.** — Bulletins mensuels. — Les sans-travail. Paris, C. Lévy, 1896, in-8, 24 p.
- Mamoz.** — L'assistance par le travail, rue du Colysée, 84. Bulletin mensuel fondé en 1881.
- Marbeau.** — Mémoire sur le travail et l'assistance. Académie des sciences morales et politiques, t. XIV, p. 390.
- Pierre Mazerolle.** — La misère à Paris. Les mauvais gîtes, Paris, 1875.
- G. Michel.** — Philanthropie, socialisme et parlementarisme. Economiste français, 1^{er} semestre 1896.
- Modeste.** — Du paupérisme en France.
- Monod.** — Rapport au Conseil supérieur de l'assistance publique, 1888.
- Statistique des dépenses publiques d'assistance faites en France en 1885, Paris, 1889.
- Moron, Finance et Keüfer.** — Rapport sur la question du chômage présenté au nom de la commission permanente du Conseil supérieur du travail, Paris, 1896.
- Office central des institutions charitables.** — Paris charitable et prévoyant, 1897.
- La France charitable et prévoyante, 1899, in-8.

- Office du travail.** — Annuaire statistique de la France. XV vol., années 1892, 1893, 1894.
- Note sur les travaux de secours contre le chômage. Imprimerie nationale, 1895.
- Documents sur la question du chômage. Paris, 1896.
- Paul Otlet.** — Le chômage involontaire. — Bulletin du Comité permanent au Congrès des accidents du travail. Bruxelles, 1895.
- L. Paulian.** — Paris qui mendie, Paris Ollendorff.
- Percevault.** — Du vagabondage et de la mendicité. Thèse, Dinan, 1896.
- Perrenet.** — L'assistance par le travail, broch. in-16, 1896, Langres.
- G. Picot.** — Charité et œuvres sociales. Réforme sociale, 1894, p. 821.
- R. P. Piolet.** — L'œuvre des jardins ouvriers à St-Etienne. Paris, in-12, 1899.
- Huerne de Pommeuse.** — Des colonies agricoles, 1832.
- Proud'hon.** — Confession d'un révolutionnaire, Paris, Lacroix, 1876.
- L. Puibaraud.** — Les malfaiteurs de profession, 1893.
- De Pulligny.** — L'assistance par le travail de Marseille. Réforme sociale, 16 février 1892.
- Rapport au Président de la République française**, par le ministre de l'Intérieur sur l'application de la loi du 25 juin 1890 relative à la répression par voie disciplinaire des infractions spéciales à l'indigénat en Algérie. Journal officiel, 1895, p. 2377, 1896, p. 4125.
- Rapports annuels au Conseil municipal de Paris** sur le fonctionnement de la colonie agricole de la Chalmelle.
- Fleury-Ravarin.** — De l'assistance communale en France.
- Réforme sociale.** — 1^{er} juillet 1888. Visite du Congrès d'économie sociale à l'hospitalité du quai de Versailles.
- 1891. L'assistance par le travail.
- Un remède contre le chômage. Les jardins ouvriers à Sedan, St-Etienne, etc., 1896, II, p. 247.
- L. Rivière.** — L'assistance par le travail au dépôt de mendicité de Courville (Eure-et-Loir). Réforme sociale, 16 mai 1899, p. 787.
- Les jardins ouvriers en France et à l'étranger. Paris, Rondelet, 1899.
- Schwiedland.** — Article dans la Revue d'Economie politique, année 1888, p. 133.

- H. Spencer.** — L'individu contre l'Etat.
- Taine.** — Contre l'assistance par l'Etat, *Revue des Deux-Mondes*, 15 janvier et 1^{er} février 1888.
- De Tollenare.** — Société pour l'extinction de la mendicité dans la ville de Nantes.
- Hubert-Valleroux.** — De l'assistance sociale.
- Maurice Vaulaër.** — Le chômage de l'ouvrier, correspondant : 10 septembre, 10 octobre, 25 novembre 1892 ; 10 janvier 1893.
- Vicomte Alban de Villeneuve Bargemont.** — Economie politique chrétienne ou recherche sur les causes du paupérisme en France et en Europe et sur les moyens de le prévenir et de le soulager.
- Edmond Villey.** — Le socialisme contemporain, 1895.
- De Watteville.** — Essai sur les établissements de bienfaisance, broch. gr. in-8.

